

## Le dialogue franco-japonais renoué

ENTRE Paris et Tokyo, «les malentendus sont dissuadés», a déclaré M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, à l'issue de sa visite au Japon. Les propos de M. Edith Cresson, en mai - comparant notamment les Japonais à des fourmis - comme son opposition initiale à l'entrée de NEC dans le capital du groupe public Bull avaient provoqué un net refroidissement entre les deux pays. A Tokyo, M. Bérégovoy a renoué avec une attitude constructive : «ambassadeur de la confiance mutuelle», il a recherché la coopération plutôt que la confrontation.

Reçu par le premier ministre, M. Kiichi Miyazawa, M. Bérégovoy a su adopter le ton qu'appréciaient les Japonais : ferme mais poli. «Je ne suis pas venu en représentant de commerce», a-t-il déclaré, se référant implicitement à la visite récente - et catastrophique - de M. George Bush. Au lieu de dénoncer l'efficacité industrielle et l'agressivité commerciale des Japonais, M. Bérégovoy a cherché à faire ressortir les convergences entre les deux pays, deuxième et quatrième puissances économiques mondiales.

Le poids politique de la France et la force financière du Japon doivent, à ses yeux, se marier pour faire progresser positivement les grands dossiers du monde. Paris en attend des résultats concrets dans plusieurs domaines. Sur la question du soutien à la croissance mondiale, qui doit être évoquée lors de la réunion du G7, le 25 janvier à New-York, mais aussi sur l'aide à l'ex-URSS, la réintégration du Vietnam dans la communauté financière internationale ou les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round.

Jugeant le dossier automobile Japon-CEE «réglié», M. Bérégovoy a clairement fait savoir à ses interlocuteurs qu'il ne céderait pas aux pressions protectionnistes de certains industriels français. Marquant là encore une nette inflexion dans l'attitude de la France à l'égard de l'archipel, il a invité, en revanche, et avec insistance, les industriels nippons à investir en France.

L'ATTENTION accordée à la «visite du ministre par les journaux japonais incite à penser que Tokyo accueille très favorablement ce changement de ton. Sur le plan économique et financier pourtant, ce revirement risque d'être un peu tardif. Il intervient alors que les industries japonaises, notamment l'automobile, entrent dans une phase de digestion, après les investissements massifs qu'elles ont réalisés à l'étranger dans les années passées. Conscients de la bonne santé de l'économie française, les dirigeants nippons sont en droit de s'interroger sur l'ampleur de ce revirement. Si M. Bérégovoy a toujours été partisan de l'entrée de NEC dans Bull, le serait-il aussi de celle de Mitsubishi dans Renault? Cette nouvelle attitude est-elle celle du gouvernement français ou n'est-elle que la position du ministre des finances? Il faut bien chercher l'argent là où il est. Le double langage - celui de Maitron, celui de Bercy - serait sans doute la pire des choses dans les relations entre Paris et Tokyo. Une prochaine visite du premier ministre au Japon devrait sans doute permettre de lever les ambiguïtés.

Lire page 19 l'article d'ERIK IZRAELWICZ

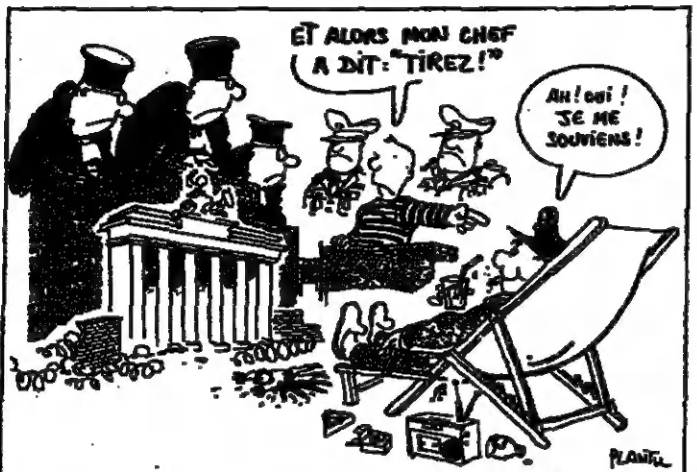
M0147 - 0122 0 - 6.00 F



## La condamnation d'un ancien garde-frontières à Berlin

### La polémique est relancée sur la répression dans l'ex-RDA

Un ancien garde-frontières de la RDA a été condamné, lundi 20 janvier, à Berlin, à trois ans et demi de prison pour avoir tué un fugitif sur le mur en février 1989. Le gradé qui avait donné l'ordre de tir a été acquitté. D'autres procès semblables pourraient avoir lieu. L'ouverture des archives de la police politique, la Stasi, relance la polémique des nombreux Allemands de l'Est qui ont collaboré avec le régime policier.



Lire page 3 les articles d'HENRI DE BRESSON

## Quatre-vingt-sept morts, neuf rescapés près de Strasbourg

### Chute de l'Airbus : les experts étudient l'hypothèse d'un incident technique

Quatre-vingt-sept personnes ont été tuées dans l'Airbus A-320 d'Air Inter qui s'est écrasé, lundi 20 janvier vers 19 h 25, près de la commune de Barr, sur le mont Sainte-Odile (Bas-Rhin). Neuf survivants seulement - dont deux enfants - ont été retrouvés. Les quatre-vingt-seize passagers et membres d'équipage

avaient décollé, une heure auparavant, de l'aéroport de Lyon-Satolas à destination de Strasbourg. Les «boîtes noires» de l'A-320, dont l'une a été récupérée, devraient permettre de comprendre les raisons de cette catastrophe. Les experts étudient l'hypothèse d'une cause technique.

### Un avion pas comme les autres

par Alain Faujas

La chute de l'Airbus d'Air Inter dans la forêt du mont Sainte-Odile, dans les Vosges, ne peut être considérée comme une de ces catastrophes «banales» qui ponctuent sinistrement l'histoire de l'aéronautique commerciale (Chicago, Ermenonville, le mont Erebus, Tokyo, Madrid, Bangalore, etc.) et qui indignent d'autant plus que la technologie moderne semblerait devoir enfin maîtriser incidents techniques, avaries météorologiques et erreurs humaines.

Bien sûr, les quatre-vingt-neuf victimes posent - et pas seulement à leurs proches - à nouveau la question des causes de cet accident. Les premiers témoignages des rescapés et l'absence de messages alarmistes de l'équipage laisseraient penser que les fonctions essentielles de l'appareil (moteurs, volets, commandes), qui avaient été vérifiées le matin même, étaient normales peu avant le choc. L'équipage n'a pas effectué la descente trop rapidement, au moins dans une première phase. L'hypothèse de l'at-tentat semble également à écarter

pour l'instant, en l'absence d'une explosion avérée antérieure à la chute. La mauvaise visibilité et la basse température (- 8 °C au mont Sainte-Odile) n'excusaient pas ce qu'un avion commercial affronte quotidiennement.

Reste l'altitude aberrante du vol, de l'ordre de 600 mètres au-dessous de la trajectoire normale, alors qu'il restait à parcourir environ une vingtaine de kilomètres avant la piste de l'aéroport de Strasbourg.

Lire la suite et nos informations page 9

## Grandes manœuvres en Afghanistan

### Le Pakistan, allié des moudjahidins, souhaite désormais un rapide retour à la paix

PESHAWAR

de notre envoyé spécial

«Oui, le Pakistan est vraiment en train de changer de position à propos de l'Afghanistan. Il considère désormais comme sa priorité une politique économique active envers les nouvelles Républiques ex-soviétiques d'Asie centrale. Pour ce faire, il a besoin que la paix revienne rapidement dans notre pays.» Nous recevons dans

sa maison-forteresse de Peshawar, le commandant Abdul Haq - qui dirige les moudjahidins de la célèbre passe de Khyber presque jusqu'à Kaboul en passant par les abords de la ville de Jalalabad - n'hésite pas à reconnaître un fait nouveau et important pour les adversaires du président Najibullah. Islamabad, qui, depuis près d'un quart de siècle, a soutenu les groupes islamistes afghans les plus extrémistes, mar-

quant constamment sa préférence pour une solution radicale dans le pays voisin qu'elle espérait ainsi mieux contrôler, a - selon toute apparence - décidé de favoriser désormais un règlement politique. Ce qui implique une pression sur son protégé de toujours, le Hezb-i-Islami, et l'envoi de signaux positifs vers des partis tenus jusque-là en lisière. Déjà, la moindre disponibilité du Pakistan à l'égard de ses anciens amis

se fait sentir : «Nous commençons à avoir des problèmes d'approvisionnement en armes et munitions», reconnaît M. Abdul Haq, affilié à une branche dissidente du Hezb (1).

JEAN-PIERRE CLERC

Lire la suite page 4

(1) Le Hezb, né en 1976 d'une scission effectuée au sein du mouvement islamique (Jamiat) par M. Hekmatyar, s'est lui-même scindé, en 1979, sous l'impulsion de M. Yunus Khalles.

## Mésalliance BSN-Agnelli

### L'OPA de Nestlé sur Perrier compromet les accords entre les deux groupes

par François Renard

Le bel accord d'association conclu le 10 septembre 1987 entre M. Antoine Riboud, président de BSN, et M. Umberto Agnelli, président de l'IFIL, un des holdings du groupe familial, pour développer les activités du groupe français en Italie a-t-il vécu, et le groupe Agnelli aurait-il des vues non seulement sur certaines sociétés de l'agroalimentaire en France, mais aussi sur son numéro un, BSN lui-même?

La question est désormais posée, après les déclarations du même Umberto Agnelli jeudi dernier à Milan (le Monde daté 19-20 janvier 1991). «Nous souhaitons renforcer notre participation dans BSN, aujourd'hui à 5,8 %, mais seulement en total accord avec son management», se bâtit-il de préciser, ajoutant, toutefois : «Dans l'immédiat, nous allons rester à 5,8 % jusqu'à ce qu'Antoine Riboud nous demande de monter. Mais j'espère que la situation changera aussi vite que possible.» La menace était claire, d'autant qu'elle s'accompagnait d'un commentaire éloquent : «BSN est une entreprise magnifique, bien gérée, un déve-

loppement dans l'agroalimentaire français qui, par nature, est anticyclique et complète parfaitement les activités automobiles de Fiat.» C'était, pourtant, un bel accord que celui de 1987, un échange de participations dans le capital de chacun des deux groupes, avec, pour objectif, la diversification de la famille Agnelli dans l'agroalimentaire italien, BSN jouant le rôle de maître d'œuvre industriel. La leçon des pâtes Buitoni, soufflées, au nez d'Antoine Riboud, par Carlo De Benedetti en 1986 avait servi : en Italie, il faut un «parrain» puissant, et Agnelli convenait parfaitement. Ce fut une belle aventure, avec la prise de contrôle du numéro 1 du fromage, Galbani, de la deuxième place (14 %) dans les pâtes, Cagnesi, la part de BSN montant progressivement, avec, en décembre, la cession totale au groupe français de ses intérêts dans l'eau minérale par Agnelli, qui conserve toujours 50 % du fromage.

Lire la suite et l'article de DOMINIQUE GALLOIS ainsi que les déclarations de M. Antoine Riboud, le président de BSN, page 18

## Serge Viderman De l'argent en psychanalyse et au-delà.



Dès le premier instant où il ouvre les yeux sur ce monde incompréhensible, l'homme sait qu'il est destiné à disparaître. Serge Viderman s'efforce de cerner le rôle que joue l'argent - sa passion - dans la peur de la mort, et dans son illusoire conjuration.

Collection «Le Fil Rouge» 160 pages - 88 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

## Cinq civils tués au Congo

Confusion politique après le coup de force de l'armée page 4

## Normalisation entre Israël et la Chine

M. David Lévy attendu à Pékin page 5

## Un entretien avec M. Fiterman

Le chef de file des contestataires communistes suggère à M. Marchais de suivre l'exemple de M. Mauroy page 8

## Le film d'Hervé Guibert sur TF1

«La Pudeur ou l'impudeur» devrait être diffusé jeudi 30 janvier à 23 h 15 page 10

## Les restructurations industrielles

M. Cresson, en tournée, explique sa politique de regroupement entre Thomson et le CEA page 18

## Un projet de «CNN à la française»

TF1, Canal Plus et M6 proposent de remplacer La Cinq par une chaîne d'information en continu page 19

## SCIENCE & MÉDECINE

■ Un entretien avec le professeur Christian Cabrol, le président de France-Transplant ■ A la mesure des étoiles ■ Sécurité nucléaire : EDF peut mieux faire

pages 15 et 16

«Sur le fil» et le sommaire complet se trouvent page 24



## DÉBATS

Europe

## Chrétiens sans frontières

par Michel Leplay

La semaine annuelle dite de prière pour l'unité des chrétiens qui a lieu du 18 au 25 janvier a désormais une valeur moins momentané, et pour deux raisons. D'une part, la fraternité et la collaboration sont devenues très réelles dans la vie quotidienne de chrétiens appartenant à diverses confessions. D'autre part, pour l'entraide comme pour la réflexion, des structures de coordination existent à tous les échelons : en France, le Conseil des Eglises chrétiennes ; en Europe, des conférences et associations œcuméniques, des rassemblements de jeunes, des colloques universitaires et des groupes théologiques.

Il n'en demeure pas moins que trop de conflits actuels ont encore un aspect confessionnel, de l'Irlande à l'Ukraine. La « conversion des Eglises » est lente, parfois ralentie. Enfin l'accélération récente des événements nous a un peu débordés : les frontières sautent aussi entre les Eglises, et l'émulation doit remplacer la rivalité.

C'est pourquoi il convient de ne pas se relâcher, dans un climat qui peut être paradoxalement objet de gratitude et d'impatience pour les chrétiens. La persévérance et la vigilance demeurent nécessaires. La vérité entre nous est l'autre nom de l'estime mutuelle. Voici donc deux ou trois questions que, d'un point de vue protestant, on peut poser devant le paysage œcuménique européen de 1992.

Jean-Paul II déclarait il y a dix ans : « De nos jours encore, l'âme de l'Europe reste unie, car en plus de ses origines communes elle possède des valeurs chrétiennes et humaines authentiques... ». Je comprends cette lecture rétrospective et optimiste de notre histoire : cathédrales et Renaissance. Mais nous ne saurions oublier d'autres faits : l'Europe chrétienne du Moyen Âge a déclaré le peuple juif coupable de déicide (concile de Latran, en 1215). L'Europe chrétienne a inventé l'Inquisition contre les Albigeois.

L'Europe unie, chrétienne et humaniste, s'est aussi faite sur la tête des Turcs et sur le dos des juifs. L'Europe, enfin, a eu le mal qu'on sait à intégrer la Réformation du seizième siècle, puis la Révolution française : de sévices en atterrissements, il a fallu composer. Et, pour terminer l'inventaire rapide de ce passé antérieur : quel bilan allons-nous faire de la découverte de l'Amérique ?

La première urgence est d'une mémoire exigeante : elle seule autoriserait une espérance lucide.

La seconde question protestante pourrait être la suivante : nos frères catholiques et leur hiérarchie tiendront-ils compte d'avantage des organismes de concertation existants ? La conclusion du

récent synode pour les évêques annonçait la préparation, d'ici à un an, d'une « structure de coordination pour l'évangélisation du continent européen ». Qu'est-ce à dire ? alors qu'un Conseil des conférences épiscopales d'Europe a été créé en 1969, qu'un autre organisme, la Conférence des Eglises européennes, rassemble depuis 1959, les familles protestantes, la communion anglicane et les Eglises orthodoxes. La différence fondamentale apparaît encore comme séparatrice : l'instrumentalité de l'Eglise dans la transmission du salut est différemment conçue par les uns et par les autres. Aussi, l'Eglise catholique, qui reconnaît aux membres des Eglises protestantes une existence chrétienne authentique, nous attribue une consistance ecclésiale insuffisante. A l'inverse, bien des héritiers de la Réformation perçoivent chez le partenaire catholique un plus, disons clérical et hiérarchique, qui est un trop.

## Unité ou uniformité

Telle est la situation, avec les variantes locales et les accommodements pastoraux réciproques : pour la coopération spirituelle, le témoignage évangélique, le service et la recherche, oui. Mais pour la reconnaissance des ministères, et en particulier l'hospitalité eucharistique, non. A ce dialogue difficile, mais non sans issue entre nous, s'ajoutent d'autres relations bilatérales différemment problématiques : entre anglicans et catholiques avec la décision de l'ordination de femmes, y compris comme évêques ; entre catholiques et orthodoxes, perplexes autour du patriarcat romain.

Un œcuménisme plus évangélique qu'ecclésial, plus spirituel qu'institutionnel ne pourrait-il accueillir l'autre Eglise telle qu'elle est ? Faut-il que l'un des partenaires pose des conditions incontournables à l'admission dans la communauté chrétienne européenne ? La curie romaine est-elle la Margaret Thatcher et le pape catholique le John Major de cette insularité ecclésiale ? Enfin, la géographie et les chiffres donnent quelques indications. Avec l'Eglise romaine et les Eglises orthodoxes, la troisième famille chrétienne, celle des Eglises protestantes, occupe en gros le nord de l'Europe. En sorte que, seulement 48 % de baptisés européens sont catholiques. En somme, il faut nuancer l'affirmation d'une Europe chrétienne, catholique et unie. Et relativiser notre mémoire de chrétienté humaine et authentique. Tendre à manifester l'unité en Christ par-delà les barrières, notamment

nationales : telle serait la catholicité évangélique au service de l'unité entre les peuples.

Mais cela nous conduit à une dernière question : cette unité, à laquelle notre demi-siècle aura donné le meilleur de lui-même, pour quoi faire ? On dit, dans les sanctuaires et du haut des chaires : « Etre un pour que le monde croie ». C'est la prière du Christ. De quelle unité s'agit-il ? Moins d'une unité d'uniformité silencieuse ou d'unanimité contrainte que d'une unité de service et de recherche. Comme on le dit à l'Université ou dans les hôpitaux : l'objectif à atteindre mobilise toutes les compétences. Aussi, quand nous nous proposons l'adite « évangélisation de la nouvelle Europe », ou la nouvelle évangélisation de l'Europe, nous nous gardons de mots si nous oublions deux réalités : l'ordre évangélique d'être d'abord au service des plus déshérités, menacés et méprisés parmi nos semblables. Et l'ordre théologique pour aujourd'hui, dans une société sécularisée dont les besoins religieux sont un vrai défi.

On sait qu'avant d'être fixé dans quatre petits livres, le message de Jésus, qu'il n'a jamais écrit, fut une parole de disciples, un témoignage d'apôtres. Puis vint la rédaction des quatre évangiles, pour fixer l'unité du témoignage dans la diversité même des témoins. Matthieu, déjà ecclésialiste et à tendance disciplinaire, Marc, à la grâce immédiate et sans condition, Jean, plus mystique et sacramentaire, et Luc, qui les entraînerait tous vers l'Afrique ou les Amériques. La diversité initiale du christianisme est faite de ces communautés de témoignage et de service.

Michel Leplay, pasteur de l'Eglise réformée de France, est directeur de l'hebdomadaire protestant *Reforme*.

## De Munich à Maastricht

par Guy Leclerc-Gayrau

NOUS sommes quelques-uns - nés de la dernière guerre - à avoir souscrit à une vision guillenne de l'Europe. On nous taxa de « nationalistes attardés » au prétexte que nous refusions toute allégeance atlantiste et toute atteinte aux principes d'indépendance et de souveraineté, fort malmenés à Maastricht.

Aujourd'hui, alors que le cours de l'histoire semble à nouveau s'emballer, ne risquons-nous pas de voir s'inverser le fameux postulat guillien qui pourrait cette fois se décliner de l'Oural à l'Atlantique ? L'hypothèse n'est pas si incongrue si l'on songe aux approches de M. Eltsine en direction de l'OTAN.

A-t-on suffisamment mesuré, avant de se rendre à Maastricht, à quel point l'effondrement bloc de l'Est génère un effet de souffle qui balaye le fragile et laborieux équilibre que l'on tente encore de mettre en place à l'Ouest ? Que vaut cette Europe-là qui, aujourd'hui encore, n'a rien de mieux à proposer qu'une monnaie et un marché uniques, dont les clients sont priés de laisser à la caisse leur identité et leur âme ? Quant aux autres, les oubliés de Maastricht, les damnés de la terre européenne, de quoi pourraient-ils se plaindre puisqu'on vient de leur donner en bloc la liberté, la démocratie et quelques beaux échantillons du capitalisme le plus sauvage ? Ce n'est pas la charité qu'ils demandent, mais la juste part de l'Europe qui leur revient.

## Les riches et les pauvres

Ont-ils réalisé, ces eurocrates zélés d'une vassalité d'affaires, qu'ils se rendaient à Maastricht comme d'autres le firent à Munich, persuadés que leur pusillanimité aurait raison des bruits de bottes qui s'élèvent de Minsk à Dubrovnik ?

Européens convaincus - comme de Gaulle - nous l'avons été jus-

qu'à la chute du mur de Berlin. La construction européenne répondait alors à des nécessités précises : mettre fin à l'engrenage toxique des conflits franco-allemands ; tenter d'arrimer l'Allemagne à l'Ouest ; tenter de se dégager de l'emprise des blocs qui, à Yalta, s'étaient partagé le monde sur les débris d'une Europe ravagée. Aujourd'hui, seul le premier de ces objectifs semble atteint. Mais l'Allemagne, réunifiée, retrouve des ambitions planétaires équivalentes à celles de son vieil allié japonais. Il n'y a plus de Yalta, plus de blocs autres que ceux des riches et des pauvres. L'Europe n'est plus coupée en deux par le rideau de fer. Il faut s'en réjouir. Mais elle est au moins morcelée en trois parties aux intérêts divergents : Europe occidentale (qui continue à édifier des normes sur la fabrication de la pâte de coings), Europe centrale, Europe de l'Est... sans parler d'une Europe méditerranéenne qu'on ne pourra ignorer longtemps sans que les poussées démographiques fassent surgir de légitimes revendications.

Pouvait-on sérieusement se réunir à Maastricht sans déclarer caducs les traités de Rome, de La Haye, de Luxembourg ?... Tous les schémas juridico-administratifs péniblement élaborés depuis un demi-siècle ne sont-ils pas devenus obsolètes, voire indécentes ? Partis d'un « méd-médo » de charbon et d'acier, nous voici parvenus au « pot-pourri » des convulsions innombrables, des mêmes qui, depuis deux mille ans, endeuillent notre histoire. Aujourd'hui comme hier, au cœur des Balkans, aux confins des vieux empires austro-hongrois et ottomans.

Ce n'est pas de monnaie unique qu'il fallait parler à Maastricht, mais du nouvel équilibre mondial qu'il faudra nécessairement dégrader des profonds bouleversements qui se préparent. Au-delà des espaces régis par les Douze, il en est peut-être qui rêvent d'autres frontières

derrière lesquelles la vie daignerait enfin leur sourire.

L'esprit de Munich n'est sans doute pas mort puisque - voulant ignorer les vrais urgences - l'on se décline des satisfécit sur de fameuses perspectives de vote à des élections qui n'intéressent personne. L'esprit de Munich n'est pas mort puisque - faisant fi des querelles sémantiques entre fédération et confédération - on se résigne déjà à subir le leadership d'une Allemagne toujours obnubilée par le rêve d'une Mittel-Europa qui, de la Baltique à l'Adriatique et du Rhin au Danube, retrouverait les puissances conjuguées du Saint Empire romain germanique et du vieil empire austro-hongrois. L'esprit de Munich n'est pas mort puisqu'on verse une larme sur le destin de M. Gorbatchev sans se soucier outre mesure des lendemains qui, là-bas, se préparent.

## Les appétits de Berlin

Prenons garde, face à la nécessaire recomposition des paysages géopolitiques qui ne va pas manquer de s'opérer, de ne pas avoir à nous incliner, comme dans les années 30, devant les solides appétits de Berlin ou de certains de ses actuels « clients » de l'Est susceptibles de vouloir, à très courte échéance, relancer l'idée d'une « maison commune européenne » qui deviendrait l'alibi de leur nouvelle domination. Leur offrons-nous un autre choix ?

« Le fascisme n'est pas si improbable », écrivait Georges Pompidou. Il n'est pas impossible que, à l'heure actuelle, quelqu'un s'approprie à trancher le nœud gordien. Les fascistes sont toujours le fruit des désordres engendrés par nos lâchetés.

Guy Leclerc-Gayrau est artiste peintre et écrivain.

## COURRIER

## Protéger les minorités

« Protéger les minorités », tel est le titre de l'article de Gérard Israël, publié dans le *Monde* du 4 janvier. Son exposé est clair et souligne d'autant mieux les conclusions erronées de sa pensée bien française, car jacobine.

Il admet qu'une supranationalité pourrait « protéger les minorités » et apaiser les tensions et propose le

modèle français « qui ne connaît pas, heureusement, le phénomène minoritaire » et qui est « un exemple d'Etat unitaire réussi ». Dans l'Hexagone, il n'y aurait pas de « volonté spécifique de constituer une minorité », ni « de désir de résister à l'assimilation douce ou forcée venue par tout Etat centralisateur ». La démarche cynique d'un Etat centralisateur est ainsi avouée discrètement.

La France est-elle ce jardin paisible hexagonal ? La contestation corse, dans sa forme actuelle depuis bientôt trente ans, a amené l'Assemblée à voter un article premier du « statut Joxas », « *Peuple corse, composant du peuple français* » que le Conseil constitutionnel a certes aussitôt annulé. Les contestations basque, catalane, occitane, bretonne, alsacienne... sans avoir le caractère de guerres civiles, n'en existent pas moins. Ce modèle français, personne n'en veut en Europe.

Le fédéralisme est depuis longtemps dans le mouvement général. La démocratie se fonde sur les droits de l'homme, « les libertés fondamentales » comme on dit. L'Etat national unitaire, se servant des droits de l'homme individuels pour étayer et souvent combattre tous les autres droits qui en découlent, droits collectifs, culturels, historiques, régionaux, économiques, ne permet pas de progresser, de bâtir l'Europe, lorsqu'ils privilégient la logique d'Etat, pérennisant la morale du rapport de forces, celle qui a fait leur histoire.

Si le moteur de l'Histoire et du progrès est la loi du plus fort, comment arrêter les règlements de comptes, la rébellion contre l'injustice, contre la domination même baptisée Etat de droit ?

L'évolution doit être sans contrainte, consentie. La diversité n'est pas anarchie mais enrichissement. Aujourd'hui, en Occident, l'échange économique et culturel est inévitable. Privilégier la compétition et les rapports de forces, c'est pérenniser les crises sociales, écologiques et éthiques. Il faut donc revoir toutes les interfaces de l'échange et bannir autant que faire se peut la domination.

MAX SIMEONI  
Député européen

## Le drapeau rouge

Le drapeau rouge avait bien des défauts. Mais enfin, il existait. Il était arboré quelque part dans le monde. On savait qu'il avait couvert beaucoup d'actes, d'échecs et de crimes. Mais enfin, il flottait, « rouge du sang de l'ouvrier », comme disait le vieux chant révolutionnaire de Paul Brousse sous la Commune, « *éclaireur des opprimés* » sur les barricades.

En le faisant descendre de sa hampe, on efface de la carte de l'Europe un double symbole : celui de la lutte et celui de l'espoir. Sans doute impératives sont les raisons qui ont conduit à cet effacement, et l'on veut croire, en ce début d'année, que les peuples de la nouvelle CEI les évaluent mieux que personne, savent d'où ils viennent sans ignorer où ils vont, connaissent ce qu'ils veulent aussi bien que ce qu'ils ne veulent plus, prennent la mesure de l'avenir aussi lucidement que celui du passé. Il n'empêche ! Le jour où ils avaient hissé la fameuse bannière, frappée de la faucille et du marteau, ils étaient conscients de ce signal aux yeux du monde. Ils étaient censés s'adresser non pas à eux seuls, mais à l'ensemble des paysans et des ouvriers de la terre. Ce qui, à l'époque, s'appelait le « prolétariat » international, qui ne se désigne plus ainsi, mais existe toujours, à l'échelle que l'on sait, et à qui l'on n'a pas demandé son avis. C'est à lui qu'était montré l'emblème de la révolte et de l'espérance. Fini, cela ? Amené, le drapeau ? Le mot célèbre et un peu dérisoire de Sartre à propos du refus de « désespérer Billancourt » pourrait aujourd'hui trouver une application assez étonnante au niveau de la planète tout entière qu'il n'est pas question, on le souhaite, de désespérer définitivement. Surtout avec les époques rumeurs fascistes, intégristes et droitières qui s'engouffrent dans l'espace laissé vide.

En termes politiques et diplomatiques, cela veut dire que l'URSS, malgré tous ses péchés, avait une fondation d'internationalisme - et c'est en cela que Mikhaïl Gorbatchev était un « grand » et le demeure - qui faisait d'elle un pôle de ralliement. On parlait d'un « camp ». On préférait généralement vivre dans l'autre, mais on savait que celui-là existait, comme repère. On voulait qu'il se trans-

forme, se renoue, réalise sa vraie restructuration (*perestroïka*). Plus d'internationalisme aujourd'hui, avec tous ces nationalismes qui n'en finissent pas de se regarder aux yeux et de se jurer les uns les autres en attendant pire. Plus de repère ni de boussole.

C'est sans doute ainsi que l'Histoire avance ou recule. Mais vers quel drapeau vont lever les yeux désormais le mineur du Chili, le fellah égyptien, l'eboueur du Ghana, le manoeuvre portugais, la bonne à tout faire des Philippines, l'affamé d'Ethiopie, la petite tisseuse de tapis du Pakistan, l'enfant drogué de Colombie, les exclus du travail d'ici et les inclus de la misère de partout ? Celui de l'économie de marché ? Celui de la société libérale avancée ? Celui du nouvel ordre humanitaire et charitable mondial ? Celui de la démocratie triomphante et universelle ?

RAYMOND JEAN  
Aix-en-Provence

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Michel Cros, directeur général

Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Frère-Arvis

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-73

Tél. MONDIPUS 634 128 F

Tél. : 46-62-98-73 - Société filiale

de la SARL Le Monde et de Médias et Médias Groupes SA

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 35-15 - Taper LEMONDE

ou 35-15 - Taper LM

Imprimerie

de « Monde »

12, r. M. Gutenberg

94052 IVRY Cedex

## RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUET

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.808F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

## ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Tél. : 261.311F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-30-10

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
			Valeurs normales y compris CEE et les autres
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

1° Pr. Photo RP

201 MCH 01

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Je vous prie d'envoyer l'obligation d'écriture sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مكتبة الأمل



## ÉTRANGER

AUTRICHE : le démantèlement d'un commando armé

### Les autorités prennent au sérieux l'activisme néonazi

Une série d'actions - dont le premier attentat commis en Autriche contre un foyer pour immigrés (le *Monda* daté 19-20 janvier) - a réitéré l'existence d'un néonazisme, qui inquiète l'opinion publique et a alerté les autorités.

VIENNE

de notre correspondant

Coup sur coup, les autorités ont procédé à l'arrestation, début janvier, du leader des néonazis autrichiens et allemands, Gottfried Kneisel, trente-trois ans, et au démantèlement d'un important réseau néo-nazi. Gottfried Kneisel, de nationalité autrichienne, déjà condamné à plusieurs reprises, a été arrêté à la suite d'une interview à une chaîne de télévision américaine où il avait glorifié l'idéologie et la personne de Hitler. Il risque d'être inculpé pour activités subversives et tentative de restauration du national-socialisme, un crime passible de la réclusion à perpétuité.

Le dirigeant néonazi avait d'étroits contacts avec le commando Treck, un groupe d'une vingtaine de militants d'extrême droite lourdement armés, dont le chef, Hermann Ussner, quarante-huit ans, a - lui aussi - été arrêté avec l'un de ses complices à Vienne. Le démantèlement du commando, dont l'objectif lointain était de renverser le gouvernement et de restaurer le national-socialisme, a révélé des liens étroits avec l'extrême droite de Hongrie, où la police a arrêté deux activistes et ouvert une instruction contre cinq autres. L'origine du matériel de propagande saisi a permis de déceler des contacts avec les néonazis des Etats-Unis.

Le chef de la police de Vienne.

M. Guenter Boegl, ne veut pas voir dans ces activistes de « simples fous ». « Ils se réclament d'une idéologie qui menace la démocratie », a-t-il dit pour annoncer une vigilance particulière. M. Franz Loschnak, ministre de l'intérieur, a reconnu « une agitation croissante d'organisations s'inspirant du néonazisme », qui n'est pas à « banaliser ».

Le noyau dur de l'extrême droite ne dépasse guère trois cents personnes connues des services de police, appartenant surtout à trois organisations, dont l'Opposition extra-parlementaire du peuple (VAPO), fondée en 1985 par Gottfried Kneisel et à laquelle appartenaient les auteurs de l'attentat contre un foyer d'immigrés.

Pour M. Wolfgang Neugebauer, du Centre de documentation de la résistance autrichienne, « le danger émane d'un climat de complaisance » qui favorise la montée de l'extrême droite. Selon lui, « une cinquantaine d'organisations » s'inspirent du néonazisme. Un vif débat s'est ouvert sur l'efficacité des moyens légaux pour combattre la montée de l'extrême droite et du néonazisme. Selon le ministre de l'Intérieur, six cent-soixante-seize instructions judiciaires ont été ouvertes entre 1984 et 1990, qui ont donné lieu seulement à cinq condamnations.

La législation sur les activités néonazies, datant de 1945, prévoit des peines de cinq ans minimum, allant jusqu'à la réclusion à perpétuité. La gravité des peines retient les jurés de condamner les inculpés, estiment certains experts, qui demandent l'introduction de sanctions moins lourdes. « Réduire les peines serait un faux signal à un moment où l'extrême droite a le vent en poupe partout en Europe », estime au contraire M. Loschnak.

WALTRAUD BARYU

CEI : la visite du secrétaire au Foreign Office

### M. Hurd se dit « raisonnablement encouragé » par les explications données sur l'avenir des forces armées

MOSCOU

de notre correspondant

Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a par définition le sens de l'« understatement ». Il s'est donc déclaré « raisonnablement encouragé » par les explications qu'il a reçues à Alma-Ata, à Kiev et à Moscou quant à l'avenir des forces armées ex-soviétiques. Cela peut signifier, au choix, qu'il n'est pas trop inquiet ou à moitié rassuré.

Le chef de la diplomatie anglaise n'a pas fait de réels efforts, au cours de sa conférence de presse, pour préciser ses impressions ni pour éclairer son auditoire sur le contenu de son entretien avec M. Boris Eltsine qui a duré deux heures au lieu des trente minutes prévues. Il a tout de même indiqué qu'il restait des problèmes à résoudre en matière militaire et que cela pourrait « prendre un certain temps ».

M. Hurd faisait, entre autres, allusion au partage des armes conventionnelles, et tout particulièrement de la flotte de la mer Noire, entre la Russie et l'Ukraine. Par ailleurs, les Britanniques ne semblent pas très sûrs des intentions du Kazakhstan, certains de leurs interlocuteurs affirmant

qu'Alma-Ata allait signer le traité de non-prolifération nucléaire, d'autres paraissant moins affirmatifs.

M. Hurd précédait de deux jours à Moscou M. Roland Dumas, qui entendait, lui aussi, une tournée des « puissances nucléaires de l'ex-URSS », avec cette différence que M. Hurd a sauté l'étape de Minsk, alors que le ministre français des Affaires étrangères fera le tour complet. Autre différence, les Britanniques ont dès à présent l'assurance d'avoir très prochainement la visite de M. Eltsine, qui s'arrêtera à Londres sur la route de New-York et de Washington à la fin du mois. Une « déclaration russo-britannique » devrait être signée à cette occasion.

Là encore, les Anglais semblent être parvenus à coiffer sur le poteau les Français en improvisant cette brève escale, alors que la France prépare depuis plus longtemps une visite du président russe. En principe, les préparatifs se poursuivent pour un séjour prévu pour les 6 et 7 février, mais les responsables russes entretiennent l'incertitude en expliquant, ici et là, que M. Eltsine est très pris et que la date retenue risque d'être trop proche du déplacement aux Etats-Unis.

Cela n'est pas forcément très agréable pour ses interlocuteurs français, mais sans doute le causant souvenir de sa visite à Paris et à Strasbourg n'incite-t-il pas le président russe à faire preuve d'égards particuliers pour la France.

JAN KRAUZE

□ MALTE : élections législatives anticipées. Le premier ministre maltais, M. Eddie Fenech Adams, a annoncé, lundi 20 janvier à La Valette, que le président de la République, M. Vincent Tabone, avait dissous la Chambre des députés. Les élections générales, qui devaient avoir lieu le 9 octobre, sont avancées au 22 février. Lors de ces élections, les premières depuis 1987, les électeurs auront à choisir entre le Parti travailliste passé dans l'opposition en 1987, et l'Alternative démocratique, créé en 1989, qui met l'accent sur la sauvegarde de l'environnement. - (AFP, UPI)

ALLEMAGNE : pour avoir tué un fugitif sur le mur de Berlin

### Un garde-frontière de l'ex-RDA a été condamné à trois ans et demi de prison ferme

civil, estimant, pour sa part, que la mort de son fils était un meurtre et devait être puni en conséquence.

Le tribunal, présidé par un juge d'Allemagne de l'Ouest, s'est appuyé sur la jurisprudence développée en RFA après la deuxième guerre mondiale dans les procès contre d'anciens criminels du régime nazi.

Le dernier

Il a notamment cité un avis du tribunal constitutionnel : ce dernier avait jugé en 1952 qu'il y avait un domaine fondamental du droit que rien, aucune loi ni aucune autorité supérieure, ne permettait de violer. Le président du tribunal a souligné, dans les attendus du jugement, que « tout ce qui est loi n'est pas forcément du domaine du droit ».

Les quatre gardes-frontières n'étaient pas des professionnels, mais effectuaient leur service militaire au moment des faits. Ils avaient, à l'époque, entre vingt-trois et vingt-quatre ans, à peine plus que leur victime. Chris Gueffroy, qui avait vingt ans, a eu le triste privilège d'être le dernier à avoir été tué

en tentant de déjouer les installations du mur pour fuir la RDA. Son ami, Christian Gaudian, n'avait été que blessé au pied. Tout s'était passé dans la nuit du 6 février 1989, six mois avant la chute du mur.

Dans son réquisitoire, l'avocat général avait requis une peine de deux ans de prison avec sursis pour les trois gardes qui avaient ouvert le feu et vingt mois avec sursis pour le quatrième, estimant que la responsabilité ne pouvait être dissociée. Le tribunal s'en est tenu à une autre logique. Il a strictement dissocié les rôles des uns et des autres. Ingo Heinrich, qui était dans la tour de guet la plus proche, est condamné, parce que, selon le tribunal, il a tiré pour tuer et qu'il est l'auteur du coup de feu fatal.

« Son coup revient à une exécution », a déclaré le président. Son chef de poste, Mike Schmidt, qui lui a donné l'ordre de tirer sans ouvrir le feu lui-même, est acquitté. Dans l'autre mirador, Andreas Kühnast a tiré de loin par rafales. Le tribunal a estimé qu'on ne pouvait prouver qu'il avait tiré pour tuer. Son compagne, Peter Schmetz, a réussi à

faire admettre qu'il avait tiré cinq coups en visant les jambes.

Le jugement, contre lequel les avocats des deux condamnés ont fait appel, a relancé la controverse sur la possibilité de juger de tels faits. Les responsables hiérarchiques des quatre gardes-frontières, qui ont déposé comme témoins, sont, au nom de la logique du tribunal, intouchables. Quant à ceux qui ont prescrit par la loi l'ordre de tir, les anciens dirigeants du régime communiste est-allemand comme Erich Honecker ou Erich Mielke, l'ancien chef de la Stasi, ils sont bien inculpés pour incitation au meurtre. Aucun procès n'a pourtant eu lieu jusqu'ici, et Erich Honecker est toujours réfugié à l'ambassade du Chili à Moscou.

Quelques deux cents personnes ont été tuées dans des conditions comparables sur les frontières entre les deux Allemagnes. Un deuxième procès est annoncé contre deux anciens gardes-frontières, accusés d'avoir tué, en 1984, un fugitif, Horst Michael Schmidt.

HENRI DE BESSON

### La toile d'araignée de la Stasi

Les anciens opposants de l'ex-RDA découvrent, en lisant leurs dossiers l'hallucinant réseau que la police politique avait tissé autour d'eux

BERLIN

de notre correspondant

L'ouverture des archives de la police de sécurité de l'ex-Allemagne de l'Est a donc la polémique sur les responsabilités de ceux qui ont eu des relations avec la défunte Stasi (1). Chaque jour, de nouvelles personnalités sont mises en cause. L'ancien maire de Dresde, M. Wolfgang Berghofer, est à son tour convaincu d'avoir servi d'informateur. Le ministre-président du Land de Brandebourg, le social-démocrate Manfred Stolpe, a préféré prendre les devants : samedi 18 janvier, il a fait savoir qu'en tant que dirigeant de l'Eglise évangélique en RDA il avait été fréquemment en relation avec la Stasi, sans avoir cependant livré d'informations.

M. Stolpe, qui a été pendant des années président du consistoire de l'Eglise évangélique de RDA, semble au-dessus de tout soupçon. Le commissaire chargé des archives de la Stasi, M. Joachim Gauck, qui n'a pourtant aucune faiblesse pour les informateurs, admet que certains hauts dirigeants de l'Eglise étaient bien obligés d'avoir de tels contacts. La mise au point du ministre-président du Brandebourg, la personnalité la plus populaire des nouveaux Länder de l'Est, en dit cependant long sur les dangers des relations, quelle qu'en soit la nature, avec l'ancienne sécurité d'Etat communiste. La découverte, dans les milieux d'anciens dirigeants de l'Eglise, de la police de sécurité de l'Etat, qui avait livré des quantités de renseignements sur ses amis, a provoqué un choc violent.

« C'est comme un tas de fumier qu'on a d'abord vu d'en haut, de loin. On savait qu'il était assez gros. Mais quand on est allé dans les dossiers, on se trouve tout d'un coup en plein dedans. Et alors, on se pose plein de questions : n'en n'avait pas vu avant ? comme en témoigne Barbel Bohley, cofondatrice du mouvement Neues Forum (Nouveau Forum), dans l'ex-RDA, et avec elle tous ceux qui ont eu accès à leurs dossiers personnels, la toile d'araignée tissée par la sécurité d'Etat est-allemande dépasse tout ce que l'on pouvait imaginer.

Combien d'anonymes broyés ?

Trois cent mille personnes avaient, en fin de semaine dernière, déposé une demande pour consulter leur dossier. Toutes n'ont pas fait l'objet du même acharnement que les activistes de l'ex-dissidence est-allemande, dont pas un fait et geste n'a été perdu pendant des années. Au moins les plus connus bénéficient-ils, grâce à leur notoriété à l'Ouest, d'une certaine protection. Combien d'anonymes, qui ont été broyés sans que personne jusqu'ici n'en sache rien ?

On n'a sans doute pas fini de découvrir des cas comme celui de l'ancien ministre de l'Intérieur suédois, M. Hans Eger, à l'époque, pasteur au fin fond de la Saxe, qui a trouvé dans ses dossiers que la Stasi avait essayé de le détruire physiquement pour se débarrasser d'un « candidat » un peu trop militant. Affecté par un virus dont il ne sait pas s'il lui a été

ou non inoculé, le pasteur était tombé gravement malade, ainsi que sa famille, puis avait sombré dans une dépression.

Ses fiches relatent comment ses officiers traitants l'ont alors agité, à l'aide de « taupes » placées dans son entourage, vers le département psychiatrique d'une clinique de la région. Il y a reçu pendant six semaines un traitement de choc qui le laissa sans force. On s'est ensuite efforcé de le convaincre qu'il ne pourrait jamais reprendre ses activités. Le médecin-chef de la clinique avait été licencié l'été dernier pour collaboration avec la Stasi. Les protocoles de la sécurité d'Etat ont révélé que le psychiatre qui avait traité M. Eger, le docteur Reinhard Wolf, était lui aussi un collaborateur. Il a été suspendu sur-le-champ.

« On était transformé en objet, en objet d'observation, et cela avec l'intention de manipuler l'objet, si nécessaire de le détruire », relate Barbel Bohley. La Stasi avait utilisé contre elle plus de cinquante « collaborateurs non officiels », selon la terminologie employée pour désigner les « taupes » infiltrées dans l'entourage de la victime. Il s'agissait fréquemment d'au-

tres militants gravitant dans les mêmes milieux, recrutés souvent depuis leur adolescence.

Gerd Poppe, fondateur du groupe Initiative pour la paix et les droits de l'homme, aujourd'hui député au Bundestag, et sa femme Ulrike ont eu plus de soixante de ces informateurs leurs trousseaux. La Stasi avait élaboré tout un scénario pour les pousser au divorce. Gerd Poppe a indiqué que ce qui l'avait le plus irrité à la lecture de ses fiches avait été de constater combien les gens avaient été dociles, prêts à consigner dans le moindre détail leurs observations. « Ce qui me choque », a déclaré Barbel Bohley, « c'est l'esprit, cet esprit RDA, qui surgit là. Ce n'est pas seulement la RDA. C'est un certain esprit négalif, qui règne là dans des fêtes allemandes. Quand je lis dans un rapport que j'ai omis mon « devoir de sabbats », je me demande si celui qui a fait ce rapport n'est pas un ancien nazi ».

Le réseau tissé auprès des principaux opposants politiques de Berlin était hallucinant. Dix des vingt principaux militants du mouvement de Gerd Poppe étaient des collaborateurs. Que penser quand deux des principaux leaders de l'avant-garde

culturelle de Berlin, fondateurs en 1990 de la maison d'édition Galav, Sacha Anderson et Rainer Schodinski, étaient eux mêmes des hommes de la Stasi ? Comme l'était Ibrahim Boehme, cofondateur en septembre 1989 du Parti social-démocrate de l'Est, dont il devint le premier président : les dossiers de militants sociaux-démocrates ont confirmé qu'il avait, jusqu'au bout, tenu au courant de ses activités ses officiers traitants.

Le dernier cas à défrayer la chronique est celui d'une « taupe » répondant au nom de code de « Notar », dont tout porte à croire qu'il s'agit de l'avocat et député Gregor Gysi, président du Parti du socialisme démocratique, l'héritier du Parti communiste est-allemand. Comme dirigeant des réformateurs communistes, Gregor Gysi, brillant orateur, avait été une des coqueluches de la « révolution » est-allemande. Il s'était fait connaître dans les derniers années du régime communiste comme avocat de nombreux dissidents, dont Poppe et Barbel Bohley. Ceux-ci ont retrouvé dans leurs dossiers des protocoles extrêmement détaillés de leurs conversations avec l'avocat.

Entre Robespierre et McCarthy

Il était de bon ton, jusqu'ici, dans les milieux d'anciens notables de la RDA, d'expliquer que l'on ne pouvait, à l'époque, occuper certaines fonctions sans être en rapport avec la Stasi, mais qu'on en disait le moins possible. Les déclarations des dissidents qui ont consulté leurs dossiers semblent prouver le contraire. Une violente polémique se développe entre les Robespierres, de gauche comme de droite, qui réclament un coup de balai général et ceux qui dénoncent un McCarthysme à l'allemande.

Au centre de cette polémique figure le recteur de l'université Humboldt, M. Heinrich Fink, accusé par M. Gauck, le commissaire chargé des archives de la Stasi, d'avoir été, lui aussi, un « collaborateur non officiel ». Démissionnaire de ses fonctions par le Sénat de Berlin, le recteur est soutenu par une grande partie des étudiants, qui voient dans ces accusations une nouvelle cabale contre les Allemands de l'Est. Il dispose d'un comité de soutien comprenant même des signatures venues de pays européens.

En réponse à des remontrances de l'écrivain russe Lev Kopelev, qui lui reprochait d'aller trop loin dans ses dénonciations, le chansonnier Wolf Biermann, originaire de l'Est, a publié la semaine dernière une violente diatribe contre les « bons esprits » de l'Ouest : il les accuse d'être des « lâches », qui « auraient accepté eux aussi de collaborer à l'Est comme ceux dont il est question aujourd'hui ». « Cette compassion à la mode pour les bourgeois », dénonce Wolf Biermann, « est un acte de violence à peine cachée contre les victimes ». Le chansonnier avait été le premier à dénoncer publiquement à l'automne dernier la trahison de Sacha Anderson.

H.de B.

(1) Le Monde du 25 décembre 1991, et des 2 et 11 janvier.

GÉORGIE : alors qu'une négociation semble s'esbaucher

### La résistance des partisans de M. Gamsakhourdia faiblit

La résistance des partisans de M. Zviad Gamsakhourdia commençait nettement à faiblir, lundi 20 janvier. Certains responsables des forces favorables à l'ancien président, avaient été désemparés par l'absence prolongée de leur chef, le premier ministre, passé à l'opposition, qui l'appelaient aussi à rejoindre un nouveau Parlement.

M. Chourgaya a dit qu'il était prêt à parler à des représentants de n'importe quel parti politique en Géorgie mais qu'il ne voyait « aucun intérêt à communiquer avec la junte ». Enfin, comme on lui demandait si le président Gamsakhourdia était toujours quelque part en Géorgie occidentale, M. Chourgaya a répondu : « C'est ce qu'on me dit ».

Par ailleurs, les conditions de vie continuent à se dégrader dans la région occidentale de la république. Les coupures de courant électriques se font de plus en plus fréquentes et prolongées à Zougidi, les magasins restent fermés pour la plupart, les immeubles ne sont plus chauffés, et le carburant manque de plus en plus en raison du blocage des livraisons. - (AFP)

□ La ville d'Abacha avait été prise par les adversaires de M. Gamsakhourdia. - La ville d'Abacha (ouest de la Géorgie) avait été prise par les forces hostiles à M. Zviad Gamsakhourdia, a-t-on appris mardi à Zougidi de plusieurs sources locales. Abacha est située à une soixantaine de kilomètres au sud de Zougidi, fief de la résistance au pouvoir à Tbilissi, et à une vingtaine de kilomètres à l'est de Samtredia où M. Jaba Iosseliani, l'un des chefs du conseil militaire au pouvoir depuis le 6 janvier à Tbilissi, a établi son quartier général provisoire. - (AFP)

Les responsables à Tbilissi sont peu susceptibles d'accepter une telle condition, estime-t-on. Mais il est clair qu'en l'absence de M. Gamsakhourdia certains de ses partisans à Zougidi sont plutôt favorables à la recherche d'une solution négociée à la crise. M. Chourgaya a aussi reconnu qu'il avait eu un contact



## EUROPE

Malgré l'appui de Belgrade au plan de paix

## Les dirigeants serbes de Croatie s'opposent à la venue des « casques bleus »

M. Borisav Jovic, membre serbe de la présidence yougoslave, chargé des relations avec les représentants de l'ONU, doit se rendre les 23 et 24 janvier au siège des Nations unies à New York pour régler, avec le secrétaire général, M. Boutros-Ghali, les dernières modalités de l'envoi des forces de paix en Croatie, auquel s'opposent les dirigeants serbes de cette République.

BELGRADE

de notre correspondant

En dépit de l'appui officiel de la Serbie et de l'armée fédérale au plan de déploiement des « casques bleus » en Slavonie et en Krajina-Krajina, les Serbes de Croatie, soutenus désormais par des députés de l'armée yougoslave et certaines forces politiques de Serbie, condamnent les modalités du plan de paix des Nations unies. Les critiques ont pris une nouvelle ampleur depuis la reconnaissance de la Croatie par la Communauté européenne, le 13 janvier dernier.

M. Milan Babic, leader de la Krajina qui, en décembre dernier, s'est unilatéralement constituée en République, a affirmé lundi que cette enclave serbe ne fera jamais partie

de l'Etat indépendant croate. Elle ne peut pas adhérer au plan de « statut spécial », lui donnant droit à une autonomie politique au sein de la Croatie.

De même, souligne M. Babic, elle ne peut pas adhérer au plan de déploiement des « casques bleus » négocié par les présidents serbe et croate, M. Milosevic et Tudjman, et l'ex-ministre fédéral de la défense, le général Kadijevic. Ce plan définit l'enclave serbe comme une zone de Croatie. D'autre part, ajoute M. Babic, la Krajina ne peut pas consentir à sa délimitation alors que les forces croates resteront armées dans les territoires voisins. Estimant que les intérêts du peuple serbe de Croatie ont été trahis par le président Milosevic, M. Babic affirme que la Krajina ne renoncera pas à son objectif initial : l'union de tous les territoires serbes dans un même Etat.

## Défendre ce qui reste de la Yougoslavie

Le leader de l'enclave serbe de Slavonie, M. Goran Hadzic, exprime dans les mêmes termes le refus des Serbes de cette région de vivre en Croatie. « Nous refusons de devenir des citoyens de deuxième ordre, nous nous sommes battus pour défendre nos droits et nous continuerons à nous battre si nécessaire », Le gouvernement autonome de Slavonie envisage le déploiement des « cas-

ques bleus » que « le long de la ligne de démarcation » et s'oppose au retrait de l'armée yougoslave.

En dépit de la position officielle de l'armée, plusieurs commandants locaux se sont ouvertement opposés au plan Vance ces jours derniers. Jeudi, le commandant du corps d'armée de Novi Sad, le général Biorovic, qui contrôle la Slavonie orientale, avait affirmé que l'armée yougoslave ne se retirerait pas.

« Si l'Europe peut détruire la Yougoslavie en reconnaissant ces Républiques fascistes, l'armée yougoslave peut se soulever tout entière pour défendre le reste de la Yougoslavie », avait-il déclaré. Le général Vladimir Vukovic, commandant du corps d'armée de Banja Luka, qui supervise notamment la Slavonie occidentale où doivent être déployés des « casques bleus », s'était opposé au retrait de l'armée yougoslave des régions « où le peuple a besoin de sa protection ». Lundi, le colonel Milan Balach, commandant d'une division de territoriaux et de volontaires en Lika (nord de la Krajina), a lui aussi affirmé qu'un règlement durable et juste de la situation du peuple serbe sur le territoire de la Krajina.

Les Serbes de Krajina ont obtenu un soutien de l'Eglise orthodoxe et l'appui de plusieurs partis d'opposition en Serbie, comme le Parti démocrate présidé par M. Dragoljub

Micunovic, et le parti ultra-nationaliste du Renouveau populaire serbe, dirigé par M. Mirkovic, qui menace pour sa part de se transformer en organisation terroriste : « Si certains pays reconnaissent la Croatie et la Bosnie-Herzégovine dans leurs frontières administratives, les ambassades croates et bosniennes qui s'installent dans ces pays voteront en talon. »

La presse belgradaise, qui ne s'attaque pas directement au plan Vance, relève cependant des risques de dérapage. Politika Express estimait, dans son édition de lundi, que la reconnaissance de cette République dans ses frontières existantes implique que la Communauté européenne a promis secrètement à la Croatie de lui rendre de gré ou de force les territoires dont elle a perdu le contrôle. Politika Express met en garde l'Europe contre une éventuelle agression en Krajina et suggère aux dirigeants serbes de négocier exclusivement avec les Nations unies « qui sont en mesure de neutraliser la partialité de l'Europe ».

Le Conseil de sécurité tiendra-t-il compte de ces objections lors de sa décision finale concernant l'envoi de quelque dix mille soldats onusiens ? En dépit d'une trêve apparente, la situation est loin de s'être stabilisée.

FLORENCE HARTMANN

ROYAUME-UNI : refusant la démission du ministre chargé de l'Irlande du Nord

## M. Major affirme à Belfast que « les terroristes seront traqués jusqu'à la fin de leurs jours »

La visite surprise que M. John Major, le premier ministre britannique, a effectuée, lundi 20 janvier, à Belfast, en Irlande du Nord, s'est déroulée dans un climat marqué par l'attente qui a coïncidé la vie, vendredi, à sept heures, par une absence de perspectives politiques. Le ministre chargé de l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke, dont le départ était demandé par les députés unionistes, a présenté sa démission, que le premier ministre a refusé.

LONDRES

de notre correspondant

En principe, l'incident est clos, ce qui ne veut pas dire qu'il ne laissera pas de séquelles. En refusant la démission de M. Brooke, le

premier ministre a longuement insisté sur les qualités d'un homme en qui il a « pleine confiance », qu'il est « un très bon ami de la paix en Irlande du Nord » et qui a « encore du travail » à faire dans la province.

M. Major, qui a adressé ce satisfaction à son ministre pendant sa visite surprise à Belfast, s'opposait ainsi aux demandes répétées des députés unionistes (protestants), conduits par le révérend Ian Paisley, chef du parti unioniste démocratique, qui exigeaient le départ de M. Brooke.

Celui-ci avait provoqué vendredi la colère d'une partie de la communauté protestante : ce jour-là, quelques heures après l'attentat meurtrier de l'IRA dans le comté de Tyrone, M. Brooke apparaissait dans une émission de la télévision de Dublin, en République d'Irlande. A l'invitation du présen-

teur, il entonnait quelques couplets d'une chanson populaire, « Oh ma Clémentine chérie » (*Oh my darling Clementine*).

L'effet fut évidemment désastreux. M. Brooke, qui accompagnait le premier ministre à Belfast, est revenu dans l'après-midi à Londres pour présenter, devant la Chambre des communes, ses excuses pour « cette erreur manifeste » et annoncer qu'il avait offert sa démission. Soutenu par le premier ministre et le parti conservateur – ainsi que par les parlementaires travaillistes – il a accepté de demeurer à son poste.

Pour M. Paisley, cet incident a « irrémédiablement entamé » la confiance dont M. Brooke pouvait disposer en Irlande du Nord : c'est comme si le ministre avait « dansé sur les tombes des victimes » de l'IRA, a-t-il dit. Le faux pas de M. Brooke intervient, en effet, à un bien mauvais moment. Le processus de négociations politiques est de facto ajourné, au moins jusqu'au lendemain des élections parlementaires en Grande-Bretagne, qui auront probablement lieu au printemps. Le sentiment dans la province, en dépit des assurances martelées lundi par M. Major à Belfast, est que l'IRA gagne son combat contre la politique de Londres, ressentie comme essentiellement répressive.

## Les routes de ravitaillement de l'IRA

Le premier ministre a rencontré sur place des responsables de l'administration municipale, ainsi que les chefs de l'armée et de la police, et a affirmé que les auteurs de l'attentat de vendredi seraient « traqués jusqu'à la fin de leurs jours ». Des renforts ont été déployés ces derniers jours, à Belfast comme sur la frontière avec l'Irlande du Sud. Cette mesure est demandée depuis longtemps par les représentants des partis unionistes, pour qui le gouvernement britannique ne se donne pas les moyens efficaces de combattre le terrorisme.

Les routes de ravitaillement de l'IRA passent en effet par la République d'Irlande, et nombre d'entre elles ne sont pas étroitement surveillées. Les forces militaires présentes en Irlande du Nord sont aujourd'hui composées de 11 000 soldats de l'armée britannique, auxquels s'ajoutent environ 4 000 hommes des régiments d'Ulster (UDR), ce qui représente le contingent le plus nombreux depuis les années 80.

LAURENT ZECCHINI

CATHERINE SIMON

## ASIE

## Grandes manœuvres en Afghanistan



Suite de la première page

« Bien sûr, cette situation est due au départ à l'embargo sur les armes décidé en septembre par les Etats-Unis en symétrie avec celui que Moscou applique à Kaboul et qui est entré en pratique bien avant le 1<sup>er</sup> janvier. Mais il y a désormais une situation nouvelle que le Pakistan compense d'autant moins qu'il a lui-même des difficultés avec les Etats-Unis. » Cette observation de M. Abdul Haq corrobore celle récemment faite sur le terrain par le responsable d'une des organisations privées installées à Peshawar qui viennent en aide aux populations afghanes accablées par treize ans de guerre : « Les commandants moudjahidins ressentent depuis un mois la sensible diminution des fournitures militaires arrivant du Pakistan : le prix des munitions monte. » Un fait que l'on peut vérifier en se rendant à Darra, la fameuse ville des armuriers située dans la zone tribale à une quarantaine de kilomètres de Peshawar : si la kalachnikov fabriquée sous les yeux du « Valide » par des artisans habiles ne vaut encore que 1 500 francs (4 500 celle made in URSS), les cartouches se font plus rares et donc plus chères.

FLORENCE HARTMANN

demandaient, mais en leur précisant bien que ça n'impliquait rien pour l'avenir », explique M. Mojadadi.

Une vision beaucoup moins défensive de la Jihad est fournie par M. Ishaq, longtemps adjoint du célèbre commandant Massoud, maître de la vallée du Panshir et d'une partie du nord-est du pays, et devenu le porte-parole du Jamiat-Islami, le parti qui a été la matrice de l'islamisme afghan et qui s'est toujours efforcé de servir de pont entre factions rivales : « Les moudjahidins veulent la paix, et l'accent doit être mis désormais sur la politique. Mais nous savons tous que la paix ne peut être obtenue qu'en maintenant la pression militaire la plus élevée pour contraindre le régime de Kaboul à s'en aller. »

## « Nous avons vaincu l'URSS »

Cet ingénieur, devenu militaire, puis diplomate et même journaliste, garde un optimisme inébranlable : « Najibullah est peut-être aujourd'hui en meilleure position que nous car il a de grandes réserves d'armes. Mais comme ce sont des outils très sophistiqués, il aura du mal à les maintenir en état. Nous, nous pouvons à peu de frais mener très longtemps une guerre de partisans. »

M. Ishaq ne craint-il pas que la communauté internationale ne se lasse de cette apparente insensibilité des moudjahidins aux grands changements que connaît le planétaire, alors que les nouvelles Républiques d'Asie centrale, et même l'Iran, viennent au secours de M. Najibullah et que la Chine et l'Inde seraient sans doute prêtes à le faire en certaines circonstances ?

« Nous venons, non seulement de vaincre mais de contribuer à faire disparaître un grand empire, l'URSS. Notre peuple est sincèrement et durablement reconnaissant de l'aide que nous avons reçue pour ce faire, tant de l'Occident que des pays islamistes. Mais nous ne croyons pas que l'avenir de l'Afghanistan sera déterminé par des puissances étrangères. Nous pouvons avoir nos disputes, mais nous voulons les résoudre entre nous. »

Les moudjahidins peuvent-ils laisser passer l'occasion d'une prochaine « rencontre entre Afghans » que les Nations unies souhaitent organiser avant le début du Ramadan, le 7 mars prochain ? « Pour nous, le régime de Kaboul est inacceptable et on ne nous forcera pas à discuter avec lui, répond M. Ishaq.

« L'ancien roi Zahir Shah, que l'on cherche ces temps-ci à nous faire accepter de force ? Je n'ai rien contre lui, mais j'observe qu'il n'a vraiment guère pris de risques depuis treize ans pour aider à la libération du pays. S'il attend, comme il me semble, un appel unanime des Afghans pour après son retour, il doit savoir qu'il ne l'aura pas. Il n'y a pas de solution miracle. Un système social ancien a été ébranlé par la guerre, un nouveau cherche à se faire jour. Cela s'appelle une révolution, et cela prend du temps. Mais, en Afghanistan, nous sommes très patients. Quelconque veut infliger sur nous doit à son tour devenir patient », conclut M. Ishaq.

JEAN-PIERRE CLERC

## AFRIQUE

CONGO : cinq civils tués à Brazzaville

## Confusion après le coup de force des militaires

La situation politique restait confuse, mardi 21 janvier, à Brazzaville, où des soldats mutins, déployés aux points stratégiques de la capitale, continuent d'écarter – sans succès – la démission du premier ministre, M. André Milongo. Des affrontements entre militaires et partisans du gouvernement civil, ont fait cinq morts, lundi, en milieu de journée. Un calme précaire est revenu dans la soirée. A Paris, le ministère français des affaires étrangères a souhaité que la « modération prévaille », afin que des « solutions raisonnables » soient trouvées pour résoudre la crise congolaise.

« La Conférence nationale a été une expérience extraordinaire. Pourtant, nous avons fait une énorme erreur : celle de laisser à M. Sassou Nguesso son titre de président de la République », nous confiait oralement, début janvier, lors de son passage à Paris, M. Pierre Bissau-gou, conseiller du premier ministre. Sous ces propos amers, perceait déjà un sentiment d'échec et l'aveu d'une inquiétude : celle de voir les

tenants de l'ancien régime – privés de leurs prérogatives officielles mais gardant intacte leur puissance – tenter de reprendre le pouvoir.

Le gouvernement de M. André Milongo, chargé par la Conférence nationale de gérer le processus de « transition démocratique » et de diriger le pays jusqu'aux premières élections libres, est aujourd'hui dans une position périlleuse. Refusant de se soumettre au diktat des militaires mutins, qui souhaitent sa dissolution, le gouvernement a fait savoir, lundi soir, par une déclaration sibylline publiée à Paris, qu'il « démentait toute destination du premier ministre ». La situation politique n'en reste pas moins extrêmement confuse, le premier ministre en question ayant apparemment disparu.

A en croire des rumeurs persistantes, M. Milongo se serait enfui de Brazzaville pour gagner son village natal de Bokou, à 200 kilomètres de la capitale. Pour leur part, les militaires, qui gardent le contrôle de la radio et de la télévision nationales, ont indiqué que M. Milongo s'était réfugié en un lieu inconnu et l'ont sommé de sortir de sa cachette. « Les forces armées continueront d'assurer la sécurité du premier ministre ainsi que celle de sa famille », a précisé l'état-major.

Ces promesses n'ont pas, jusqu'à présent, convaincu le chef du gouvernement – ni rassuré la population. Des incidents violents ont, en effet, éclaté, lundi, en milieu de journée, dans les quartiers populaires de Brazzaville, ceux de Becongo et de Makélékélé, opposant des militaires et des partisans du gouvernement. Selon des sources dignes de foi, cinq civils, au moins, ont été tués, lors de ces affrontements.

A la singulière disparition de M. Milongo, répond le silence obstiné du président Sassou Nguesso – dont l'influence au sein de l'armée n'est pourtant un mystère pour personne. Est-ce pour avoir maladroïtement tenté d'« assainir » un état-major militaire, dominé par l'éthnie présidentielle des Mboshi, que le gouvernement « de transition », dans lequel l'éthnie des Lari est largement représentée, se trouve aujourd'hui menacé ?

Nombre d'observateurs congolais l'affirment. « Sans moyens financiers et privé du soutien de l'armée, le gouvernement n'avait aucune chance de réussir », expliquent certains d'entre eux. S'il se confirmait, l'échec du processus congolais de transition serait lourd de conséquences pour tout le continent.

CATHERINE SIMON

LAURENT ZECCHINI

صكزامن الأصل



## PROCHE-ORIENT

ISRAËL : geste de défi à l'égard de Washington

### M. Shamir a lancé sa campagne électorale dans une colonie en Cisjordanie

Provocation délibérée ou simple propos électoraliste sans conséquence ? C'est, en tout cas, par un véritable défi à l'administration américaine que le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a donné, lundi 20 janvier, à Betar-Illit, colonie de peuplement juif en Cisjordanie, le coup d'envoi de sa campagne électorale, réaffirmant sa volonté de poursuivre la colonisation dans les territoires occupés.

dit, dans la dentelle... «Propos de campagne», a dit, lundi soir, l'ambassadeur israélien à Washington, M. Zalman Shoval, en tentant de dédramatiser. Difficile en effet pour cet homme, qui connaît parfaitement l'opposition ferme et répétée du président George Bush aux implantations juives dans les territoires occupés, de se présenter jeudi prochain devant M. James Baker pour faire une nouvelle demande au sujet de ces garanties tandis que M. Shamir s'en va tranquillement réaffirmer, si haut et si fort, sa détermination à coloniser les territoires en question.

ment, très proche de M. Shamir celui-ci puisqu'il s'agit de son héritier présumé, M. Moshé Arens. Pour le ministre de la défense, qui, lui aussi, plantait des arbres en ce jour anniversaire, mais sur un autre site de peuplement en Cisjordanie, «la construction de colonies juives en Judée-Samarie et à Gaza n'en est qu'à ses débuts». Et le ministre d'exprimer l'espoir que la population israélienne de ces territoires doive rapidement pour atteindre (hors Jérusalem) deux cent cinquante mille âmes.

Malgré tous ces projets très controversés, le gouvernement de M. Shamir continue d'affirmer sa «volonté de paix». Celui-ci entend bien continuer le processus amorcé à Madrid et poursuivi à Washington. En préconisant dimanche la suspension des pourparlers, le leader de l'opposition, M. Shimon Pérès, avait tout simplement fait montre, selon M. Shamir, de «frivolité». Les «négociations de paix (qui) n'ont, pour l'instant, rien coûté à Israël) ne cessent pas», a dit le premier ministre. «Nous savons tous que l'établissement de la paix entre Israël et les pays arabes est une tâche difficile et complexe qui prendra du temps», a-t-il poursuivi, fustigeant l'impatience de ceux qui veulent des résultats tout de suite : «Nous venons juste de commencer, laissez-nous au moins le temps de lancer le processus...»

PATRICE CLAUDE

La mise en liberté de John Demjanjuk refusée. — La Cour suprême israélienne a rejeté, lundi 20 janvier, une demande de mise en liberté de John Demjanjuk, condamné à mort en 1988 comme criminel de guerre nazi, malgré de nouveaux éléments prouvant, selon son avocat, qu'il n'est pas «l'un des Terribles» du camp de Treblinka (le Monde du 21 décembre). Le juge Meir Shamgar a donné trois semaines au ministère public pour apporter d'autres preuves contre John Demjanjuk. — (Reuters)

#### «Ce n'est qu'un début»

De trois choses l'une, analysait mardi matin un diplomate occidental à Jérusalem : «Ou bien M. Shamir a reçu l'assurance qu'il pouvait parler librement et qu'il avait les garanties demandées quoi qu'il dise, ou bien il sait qu'il ne les aura pas, quoi qu'il fasse ou promette, ou encore il prend délibérément le risque de perdre l'argent pour gagner les élections.» Comme on lui demandait, justement ce lundi, s'il était prêt à sacrifier les garanties bancaires américaines — donc l'assurance financière de pouvoir absorber les centaines de milliers de juifs soviétiques attendus ou déjà présents en Israël — pour continuer librement la colonisation des territoires, M. Shamir a rétorqué : «L'espérance et je crois que nous n'aurons à sacrifier aucun de nos principes. L'absorption des juifs soviétiques est, pour nous, un devoir sacré.»

Avis partagé par M. Itzhak Mordechai, le ministre des finances, qui accompagnait M. Shamir à Betar-Illit : «Israël peut vivre sans les garanties bancaires, mais il ne le peut pas sans les territoires.» Pour le ministre, le problème est simple : «Si nous restituons les territoires, a-t-il confié à la radio nationale, nous ne pourrions jamais nous y installer, sauf au prix d'une guerre sanglante dont nous ne voulons pas.» Même son de cloche de la part d'un autre «épais tourter» du gouver-

#### JÉRUSALEM

de notre correspondant

Ni le lieu, hautement symbolique, à 15 kilomètres de Jérusalem, ni la date, celle du «Nouvel An des arbres» et de la célébration du quarante-troisième anniversaire de l'établissement de la Knesset, n'avaient été choisis au hasard. «Ne craignez rien!» s'est d'abord exclamé le premier ministre devant un auditoire enthousiaste de colons qui venaient de faire de lui le premier citoyen d'honneur de Betar-Illit. «Les colonies juives comme la vôtre sont permanentes et même éternelles». Il ne «fait pas avoir peur du plan d'autonomie» que le gouvernement se proposerait d'offrir aux 1,8 million de Palestiniens qui vivent sous occupation depuis 1967. L'application éventuelle de ce plan «ne portera préjudice ni au développement des colonies ni à la sécurité des habitants juifs des territoires» (soit environ cent quinze mille en Cisjordanie, sans compter les cent trente et quelques mille qui se sont installés, depuis vingt-cinq ans, dans la partie orientale de Jérusalem). «Aucune puissance au monde ne nous empêchera de bâtir partout, en Judée et en Samarie (Cisjordanie)», s'est encore exclamé M. Shamir en faisant manifestement allusion aux Etats-Unis.

Bref, à quelques jours du réexamen par Washington de la demande israélienne de garanties bancaires pour 10 milliards de dollars, le chef du Likoud ne fait pas comme on

La troisième phase du processus de paix à Moscou

### Recherche d'un compromis pour la participation de la Syrie et des Palestiniens aux négociations multilatérales

A une semaine de la réunion préparatoire aux négociations multilatérales sur l'avenir du Proche-Orient — troisième phase de la conférence de paix israélo-arabe — qui doit avoir lieu les 28 et 29 janvier à Moscou, les pays arabes sont divisés sur l'attitude à tenir. Ce forum, dont la préparation reste encore problématique, doit rassembler les représentants de tous les pays de la région mais aussi les délégations d'autres Etats ou d'organisations internationales à propos du désarmement, du développement économique, de l'environnement et des ressources en eau.

#### NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

Annoucé par le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, puis démenti par Rabat, une réunion de coordination interarabe semble quand même devoir se tenir vendredi 24 janvier à Marrakech pour fixer les positions. Celle-ci pourrait finalement avoir lieu en marge de la réunion du Comité islamique Al-Qods (Jérusalem) qui groupe, s'agissant des parties concernées par le forum de Moscou, le Maroc, la centrale palestinienne, l'Arabie saoudite, le Liban, la Jordanie, la Syrie et la Mauritanie. Le chef de la diplomatie égyptienne, M. Amr Moussa, a affirmé, lundi soir, qu'il avait reçu une invitation marocaine sans que l'on sache si les pourparlers de coordination figurent à l'ordre du jour.

Désireux d'entraîner un maximum de pays arabes à ces négociations multilatérales dont le but ultime est, pour Washington, l'intégration d'Israël dans la région, les Etats-Unis ont invité à cette conférence, outre les belligérants, l'Egypte, les six pays membres du Conseil de coopération du Golfe, les partenaires de l'Union du Maghreb arabe, Libye exceptée, et

le Yémen, soit seize pays sur les vingt et un que compte la Ligue arabe.

Jusqu'à maintenant, seules l'Egypte et la Jordanie ont officiellement fait connaître leur participation à la réunion de Moscou. Si le roi Hussein a plaidé en faveur des multilatérales, estimant qu'elles «pourraient permettre un examen de la question palestinienne dans ses dimensions globales et régionales», l'Egypte se montre plus prudente. En insistant, sans doute pour justifier la participation de son pays, sur le fait que cette réunion n'aborderait aucune question de fond mais exclusivement des questions de procédure, le chef de la diplomatie égyptienne a en effet rappelé récemment : «Nous estimons que la coopération régionale ne peut être réalisée tant qu'il n'y a pas eu de progrès dans les négociations bilatérales» entre Israël et les pays arabes voisins et les Palestiniens. Interrogé dimanche sur le refus de la Syrie de participer aux multilatérales, le conseiller du président Mubarak, M. Oussama-el-Baz, a pour sa part déclaré que «la position de la Syrie découle d'une logique qui ne doit pas être sous-estimée».

#### Le refus de Damas

Comme prévu, la Syrie avait en effet réaffirmé samedi son refus. Avant même la conférence de Madrid, Damas avait conditionné sa participation aux «multilatérales» à des progrès substantiels au niveau des «bilatérales». Damas estime en effet impossible d'envisager une quelconque coopération avec Israël sur les grands problèmes régionaux avant tout engagement de l'Etat hébreu à se retirer des territoires occupés. Or les négociations bilatérales israélo-syriennes se sont limitées à Washington à un dialogue de sourds et la délégation syrienne estimait à l'issue de la troisième série de pourparlers «le bilan très négatif», en affirmant : «On tourne en rond, l'attitude

israélienne est entièrement dénuée de sérieux».

Le Liban, dont la marge de manœuvre diplomatique par rapport à la Syrie est quasi nulle, a lui aussi fait savoir par la bouche de son ministre des affaires étrangères, M. Farès Boueiz, qu'il ne se rendrait pas à Moscou. Des négociations se poursuivraient toutefois pour faire revenir Damas sur sa décision. La Syrie voudrait obtenir des Etats-Unis au moins une sorte d'engagement écrit sur le fait que le retrait israélien aura bien lieu.

La grande interrogation demeure la position palestinienne, qui devrait être connue à l'issue de la réunion de vendredi au Maroc. En fait, les Palestiniens risquent d'être tiraillés dans cette affaire entre les pressions américaines pour une participation et la coordination avec la Syrie. Une partie de la délégation palestinienne, restée à Washington, négocie en ce moment avec les Etats-Unis une modification de la composition de la délégation palestinienne pour éventuellement se rendre à Moscou. L'O.L.P. fait valoir que dans la mesure où les multilatérales aborderont des questions qui touchent au sort de tous les Palestiniens, les Palestiniens «de l'extérieur», hors des territoires occupés, doivent y être associés. Washington refuse pour l'instant. Pour contourner le veto israélien sur la participation de l'O.L.P., une solution intermédiaire pourrait peut-être consister à désigner des membres du Conseil national palestinien, Parlement en exil.

En choisissant de se déterminer à trois jours de l'ouverture prévue de la réunion de Moscou, les pays arabes donnent aux Etats-Unis le temps de trouver un compromis qui permette la participation de tous. Mais si elle obtient gain de cause à Washington, l'O.L.P. risque de se trouver confrontée à des divergences avec Damas.

FRANÇOISE CHIPAUX

## DIPLOMATIE

Quarante-deux ans après la reconnaissance de la Chine par l'Etat hébreu

### M. David Lévy est attendu à Pékin pour établir des relations diplomatiques

La visite du ministre israélien des affaires étrangères, M. David Lévy, à Pékin — du 22 au 27 janvier — devrait consacrer la normalisation des relations entre l'Etat hébreu et la Chine. Depuis des décennies, la République populaire a soutenu les Palestiniens et les pays arabes contre Israël, qui l'avait pourtant reconnue dès 1949.

#### PÉKIN

de notre correspondant

A Taïwan, les barrières du fond-tour de la Chine moderne, Sun Yat-sen, n'ont jamais tenté de lier des relations sérieuses avec Israël alors qu'il avait, dès 1920, exprimé son intérêt pour la création de l'Etat hébreu. Plutôt que le régime nationaliste, Israël a courtois le gouvernement communiste, pourtant longtemps réticent à matérialiser ce rapprochement.

«Il n'est nullement question d'établir des relations diplomatiques entre nos deux pays», déclarait encore, le 27 mars 1991, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen. Il en était, pourtant, déjà fortement question. Tout au plus relâcher-on que Pékin a laissé Jérusalem hâter le processus, de manière à être présent au prochain rendez-vous de Moscou sur le conflit israélo-arabe; de crainte d'être, une nouvelle fois, absent d'une grande affaire internationale.

La visite de M. Lévy à Pékin couronne un lent rapprochement qui a ses origines en 1981. Mais ce n'est qu'en 1987 que M. Shimon Pérès, alors ministre des affaires étrangères, rencontra pour la première fois aux Nations unies son homologue chinois d'alors. Israël a été l'un des tout premiers pays non communistes à reconnaître la Chine populaire lors de sa fondation, en 1949. Pékin, en revanche, n'a jamais reconnu Israël. Cette situation résultait de la volonté de Pékin de mener une politique tiers-mondiste pro-arabe.

«Votre cause constitue un chapitre héroïque dans l'histoire des luttes nationales et populaires au XX<sup>e</sup> siècle», disait, encore, en 1986, le secrétaire général du PC chinois, Hu Yaobang, à M. Farouk Kaddoumi, chef de la diplomatie de l'O.L.P. Et d'ajouter : «Le peuple chinois se tiendra aux côtés du peuple palestinien jusqu'à sa victoire finale.»

Pourtant, dès 1984, la Chine avait tenté, tout en reconnaissant l'Etat palestinien, de jouer un rôle actif dans la recherche d'un règlement diplomatique au Proche-Orient. Elle s'était déclarée favorable à la convocation d'une conférence internationale comprenant les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, après avoir, pendant des années, jugé

une telle option comme relevant d'une manœuvre soviétique pour revenir sur la scène proche-orientale. Cette évolution fut la suite à de premières prises de contact, non gouvernementales, avec l'Etat hébreu par le biais de «visites touristiques», dont on retrouve les traces en 1981. Progressivement, des milieux privés d'Israël avaient noué des liens étroits avec des responsables de secteurs porteurs dans l'ouverture économique de la Chine, au premier rang desquels les industries «sensibles».

Ainsi la Chine se procura-t-elle auprès d'Israël des équipements sophistiqués pour moderniser ses missiles, ses systèmes d'alerte électronique. Puis la collaboration passa à la production, avec la modernisation du matériel militaire chinois auquel les Israéliens ajoutaient des systèmes électroniques. Dans les années 80, le célèbre marchand d'armes Eisenberg ouvrit ses bureaux, sous l'enseigne d'une United Development Ltd, dans un hôtel de Pékin appartenant à l'armée.

A toutes les informations filtrant d'Israël sur ces rapports secrets mais fructueux, Pékin opposait un démenti indigné. Dans le même temps, les marchands d'armes chinois se taillaient une part de marché non négligeable auprès des pays musulmans engagés contre Israël.

#### Secret de polichinelle

Mais la diplomatie chinoise, vertueusement opposée à «la politique d'agression et d'expansion des autorités d'Israël», savait ne pas pouvoir éternellement préserver la fiction d'une «absence de contacts». Dès décembre 1985, le ministère des affaires étrangères soulignait la nécessité de distinguer entre les autorités et «le peuple d'Israël», sanctionnant implicitement les rapports «privés» au plus haut niveau.

En juillet 1987, les Chinois firent savoir, par l'intermédiaire du chef du PC israélien, M. Meir Viner, venu à Pékin pour normaliser les relations avec le PCC, qu'ils considéraient l'acceptation par Israël du principe d'une conférence internationale comme «le début d'un changement» dans la politique étrangère de l'Etat juif. Pour ce dernier, c'était un signal, il répondit que l'établissement de relations diplomatiques avec Pékin constituait une condition à sa participation à une telle conférence.

Les Chinois informèrent régulièrement leurs interlocuteurs arabes et palestiniens de ces évolutions, en leur répétant que «la sécurité d'Israël devait être respectée et garantie». Depuis l'ouverture, en juin 1990 à Pékin, d'une mission de «chercheurs universitaires» israéliens — censés se préoccuper d'agronomie dans le désert mais bénéficiant du statut diplomatique —

que, — qui répondait à celle d'une agence de tourisme chinoise à Tel-Aviv, la perspective d'une normalisation sino-israélienne était devenue un secret de Polichinelle.

C'est, semble-t-il, les Israéliens qui ont accéléré le mouvement, vraisemblablement dans l'espoir de parvenir à brider le commerce chinois des armes au Proche-Orient. Ils mirent à profit l'isolement diplomatique de la Chine à la suite de l'affaire de Tiananmen en 1989, ainsi que les erreurs d'analyse de la direction chinoise sur la situation internationale, notamment lors de la guerre du Golfe. «Les chances pour un règlement pacifique du conflit israélo-arabe (...) apparaissent encore plus éloignées du fait de la guerre du Golfe», affirmait par exemple l'agence Chine nouvelle le 1<sup>er</sup> mars 1991.

Toute l'année 1991, des personnalités israéliennes ont effectué des visites discrètes en Chine, de moins en moins démenties par Pékin : l'ancien consul général à Hongkong, artisan des premiers contacts et devenu directeur général du ministère des affaires étrangères; le ministre de la défense, M. Moshe Arens, qui avait déjà rencontré M. Qian Qichen à l'ONU deux ans plus tôt; puis, en novembre, une importante délégation comprenant les grands patrons des industries militaires et diamantaires, de l'aviation civile et de la chambre de commerce.

A la fin de l'année dernière, Pékin n'avait guère dissimulé son amertume d'avoir été le seul membre permanent du Conseil de sécurité «coulé» dans les invitations à l'ouverture des négociations israélo-arabes à Madrid. Fin décembre, M. Arafat se voyait convoqué à Pékin pour s'entendre dire que la normalisation sino-israélienne était virtuellement acquise. Un vice-ministre chinois, M. Yang Fuchang, allait se rendre aussitôt après en Israël pour peaufiner l'accord sur la visite de M. Lévy à Pékin.

FRANCIS DERON

AFRIQUE DU SUD : première visite du ministre chinois des affaires étrangères. — Pour la première fois, le ministre chinois des affaires étrangères s'est rendu, lundi 20 janvier, en Afrique du Sud, où il s'est entretenu avec son homologue, M. «Pik» Botha. Dans un communiqué, Pretoria a indiqué que M. Botha «avait rendu l'hospitalité que lui avait accordée le ministre Qian Qichen en octobre dernier à Pékin». Cette visite, qui s'effectue dans le cadre d'une tournée africaine de M. Qian, représente un pas vers l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et l'Afrique du Sud. — (AFP)

## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : selon un sondage

### Les démocrates battraient M. Bush en cas d'élection présidentielle

Selon un sondage publié lundi 20 janvier et réalisé pour le chaîne de télévision CBS et le New York Times, 43 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles voteraient «probablement» pour un candidat démocrate, quel qu'il soit, si l'élection présidentielle se déroulait ces jours-ci, alors que le président Bush ne recueille que 38 % des intentions de vote. Lorsqu'on leur a demandé qu'elles choisiraient cet automne, elles se sont prononcées en faveur d'un démocrate à 49 %, contre 42 % pour M. Bush.

Ce sondage est le premier à donner le président Bush perdant. — (AP)

Violentes manifestations à Denver à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Martin Luther King. — Une manifestation d'un millier de personnes, organisée en réponse à un rassemblement de membres du Ku Klux Klan, a dégénéré en affrontements violents à Denver (Colorado), lundi 20 janvier, jour férié marquant l'anniversaire de la naissance du pasteur Martin Luther King. Sept personnes ont été blessées par les gaz lacrymogènes utilisés par la police, qui a interpellé une vingtaine de manifestants. — (AFP, Reuters)

CUBA : accusé d'avoir dirigé un commando armé

### Un opposant a été exécuté

M. Eduardo Diaz Betancourt, Cubain de Miami condamné à mort la semaine dernière pour s'être infiltré à Cuba fin décembre avec des armes et des explosifs, a été fusillé, lundi 20 janvier, à l'agence d'information de La Havane (A.N.). Les deux autres membres du commando, MM. Pedro Alvarez Pedrosa, âgé de vingt-six ans, et Daniel Santovenia Fernandez, trente-six ans, avaient vu leur peine commuée en trente ans de prison par la Cour suprême et le Conseil d'Etat.

Ce dernier, présidé par M. Fidel Castro, avait au contraire confirmé le verdict prononcé contre M. Eduardo Diaz Betancourt considéré comme le chef du commando. Les gouvernements américain et espagnol, les présidents de la Colombie et de l'Equateur ainsi que l'écrivain colombien Gabriel Garcia Marquez, ami personnel de M. Castro, étaient intervenus

pour demander la grâce du condamné, accusé d'avoir planifié des activités de terrorisme et de sabotage.

Le Conseil d'Etat avait stigmatisé le «concent de voix hypocrites qui imputent la clemence mais ne dénoncent pas le crime qui consiste à débarrasser Cuba avec l'intention de massacrer la population». Il avait en outre dénoncé «l'impunité» avec laquelle les groupes anticastroistes opèrent, selon lui, en Floride. Lors de précédentes tentatives d'infiltration dans l'île, la justice cubaine avait été moins sévère, infligeant de lourdes peines de prison aux exilés mais pas de peine capitale. Le procès du commando s'est déroulé dans une atmosphère très tendue : le 9 janvier dernier, trois policiers ont été tués par un groupe de sept personnes, qui tentaient de voler un bateau pour fuir Cuba. Arrêtées, elles risquent également la peine de mort. — (AFP, Reuters)

(Publicité)

**CENTRE RACHI**  
Leçon par  
**SCHMUEL TRIGANO**  
Écrivain, sociologue  
MERCREDI 22 JANVIER 1992 à 20 h 30  
sur le thème :  
«L'ORIGINE DE LA POLITIQUE DANS LA TORAH»  
Centre Rachi, 30, bd de Port-Royal  
75005 Paris. Tél. : 43-31-75-47.



## POLITIQUE

La plainte de M<sup>me</sup> Cresson contre le président du Front national

## Les responsables politiques approuvent le recours à la justice face à la dégradation du débat public

La plainte pour injure annoncée par M<sup>me</sup> Edith Cresson, au nom du gouvernement, contre M. Jean-Marie Le Pen, est généralement approuvée par les responsables politiques qui se sont exprimés, inquiets de la dégradation du débat public. Quelques réserves se sont manifestées du côté du Parti communiste et du RPR, tandis que M. Jean-Pierre Chevènement a souligné la nécessité de s'attaquer aux « causes » qui expliquent l'audience du Front national.

Le bureau politique du Front national a affirmé, lundi 20 janvier, son « total soutien à l'action de salut public entreprise par M. Jean-Marie Le Pen pour dénoncer les turpitudes du pouvoir socialiste » et s'est « indigné des initiatives judiciaires engagées par le premier ministre » contre le président du Front national. Le bureau politique a ajouté : « Il est clair que le pouvoir socialiste a volé et continué de voler les Français ». Pour M. Michel Poniatowski, sénateur (Rég. et ind.) du Val-d'Oise, président d'honneur du Parti républicain, qui s'exprimait, lundi, sur Radio Tour Eiffel, on ne peut pas reprocher à M. Jean-Marie Le Pen de « dire la vérité, et la vérité, c'est qu'en effet il y

a eu du gouvernement des voleurs et, certainement, un ou deux escrocs ». L'ancien ministre de l'Intérieur s'est déclaré « très frappé de voir qu'on essaye de faire une opération qui tend à détourner l'attention des affaires » sur M. Le Pen, alors que « le PS est devenu une véritable poubelle d'affaires ».

M. Jacques Chaban-Delmas, candidat de l'opposition RPR-UDF-UDC à la présidence de l'Assemblée nationale, a approuvé, au contraire, mardi, sur Europe 1, « le recours à la justice », qui « est parfaitement dans le cycle démocratique ». « Il y a une dégradation de la vie politique qui se précise, qui s'accroît et qui ne peut qu'en détourner les citoyens », a sou-

ligné le maire (RPR) de Bordeaux, M. Jacques Barrot, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale, avait condamné, lui aussi, l'attitude de M. Le Pen, en affirmant, lundi, sur Europe 1, qu'il est « trop facile de fuir les poubelles pour, ensuite, jeter des orbes sur la République ». « M. Le Pen, grand colonisateur, ne mérite que l'arbitre, simplement, et l'arbitre, c'est la justice », a dit M. Barrot. Elle doit donner un coup de sifflet sérieux pour que tout cela ne dégénère pas en un pugilat indigne de la démocratie. La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) a approuvé, elle aussi, la décision de M<sup>me</sup> Cresson, car « les propos révolutionnaires

des derniers jours par M. Le Pen s'apparentent à ceux des dirigeants des ligues fascistes des années 30, qui tentèrent de monter à l'assaut de la Chambre des députés, le 6 février 1934, pour assassiner la démocratie ».

S'il juge « misérable » l'attitude de M. Le Pen, qui doit être « condamné », M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, s'est déclaré, lundi, sur Radio-Monte-Carlo, « résolu sur l'initiative de M<sup>me</sup> Cresson ». « Je supplie les responsables politiques, notamment socialistes, d'arrêter de jouer avec M. Le Pen », s'est exclamé le député des Hauts-de-Seine, avant de s'avouer « perplexé » quant à l'attitude à adopter : « D'un côté, s'il est expliqué, je pense que faire appel à la justice n'est pas attentatoire à la liberté ; d'un autre, je crains que porter plainte contre M. Le Pen n'amène, une fois encore, à le faire passer pour une victime et que, finalement, cela ne lui fasse de la publicité ». M. Guy Hermet, membre du bureau politique du PCF, s'est interrogé, lui aussi, sur « l'opportunité » de la plainte déposée par M<sup>me</sup> Cresson contre M. Le Pen, même si les propos du président du Front national « sont détestables et condamnables ». Présentant ses vœux à la presse, lundi, à Marseille, le député des Bouches-du-Rhône a déclaré que la démarche du premier ministre ne fait

que « poursuivre le jeu politique », destiné à « masquer la responsabilité du PS dans la politique du gouvernement ».

Le porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne, a mis l'accent, lors de son point de presse hebdomadaire, sur la « mobilisation » du PS pour la manifestation du 25 janvier contre le Front national. « Cette manifestation doit être un révélateur vis-à-vis de l'opinion. M. Le Pen ne peut pas dire tout et n'importe quoi : il menace les fondements de la République », a-t-il dit. A ceux qui se demandent si le PS n'assure pas une publicité excessive à M. Le Pen, M. Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris, animateur du Manifeste contre le Front national, a répondu que « la stratégie de l'outrage n'a jamais permis de régler les problèmes ».

Pour M. Jean-Pierre Chevènement, les injures proférées à l'encontre du gouvernement par M. Le Pen sont « tout à fait condamnables », mais c'est « aux causes qui [le] font prospérer qu'il faut s'attaquer ». Selon l'ancien ministre de la Défense, ces causes sont « le chômage, la précarité, la peur de l'inconnu et la perte de l'identité républicaine ». « Le principe d'égalité a été un peu oublié au profit du droit à la différence », a-t-il ajouté.

## L'abécédaire de M. Le Pen

Devant environ un millier de personnes, mardi soir 20 janvier, M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a tenu une réunion publique à Amiens. Voici quelques extraits de son intervention.

**Assassin.** — « Au lieu d'être l'homme qui dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas, je suis devenu celui qui dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas. J'ai dit ce que je pensais du pouvoir et du gouvernement socialiste : ce sont des voleurs, des racketteurs et des gangsters. Et j'ai dit un peu plus même, mais ça n'a pas été retenu, comme si ça gênait aux entournures. J'ai même dit qu'un certain nombre d'entre eux étaient des assassins, c'était ceux qui avaient, en particulier au gouvernement, sciemment autorisé la vente du sang contaminé par le sida et qui a déclenché cette maladie chez plusieurs milliers, voire dizaines de milliers de personnes ainsi condamnées à mort. »

**Débat (démocratique).** — « Je pensais que cette liberté de parole était l'essence du débat démocratique. Si j'ai une liberté de parole pour ne dire que tout le bien que je pense de François Mitterrand, je peux rester chez moi car il ne manque pas de thuriféraires pour balancer l'encens de la flatterie sous le nez de celui qui laisse dire de lui qu'il est dieu avec un petit d. »

**Différentiation (ou dénonciation calomnieuse).** — « Le premier ministre, qui n'a, sans doute, pas autre chose à faire, s'est si bien préoccupé de mon propos qu'elle a décidé de me poursuivre devant les tribunaux pour injure. C'est là qu'il y a malentendu. Tous les mots que j'ai employés ne sont pas des injures, ce sont des accusations publiques. Il convient donc que M<sup>me</sup> Cresson me poursuive, si elle veut bien tenir compte de ma mise au point, en diffamation ou pour dénonciation calomnieuse. A ce moment-là, nous aurons, l'un et l'autre, la possibilité d'apporter les preuves : moi de leur culpabilité et elle de son innocence. »

**Etonnement.** — « Vous notez comme c'est étonnant. Il y a dans nos réunions plusieurs caméras, il y a plusieurs journalistes et cependant c'est toujours le même morceau qui passe dans tous les médias. Comme s'il y avait un chef d'orchestre qui tenait la baguette. »

**Orient (Grand).** — « Vous savez combien les corps géométriques sont chers par leur signification idéologique, à la fois à M. le président de la République et au chef du Ku-Klux-Klan français, M. Ragahe, le grand chancelier du Grand Orient de France, qui a récemment lancé l'appel de détresse contre le Front national en précisant que ses soixante-quatre mille membres (1) allaient s'infiltrer dans les organisa-

tions et dans les partis pour que tout cela marche d'un même élan. »

**Iniquité.** — « La pyramide iniquité est peinte avec la peinture anti-sida. De l'intérieur, on voit à l'extérieur les cochons de payants, les crédules de citoyens, tandis que ceux-ci ont beau regarder, ils ne voient pas nos beaux messieurs à talons rouges s'esbaudir à l'intérieur. Cette pyramide d'iniquité, de corruption et de crime part de la base : conseillers municipaux, maires, conseillers généraux socialistes, députés, secrétaires d'Etat, ministres, premier ministre, pour culminer à la pointe dans le président de la République. »

**Mobyette.** — « Nous ne sommes pas en France sous le gouvernement des colons du FLN. On ne peut pas interrompre les élections même si le Front national arrivait largement en tête, ça ferait sauter la machine. A propos de comparaison mécanique, il m'est revenu une de mes formules d'il y a quelques années, que je voudrais remettre dans le circuit puisque les affiches de propagande électorale réinscrivent l'intégration, c'est comme les mobylettes, il faut du mélange. M. Le Pen, qui contrefait l'accent, arabe ajoute : « Oui, mais au-dessus de 4 %, ça pète le moteur. »

**O.A.S.** — « O comme Ose, A comme Aline et S comme Somme. C'est ainsi que les trois

départements picards ont été présentés par M. Pierre Descaves, membre du comité central du Front national qui sans tête de liste de l'extrême droite dans le premier. M. Descaves participe à une série d'interventions en sa qualité d'activiste de l'O.A.S.

**Petit cabot.** — « M. Pellerin, immense promoteur devenu archimilliardaire en francs lourds en quelques années, qui se situe d'ailleurs dans un secteur géographique de la capitale qui explique pourquoi M. Sarkozy, maire RPR de Neuilly, en est venu aussi, comme un petit cabot, de ses aboiements, au secours de M<sup>me</sup> Cresson. C'est que, messieurs et messieurs, il y en a des sous dans ces affaires-là. »

**Saddam Hussein.** — « On a dit : Le Pen a été serrer la main de Saddam Hussein. C'est exact que j'ai serré la main de Saddam Hussein mais parce qu'il avait, à ma demande, libéré les otages français et qu'en plus je ramènerais soixante-dix otages européens qui n'ont rien coûté à personne, alors que je peux vous dire que les otages qui ont été libérés, par deux ou par trois en période électorale, quel que soit le parti au pouvoir, ont coûté cher à la République française, c'est-à-dire aux contribuables. »

OLIVIER BIFFAUD

(1) Le Grand Orient de France revendique 35 000 membres.

## Au Sénat

## Le projet de M. Marchand sur l'exercice des mandats locaux se heurte aux critiques des socialistes

Les sénateurs ont commencé, lundi 20 janvier, l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 14 décembre 1991. Ce texte, présenté conjointement par MM. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, et Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, a été jugé « incomplet et imprécis » par le principal orateur du groupe socialiste, M. René Régnault (Côte-d'Armor).

Les sénateurs ne sont pas contents et ils l'ont fait savoir des premières minutes du débat consacré, lundi, aux conditions d'exercice des mandats locaux (autorisations d'absence, crédits d'heures, formation, indemnités, retraites), en demandant au gouvernement, par la voix de M. Marcel Lucotte, président du groupe des Républicains et indépendants, de retirer son projet. Non seulement le « grand conseil des communes de France », contrairement à toutes les traditions de la République, n'a pas eu la primauté de l'examen de ce texte, mais encore, après dix ans de préparation, celui-ci fait l'objet d'une procédure d'urgence qui raccourcit la « navette » entre l'Assemblée nationale et le Sénat. En outre, le rapporteur de la commission des lois, M. Jacques Thyraud (Rép. et ind., Loire-Cher), n'a guère eu qu'une huitaine de jours pour décrire un projet qui concerne, tout de même, ces « piliers de la République » que sont les quelque cinq cent mille élus locaux.

## « Un procès injuste »

Dans le climat créé par les « affaires » et le dénigrement systématique de la classe politique, l'examen du projet du gouvernement a été l'occasion de vifs débats et multiples plaidoyers en faveur de ces « petits élus » des communes rurales, qui forment aussi le gros des troupes du collège électoral des sénateurs. Ce sont eux, a rappelé M. Thyraud, qui sont « en première ligne sur le front des incendies de forêt, chaque année, dans le Midi », ou pour réclamer justice contre la pollution du littoral breton, ou encore pour assurer le succès des prochains Jeux olympiques d'Albertville. « Si quelques parlementaires ont transgressé l'élémentaire honnêteté, il ne faut pas jeter la suspicion sur tous les élus locaux », a ajouté M. Josselin de Rohan (RPR, Morbihan).

JEAN-LOUIS SAUX

Au Sénat aussi, les élus sont las, à vrai dire, d'être sans cesse suspectés — le plus souvent à tort — et d'être, en quelque sorte, piégés par l'opinion, contraints de devoir se justifier en permanence. Concernant la fiscalisation des indemnités, M. Jean-Marie Girault (Rép. et ind., Calvados) a ainsi reconnu : « Le procès fait aux élus est un procès injuste. Aujourd'hui, les parlementaires se couchent parce qu'ils ont peur de l'opinion. Je ne supporte pas cet exercice d'autoflagellation ». M. Jacques Roca Serra (apparenté PS, Bouches-du-Rhône) a été plus net encore, en dénonçant « le manque de courage du gouvernement ». « Il m'est impossible de vivre avec une indemnité parlementaire », a-t-il estimé, en proposant d'augmenter son montant et, du même coup, de « fiscaliser les journalistes » (bénéficiaires d'un abattement de 30 %, plafonné, pour frais), coupables de « monter en épingle » les indécidables de quelques hommes politiques.

L'alignement des élus sur le droit commun en matière fiscale a, cependant, d'autres conséquences que de provoquer certains états d'âme chez les parlementaires. Il va permettre à l'Etat de percevoir de nouvelles recettes, grossièrement évaluées à 250 millions de francs, alors que les indemnités versées aux élus seront payées par les collectivités locales. Il s'agit là, autrement dit, d'un astucieux transfert de charges au profit de l'Etat. Les sénateurs, particulièrement les socialistes, ne se sont pas satisfaits, à ce propos, de l'engagement pris par le ministre de l'Intérieur devant l'Assemblée nationale (le 13 décembre), de créer un fonds spécifique destiné à aider les petites communes à faire face à leurs nouvelles charges.

Par voie d'amendement, M. Régnault devait demander, mardi, que le projet de loi précise les modalités de versement et le montant de cette aide, qui ne saurait, selon lui, être inférieur à 1 milliard de francs. « Les maires des communes de moins de deux mille habitants sont aussi des agents de l'Etat », a-t-il plaidé. Dans l'attente d'un hypothétique feu vert du ministère du budget ou, plus sûrement, d'un recours à l'article 40 de la Constitution, qui rend inapplicables les propositions des membres du Parlement lorsqu'elles ont pour conséquence d'aggraver la charge publique, le secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales s'est prudemment interrogé : « Faut-il vraiment avancer un chiffre dès aujourd'hui, alors que les simulations sont en cours ? »

## L'AFRIQUE DU SUD PLUS VITE ET SANS ESCALE.

South African Airways est la seule compagnie à vous offrir des vols sans escale et les vols les plus rapides vers l'Afrique du Sud. Paris-Johannesburg non-stop le mardi. Un deuxième vol direct le dimanche. Profitez également des autres avantages exclusifs offerts par SAA :

tarifs préférentiels pour l'hébergement et la location de voitures en Afrique du Sud, tarifs spéciaux sur le réseau intérieur, correspondances vers toute l'Afrique Australe. SAA, élue « meilleure compagnie vers l'Afrique » pour la troisième année consécutive par les lecteurs du prestigieux « Travel Magazine ».

	SA 229			SA 263	
Paris-Orly	Mardi	Départ	19h25	Dimanche	Départ
Johannesburg	Mercredi	Arrivée	07h20	Lundi	Arrivée
					10h00

**SAA**  
SOUTH AFRICAN AIRWAYS

Paris : 12, rue de la Paix, 75002 Tél. : (1) 49 27 05 50  
Lyon : 15, rue de la République, 69001 Tél. : 72 00 03 03

HERALD

صحة من الأصل



# Mardi 21 janvier 15 heures: la technologie RISC d'IBM confirme son avance.

"Notre nouvel ordinateur RISC System/6000-220 est le seul à intégrer toutes ses fonctions sur une seule puce. Nous concevons et fabriquons nos composants à Corbeil-Essonnes, ce qui nous permet de garder l'entière maîtrise de notre technologie et de nos coûts."

"L'architecture choisie donne aux RISC System/6000 une avance décisive. Elle leur permet d'atteindre, dès 50MHz, des puissances supérieures à toutes celles du marché."

"Une seule et même architecture pour toute la gamme RISC System/6000, c'est ainsi que nous arrivons à proposer à la fois l'entrée de gamme la plus compétitive, et le haut de gamme le plus performant. Et à assurer la compatibilité totale des modèles."

"AIX 3.2, notre nouvelle version du système d'exploitation UNIX\*, est un accélérateur des performances et un facteur de fiabilité des RISC System/6000. Disponible en français, il offre à ce jour le plus grand choix de logiciels."

"Puces, architecture, gamme et système d'exploitation : en quelques années, nous avons acquis dans chacun de ces domaines la supériorité technologique."

**"IBM annonce la station de travail la plus puissante du marché : le RISC System/6000-560."**

**IBM**



## POLITIQUE

## Un entretien avec M. Charles Fiterman

« L'attitude de Pierre Mauroy devrait alimenter la réflexion du Parti communiste » nous déclare le chef de file des « refondateurs » du PCF

M. Charles Fiterman, ancien ministre d'Etat, ancien ministre des transports, membre du bureau politique du Parti communiste français, continue de militer, à l'intérieur comme à l'extérieur du PCF, pour la « refondation » d'une « identité communiste moderne » et pour une « entente démocratique des forces de progrès ». Au lendemain d'une nouvelle passe d'armes avec le secrétaire général du PCF, il a répondu à nos questions.

« Devant les secrétaires fédéraux de votre parti, le 8 janvier, M. Georges Marchais est revenu à la charge contre vous en affirmant que votre démarche était « mal vécue » par la plupart des militants et que vous étiez « isolés ». Vous lui avez répondu, à chaud, en déclarant que vous n'aviez pas l'intention de vous « laisser détourner » de vos efforts de « refondation » par

« des polémiques subalternes ». Comment interprétez-vous cette évolution de l'attitude de M. Marchais à votre égard ?

« Je ne veux pas faire de procès d'intention. J'observe simplement que cette « sortie » coïncide avec une impression de durcissement général du comportement politique à l'approche des élections régionales. Je considère que si cette sorte de fuite en avant oppositionnelle, qui prend parfois des accents populistes et nationalistes, devait prévaloir, ce serait proprement suicidaire. Elle peut, certes, permettre d'obtenir ici ou là quelques soutiens provisoires et limités, mais elle n'est pas porteuse d'avenir.

« Reconstruire la grande force de transformation sociale dont ce pays a besoin demande sans aucun doute de proclamer des refus face au mécontentement, voire à la colère, que suscite la politique actuelle. Mais pour être efficaces ces « non » doivent s'inscrire dans un « oui » porteur d'espérance, manifesté par le puissant et persévérant effort de promotion des idées fortes, des réflexes nouveaux, des valeurs humaines qu'appelle notre temps. Si les propos de Georges Marchais devaient marquer le début d'une campagne tournant le dos à ces exigences, cela ne pourrait aller sans graves conséquences.

« Existe-t-il un rapport, à votre avis, entre cette impression de durcissement et la disparition de l'URSS ?

« C'est possible. Nous avons eu au bureau politique une vive discussion à propos de la lettre adressée par Georges Marchais à Mikhail Gorbatchev au moment du départ de celui-ci, lettre que je considère inconvenante dans sa forme et inacceptable dans son fond. En dressant, de fait, un véritable acte d'accusation de Gorbatchev lui-même, cette lettre estompe une fois de plus la profondeur dramatique de la crise du système soviétique, le caractère radical des changements à opérer dans les structures, les règles de vie et d'action de ce vaste ensemble multinational.

« En vérité, la question que l'on

peut se poser, c'est de savoir si Gorbatchev et ses amis n'auraient pas dû faire preuve de plus d'audace et de détermination dans une tâche réformatrice d'une difficulté inouïe.

« Pendant les fêtes de fin d'année, vous vous êtes rendu en Tchécoslovaquie, où vous avez notamment affirmé votre solidarité avec le président du PC de Bohême et Moravie, M. Jiri Svoboda, qui faisait la grève de la main pour réclamer l'abrogation d'une loi interdisant la propagande communiste. N'y a-t-il pas un paradoxe à militer en France pour une

isolée face à l'Allemagne. Il y a là-bas un vrai débat politique, et les communistes tchèques n'ont aujourd'hui plus rien à voir avec les hommes et les méthodes de l'ancien système.

## « La voie de Maastricht n'est pas la bonne »

« Comment concevez-vous l'avenir de ces pays de l'Est par rapport à celui de l'Europe de l'Ouest au moment où les douze pays de la Communauté s'engagent, avec les accords conclus à Maastricht, sur la voie de l'union européenne ?

« La voie empruntée à Maastricht n'est pas la bonne. Ce que l'on nous propose, c'est une Europe de la finance, une Europe de la centralisation des pouvoirs au détriment de la liberté de détermination des nations et au bénéfice du plus puissant, l'Allemagne en l'occurrence. Je suis résolument pour la construction de l'Europe, mais d'une Europe ouverte à toutes les nations du continent, dans laquelle chacune puisse faire valoir ses droits, ses intérêts, son identité, une Europe sociale, démocratique, pacifique.

« C'est dans cet esprit que je considère qu'il ne faut pas faire attendre à la porte les peuples de l'Est qui sont demandeurs de l'union comme les peuples tchèques et slovaques, élever un nouveau mur, celui de l'argent.

« En l'état actuel des choses, est-ce que vous voteriez pour ou contre la ratification du traité de Maastricht ?

« Tel qu'il est, cet accord n'est pas acceptable. J'observe qu'il fixe surtout des principes, des objectifs, des échéances. Il peut donc être révisé, la France peut faire des choix. C'est l'exigence qu'il faut faire grandir sans attendre.

« Comment appréciez-vous ce qui se passe en Algérie ?

« La situation créée par le coup d'Etat est préoccupante, dangereuse, car elle peut mener au FIS de nouveaux espaces de développe-

ment. Il n'y a aujourd'hui, nulle part, de solution réelle aux problèmes posés en violation des règles de la démocratie, en dehors de la volonté populaire librement exprimée. Je souhaite que les forces démocratiques et de progrès de l'Algérie parviennent dans ce cadre à obtenir le soutien nécessaire.

« Quelles réflexions vous inspire le remplacement de M. Pierre Mauroy par M. Laurent Fabius à la tête du Parti socialiste ?

« C'est au Parti socialiste qu'il appartient de choisir ses dirigeants. Mais ce qui m'apparaît nécessaire, c'est un changement réel des orientations, des choix politiques et des pratiques du PS. Je n'ai pas d'illusion, mais je suis preneur de tout ce qui irait dans le sens de la construction de cette perspective de gauche neuve dont le pays a besoin. Cela dit, j'observe que Pierre Mauroy a été capable de placer l'intérêt de son parti au centre de sa détermination et de s'en aller dès lors qu'il considérait que son parti avait besoin de renouvellement. C'est un comportement qui mérite d'être relevé au moment où beaucoup de Français jettent un regard très critique sur les hommes politiques.

« Voulez-vous dire que vous regrettez que M. Marchais ne suive pas l'exemple de M. Mauroy ?

« Je pense que l'attitude de Pierre Mauroy devrait alimenter chez nous la réflexion. Car, au-delà de telle ou telle personne, on ne peut pas se cacher que l'incapacité à opérer à temps les renouvellements nécessaires n'a pas compté pour rien dans la crise et le dépassement des partis communistes. Pour ce qui est de Georges Marchais, j'ai longtemps pensé, y compris au moment du vingtième congrès, qu'il pouvait être le mieux à même, dans cette période difficile, de rassembler les communistes dans leur diversité. Je ne vois pas que ses initiatives de la dernière période s'inspirent de ce souci.

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT



ELZAKMAN

« refondation de l'identité communiste » et à soutenir dans les pays de l'Est des hommes et des formations qui incarnent un système condamné par leurs propres concitoyens ?

« Il existe, certes, dans ces pays de l'Est, un tel rejet de l'ordre ancien qu'il provoque un basculement vers des solutions empruntées au capitalisme sauvage. Mais j'ai rencontré en Tchécoslovaquie, où j'étais allé pour m'informer, des hommes, des femmes, des forces qui cherchent une voie nouvelle entre les anciennes structures et, disons, le « modèle » tchécoslovaque, qui ont un énorme appétit d'échanges, de rencontres, et qui attendent beaucoup de la France parce qu'ils se sentent un peu trop

## DIAGONALES

« Le commandant est servili » En tenue de sortie, les maîtres d'hôtel de l'Infinis passent des plats dignes des ambassades, dans du sèvres à filets dorés (1). Sous l'eau, comme en surface, la Royale sait vivre. A bord d'un sous-marin nucléaire lanceur d'engins, on est loin de la vieille sous-marine avec ses barbus barbouillés de cambouis et ses trois litres d'eau douce par personne et par jour. Le luxe n'est plus à l'honneur, quand il s'agit de tenir durant deux mois et demi, dans la plus des profondeurs, l'extrême pointe du glaive national, son dard.

Le hasard a voulu que, quelques heures avant de plonger, j'assiste à la reprise de la Valse des toréadors (2). Quel abîme, en moins d'un siècle, entre le général d'Anouilh, immature et coiffeur, et les officiers plusieurs fois ingénieurs sur qui repose notre force de dissuasion ! Que de compétences prêtent peu à rire, chez les seconds ! Et quel calme réfléchi, dans l'acceptation d'une tâche aux implications cosmiques et personnelles sans précédent ! Rien à voir, non plus, avec la morgue blessée des hobereux de Buzzati, ni avec l'attente vide des veilleurs de Gracq dans le Rive des Syrtes.

La noblesse de l'engagement, les états-majors de nos sous-marins n'en ont pas le monopole. Techniques et enjeux ont aboli les anciens dédaignes de caste. Le temps n'est plus, ce temps des pequebots de luxe si joliment ressuscité par le Musée de la marine, où les belles passagères d'O'Neill prenaient les soutiers pour des « singes nus ». Comme la bademne d'Anouilh, le mythe du lampiste analphabète appartient au vieux folklore trouper.

Officiers maritimes et matelots ne partagent pas seulement le menu des haut-grades. Ils respirent, stricto sensu, le même air, à la même hauteur. Ils s'échangent lectures, conversations et soucis de pères. (Le nombre global d'enfants laissés à terre doit dépasser de loin le moyenne nationale, à voir les photos familiales l'emporter, dans les couchettes, sur les pin-up, et tant il est vrai que le bonheur de vivre selon la norme ne se divise pas.) Tous sont égaux devant l'absence, que scandent les télégrammes hebdomadaires des familles – vingt mots au plus, – et devant l'honneur de boucler sans incident la patrouille, qui aura été l'œuvre de chacun.

L'obéissance à contrecoeur, dont Vigny et tant de soldats se sont fait gloire, a laissé place à une adhésion préalable et raisonnée. Si le lancement était ordonné, les exécutants seraient ceux et celles qui ont déjà subi les coups de l'agresseur. La mission des sous-

## Sentinelles des abysses

bâtiment, que vingt ans de qualifications accumulées et de plongées multiples lui ont appris à connaître comme sa poche. Mais le moindre matelot a conscience d'appartenir à la même élite et se montre fier de « son » matériel comme de sa première Mobylette. Certains spécialistes, tels ceux de la détection sonore, auroient leur savoir-faire d'un prestige de véritables artistes.

L'égalité au regard du confinement et des risques encourus se retrouverait au moment de faire feu. S'il est vrai que le « pêche » et son second jouent un rôle particulier, à la réception de l'ordre élyséen, chaque membre de l'équipage doit nécessairement adhérer, de façon responsable et active, à l'exécution du lancement. La fiabilité du dispositif tient à cet engagement personnel de chacun.

Certains penseurs bien au sec disent consentir à l'aventure du feu nucléaire PUISQUE celui-ci vise à empêcher les autres de passer à l'acte sans y passer soi-même, et qu'on y est, jusqu'à maintenant, parvenu. Ce raisonnement, l'équipage n'y a pas droit, du moins une fois embarqué. De même que, pour la première fois dans l'histoire, une arme sert à ne pas servir, de même ce ne sont plus les survivants qui décident après coup du sens des sacrifices consentis, comme le déplorait Bernanos pour la Grande Guerre (les Enfants humiliés), mais les servants eux-mêmes, et par avance.

Si, par hypothèse terrifiante, l'ordre présidentiel de riposte nucléaire clignotait sur les écrans des « missiles », comme je l'ai vu faire lors d'un exercice à la mer, dans un silence dont je me souviendrai, les équipages n'éprouveraient plus le déchirement tragique qu'ont connu, en 1940-1944, le jeune bombardier Jules Roy plongeant les civils de la Ruhr (la Valse heureuse) ou le canonier Cousteau tram, en larmes, sur la ville de Gènes.

L'obéissance à contrecoeur, dont Vigny et tant de soldats se sont fait gloire, a laissé place à une adhésion préalable et raisonnée. Si le lancement était ordonné, les exécutants seraient ceux et celles qui ont déjà subi les coups de l'agresseur. La mission des sous-

maritimes n'est plus d'improviser des attaques de convois, comme à l'époque héroïque, mais de garantir la capacité de riposte, d'affiner sans cesse cette gestuelle dissuasive, d'en parfaire l'instrument. La règle préventif de l'armée n'avait jamais atteint de tels sommets, ni inspiré tant de vertige, de respect.

Partagerons-nous un jour cette gâchette avec une autorité supranationale ? Techniquement, c'est possible, comme ce serait possible d'assigner aux missiles d'autres cibles que l'Est. Mais à d'autres d'en décider. Les équipages se sont juré d'être hautement fiables : ils se bontent leurs états d'âme.

Ce serment nous concerne. Les droits de l'homme ne sont pas une lubie d'apatride, comme le pensait Maurras. Ils réclament un peu de terre, ou de mer, où s'appuyer. Alain Finkielkraut l'a bien réçu, chez Péguy : « Le spirituel est constamment couché dans le lit de camp du temporel (3) » ; et il a besoin, ce spirituel, de sentinelles. Que celles-ci hantent aujourd'hui le fond des mers ajoute au symbole.

Leurs rondes abyssales devraient occuper nos pensées, dans la mesure où elles les rendent possibles. Aux esprits forts qui critiquaient la présence de la V-1 forte US au large du Festival de Cannes, l'entende encore l'écrivain Audibert répliquer, de sa voix érudite : « Il a fallu que les Américains débarquent, en 1944, pour que l'on puisse se remettre à lire Proust ! »

Nos conforts et nos terrors tiennent à des signes tréblés, qui ne se déchiffrent pas sans imagination effrénée. Je songe à ce vaillant spirituel de Jules Roy, réunissant Rostropovitch et Gershwin sous les voiles de Vézelay, ce navire à l'ancre (4). Dans la nuit océane, il faut s'en souvenir, des gamins sont rivés à leurs écrans, les yeux rougis de sommeil, afin que nous ne nous réveillons pas vêtus ou asservis.

En nos temps où la valeur s'autoproclame et se tambourine, où le pensée se glisse piteusement entre deux numéros de disquette, c'est peut-être de cela que nous avons le plus besoin : de guesseurs méconnus à remonter, dans le noir !

(1) Lire « Diagonales » du 15 janvier.  
(2) Théâtre Silvia-Montfort.  
(3) Le Métemporain, Gallimard (Le Monde du 17 novembre).  
(4) Rostropovitch, Gershwin et Diez, Albin Michel.

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINTEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente s/sais. Pal. Just. CRÉTEIL (94) Jeudi 30 JANVIER 1992 à 9 h 30

APPELLEMENT à MAISONS-ALFORT (94700)

99 à 127, av. du Général-Leclerc - 38 à 40, rue du 8-Mai-1945 et rue des

Tilleuls sans N° 4 Pcs esc. 2 m 1<sup>er</sup> étage

M. à P. : 100 000 F S'adr. : M<sup>re</sup> TH. MAGLO

à CRÉTEIL (94000) 4, allée de la Toison-d'Or. Tél. : 49-88-01-85.

Vie. s/plice le 24 JANVIER 1992 de 11 h 30 à 12 h 30

Vente s/sais. Pal. Just. PARIS Lundi 3 février 1992 à 14 heures

EN 2 LOTS à PARIS-12<sup>e</sup> - LIBRES

1<sup>er</sup> Lot APPARTEMENT 10<sup>e</sup> étage, escal. 3, 2 Pcs Cuis.

2<sup>e</sup> Lot - 73 bis, 75-77 et 79, bd Sout. au res-de-chaussée Bât. 4

M. à P. : 1<sup>er</sup> 350 000 F - 2<sup>e</sup> 50 000 F

S'adr. : M<sup>re</sup> Luc BOURGUIGNAT, avocat à PARIS 8<sup>e</sup>, 36, avenue de Wagram.

Tél. : 42-27-42-39. Visite sur place le 22-10-1992 de 15 h à 16 h

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 6 FÉVRIER 1992 à 9 h 30

PROPRIÉTÉ

comprendant un pavillon d'habitation sur un terrain de 367 m<sup>2</sup>

Sous-sol : garage - Rez-de-chaussée : vestibule, cuisine, salon,

salle à manger, W.C. - 1<sup>er</sup> étage : 3 chambres, salle de bains, rangement

SAINT-MAUR-DES-FOSSES (94)

87, avenue du Menil

MISE A PRIX : 500 000 F

S'adresser à M<sup>re</sup> Patrick VARET, avocat à NOGENT-SUR-MARNE (94130),

166 bis, Grande-Rue - Tél. : 49-14-03-78

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 6 FÉVRIER 1992 à 9 h 30

EN UN SEUL LOT : les lots 1 et 3 du R.C.P. consistant en :

PAVILLON de 7 pièces

principales divisées en : au res-de-chaussée, cuisine, 4 pièces, salle d'eau,

W.C., douche, entrée et combles au-dessus divisés en 3 grandes pièces

Jardins d'un jardin de 141 m<sup>2</sup>

L'HAY-LES-ROSES (94)

100, avenue de la République

MISE A PRIX : 350 000 F

S'adresser à M<sup>re</sup> Patrick VARET, avocat à NOGENT-SUR-MARNE (94130),

166 bis, Grande-Rue, Tél. : 49-14-03-78 - La SCP ELAVETON FOURNIER,

avocats, 8, rue de Cassagne 75008 Paris, Tél. : 42-63-38-09

VENTE aux enchères publiques sur saisie immobilière

au plus offrant et dernier enchérisseur, à l'audience des criées du

Tribunal de Grande Instance de DRAGUIGNAN (83)

au Palais de Justice de ladite ville,

LE JEUDI 6 FÉVRIER 1992 à 9 h 30 s'ens

GRAND DOMAINE VITICOLE

sur la commune de

LA CROIX-VALMER (83)

DOMAINE DE LA BASTIDE BLANCHE

en bordure de mer, pour partie.

SUPERFICIE TOTALE : 55 HA 22 A 09 CA

M. à P. : 6 000 000 F

S'adresser à M<sup>re</sup> Serge DREVET, avocat au Barreau de DRAGUIGNAN (83)

- 43, boulevard Leclerc. Tél. : 94-68-12-14.

Claude LECLERCQ

Professeur à l'Université

de Paris XII

## LIBERTÉS PUBLIQUES



Ce manuel de libertés publiques de Claude Leclercq, auteur du *Droit constitutionnel et institutions politiques*, envisage l'étude des libertés publiques et des sanctions de leur violation dans une perspective historique, internationale, et tout particulièrement européenne et française, sans négliger l'étude de leur intégration aux mondes en voie de démocratisation.

280 pages - 150 F

(Franco : 175 F)

En vente chez votre libraire

ou

itec

27, place Dauphine 75001 Paris - 26, rue Soufflot 75005 Paris

158, rue Saint-Jacques 75005 Paris

صكنا من الأصل



# L'ACCIDENT DE L'AIRBUS

## Au milieu des débris, neuf rescapés dans la neige...

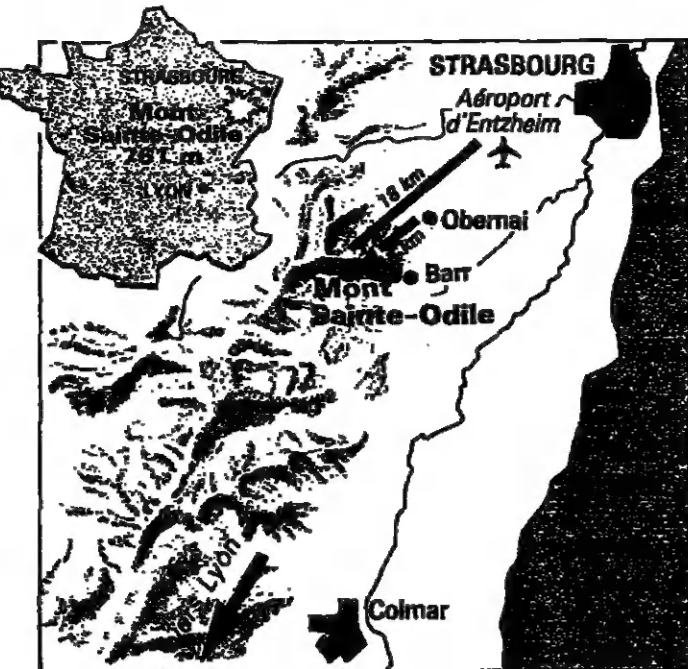
Toute la nuit, les sauveteurs plus de mille gendarmes, soldats, pompiers et secouristes - ont fouillé les débris de l'avion éparpillés dans la neige ou encastrés autour des troncs de sapin. Des corps déshabillés gisaient à des dizaines de mètres autour de l'épave. « Nous ne comptons pas les morts, nous cherchons encore des survivants », répondait mardi à l'aube, dans un périmètre de sécurité strictement gardé et où flottait encore une odeur de brûlé, un représentant de la préfecture du Bas-Rhin à ceux qui l'interrogeaient sur le nombre de tués, parmi les quatre-vingt-seize passagers de l'A-320 qui avait décollé à 18 h 30 de Lyon et devait atterrir à Strasbourg-Entzheim à 19 h 23.

Dans ce décor de mort et de désolation, neuf survivants ont attendu des secours, quatre heures durant. Par une température de -5°C, enfouies dans la neige et balayées par un vent glacial, ils avaient allumé, pour se réchauffer, un feu de bois à côté de l'appareil désintégré. « Nous commençons à perdre espoir », avoue un rescapé aux sauveteurs. Les premiers secours - et une équipe de télévision - les ont localisés vers 23 h 30, près de la petite commune de Barr, au lieu-dit La Blosse, dans une zone boisée au flanc du mont Sainte-Odile (761 mètres).

### « C'est parti dans tous les sens »

L'épave était éparpillée à flanc de montagne. Parmi les débris, on a retrouvé vivants deux enfants, un garçonnet de neuf ans, Romain, et une petite fille de treize mois, Méliandre, qui voyageait avec sa mère, indemne elle aussi. Le bébé a tout de suite été conduit par un gendarme au couvent du mont Sainte-Odile, pour être mis à l'abri, alors que les autres survivants étaient dirigés dans les hôpitaux d'Obernai, de Strasbourg-Illkirch et de Strasbourg-Hautepierre.

Leur évacuation a été laborieuse, compte tenu du terrain accidenté et enneigé. Les premiers blessés ont été transportés directement par les sauveteurs avant que n'arrivent les brancardiers. Les pompiers ont employé ensuite plusieurs 4x4 et un engin tout terrain. La préfecture du Bas-Rhin faisait état dans la nuit de deux blessés graves, dont l'un souffrant de profondes blessures au thorax. Les six autres, dont deux femmes - la mère de la fillette de treize mois et une hôtesse de l'air, seul membre survivant de l'équipage - n'ont été que



moymennement ou légèrement touchés.

Ces rescapés se trouvaient dans la partie arrière de l'appareil. Ils ont pu sortir de l'appareil par un trou dans le plancher, tandis que « des cris sortaient des autres débris en feu de l'appareil », raconte l'un des survivants. D'après leurs premiers témoignages, le choc a eu lieu vers 19 h 20. L'avion, qui transportait principalement des hommes d'affaires rentrant de Lyon à Strasbourg, s'est littéralement désintégré à flanc de montagne. Mais aucun rescapé n'a fait état d'une explosion en vol.

« Nous avions déjà mis les ceintures et nous avions commencé la manœuvre d'atterrissage », raconte un survivant. Puis, je ne sais pas si c'était une erreur de trajectoire ou d'altitude, soudain, l'avion a touché la cime des arbres sur cent ou deux cents mètres. Puis, c'est parti dans tous les sens et l'avion s'est embrasé.

Tous les secouristes se plaignaient d'opérations de sauvetage difficiles, dans ce terrain très escarpé, enneigé et boisé. « En arrivant », raconte l'un d'eux à l'AFP, nous avons d'abord vu, dans le brouillard, des sapins coupés, puis un bout de réacteur, puis un siège, puis un morceau de la cabine de pilotage, qui semblaient avoir brûlé.

Tout cela au milieu d'une forte odeur de brûlé et parmi d'autres morceaux de fuselage.

Pour les familles des passagers de l'A-320 Lyon-Strasbourg, la nuit d'angoisse, qui avait commencé à l'aéroport d'Entzheim, s'est achevée dans une chapelle ardente, dressée sous une tente, près de la salle des fêtes de Barr. La liste complète des passagers et celle des noms des neuf survivants n'ont pu leur être communiquées que vers 4 h 20 du matin.

### Plus de trois heures de recherches

Jusqu'à 23 h, dans le hall d'attente de l'aéroport, on avait bien tenté de maintenir l'espoir. La route de descente des avions passe près du mont Sainte-Odile. « Les nuages sont comme d'habitude accrochés aux nuages », expliquait le colonel Amarger, commandant de la base de Strasbourg-Entzheim. Ajoutant, comme pour se rassurer : « La procédure d'approche prévoit de passer très haut au-dessus du mont, mais ensuite, sur la piste d'atterrissage, la visibilité redouble tout à fait normale. »

Il aura fallu plus de trois heures pour retrouver les traces de l'appareil écrasé. Dans le quadrilatère de vingt kilomètres sur vingt, formé par les communes de Barr,

Andlau, du Hohwald, et le sud du mont Sainte-Odile, à une cinquantaine de kilomètres de Strasbourg, tout semblait ligué pour freiner les recherches : la pluie, le brouillard, les chutes de neige, pour région accidentée, coupée de petites montagnes et vallées encaissées, recouverte de forêts de sapins avec très peu d'habitations. Le bas plafond a longtemps empêché les hélicoptères d'atteindre le sommet des crêtes.

En plus du « plan rouge », qui prévoit la mise en place et la coordination d'importants moyens de secours en cas de catastrophe, les autorités avaient déclenché le plan Sater (sauvetage aéroterrestre). Ainsi, plus d'une centaine d'hommes de la Sécurité civile et d'importants moyens médicaux avaient été dépêchés sur les lieux de la tragédie. Appuyés par trois hélicoptères militaires Super-Puma, une Alouette de la Protection civile, deux cent cinquante gendarmes, trois cents militaires du 152<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Müllzig, une centaine de CRS, les équipes du SAMU et cent cinquante pompiers, ainsi que les radio-amateurs proches, avaient été mobilisés. Certains ont ramené à pied, trois heures durant, cette zone proche du mont Sainte-Odile.

Les recherches ont été compliquées par l'absence de signal radio de la balise Argos de l'appareil. On s'explique encore mal, mardi matin à Strasbourg, pourquoi la balise de détresse n'avait pas fonctionné. « Elle aurait dû se déclencher sous le choc », a précisé un spécialiste. Si cela avait été le cas, des heures précieuses auraient été gagnées pour le repérage de l'avion : en effet, à la base aérienne voisine de Drachenbronn existe un service spécialisé de recherche des appareils disparus. Le pilote n'a pas non plus lancé de signal de détresse avant que l'appareil disparaisse, vers 19 h 20, des écrans radars de l'aéroport de Strasbourg. La découverte de l'une des deux boîtes noires, mardi matin, allait peut-être révéler les raisons de la catastrophe.

M. Paul Quilès, ministre des transports, devait arriver en début de matinée de mardi à Entzheim, puis se rendre sur les lieux de la tragédie. Le président d'Air Inter, M. Jean-Cyrille Spinnetta, s'est rendu lui aussi dans la nuit à Strasbourg.

Résumé de notre correspondant à Strasbourg et de notre bureau régional de Lyon

## Un avion pas comme les autres

Suite de la première page

Tant que les « boîtes noires » de l'avion, qui ont été retrouvées, n'auront pas été dépouillées au centre d'essai en vol de Brétigny-sur-Orge (Essonne), pour celle qui contient les paramètres de la machine, et à Paris, au bureau « enquêtes-accidents », pour l'enregistrement des conversations de l'équipage, tant que les enregistrements des radars civils et militaires qui suivaient la course de l'avion n'auront pas été analysés, les experts en sont réduits aux questions sans réponse : le radar de proximité de sol a-t-il averti l'équipage de l'impact imminent ? Quel problème imprévu, et vraisemblablement technique, les pilotes ont-ils rencontré ? Fort givré suivi d'une panne du système de réchauffement ? Mauvais fonctionnement d'un moteur ou d'un altimètre ? Ont-ils correctement réagi ?

### Comme un chasseur

Ces questions sont d'autant plus pressantes qu'il ne s'agit pas d'un avion ordinaire, mais de l'Airbus A-320, le dernier cri de la technologie aéronautique. Un bi-réacteur qui a en le privilège d'être équipé d'une batterie de cent vingt ordinateurs, comme un avion de chasse, ce qui lui vaut une sécurité accrue. En effet, les calculateurs appréhendent, en permanence et plus vite que l'homme ne peut le faire, la qualité du vol. Ils remettent les gaz lorsque la vitesse est trop basse. Ils empêchent des virages ou des cabrages qui mettraient en péril l'appareil.

Il s'informent en permanence l'équipage par l'intermédiaire d'écrans vidéo de couleur qui disent la route, l'altitude, la température des moteurs, la réserve de carburant et qui, en cas d'incident, avertissent le pilote de la panne et lui indiquent la conduite à tenir. Il s'agit d'un avion digitalisé - on pourrait dire « preséquenté » - qui allège le travail des équipages sans pour autant leur enlever la responsabilité de la conduite.

L'Airbus A-320 vit pourtant une sorte de purgatoire. Les « vieux » pilotes ne l'aiment guère, car son mini-manche et ses commandes électriques ne leur restituent pas le toucher de l'air que leur vaut le manche à balai actionnant tringles et poulies. Ils ont l'impression d'être dépossédés de leur pouvoir de décision par un ordinateur qui les empêche de commettre des erreurs. Surtout, les pilotes français ont peu apprécié que sa haute technologie prime la présence d'un officier mécanicien dans le poste de pilotage et réduise à deux membres l'effectif de l'équipage, comme sur un Boeing-737 ou un McDonnell-Douglas MD-80.

Leurs préventions ont été nourries par les « pilotes » informatiques essayés sur les premiers avions : fausses alarmes, mise en piqué d'un appareil par l'ordinateur pendant une seconde, affichage d'une altitude erronée, zigzag intempestif de la roulette avant pendant le roulage au sol. Les deux accidents dont ont été victimes des Airbus A-320 ont achevé de convaincre certains navigateurs que l'avion avait été mis en service trop tôt et que sa sophistication le rendait dangereux. Même si les commissions d'enquête ont fait apparaître dans les deux cas des fautes graves de l'équipage.

Le 26 juin 1988, un A-320 d'Air France s'écrase à Habsheim (Haut-Rhin) à l'occasion d'un meeting aérien. Trois passagers sont tués. L'avion volait trop bas (10 mètres au-dessus du sol), trop lentement, trop cabré, (pour impressionner les spectateurs), et les moteurs avaient été maintenus trop longtemps au ralenti. Le 14 février 1990, un A-320 d'Indian Airlines se pose trop court à Bangalore (Inde), et quatre-vingt personnes sont tuées. L'instructeur qui accompagne le pilote avait omis de débrancher son pilote automatique, l'équipage n'a pas surveillé sa vitesse de descente et le commandant de bord s'est crispé sur le manche plutôt que d'actionner les manettes de remise des gaz. A aucun moment, n'apparaît l'aberration informatique que certains attendaient.

Ces faits n'empêchent pas le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) de prendre la défense du commandant de l'Airbus tombé à Habsheim, en développant la thèse que la raison d'Etat l'a emporté sur l'honneur d'un pilote, car l'enquête n'a pas été formellement irréprochable. Plusieurs membres de ce syndicat, majoritaire dans la profession, insistent, quant à eux, sur le claquage, que l'Airbus n'est pas tombé en raison de l'excès de confiance en lui de son commandant de bord, mais en raison soit d'une panne de moteur, soit d'un ordre à piquer aberrant donné par l'ordinateur, soit d'une panne de l'altimètre.

### Un maquillage impossible

Plusieurs de ces procureurs vont même jusqu'à déclarer que les « boîtes noires » de l'appareil ont été trafiquées pour ne pas nuire au succès commercial de l'avion. Mais ils sont condamnés ou présentent leurs excuses aux hauts fonctionnaires ainsi différenciés après que la preuve a été apportée qu'un tel maquillage était techniquement impossible.

L'Airbus A-320 est un succès de l'aéronautique européenne, puisque les Français et les Allemands se sont alliés aux Britanniques et aux Espagnols pour dessiner ce bi-réacteur de 130 à 172 places, qui a déjà été vendu à 561 exemplaires et dont 251 unités volaient le 31 décembre 1991. Ce succès, que seuls avaient connu, jusqu'à présent, les avions américains ne peut ni être porté, a priori, à sa charge ni l'exonérer d'un dysfonctionnement éventuel d'un de ses systèmes. C'est pourquoi il conviendra que les trois enquêtes (technique, administrative et judiciaire) qui s'ouvrent ne soient pas perturbées par des conclusions hâtives destinées à défendre soit des positions commerciales, soit des thèses syndicales.

Aéropostale, British Aerospace, CASA, Deutsche Aerospace, qui construisent cet appareil, les gouvernements, qui l'ont porté sur les fonts baptismaux, les compagnies, qui l'exploitent, la corporation des pilotes tout entière et ses passagers futurs ont intérêt à ce que soit mise en lumière méthodiquement la ou les causes de la catastrophe du mont Sainte-Odile. Afin qu'elle ne se reproduise plus et que l'Airbus A-320 devienne, enfin, un avion comme les autres.

ALAIN FAUJAS

## Les principales catastrophes aériennes en France...

Voici les principales catastrophes aériennes survenues en France, par ordre chronologique :

- 10 avril 1969. - Un Fokker-27 de la compagnie Uni-Air, affrété par EAS, assurent la liaison Paris-Valence (Drôme), s'écrase sur les contreforts du Vercors alors qu'il était en approche de l'aérodrome de Valence. Aucun survivant parmi les 22 personnes à bord.

- 18 novembre 1968. - Un bimoteur de la compagnie d'Air Littoral assurant la liaison Montpellier-Paris s'écrase au décollage, provoquant la mort de 4 personnes.

- 17 novembre 1982. - Un Cessna-441 s'écrase au décollage de l'aérodrome de Tignes-Le-Molay (Valle d'Aoste) et fait 7 victimes.

- 26 juin 1988. - Un Airbus A-320 d'Air France s'écrase à l'extrémité de la piste d'atterrissage de l'aérodrome de Mulhouse-Habsheim (Haut-Rhin), lors d'un meeting aérien : 3 morts et une cinquantaine de blessés.

- 4 mars 1988. - Un Fokker-27 Nancy-Paris de la compagnie régionale TAT, s'écrase à Machault (Seine-et-Marne) à environ 60 km au sud de Paris : 23 morts.

- 21 décembre 1987. - 18 morts dans l'accident d'un appareil Embraer-120 Braxia de la Compagnie Air Littoral, affrété par Air France, à Eysines (Gironde) de Bordeaux.

- 21 février 1987. - Un monomoteur de type Cessna affrété par le centre régional d'information et de communication routiers de Lyon s'est écrasé près de l'Alpe d'Huez (Isère) : 2 morts.

- 12 décembre 1984. - Sept personnes, dont quatre journalistes, périssent dans l'accident d'un Piper-Cheyenne à Garges-lès-

hain (Haut-Rhin), lors d'un meeting aérien : 3 morts et une cinquantaine de blessés.

- 4 mars 1988. - Un Fokker-27 Nancy-Paris de la compagnie régionale TAT, s'écrase à Machault (Seine-et-Marne) à environ 60 km au sud de Paris : 23 morts.

- 21 décembre 1987. - 18 morts dans l'accident d'un appareil Embraer-120 Braxia de la Compagnie Air Littoral, affrété par Air France, à Eysines (Gironde) de Bordeaux.

- 21 février 1987. - Un monomoteur de type Cessna affrété par le centre régional d'information et de communication routiers de Lyon s'est écrasé près de l'Alpe d'Huez (Isère) : 2 morts.

- 12 décembre 1984. - Sept personnes, dont quatre journalistes, périssent dans l'accident d'un Piper-Cheyenne à Garges-lès-

hain (Haut-Rhin), lors d'un meeting aérien : 3 morts et une cinquantaine de blessés.

- 4 mars 1988. - Un Fokker-27 Nancy-Paris de la compagnie régionale TAT, s'écrase à Machault (Seine-et-Marne) à environ 60 km au sud de Paris : 23 morts.

- 21 décembre 1987. - 18 morts dans l'accident d'un appareil Embraer-120 Braxia de la Compagnie Air Littoral, affrété par Air France, à Eysines (Gironde) de Bordeaux.

- 21 février 1987. - Un monomoteur de type Cessna affrété par le centre régional d'information et de communication routiers de Lyon s'est écrasé près de l'Alpe d'Huez (Isère) : 2 morts.

- 12 décembre 1984. - Sept personnes, dont quatre journalistes, périssent dans l'accident d'un Piper-Cheyenne à Garges-lès-

hain (Haut-Rhin), lors d'un meeting aérien : 3 morts et une cinquantaine de blessés.

- 4 mars 1988. - Un Fokker-27 Nancy-Paris de la compagnie régionale TAT, s'écrase à Machault (Seine-et-Marne) à environ 60 km au sud de Paris : 23 morts.

- 21 décembre 1987. - 18 morts dans l'accident d'un appareil Embraer-120 Braxia de la Compagnie Air Littoral, affrété par Air France, à Eysines (Gironde) de Bordeaux.

- 21 février 1987. - Un monomoteur de type Cessna affrété par le centre régional d'information et de communication routiers de Lyon s'est écrasé près de l'Alpe d'Huez (Isère) : 2 morts.

- 12 décembre 1984. - Sept personnes, dont quatre journalistes, périssent dans l'accident d'un Piper-Cheyenne à Garges-lès-

hain (Haut-Rhin), lors d'un meeting aérien : 3 morts et une cinquantaine de blessés.

- 4 mars 1988. - Un Fokker-27 Nancy-Paris de la compagnie régionale TAT, s'écrase à Machault (Seine-et-Marne) à environ 60 km au sud de Paris : 23 morts.

- 21 décembre 1987. - 18 morts dans l'accident d'un appareil Embraer-120 Braxia de la Compagnie Air Littoral, affrété par Air France, à Eysines (Gironde) de Bordeaux.

- 21 février 1987. - Un monomoteur de type Cessna affrété par le centre régional d'information et de communication routiers de Lyon s'est écrasé près de l'Alpe d'Huez (Isère) : 2 morts.

- 12 décembre 1984. - Sept personnes, dont quatre journalistes, périssent dans l'accident d'un Piper-Cheyenne à Garges-lès-

hain (Haut-Rhin), lors d'un meeting aérien : 3 morts et une cinquantaine de blessés.

Gonesse affrété par la société d'Avions-taxis Darts.

- 1<sup>er</sup> décembre 1981. - Un DC-9-80 Yougoslave s'écrase près d'Alaccio, entraînant la mort de 180 personnes.

- 3 mars 1974. - 346 morts dans un DC-10 de Turkish Airlines tombé près d'Ermenonville (Val-d'Oise). La porte de la soute mal fermée avait provoqué une explosion et la rupture des gouvernes.

- 5 mars 1973. - Un Concorde de la compagnie Spantax heurte, près de Nantes, un DC-8 d'Ibérie, entraînant la mort de 68 personnes.

- 27 octobre 1972. - Un Viscount d'Air Inter heurte de plein fouet le pic Picot à Noireville (Loire), près de Clermont-Ferrand. 60 personnes sur 68 passagers trouvent la mort dans cet accident, le dernier en date de la compagnie Air Inter.

- 7 juin 1989. - 174 morts dans l'accident d'un DC-8 de la Surinam Airways en provenance d'Amsterdam qui s'écrase à l'atterrissage sur l'aéroport de Paramaribo.

- 8 février 1989. - 145 morts dans l'accident sur l'île de Santa-Maria, aux Açores, d'un Boeing-707 de la compagnie indépendante Air Corporation affrétée par la compagnie dominicaine Dominair.

- 3 septembre 1989. - 170 morts après qu'un Ilyouchine-62 des lignes aériennes cubaines s'est écrasé au décollage sur un quartier proche de la Havane. Parmi les victimes, 45 habitants du quartier.

- 25 janvier 1990. - 72 morts dans l'accident d'un Boeing-707 de la compagnie colombienne Avianca qui s'écrase dans la banlieue new-yorkaise.

- 21 octobre 1989. - 131 morts dans la chute d'un Boeing-727 de la compagnie hongroise Luda Air au-dessus de la Thaïlande.

- 21 mars 1991. - 92 militaires sénégalais tués dans l'accident d'un Hercules C-130 saoudien à Ras-el-Mishab, en Arabie saoudite.

- 14 novembre 1990. - 46 morts dans l'accident d'un DC-9 d'Aeritalia qui s'écrase sur une colline proche de l'aéroport de Zurich.

- 14 février 1990. - 90 morts dans l'atterrissage catastrophique d'un Airbus A-320 d'Indian Airlines à Bangalore (Inde).

- 11 juillet 1991. - 261 morts dans la chute d'un DC-8 de la compagnie canadienne National affrété par Nigeria Airways, à Djeddah (Arabie saoudite).

- 26-27 mai 1991. - 223 morts dans l'explosion en vol d'un Boeing-767 de la compagnie

## « Les causes de ce drame devront être rapidement déterminées » déclare M<sup>re</sup> Cresson

De Rome, où elle est en visite officielle, la première ministre, M<sup>re</sup> Edith Cresson, a adressé, mardi matin 21 janvier, ses condoléances aux familles des victimes de la catastrophe de l'Airbus d'Air Inter. « J'apprends avec une profonde émotion la tragédie aérienne qui vient d'endeuiller notre pays », déclare-t-elle dans un télégramme au ministre des transports, M. Quilès. « Mes premières pensées vont aux victimes. Je vous prie de faire savoir à leurs familles, si terriblement éprouvées, combien je partage leur douleur. Les causes de ce drame doivent rapidement être déterminées. Et je vous demande de les faire, dès maintenant, rechercher. »

## Le directeur général de Transgène parmi les victimes

Parmi les victimes de la catastrophe figure Jean-Pierre Lecocq, directeur général de Transgène.

Né le 17 juillet 1947 à Gosselies (Belgique), Jean-Pierre Lecocq était depuis 1989 directeur général de Transgène (Strasbourg), l'une des plus importantes sociétés françaises de fabrication par génie génétique de produits pharmaceutiques. Après avoir obtenu son doctorat, en 1975, à l'Université libre de Bruxelles, il fut de 1977 à 1980 chef de projet au département de génétique de la firme pharmaceutique Smith Kline Beecham (Belgique). Nommé directeur scientifique de Transgène en 1980, puis directeur général adjoint en 1984, il y développa notamment un nouveau vaccin contre la rage pour les animaux sauvages. Artisan du rapprochement entre Transgène et le groupe Pasteur-Mérieux-Connaught, dont il dirigeait la recherche depuis 1990, il travaillait ces derniers temps au développement des premiers essais de thérapie génique humaine contre la mucoviscidose.

**ISP**

La crise du politique,  
L'indépendance de la justice,  
L'impressionnisme,  
La stratégie des grandes puissances,  
L'Etat de Droit...

CONFÉRENCES  
DE  
CULTURE GÉNÉRALE

ISP service documentation  
18, rue de Vorenne 75007 Paris Tél : (1) 42 22 30 60

**L'HERMÈS Éditeur**

LANGUES DES AFFAIRES

L'anglais des affaires, A. DEYSINE, 205 F  
L'essentiel sur l'anglais commercial et économique, M. QUEEN, 83 F  
Outils d'Anglais commercial et écono., PERRAUD-GRENIER, 99 F  
Allemand économique et commercial, THIBAUDET-DIBON, 189 F  
Allemand des affaires, B. THIBAUDET - A. JOSQUIN, 285 F  
Outil d'Allemand économique et commercial, B. THIBAUDET, 104 F  
Espagnol commercial et économique, P.Y. GARNOT, 195 F  
Italien commercial et économique, L. SANDRE, 170 F

Diffusion : MEDILIS SA Tél. : 46 34 07 70  
9 rue Séguier 75006 PARIS - Télécopieur : 43 25 26 18



## SOCIÉTÉ

Déprogrammé le 17 janvier

Le film d'Hervé Guibert devrait être diffusé  
jeudi 30 janvier sur TF 1

Sauf imprévu, le Pudeur ou l'Impudeur, le film d'Hervé Guibert déprogrammé en extrême vendredi 17 janvier par TF 1 (le Monde daté 19-20 janvier), devrait être diffusé sur la même chaîne le jeudi 30 janvier à 23 h 15.

Il n'y aura pas d'affaire Guibert. Personne, ni la direction de TF 1, ni le Conseil national du sida (CNS), ni le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), n'a jamais voulu censurer la Pudeur ou l'Impudeur, le film que l'auteur du Protocole compassionnel avait consacré à sa propre maladie. Simplement, le 9 janvier dernier, dans une lettre adressée à M. Patrick Le Lay, PDG de TF 1, et à M. Jacques Boutet, président du CSA, M. François Héritier-Augué, président du CNS, avait vivement souhaité qu'un groupe restreint de membres du Conseil national du sida puisse, dans le cadre d'une projection privée, visionner ce document avant sa projection. Ni plus ni moins.

Le 16 janvier, alors qu'aucune réponse n'était parvenue au CNS, le Quotidien du médecin consacrait un dossier au film d'Hervé Guibert. Le docteur Gilles Pielou, chef de clinique à l'hôpital Pasteur, estimait que la diffusion de ce document risquait d'avoir un « effet dramatique ». Le 17 janvier, M. Jacques Boutet répondait enfin à M. Héritier-Augué, lui indiquant que le CSA avait demandé à la direction de TF 1 de veiller à ce que « cette œuvre soit visionnée avant sa diffusion par le comité de visionnage installé auprès de la chaîne à la demande du CSA, en application de la directive du 5 mai 1989 ». Le CSA « suggère », en outre, à TF 1 qu'un membre du CNS soit associé à ce visionnage.

## « Une vraie spiritualité »

Tandis que le CNS publiait, toujours le 17 janvier, un communiqué appelant que le film d'Hervé Guibert « met en scène un témoignage individuel et n'a aucunement valeur de témoignage d'information ou d'exemple généralisable à toutes les personnes vivant avec le VIH », dans le même temps, mais par téléphone, une assistante d'Etienne Mougeotte, vice-PDG de TF 1, faisait savoir à M. Héritier-Augué, tout d'abord, que le film était déprogrammé, puis, quelques instants plus tard, qu'il n'en était rien. La présidente du CNS décidait alors d'envoyer un fax à M. Mougeotte lui indiquant qu'il ne lui était pas possible, pour des raisons pratiques, de visionner le film d'Hervé Guibert le 18 janvier, comme le proposait la direction de TF 1.

« Si vous avez la possibilité, ajoutait M. Héritier-Augué, de retarder la programmation de cette émis-

sion, nous serions très heureux de pouvoir juger de l'effet psychologique par nous-mêmes, et non à travers les échos que nous en avons eus par la presse. » Elle indiquait en outre que « le CNS n'a jamais demandé la déprogrammation du film, mais aurait souhaité pouvoir le visionner avant sa diffusion afin de juger de l'impact psychologique sur les personnes vivant avec le VIH ». Une heure plus tard, TF 1 décidait de déprogrammer le film. Dans la matinée du 20 janvier, Etienne Mougeotte joignait M. Héritier-Augué par téléphone, l'informant du fait que tous les membres du CNS pourraient visionner le film avant mardi soir. Et que la Pudeur ou l'Impudeur serait à nouveau programmé jeudi 30 janvier, à 23 h 15. En outre, la direction de TF 1 a proposé au CNS, s'il le juge souhaitable, de diffuser un commentaire préalable à la diffusion du film, de manière à avertir de son contenu les personnes les plus sensibles.

« Nous n'avons aucune vocation à exercer quelque censure que ce soit, nous a expliqué M. Héritier-Augué. Jamais, même si nous avions été en désaccord avec ce document, nous n'en aurions demandé la déprogrammation. Ce n'est pas notre rôle. Mais, pour autant, nous ne devons pas méconnaître l'extrême sensibilité des personnes infectées par le VIH face à des documents de ce type. » Pour sa part, M. Pascale Breugnot, qui est à l'origine de ce projet, nous a déclaré ne pas comprendre l'émotion causée par ce film. « La Pudeur et l'Impudeur est dans l'exact prolongement des livres d'Hervé Guibert. C'est un document exceptionnel, à la fois grave et ludique, qui témoigne d'une vraie spiritualité. D'ailleurs, en octobre dernier, il avait été diffusé, qui plus est à 22 h 30, à la Télévision suisse romande sans le moindre problème. »

FRANCK NOUCHI

## La mort annoncée

Première surprise : la Pudeur ou l'Impudeur est une véritable œuvre cinématographique, l'expression d'un authentique talent de cinéaste. Un film solitaire, chronique de la mort annoncée et hymne à la vie. La description clinique et poétique de ce qu'Hervé Guibert appelle « le processus de détérioration amorcé dans mon sang par le sida ». Le sida d'Hervé Guibert, romancier et photographe.

Chez Guibert, l'acte de filmer – de se filmer – a des vertus apaisantes, sa mort, son suicide. Comme s'il tentait, sans illusions, d'apprivoiser sa maladie. Et, du même coup, cet exercice de narcissisme exacerbé devient supportable. Mieux : guérisseur. L'impudeur de ce « corps de vieillards » qui a pris possession de son corps et qu'il confronte tous les matins avec la nudité de la glace ne sert qu'à masquer la pudeur des sentiments.

L'amour d'une vie qui s'échappe et dont il aime partager les derniers instants avec ses vieilles tantes.

On pourrait même dire que l'extrême narcissisme de ses livres, cette espèce d'arrogance dont il témoignait face à la maladie, n'existent plus ici. Guibert, photographe, connaît trop le sens de l'image pour en trahir la signification. Il laisse l'image parler, même si cela peut parfois choquer.

Remarquablement monté par Meursen Mazurek, la Pudeur ou l'Impudeur n'est pas un film facile. Et beaucoup, sans doute, ne la supporteront pas. Le voir suppose un choix, du même ordre que celui qui amène à lire un livre. Tout, sauf l'émission de télévision sur laquelle on tombe par hasard, en zappant.

F. N.

(Publicité)

## S.M.E.R.E.P.

La Société Mutualiste des Étudiants de la Région Parisienne, régie par le Code de la Mutualité, inscrite sous le n° 75-4875, dont le siège social est à Paris 14°, 6 bis, rue Bezout, informe ses adhérents mutualistes qu'elle organise les élections des délégués à l'assemblée générale à compter du 20 janvier 1992, la clôture du scrutin devant intervenir le vendredi 27 mars 1992 à 16 heures.

Les candidatures seront reçues jusqu'au vendredi 31 janvier 1992 à 16 heures. Pour tout renseignement complémentaire et pour consulter les listes électorales, s'adresser au siège social aux heures d'ouverture.

(Publicité)

## ...PLUS DE 6 000 ENFANTS sont nés par insémination artificielle avec sperme de donneur (IAD) en Ile-de-France depuis la création en 1973 des CECOS (Centres d'étude et de conservation du sperme humain).

## AIDEZ DES COUPLES A DEVENIR PARENTS

...Des milliers de couples stériles choisissent chaque année de concevoir un enfant en s'adressant aux CECOS. Il n'est possible de répondre à leur désir d'enfant qu'avec l'aide de nouveaux donneurs. Ceci en raison de la limitation stricte du nombre d'enfants pour un même donneur.

Les règles éthiques et médicales des CECOS, reconnues tant au plan national qu'international stipulent que :

- Le don de sperme est anonyme et gratuit.
- Les donneurs doivent être âgés de moins de 55 ans et pères d'au moins un enfant.

VOUS QUI AVEZ LA CHANCE D'AVOIR DES ENFANTS ENTENDEZ LEUR APPEL

Contactez à Paris :  
CECOS PARIS-BICETRE (hôpital de BICETRE)  
Tél. : 46-71-40-22.

CECOS PARIS-NECKER (hôpital NECKER)  
Tél. : 42-73-88-57.

En PROVINCE, et pour plus de renseignements : 3615 CECOS.

MÉDECINE

Le directeur général de l'OMS réclame  
une politique ambitieuse de promotion de la santé

Ouvrant à Genève, lundi 20 janvier, le quatre-vingt-troisième conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), son directeur général, le docteur Hiroshi Nakajima, a réaffirmé, afin de mener à bien une lutte véritablement efficace en matière de promotion de la santé, une action coordonnée de son organisation en liaison, notamment, avec le Fonds monétaire international (FMI), le GATT et la Banque mondiale.

Revenant un thème qui lui est cher (le Monde du 17 janvier 1991) et qu'il développe fort volontiers ces derniers temps en privé, le docteur Nakajima a souligné avec force la nécessité, pour l'organisation qu'il dirige, de dépasser le seul cadre du « sanitaire » pour œuvrer efficacement au profit de la santé publique. Il convient, selon lui, si l'on veut que l'OMS s'acquiesse de son mandat, d'aborder plus globalement de vastes problèmes de société dont dépend la santé de chacun.

« Nous sommes arrivés à un point critique de l'histoire du monde, a déclaré le docteur Nakajima. Avec la fin de la guerre froide, le monde se tourne vers davantage de démocratisation et de pluralisme. Ce phénomène engendre cependant toute une série de conflits. Tant

l'accroissement des regroupements politiques et économiques que les conflits régionaux ou internes ont une influence considérable sur l'état de santé de certaines populations. La mondialisation de l'économie augmente notre interdépendance et impose par là même que nous résolvions les conflits par des moyens pacifiques. Il n'y a pas que l'économie qui nous rassemble, car les problèmes d'environnement et de nutrition, de même que les problèmes de santé dans leur ensemble, ne respectent pas les frontières nationales. Nous jouons un jeu dangereux si la gestion de l'environnement n'assume pas à la fois un partage équitable et le caractère durable des richesses de la nature. »

Dans la seconde évaluation de la mise en œuvre de sa stratégie mondiale, « De la santé pour tous en l'an 2000 », l'OMS conclut que, si des progrès ont été accomplis ces dernières années, des lacunes subsistent, séparant notamment les plus riches des plus pauvres de la planète. « Combler ces lacunes constitue le défi que nous devons relever dans notre recherche de la justice sociale et de l'équité », a déclaré le docteur Nakajima. Évoquant la « valeur universelle » que pourrait être la santé à une époque où l'humanité est en quête d'un langage commun, le directeur général de l'OMS a par ailleurs souligné qu'il n'y avait pas de meilleur exemple que le sida pour illustrer

les ramifications multisectorielles de la maladie, ramifications sanitaires, certes, mais aussi socio-économiques, éducationnelles, environnementales et politiques. Et comment ignorer les implications morales et éthiques de cette pandémie ? »

Plus précisément, et reprenant l'une des conclusions d'un forum international qui s'est tenu à Accra (Ghana) du 4 au 6 décembre dernier, le docteur Nakajima a déclaré que le développement économique en lui-même ne conduisait pas automatiquement à la promotion de la santé. Les politiques économiques et les stratégies de développement ont, bien au contraire, selon lui, abouti à accroître la vulnérabilité ou à marginaliser certaines couches de la population des pays développés avec des conséquences fort néfastes quant à leur santé. Entre autres remèdes urgents et indispensables, il est essentiel aujourd'hui, pour le directeur général de l'OMS, que de grandes organisations internationales comme le FMI, la Banque mondiale et le GATT ainsi que les États membres de l'OMS et que les organisations non gouvernementales agissent de manière coordonnée pour mener à bien une action efficace en matière de développement social et socio-économique.

JEAN-YVES NAU

SCIENCES

Selon des experts suédois

## Les centrales nucléaires russe et lituanienne de la mer Baltique sont dans un état inquiétant

C'est un tableau démolissant et inquiétant qu'ont dressé, vendredi 17 janvier, à Stockholm, des représentants des autorités nucléaires suédoises qui ont inspecté in situ, en novembre et décembre 1991, deux installations nucléaires situées sur les côtes orientales de la mer Baltique : Ignalina en Lituanie et Sosnovy-Bor, près de Saint-Petersbourg. Les deux centrales comptent en tout six réacteurs RBMK – du même type que le réacteur accidenté de Tchernobyl.

STOCKHOLM

de notre correspondant

Les experts sont formels : les installations d'Ignalina et de Sosnovy-Bor sont dans un état si déplorable que la solution la plus logique – si l'on devait appliquer à ces sites les standards de sécurité en vigueur dans les pays occidentaux – serait de les fermer immédiatement et d'en construire de nouvelles. La situation économique des régions concernées et leur dépendance vis-à-vis de ces sources de production d'électricité ne permettent pas cependant de prendre des mesures aussi radicales.

SPORTS

o TENNIS : International d'Australie. – Les premiers quarts de finale des Internationaux de tennis féminins d'Australie, disputés mardi 21 janvier à Melbourne, ont été remportés par l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario, l'Américaine Mary-Joe Fernandez et par la Yougoslave Monica Seles. Les résultats ont été les suivants : M.-J. Fernandez (E-U) 6-4, 7-6 (3/6) ; A. Sanchez-Vicario (Esp.) 6-3, 6-2 ; M. Seles (You.) 6-1, 6-4. Huber (ALL) 6-2, 7-5, 6-3. Le dernier quart de finale oppose la jeune Américaine Jennifer Capriati (n° 5) à l'Argentine Gabriela Sabatini (n° 3).

o FOOTBALL : quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations. – Les derniers quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations, disputés lundi 20 janvier, à Dakar (Sénégal), ont permis la qualification de la Côte d'Ivoire et du Ghana. Les résultats sont les suivants : Côte d'Ivoire b. Zambie 1-0 (après prolongation) ; Ghana b. Congo 2-1. Les demi-finales mettront aux prises, jeudi 23 janvier, d'une part, le Nigeria et le Ghana et, d'autre part, le Cameroun et la Côte d'Ivoire.

Mais l'insécurité est telle qu'il est absolument nécessaire de procéder à des modifications urgentes afin de prévenir les risques évidents. Ignalina, la seule centrale nucléaire de Lituanie, fournit au pays la moitié de son électricité et approvisionne la ville voisine (35 000 habitants) de Snieckus en eau chaude. Ses deux réacteurs, RBMK-1 500, ont été mis en service en 1984 et 1987. Après l'accident de Tchernobyl, leur puissance a été réduite pour raison de sécurité à 1 250 MW. Ils appartiennent à la troisième génération des réacteurs RBMK et devraient être mieux équipés que les tranches 3 et 4 de Sosnovy-Bor qui sont de la génération précédente. Les tranches 1 et 2 de Sosnovy-Bor datent, quant à elles, de la première génération.

M. Jean-Pierre Bonto, du KSV – le centre sur la sûreté et la formation nucléaire, – l'avoue : le site d'Ignalina l'a « profondément secoué ». Le personnel apparaît « compétent, motivé pour un travail professionnel, mais confronté à des difficultés que nous avons du mal à nous représenter ». À l'exception de la centrale de contrôle, « la qualité des bâtiments, des installations électriques (câbles, etc.), de la protection anti-incendie, de la protection physique et autres, est faible. Le terme « qualité » ne devrait d'ailleurs pas être utilisé dans ce contexte ».

« Pire

que ce qu'on a cru »

Un exemple : le manque d'ordinateurs fait que les spécialistes de la centrale doivent se fier aux inspections fournies par le fabricant à Moscou, en ce qui concerne les conséquences de certains incidents, pannes ou accidents. Le personnel, quant à lui, va « de temps en temps », c'est-à-dire à peu près tous les trois ans – et encore pas tout le monde – faire un stage sur simulateur à Smolensk. Mais cela coûte cher et, de plus, le programme ne prévoit apparemment pas d'exercices de maîtrise d'un incident grave.

Autre constat des experts suédois : certaines modifications apportées après l'accident de Tchernobyl se sont révélées insuffisantes. Certes, des efforts ont été faits pour améliorer la sécurité, mais la liste de ce qui reste à faire est longue et le manque de moyens financiers empêche leur réalisation. Par ailleurs, si les plans sur le papier sont corrects et inspirent confiance, ils ne correspondent pas à la réalité. Les salaires, très bas, sont également un facteur de ris-

que : un spécialiste de la sécurité préfère ainsi pointer à la production, qui est mieux rémunérée.

Que dire du site de Sosnovy-Bor, qui fournit la moitié de l'énergie à la région de Saint-Petersbourg (3,5 millions d'habitants) ? « Encore moins sûr que Ignalina », disent les Suédois. Les tranches 1 et 2 en service depuis 1974 et 1976 appartiennent à la première génération des RBMK, des 1 000 MW dépourvus d'enceintes de confinement. Les tranches 2 et 3, en fonction depuis 1980 et 1981, de la deuxième génération, sont un peu mieux équipées, mais avec une fonction de confinement limitée.

Les systèmes de sauvegarde des deux premiers réacteurs sont par ailleurs dimensionnés pour des séquences accidentelles « plus probables » que celles d'Ignalina. Mais l'état des lieux est indescriptible, « pire que ce qu'on a cru ». Les risques d'accident à Sosnovy-Bor seraient en fait, « bien que très difficiles à évaluer, au moins mille fois plus élevés qu'en Suède ».

Compte tenu de l'absence de confinement, qui doit protéger l'environnement extérieur d'une fuite du cœur du réacteur, dans quel délai un accident pourrait-il se produire dans l'une ou l'autre des centrales ? Si le danger paraît moindre à Ignalina qu'à Sosnovy-Bor, il faut s'attendre à quelque chose « dans les dix années à venir ».

Alors ? Réparer Sosnovy-Bor ? « Les tranches 1 et 2 devraient être fermées immédiatement et définitivement. Aménagées à un niveau de sûreté acceptable. Un investissement lourd qui ne vaut pas la peine. Autant construire autre chose », constate M. Jan Nistad, de SKI, l'inspection suédoise de l'énergie nucléaire. « Nous, les Occidentaux, devons assurer l'environnement de la région en électricité de manière à pouvoir fermer ces deux tranches. Nous devons aider ces gens à s'aider eux-mêmes. C'est pour nous une prime d'assurance ».

La Suède, la Finlande, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, qui participent à la phase d'analyse de la situation dans les pays d'Europe orientale, se réuniront prochainement à Londres pour définir la répartition des tâches. Les Suédois s'occupent en priorité d'Ignalina et les Finlandais de Sosnovy-Bor, proches de leurs frontières. Mais, en attendant, « on pourrait profiter de la fermeture annuelle d'Ignalina », dit M. Jean-Pierre Bonto, en ajoutant que « la situation est alarmante et qu'un tuteur déjà contre la montre ».

FRANÇOISE NIETO

صكنا من الأصل



## JUSTICE

## Poursuivi pour crimes contre l'humanité

## M. Georges Boudarel engage une procédure pour dénonciation calomnieuse

M. Georges Boudarel, cet universitaire français qui fut, en 1954, commissaire politique d'un camp de prisonniers le Vietminh en Indochine, a chargé l'avocat, M<sup>r</sup> Antoine Comte, de déposer une plainte en « dénonciation calomnieuse », lundi 20 janvier, au tribunal de grande instance de Paris.

plainte une riposte judiciaire, la plainte pour « crimes contre l'humanité » déposée le 3 avril 1991 par l'Association nationale des anciens prisonniers d'Indochine (ANAPI) et par M. Wladyslaw Jaski, ancien prisonnier du camp 113. M. Boudarel était commissaire politique. Selon les plaignants, représentés par Me J.-Marc Vissier, le comportement de M. Boudarel, qui était chargé de la « politique » des prisonniers après avoir rallié le Vietnam en 1950, correspond à la définition du crime contre l'humanité.

Le 11 septembre 1991, le juge d'instruction, M<sup>me</sup> Lucie Le Houx, avait rendu une ordonnance dans

laquelle elle se trouvait comprise pour cause d'insubordination. Mais le parquet avait suivi la chambre d'accusation de la cour de Paris, qui infirma cette ordonnance le 20 décembre 1951 en se fondant notamment sur la loi du 24 juin 1950 relative « de plein droit » aux crimes et délits commis en liaison avec les événements consécutifs à l'insurrection nationale et à l'établissement, en 1957.

La cour de cassation a tranché, mais M. Bondarek estime que les poursuites le concernant constituent une dénonciation calomnieuse, une plainte fautive et les poursuites, elles, sont complexes. Le juge a retenu l'article 373 du code pénal qui punit d'un emprisonnement de six mois à cinq ans « d'une personne pouvant atteindre 20 000 F » quiconque aime, par quelque moyen que ce soit, faire une dénonciation calomnieuse contre « ou plusieurs individus (...) à toute savoirie ayant le pouvoir d'y donner suite ».

MAURICE PEYROT

## Le procès des fausses factures de la région parisienne

### *L'addition de l'Etat*

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a fait, lundi 20 janvier, une entrée discrète et chiffrée dans le procès de la Cogedim, à la 31<sup>e</sup> séance du tribunal correctionnel de Paris. Et, dans son ombre, l'Etat français en majesté, perdait sa superbe exigeante comme il se doit, à l'égard du nez des prévenus un impayé qui s'élève très précisément à 29 272 510 F.

Sans s'émouvoir de la mine renfrognée de ses confrères de la défense, M. Michel Normand, au nom du Trésor public, a en effet présenté au sénat. A l'entendre, **le décompte n'a rien d'extraordinaire** : quelques-unes **des plus importantes entreprises** **du bâtiment public** et de promotion immobilière de la région parisiennne sont **simple- ment prises de verser à l'Etat le coût financier du TVA déductible** de 1987 à 1990 sur une **opération globale** **de l'ordre de 180 milliards de francs**.

Pour plus de sûreté, l'avocat s'est tout de suite vu obligé de se référer au respect des plus solides jurisprudences. M<sup>r</sup> Normand n'est pas un novice : ainsi a-t-il rappelé s'être frotté, voilà quelques décennies, au célèbre Joanovici, qui fit en quelque sorte œuvre de pionnier en matière de fausse facture... « Un chiffonnier totalement illettré qui... »

ma-t-il. Deux souvenirs que M. Normand a bien vite oubliés pour s'attacher à épingle les prévenus d'aujourd'hui.

Et, pour le Trésor public, nul doute que les plus gros coupables soient les plus gros fraudeurs. « Si on veut établir un hiérarchie dans ce procès », dit-il, M. Denis Guitard, avec 41 millions de fausses factures, est le plus gros bénéficiaire. A cette suite-là, la holding Cogedim ferait presque pâle figure avec ses 25 millions de faussetation contestée. Me Normand a eu du reste quelques mots de réconfort pour M. Michel Mauer, son PDG, admettant qu'il ne l'imaginerait pas se voir remettre les liasses de billets de banque livrées par M. Carlo Cesco, gérant de la société de démolition CTMT. Ce dernier, sur ce point, aurait donc menti.

Mais, sur le fond, l'avocat de la partie civile a déclaré : « La Cogedim a été déclarée hétéroclite. La constitution d'une telle société n'a pas pu se faire sans l'aide de son PDG. » M. Nomand a ainsi écarté que M. Nesco ait pu mentir systématiquement au juge d'instruction et au tribunal : « Il est difficile de croire qu'il ait désigné, pour se disculper, son plus gros client. Ce serait peu crédible et suicidaire. »

Réquisitoire mardi 21 janvier.  
**LAURENT GRELSAMER**

## Des syndicalistes de la CGT-police inculpés pour escroquerie

Le                      général de la CGT-police, M. Pascal Martin, et                      secrétaire adjoint, M. Roger Ramirez, ont été inculpés d'escroquerie tentative, lundi 20 janvier, par M. Claude Linais, juge d'instruction à Paris. Comme la plupart des organisations syndicales de policiers, la CGT-police avait passé un contrat de démarchage publicitaire avec une régie spécialisée, en l'occurrence la CIPE, qui                      les annonceurs afin d'obtenir                      financements en échange d'encarts publicitaires dans un supplément de la revue                      l'organe de la police nationale,                      l'«                     de la police nationale, organe d'information de la CGT-police (dont M.                      est le                      publication).

Les agents commerciaux de la CIPE sont suspectés d'avoir opéré un démarchage se faisant pour policiers en laissant miroiter des annonces.

Sept personnes, dont deux adhérents de la CGT, sont déjà inculpées dans le dossier instruit par le magistrat et visant la CIPE, qui a aussi démarché au profit du Comité pour l'organisation du centenaire de l'inspection du travail en 1992, considérée comme une émanation de la CGT.

## FAITS DIVERS

o La hie contre la prostitution dans le bois de Boulogne. — Les forces de police ont investi, lundi 20 janvier dans la soirée, un secteur du bois de Boulogne, dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris, fermant 3 kilomètres d'allées à la circulation automobile aux alentours des lacs Inférieur et Supérieur, et mettant en place des contrôles accrus aux premiers jours d'un ~~plan~~ plan de lutte contre la prostitution. (Le ~~ministère~~ 18 janvier.) Cette initiative s'explique par le fait que la prostitution est plus fréquente dans le bois de Boulogne qu'ailleurs, et que les clients de l'aventure dans ~~le~~ partie du bois entre 20 heures et 6 heures du matin en hiver (de 22 heures à 6 heures en été).

□ **Interpellation de trois des « tagueurs »** de la station de métro Levallois. Trois jeunes gens soupçonnés d'être les auteurs de vols de matériel de métro à Levallois, à Paris, ont été interpellés, samedi 18 janvier. Deux d'entre eux ont été déférés devant le juge d'instruction chargé de l'affaire au tribunal de Paris, M. Michel Ajasse. Le troisième, qui a été mis hors de cause dans cette affaire, a été déféré au parquet de la capitale, car il est soupçonné d'être l'auteur de vols dans le 9<sup>e</sup> arrondissement. Plusieurs bombes de peinture ont été saisies sur les suspects et à leur domicile, ainsi que la clé qui leur avait permis de pénétrer dans la station de métro.

Las milicias de Voluntarios Unidos

## Des magistrats soutiennent le juge Van Ruymbeke

**Au cours de l'audience solennelle de rentrée, lundi 20 janvier, le premier président de la cour d'appel de Rennes, M. Jean-Louis Péraud, a apporté son soutien au juge Ernaud Van Rymbeke, le conseiller de la chambre d'accusation chargé de l'affaire.**

M. Pénaud, qui n'a pas normalement cité M. Renard Van Ruymbeke, a regretté que les magistrats de la chambre d'appel n'aient pas encouru d'appel de Rennes et « particulièrement l'un des deux conseillers », violent publiquement et gravement mise en cause leur impartialité et attaquer leur honneur de magistrat à l'occasion de l'instruction d'une affaire dont leur rôle a été chargé par la chambre de cassation. Le premier président, qui fut « insurgé » par les imputations infondées qui lui furent à l'occasion de l'exercice normal de ses fonctions, a encouru d'appel de la chambre d'appel de Paris. Les magistrats de la chambre d'appel de Rennes ont une confiance renouvelée dans la « solidarité » de la magistrature.

Auparavant, le procureur général, M. Jacques Brun, avait qualifié « l'indépendance et la sérénité » des magistrats de la cour d'appel de « valeurs » qu'ils auraient dû « relever l'image de la justice » et « l'esprit de nos concitoyens ».

## Dix évactions de trafiquants de drogue aux Pays-Bas en deux ans

## La passoire néerlandaise

**AMSTERDAM**

**Les prisons néerlandaises** constituent décidément un terrain d'essai pour les politiques de lutte contre le trafic des drogues. L'un des détenus du Sittard (*Pays-Bas*) bien sûr, son nom n'est pas connu, l'homme que la justice néerlandaise a nommé le plus grand fournisseur de drogue au jour jusqu'à présent en Europe. Elle remonte au 28 février 1990, lorsque la police néerlandaise a intercepté un entrepôt d'immense proximité d'Amsterdam, à 658 mètres seulement, où avait lieu occasion le record d'Europe des saisies (*le Monde* du 2 mars 1990).

Arrivé en flagrant délit, le suspect entonnait d'emblée l'écorce, quelques mois plus tard, d'une peine de six mois de prison en terminant d'un procès sur le bon déroulement duquel avaient influé d'autres d'illustres billes. On craignait que le car-

tel colombien, impliqué, ne  
une opération-commando  
doit, an  
comparses d'avoir recouvré  
libéré :  
métalliques jusqu'à  
un trafi-  
gardiens. L'un  
derniers ouvrit la fenêtre à la  
de l'un  
prisonniers,  
à qui un complice passa une  
arme à feu. La

### **Pas de barreaux par économie**

L'an dernier déjà, un complice du fuyard colombien, arrêté au même temps que lui, était parvenu à fausser compagnie aux gardiens de la prison d'Arnhem, bénéficiaire, lui aussi, d'une note motivant. Son délit était, à l'époque, le dernier d'une série impliquant trois trafiquants de drogue, dont un allemand de quarante-deux ans, qui avait été infortuné par un péché dans la cour de la prison de Luchterhout pour un complice

aux ~~autorités~~ d'un hélicoptère  
volé.

La moitié des occupants par un relatif calme, la drogue, les trafiquants sont logiquement bien placés au palmarès des événements. D'autant que leur spécialité leur donne les moyens les plus efficaces pour mener à bien leurs opérations. Les Colombiens qui ont joué un rôle de premier plan ont été gardés dans une zone spéciale protégée de la prison de Sittard, la pièce où il se trouvait n'était protégée par aucun barreau, un souci d'économie ayant présidé à la construction d'un pénitencier.

Le responsable de la police municipale a dénoncé, une nouvelle fois, cette situation, qui, depuis la mise en service de la prison il y a deux ans, n'a pas expliqué pourquoi les prisonniers colombiens, malgré la réputation de gros calibre, sont placés dans la passoire du Sinaud.

CHRISTIAN CHARTIER

**M**adame le Premier Ministre,  
savez-vous qu'aux Etats-Unis et au Japon  
"tapisserie" se dit "aubusson" ?

**V**ous avez raison,  
il faut délocaliser  
les Gobelins à Aubusson,  
capitale mondiale de la tapisserie  
et faire des Gobelins  
le grand Musée International  
de la Tapisserie.

**ART MOB** mobilier urbain en granit - **BERGO** le plus important producteur français de trousse de toilette haut de gamme - **CODECHAMP** codeurs optiques pour le spatial et l'aéronautique - **DITO-SAMA** n°1 européen pour l'équipement en machines tournantes des cuisines professionnelles - **FONDERIES FRAISSE** alliages d'aluminium - **TECNIC'AIR** parapentes et aérodynamique des avions à haute vitesse.

**LES PRINCIPAUX TAPISSIERS FRANÇAIS : CHEVALIER CONSERVATION  
ROBERT FOUR - PATRICK FREY - GALERIE INARD - FRANÇOIS PINTON**

## VAL DE CREUSE POUR LA PROMOTION D'AUBUSSON, VILLE D'EXCELLENCE ET DE CRÉATION



## CULTURE

## MUSIQUES

## Rossini : premier tango à Paris

L'année du bicentenaire du maître de Pesaro s'ouvre sur un ravalement sérieux de « l'Echelle de soie »

LA SCALA DI SETA  
à la Grande Halle de la Villette

Rossini a sous-titré « farsa comica » cette *Echelle de soie* qu'il écrit à vingt ans dans la descendance du *Mariage secret* de Cimarosa. Farcé ? Que n'avait-il suggéré... Il y a du hachis, du mélange, toute une cuisine dans ce mot-là. Serge Duthieux pour la musique, Michel Rostain pour le livret et la mise en scène ont donc entrepris d'accommoder à leur façon - épique - un opéra qui, en creux, le résultat, n'attendait que cela.

L'échelle de soie, le génie utilisé chaque nuit par le ténor Dorville pour rejoindre la belle Giulia, soprano façon Rosine (du futur *Mariage de Figaro*) qu'il a épousée en secret. Le baryton Germano, barbon traditionnel, la promise à Blasco, séducteur barbonnant qu'aime Lucilla, la cousine de Giulia, soprano des plus mezzo. Un valet s'occupe de l'imbroglio, le Dormont.

Tous les six ont beaucoup rajouté : quatre-vingts ans, Giulia est serveuse dans un bar miteux au comptoir jaune revêtu de Formica. Dorville a écouté Tino Rossi, Blasco a vu *Incorruptibles*, Dormont a vu *Il était une fois* de Victor de Toppa. Et leurs feuilles de musique ont été se mêlant : Germano, qu'il s'est métamorphosé en barman gominé, chante pour Giulia un amour fleuveux qui n'était pas, sauf erreur, la partition. Il a dû piquer leurs airs au bellâtre, ou au vieux beau.

L'idée de Duthieux-Rostain, cela : tirer Rossini à soi, et le trépasser dans le lit, mettre au goût du public. Ils ont initié d'aujourd'hui un opéra que Rossini n'aurait pas écrit dans sa biographie assaisonnée de gags et de bizarreries pendant l'exécution, etc. - pour se servir d'un impensable. Si Rossini avait vécu, il aurait dit : « Si j'avais écrit *l'Echelle de soie*, j'en ferais du rock » : cette certitude habitait les adaptateurs déchaînés. Ils ont coupé, taillé, jeté parties, opéré des montages risqués, transformé l'opéra en minidrame féministe pour le ramener aux racines d'un récit de variétés.



Fabienne Masoni

(70 minutes environ). Au premier, remplacé le grand orchestre par un violon, un contrebasse et un accordéon. Soit un trio tango, rumba, tzigane, jazz ou musette, mais certainement pas le somptueux cousin de trémolos, ni les *luti sfzando* de nos grandes Philharmonies.

## Bel canto

Dans la tourbillon d'un décor léger, plateau tournant (signé Jean-Pierre Laroche), entraîné par un acteur muet dans le rôle de l'obscur, le résultat serait réellement amusant si les jeunes chanteurs réunis par la distribution - ceux, au moins, que nous avons entendus dimanche - avaient assez de « corps », d'abattage, de fantaisie, d'expérience de la vie pour abandonner leurs stéréotypes vocaux. S'ils

avaient appris, outre Verdi et Rameau, à chanter le tango, le rumba, le swing, le jazz, le blues, le swing, bref, si leur formation avait préparé à cet hybride musical, il se pourrait que ce tango tango tango voulu par Duthieux et Rostain,

Le premier, mélange des meilleurs ensembles de musique contemporaine, a été composé pour la scène avant la fonder sa propre compagnie, Trianon de nuit. Le second, ayant de tout temps rêvé à un Théâtre pour la jeunesse (dans le sens de la structure itinérante qu'il a voulu), a beaucoup travaillé avec les compositeurs de sa génération - Georges Aperghis, Michèle Reverdy, les Lyonnais Giroudon et Jaffrenou (1) - et avec Brahms, il a les idées larges. Il a aussi le besoin d'une structure fixe, d'un lieu où progresser à l'in-

complet avec ses jeunes équipes.

## ANNE REY

(1) Janelles, opéra de Jean-Claude et Pierre-Alain Jaffrenou, sur un livret de Michel Rostain, vient de sortir sur un disque compact Forlane, UCC 1000.

Avec Fabienne Masoni (soprano), Claudine Chérel (soprano), Brian Parsons et Eric Trémolières (ténors), Glenn Swartz et Michel Valère (barytons), Daniel Lecocq (comédien), Serge Duthieux (violon), Renaud Garcia Fava (accordéon), Jean-Louis Martini (accordéon). Jusqu'au 22 janvier à la Grande Halle de la Villette, puis à Martignas, 13, rue de la République, de 19h à 21h. La billetterie parisiennne. Tél. : 43-74-46 78.

## Retrouvailles sans fioritures au MIDEM

Le plus grand marché mondial du show-business s'est ouvert à Cannes sous le signe de l'efficacité

## CANNES

de MIDEM envoyée spéciale

L'esprit de sérieux a soufflé sur les quelque huit mille professionnels réunis pour ce vingt-sixième MIDEM international de la musique et de la vidéo musicale qui s'est ouvert dimanche 17 janvier à Cannes. Le MIDEM, le plus grand marché mondial du show-business, a été créé en 1966 par la guerre du Golfe, n'a pas pour autant recouvré ses euphories d'antan ni même la dramaturgie des époques de grandes dépressions.

1991 avait été placée sous le signe de la stagnation. Interrogés, les producteurs et les artistes ont donc de redémarrer en bétonnant des contrats, peut-être moins avantageux, mais conçus à plus long terme. Ils cherchent, pas toujours de gaité de cœur, à consolider l'édifice face à des consommateurs encore très prudents.

Jamais, dans les dédales du Palais des congrès et dans les hôtels qui bordent la Croisette, on n'a autant invoqué l'imagination comme potion antimarsaume. Mais ce MIDEM retrouvailles, qui vient après le MIDEM des fêtes de 1991, comme le définit Xavier Roy, PDG du MIDEM-Organisation, « mal à trouver ses marques, entre l'ouverture prochaine des frontières de la CEE - avec son lot de soucis réglementaires - et la libération des pays de l'Est, bien représentés à Cannes et toujours perçus comme des parts potentielles de gâteau en dépit de l'incertitude de leur avenir. L'évolution de la technologie n'apporte pas l'angoisse diffuse des multinationales les plus aguerries. Les supports audio et vidéo - la cassette numérique DCC présentée par Philips, le Compact Disc interactif ou le Mini Disc effaçable - partent une fois de plus à l'assaut des acheteurs féroces. Mais qu'y met-on ?

Le MIDEM n'a pas eu, deux jours après son ouverture, répondre à la question du contenu de son programme artistique. Les concerts ont été, à commencer par celui d'ouverture, donné en l'honneur de la world-music : Racines, deux heures de

mélanges conçus pour la télévision (Antenne 2), au mépris de la saine (en principe des acheteurs potentiels), qui n'avait pas droit au commentaire du présentateur, Cathy Binon, peinant sans lequelles le MIDEM d'origine belge Oio, de chez BMG, ou encore Alma da Noche, pâles remplaçants des Gipsy Kings, disparus du programme au dernier moment) au meilleur (Geoffrey Oryema, Ougandais de chez Virgin, Salif Keita, Malien de chez Island). Sans oublier, dans le rôle de bouche-trous, les excellents tambourinaires du Sénégalais Doudou N'Diaye Rose.

Malgré tout, Xavier Roy continue de penser que le MIDEM est un « formidable tremplin ». La preuve : Les espoirs français renoués tel ou tel : M. C. Solaar, Ayem et Zouk Machine au milieu d'une « Rap-Dance Night », que seule Nina Hagen sauva du playback intégral, mais qui fut finie, c'est une première, par FR 3 associée à MTV ; Enzo Enzo, inscrite à la soirée BMG aux côtés du groupe écossais Silencers ; ou encore Liane Foly en invitée vedette d'une séquence à venir, « Inspiration jazz ». On peut douter des effets de ces demi-couverts, mais, avec ses vingt-cinq concerts, tous genres confondus, ses deux nuits espagnoles, sa soirée consacrée au jazz français, son hommage panoramique à Jean-Pierre Rampal, l'ampleur des Champs de Soie de Zdenko Mikulov, le MIDEM, dont la fonction n'est pas forcément de créer l'émotion musicale, n'est pas en reste.

Pour défendre les créateurs nationaux et prouver que la création musicale a besoin d'être aidée, sept sociétés civiles et organismes professionnels gèrent les droits des auteurs, des artistes et des producteurs (Adami, SACEM, FCM, SPP, SNEP, Spedipac et Sogefi Music Office) se sont regroupés au sein du village France. Douze artistes ou groupes français, inscrits sous l'étiquette Yvelis 92, ont été chargés de démontrer, in situ et en version acoustique, que le qualité peut rimer avec le succès. On regrette les trop brèves apparitions, entre deux escaliers, du rock gaullier de Gus et l'orchestre, du trio composé de Jean-Jacques Milteau, du répertoire semi-mondain de Dore Lou ou encore du merveilleux accordéoniste Marc Perren.

Un étage plus bas, vingt-trois labels français indépendants, neuf de musique traditionnelle et quatorze de jazz, ont choisi de se plus faire connaître à part. Une opération de regroupement mise en place pour la troisième année consécutive et confiée aux bons soins du CENAM (Centre national d'action musicale). Foyers d'activisme artistique, ces petits labels à la politique éditoriale souvent macabre et originale ont ainsi pignon sur rue. Ils le méritent. Patrick Tondia, directeur de La Lichère, a fait enregistrer quinze disques sous cette marque, en deux ans (Paris Musette, Olay Temiz et le Fz Tz Tzane, Senem Divil, Benoit Blue Boy). « Nous déshabillons de la vraie musique et nous des produits préemballés, explique-t-il. Mais après les chances de passer sont si minces ! » Philippe Krüm, créateur l'an passé de l'ingénieux Silix (Quintette Charline, Benoit Achary, Justin Vail, Trio Violon) rétorque qu'il faut mettre toutes ses chances de son côté. Grâce à ce stand partagé, ils peuvent espérer trouver des distributeurs étrangers et développer une stratégie européenne. C'est mieux que d'être en solo à la recherche d'événements patinaux, un sort plus répandu qu'on ne le croit dans un MIDEM où les majors ne sont pas forcément majoritaires.

VÉRONIQUE MORTAIGNE



### Votre solitude, c'est uniquement dans votre tête

Il y a quelque chose qui part de vous et qui répond à votre idéal. Pour que ce chemin ne soit pas croisé, il faut rencontrer des personnes dont la sensibilité profonde correspond à la vôtre.

C'est cette sensibilité que vous propose Ion International : rencontrer des personnes dont le caractère, défini par une véritable étude psychologique, s'harmonise avec le vôtre. Et cette sensibilité peut que réussir puisque vos rencontres seront renouvelées jusqu'au succès final.

« 3000 COUPLES RACONTENT »  
Le document passionnant, filmé témoignage qui répondra à vos questions :  
« Les liens sont-ils utiles et nécessaires ? Et l'Amour est-il un mythe ? » (envoyé sur demande).

### Ion International

Une écoute attentive et chaleureuse...  
Venez nous voir, ou téléphonez.

Pour recevoir une documentation complète, envoyez ce code Ion sur votre Minitel ou retournez ce coupon :

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement sous pli neutre et cacheté, brochure de pages consues.  
M. Mlle  
Prénom  
Adresse

Tél.  
PARIS 94, rue Saint-Lazare - Tél. : (1) 45.26.70.85  
TOULOUSE 16, rue Magesse-et-Coli - Tél. :  
BRUXELLES (1040) rue Belliard 105 BP 15 - Tél. : (02) 236.99.96  
LILLE (59000) 4, rue de Flandre - Tél. : (03) 46.94.28

### Les détours d'un bicentenaire

Après l'annulation du *Voyage à Reims* au Théâtre des Champs-Élysées, les célébrations du bicentenaire de la naissance de Rossini se sont ouvertes par cette *Echelle de soie* raillée et décriée, qu'écouleront notamment cet été après une tournée française, le Festival de Pesaro (ville natale du musicien). La même *Echelle* revient entre le 14 juin et le 12 juillet à l'Opéra-Comique (tél. : 42-86-88-83) dans le cadre d'un programme « Champs-Élysées » en un acte, avec l'opéra *Il signore* de la l'œuvre, le *matrimonio* et *Il signore*.

L'Opéra Garnier, édifiant exceptionnellement par ses succès, s'ouvre de nouveau à l'opéra pendant la même période (11 juin-7 juillet) avec le *matrimonio* de Rossini, en un acte, avec l'opéra *Il signore* de la l'œuvre, le *matrimonio* et *Il signore*. Le ténor Rockwell Blake (21 février), le mezzo Marilyn Horne (20 mars) donnent en récital une leçon de chant rossinien au Théâtre des Champs-Élysées (tél. : 47-23-47-77). Le jeune Denis Kral met en scène le *Turc en Italie* du 31 janvier au 6 février pour l'Opéra de Nancy-Lorraine, direction Giuliano Carella (tél. : 83-32-04-43). Un autre *Turc en Italie* est monté par Luis Pasquel dans des décors d'Edo Fregio, direction Michelangelo Veltri, du 11 au 17 mai, à l'Opéra de Lille (tél. : 20-06-88-04).

La recréation française, cent quatre-vingts ans après la première, de l'opéra biblique *Cyrus à Babylone* est assurée par Jean-Claude Malgoire et les musiciens de sa Grande Écurie, le 8 mars à Tourcoing (tél. : 20-26-88-03). Un autre *Barbare de Scythie* voyage de Strasbourg à Montpellier en juin, dans le cadre d'une coproduction mise en scène par Jérôme Savary et placée sous la direction d'Ivan Fischer (tél. : 67-68-00-92 pour Montpellier et 88-75-48-23 pour Strasbourg).

A. R.

### Plus de bruit

La difficile rencontre du rap et du heavy metal

#### PUBLIC ENEMY ET ANTHRAX

La critique musicale de la préfecture de police attribue cinq ans de CRS à un concert. Mais il s'agit de la même affaire, le porte à Pantin : l'addition de publics rap (Public Enemy) et heavy metal (Anthrax) a donné un résultat inférieur à la somme des termes, dimanche soir, le Zénith n'étant qu'à moitié rempli. En se produisant seul, chacun des groupes aurait attiré plus de monde.

En guise de consolation, on pouvait toujours se convaincre que les fractions les moins sectaires de chaque titre s'étaient déplacées. Et il faut l'atmosphère bien détendue, trop peut-être pour la « bataille » d'une rencontre entre deux genres spécialisés dans la même musique. Ce *Bring The Noise Tour* est aux États-Unis à l'initiative d'Anthrax, plus précisément de son guitariste Scott Ian. C'est lui qui distingue Anthrax des autres groupes de « métal lourd » : d'abord parce qu'il n'a pas de riffs, mais parce que ses textes, ses préoccupations, l'histoire de la mythologie habituelle du genre : « Le métal c'est d'abord un son », dit-il, « alors que le rap c'est aussi le C.N.R. ». Il ne dit rien de plus, mais je sais que cent chansons d'Anthrax contre le racisme sont toujours d'effet qu'une phrase de Public Enemy. La manière de Scott Ian parle de Public Enemy, et particulièrement de Chuck D, le leader du groupe, fait penser à un lycéen bavardé par un professeur.

De son côté, Chuck D. avoue tout ce qu'il a gagné en fréquentant Anthrax pendant quelques semaines (le concert de Paris concluait une tournée de 33 concerts) : « Nous avons compris énormément de choses à propos du son, des éclairages, du rythme d'un concert. » La manière de Scott Ian parle de Public Enemy, et particulièrement de Chuck D, le leader du groupe, fait penser à un lycéen bavardé par un professeur.

ments), Chuck D. a fait profiter Public Enemy de son court séjour de rock'n'roll. Même si le groupe n'est pas connu, il est sujet à une certaine imprévisibilité qui sont le lot des artistes en fin de tournée, il s'élève sans peine au-dessus du lot des rappers. L'imagerie paramilitaire s'est un peu atténuée : les gardes du corps ne portent plus de fusils, la chorégraphie à mi-chemin entre les tentations et un peloton de marines à l'exercice, les lumières sont réglées au quart de seconde et, ce soir-là, Flavor Flav a montré l'essentiel du spectacle, un concert complet dans le volume ne dissimule pas les nuances.

Anthrax est un groupe de heavy metal, qui joue très vite, très fort, et très bien. Les deux genres, le rap et le heavy metal, se sont rencontrés pour la première fois à mi-chemin entre les tentations et un peloton de marines à l'exercice, les lumières sont réglées au quart de seconde et, ce soir-là, Flavor Flav a montré l'essentiel du spectacle, un concert complet dans le volume ne dissimule pas les nuances.

THOMAS SOTINEL

Exercice pratique : l'exposition « Métiers du son ». - Les ateliers radiophoniques, réservés au public, se poursuivront dans le cadre d'enregistrement à l'auditorium de l'exposition « Métiers du son » qui se tient jusqu'au 10 mai à la Cité des sciences de La Villette, à Paris. Organisés par l'équipe de « Cité studio », certains de ces ateliers s'adressent en pratique comment adapter pour la radio des livres pour enfants (les 21 et 22 mars) puis procéderont à l'adaptation directe de romans de Jules Verne en émissions comédiens. Il s'agit de *Voyage au centre de la terre* (les 23 et 24 janvier), de *Mardi Strogoff* (les 1er et 2 février), et du *Tour du monde en quatre-vingt jours* (les 7 et 8 février). Tél. : 40-05-70-00.

#### LIANA LEVI

Boulot Boulot  
175 dessins de PESSON de la crèche à la retraite  
ÉDITIONS LIANA LEVI  
11, rue de l'Arbre Gregoire - 75004 PARIS

مكتبة الأصل



## eurocopter



CALENDRIER  
DES ADMINISTRATEURS  
DE CONCERTS

**CHATELET**  
THÉÂTRE  
MUSICAL  
DE PARIS  
Mercredi 22  
Vendredi 24  
Lundi 27  
Jeudi 30  
Samedi 31  
19 h 30  
(p.a. Valérie  
Riot, U. et C.)

**MIDIS MUSICAUX**  
le 22 : Philippe  
**FOURCADE**  
Suzanne Manoff  
Piano  
Wagner, Gluck  
Berlioz  
le 24 : Sophie  
**PONDJICIS**  
Mozart  
Thérèse Cochet  
Piano  
Vivaldi, Mozart  
le 27 : **TRIO**  
**FONTENAY**  
BRAHMS

**OPÉRA-CONQUE**  
Jeudi  
17 janvier  
19 h 30  
Piano :  
J. F.  
Éclairage :  
40 F  
(p.a. Valérie  
Riot)

**PRO MUSICIS**  
« A la découverte  
des grands talents  
de la jeune génération »  
**Shauna**  
**ROLSTON**  
Violoncelle  
Bernadette  
Blaha  
Beethoven, Barber  
Chostakovitch

**OPÉRA**  
GARNIER  
Mardi  
22 janvier  
19 h 30  
Piano :  
30 F à 200 F  
Tél. Loc.  
47-42-53-71  
(p.a. Valérie  
Riot)

**MUSICA ANTICA**  
Köln  
**CHORUS MUSICUS**  
Köln  
Dir. : Reinhard  
**GOEBEL**  
J.-S. Bach, W.-F. Bach  
J.-C. F. Bach

**THÉÂTRE**  
CHATELET  
THÉÂTRE  
MUSICAL  
DE PARIS  
Mardi  
22 janvier  
20 h 30  
(p.a. Valérie  
Riot)

**Ensemble**  
**orchestral**  
**de Paris**  
Dir. :  
**JORDAN**  
Dir. : Robert  
**TEAR**  
Ténor  
Stravinsky  
Britten, Ravel  
Dutilleul

**THÉÂTRE**  
CHATELET  
Mardi  
22 janvier  
20 h 30  
Tél. Loc.  
47-42-53-71  
(p.a. Valérie  
Riot)

**BRAHMS**  
**YO YO MA**  
Violoncelle  
Paul Meyer  
Clarinete  
Emanuel Ax  
Piano

**SALLE**  
GAYEAU  
Jeudi  
30 janvier  
20 h 30  
Loc. salle  
48-53-55-57  
FNAC  
(p.a. Valérie  
Riot)

**HOMMAGE À**  
**LILY LASKINE**  
Frédérique  
Cambreling  
Haut  
**PATRICK BALLOIS**  
Flûte  
Piquemal  
Beynon  
Mozart, Pjotr  
Igor Stravinsky  
Trio Sibelius  
Jeunes harpistes  
de 11 ans  
MARTIN  
VO  
MOZART, PIERRE  
CAPLET, BARTOK  
CORALIE FAYOLLE  
(11<sup>e</sup> audition)

**SALLE**  
PLEYEL  
Dimanche  
2 février  
17 h  
(Miquel)

**ORCHESTRE**  
**KUNTZ**  
**MOZART**  
3 DOUBLES CONCERTS  
**ZABALETA**

4 avril  
20 h 30  
5 avril  
17 h

**FLÛTE ENCHANTÉE**

**GAYEAU**  
Dimanche  
2 février  
17 h 30  
(p.a. Miquel  
Miquel)

**FOURNIER PRODUCTIONS**  
Violon : MARIANNE  
**BEHRENDT**  
Piano : MARYLENE  
**DOSSE**  
MOZART, BRAHMS  
PROKOFIEV

**THÉÂTRE**  
CHATELET  
Mardi  
19 h  
Lundi  
24 février  
20 h 30  
Tél. Loc.  
47-42-53-71  
(p.a. Valérie  
Riot)

**ORCHESTRE**  
**PHILHARMONIQUE**  
**DE VIENNE**  
Dir. : Carlos  
**KLEIBER**  
CONCERT SUPPLÉMENTAIRE  
LUNDI 24 FÉVRIER  
SCHUBERT, J. STRAUSS

CARTON NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

le 30 - www - le 16 février

LE RETOUR  
DE CASANOVAD'ARTHUR SCHNITZLER  
MISE EN SCÈNE  
ARLETTE TEPHANYCHOPIN DANSE  
S. GEORGESdu 21 janvier  
au 8 février  
à 21h.

tous les jours sauf

dimanche et lundi

La Grande Halle

métro Porte de Pantin

40 03 39 03

Fnac-Virgin Megastore

3615 Fnac-3615 Then

Coproduction : Compagnie Chopin-Centre Chorégraphique  
Poitou-Charentes La Courcivie-Sabre Nationale La Rochelle-Sigma 27  
Bordeaux-La Grande Halle-Villote Théâtre Contemporain de la Danse  
**la Villotte** la grande halle

## ORCHESTRE COLONNE

Mardi 22 à 20h30

THEATRE DU CHATELET

BRAHMS

Le Chant du Destin

BEETHOVEN

9<sup>e</sup> symphonie

CHEUR : ORCHESTRE COLONNE

Chef de Chœur : Patrick MARCO

direction

ANTONELLO ALLEMANDI

Loc. Châtelet - FNAC

Jacques Cellard et Alain Rey

DICTIONNAIRE

DU FRANÇAIS

NON

CONVENTIONNEL

HACHETTE

Le Monde

ÉDITIONS

CLAUDEL / VITEZ

JOURNAL DE BORD

de la mise en scène du Soulier de Satin

Sous la direction de Philippe Casini

(avec le concours du Centre National des Lettres)

EN VENTE EN LIBRAIRIE

## CULTURE

## THÉÂTRE

Le musée des sensations  
Bruno Meyssat, metteur en scène à la frontière  
des arts plastiques et de la scène

## PASSACAÏLE

Cargo de Grenoble

Si un acteur, entré par effraction dans une installation de Christian Boltanski ou de Driss Sans Arcide, se mettrait à déplacer les objets, éteindre et rallumer les ampoules électriques, faire voler la poussière, ce qui se passerait alors pourrait ressembler à la Passacaille de Bruno Meyssat.

Depuis son premier spectacle, en 1981, le Cargo de Bruno Meyssat travaille, en effet, à la frontière des arts plastiques et du théâtre. Ou plutôt, il crée un théâtre en utilisant la lumière, les accessoires, comme les plasticiens quand ils construisent des « personnages » et des architectures imaginaires. Comme eux, il met en scène le temps, perdu et retrouvé. Comme eux, il utilise les traces matérielles du passé pour faire revivre des sensations oubliées. Comme eux, il réactive l'énergie des objets qui furent quotidiens pour leur rendre leur pouvoir de fétiches, ou de compagnons de vie. La seule différence entre son art et le leur, tient à la présence des humains, fantômes de chair venus déranger l'ordre des choses.

L'installation de Passacaille comporte des suspensions, un lit-cage, des carillons, deux armoires, quelques chaises, deux grands miroirs, quatre assiettes, des livres, des chaussures, des chapeaux. Les personnages humains, ces objets, un homme, une femme et un enfant, qui se manifestent tour à tour en duo, solo ou trio. Leurs vêtements et leurs occupations rappellent l'ancien monde, tandis que les personnages, en fait, évoquent des peintures religieuses de la Renaissance et du baroque. On croit voir, par instants, une Annonciation flamande, un Repas d'Emmaüs français, une Déposition italienne. Comme il est vestiges d'un monde révolu, Passacaille raconte la vie quotidienne d'un monde révolu, l'histoire sainte, les tableaux inspirés des maîtres.

Les réminiscences composent une œuvre à la fois historique, culturelle, traversée de références de Kodaly, Bartók, Debussy et quelques autres, musiques populaires de Roumanie, d'Espagne. A la passacaille, danse du dix-septième siècle, succède

une atmosphère, une couleur musicale, une référence au spectacle, des arts plastiques, des arts culturels.

Cette œuvre doit beaucoup à Philippe Casini, protagoniste de « Passacaille », intrigue et pratique sans parole. Avec de tenir, dans Passacaille, le rôle d'un « bricoleur de village », il a passé des heures à courir la France, grimper aux arbres, grimper ses façons de se mouvoir dans l'herbe et sur le plancher de l'atelier. Devenu un musée vivant, Passacaille a accumulé assez d'images du monde pour restituer au spectateur un geste, un pas, un oubli, les partenaires - Geoffrey Laurence Caray et, surtout, Elisabeth Morau, rayonnante présence de la femme et mère - l'assistent efficacement dans l'entreprise assignée à Bruno Meyssat : « faire voir l'invisible ».

BERNADETTE ROY

À Paris, Cargo, Mésange de la culture de Grenoble, jusqu'au 23 janvier.

## EXPOSITIONS

## Accrochages de groupe

Deux petites galeries, quelques artistes méconnus ou inconnus : c'est là qu'il faut aller chercher la nouveauté

L'art contemporain va mal. Le marché va plus mal encore. Les « grandes » galeries - entendez par là qui dépendent de la loi de la spéculation sur les valeurs sûres, ou supposées telles. Mais les « petites » galeries, elles, qui n'ont que fort peu, ou point du tout, bénéficié de la vogue spéculative des dernières années, n'en continuent pas moins à exposer, discrètement, des artistes de qualité. Plutôt que d'enchaîner exposition personnelle sur exposition personnelle, elles préfèrent les accrochages de groupe, plus souples, plus faciles à organiser, plus proches à l'essentiel.

C'est ainsi que procédaient il y a à peine moins d'un siècle ces marchands et marchandes, Berthe Weill, Vollard et Kahnweiler, dont les noms figurent en bonne place dans toutes les histoires de l'art moderne. Ils accrochaient pêle-mêle à leurs murs un ou deux Marquet, trois Picasso, un Braque tout frais et quelques tableaux dont les auteurs ont disparu dans l'oubli. C'était à l'amateur - et au critique - de ne pas se tromper et de distinguer le durable de l'éphémère.

Le double d'aujourd'hui, c'est par exemple les artistes que Jean Zuber présente à Philippe Casini, en compagnie de trois Allemands,

Reiner Bergmann, Hans Thoma et Horst Münch. Le Bergmann est d'une neutralité à peu près, le Thoma de qualité moyenne, Münch d'équilibre abstraction géométrique rigoureusement construite et d'élégance de la touche, qui tremble délicatement, et de la couleur, gris, bleu, blanc. Il y a plus de puissance, un dessin plus résolu, une œuvre plus convaincante que les compositions brun et noir de Zuber. Avec des pigments étranges, bruns, poudre de latérite, il trace des lignes inexplicables où des réminiscences d'art aborigène s'effacent parfois. La plus étrange des œuvres exposées rend cependant un hommage à Alexandre Dumas et à la tulipe noire, preuve que Zuber sait se réinventer aussi de lui-même, et ne se contente pas du contre-pied.

Les trois jeunes peintres qu'ont réunis Gérard Delsol et Laurent Innocenti pratiquent eux-mêmes l'accrochage. A chacun, Delsol et Innocenti ont offert un mur de la galerie qu'ils ont aménagée et d'inaugurer, au mépris du pessimisme, ils n'auraient pu leur offrir plus, car l'espèce n'est pas grand, une pièce, pas plus, il n'empêche : Michel Gouery, Camille Saint-Jacques et Matthew Weinstein ont réussi une exposition dans

deux parcs et ironie, très juste par rapport à l'époque. Weinstein, un new-yorkais de vingt-huit ans, traite l'abstraction et le mode du monochrome par la dérision. Michel Gouery, trente-trois ans, ancien pensionnaire de la Villa Média, peinte un tableau à la peinture décorative baroque. Il a des médaillons, parmi volutes et guirlandes, il place des objets indéfinissables, d'autant moins identifiables qu'ils sont figurés avec plus de soin. Quant aux photographes sur bois et aux tableaux en perles multicolores de Saint-Jacques, autre parisien, à peine plus âgé, c'est ce que l'on a vu de plus neuf et de plus troublant depuis longtemps. Elles oscillent entre érotisme et burlesque, citation savante et imagerie triviale, raffinement et brutalité. Ces vanités obscures et paniques méritent ceux qui les regardent. C'est très bon signe.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Philippe Casini, 13 rue Chapon, 75004 Paris ; tél. : 48-04-00-34. Jusqu'au 28 février.  
► Galerie Gérard Delsol et Laurent Innocenti, 18 rue Charlot, 75003 Paris ; tél. : 48-87-41-63. Jusqu'au 28 février.

**ROBERT HOSSEIN**

**LE TRIOMPHE DE LA SAISON**

**LESUS**

**LA SAISON**

**PALAIS DES SPORTS**

LOCATION à la caisse de 12h30 à 19h

PAR TÉL. 48 28 40 90

FNAC • AGENCES • VIRGIN MEGASTORE

**PROLONGATION**

**JUSQU'AU DIMANCHE 1<sup>er</sup> MARS**

EUROPE 1

Photos Patrick LORTIE

théâtre des  
champs-élysées

**carlos kleiber**

orchestre  
philharmonique  
de vienne

dir. 23 février complet

concert  
supplémentaire

lun. 24 février, 20h30

tél. 47 20 36 21

**MUSIQUE A 18H**

**OLEG MAISENBERG**

piano

MOZART - BEETHOVEN  
DEBUSSY - STRAVINSKI

75 F - LOC. 42 74 22 77  
2 PL DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

مكتبة الأمل















## ÉCONOMIE

L'offre publique d'achat sur Perrier pour détrôner le nouveau propriétaire italien

## BILLET

## M. Möllemann et la « Buba »

Est-ce une Allemagne d'effort qui se présente, mardi 21 janvier, à Long-Island (New-York), devant ses partenaires industriels du G7, le premier chef de grande pays industrialisés ?

Les Allemands qui agitent Francoforte depuis le début de la semaine portent à la croix. Depuis l'été dernier, la Bundesbank, inquiète des dérapages monétaires et monétaires, mène une politique de restriction, entraînant la plupart des pays européens dans la dégringolade de la bourse. Les Allemands, les seuls à ne pas avoir subi de dommages, ont particulièrement mal vécu cette situation. A un moment où la croissance industrielle a relancé le crédit, la hausse des taux d'intérêt de la plus puissante économie européenne a été plutôt mal vécue. Au point que certains responsables français ont même dit que l'Allemagne du G7 a peu de temps après cet effort.

Une sonde de l'Institut de sondage, publiée lundi 20 janvier, la Buba, souligne que les plus des risques de dérapage monétaire se rappellent qu'avec 7 % en mai et novembre la Buba a été supérieure à l'objectif (entre 3 % et 5 %). Mais, cette fois-ci, la Buba allemande de l'économie, M. Jürgen Möllemann, a fait part, le 21 janvier, de préoccupations très réelles, estimant que le pays se trouve dans une période difficile et qu'il ne peut aujourd'hui privilégier la reprise de l'activité. Le débat sur les risques de récession ne se termine pas seulement la France, il bat son plein outre-Rhin.

Les divergences entre gouvernement et banque centrale sont fréquentes dans les États consacrant l'indépendance de l'émission d'argent. L'affaire de l'union monétaire entre les deux parties de l'Allemagne, en 1990, avait prouvé que la Bundesbank finit parfois par l'emporter (son président d'alors, M. Hans Eichel, avait fini par accepter la mise en circulation d'un mark ouest-allemand pour un mark est-allemand). Cette fois-ci, M. Möllemann conviendra-t-il la Bundesbank qu'un pays comme la rigueur serait souhaitable ? Si, dans un premier temps, il parvenait à persuader les syndicats et les entreprises de s'entendre sur des augmentations salariales modérées, au moment où la métallurgie allemande se bat sur un marché grave, la Bundesbank aurait peut-être l'aval plus nécessaire. Sinon, ces pressions n'auront qu'à rendre le G7 plus compliqué avec son gouvernement.

FRANÇOISE LAZARE

## L'Algérie et l'Iran réduisent leur production pétrolière

Après le Venezuela, le Libye et le Nigeria, l'Algérie et l'Iran ont annoncé, lundi 20 janvier, leur intention de diminuer leur production de pétrole afin de contribuer à une reprise des prix (le Monde du 21 janvier). Cette diminution pour l'instant limitée, puisqu'elle concerne 30 000 barils par jour en Iran - ou la production journalière est de 3,3 millions - et 20 000 barils par jour en Algérie (sur 800 000).

D'autre part, l'Indonésie et l'Équateur ont fait part de leur volonté de restreindre eux aussi leur production, sans préciser de montant. Pour l'instant, l'Arabie saoudite, le premier producteur de l'OPEP, ne s'est pas exprimée sur la question, ce qui explique la stabilité des cours vécus sur les marchés lundi 20 janvier, malgré la baisse du baril de Brent (pétrole du Nord) qui s'échangeait en clôture à 18,10 dollars, contre 18,70 en ouverture. Les pays de l'OPEP ont réuni le 12 janvier à

Nestlé, la Banque Indosuez ont présenté, lundi 20 janvier, les conditions de leur offre publique d'achat (OPA) de 13,2 milliards de francs sur Perrier, qui prévoit en cas de succès la vente à l'indépendance de Volvic et le maintien de la spécificité des Caves de Roquefort. Un projet conçu pour contrer les ambitions du groupe italien Agnelli. L'OPA s'accompagne de deux recours devant les tribunaux. Elle suscite bien des interrogations sur sa faisabilité, les attaques ne possédant quasiment pas d'actions de la firme de Vevey, tandis que les Agnelli et leurs alliés affirment détenir 49,3 % des droits de vote.

Attendue depuis plusieurs semaines, la bataille pour la prise de contrôle de Perrier a officiellement débuté, lundi 20 janvier, avec le dépôt par Indosuez d'une OPA sur l'intégralité du capital, au prix unitaire de 1 475 francs, pour un montant total de 1 475 millions (le Monde du 21 janvier). Désormais, deux camps s'affrontent : d'un côté la famille Agnelli, nouveau propriétaire de la firme de Vevey via Exor, agissant de concert avec le groupe Fiat, la Société générale et l'état-major de Perrier, de l'autre le tandem Nestlé-Indosuez, qui a reçu le soutien de BSN et implicitement celui du Crédit agricole.

Pour lancer ce raid boursier, le plus important par son montant (13,2 milliards de francs) jamais

lié en France, la firme de Vevey a dérogé à la tradition suisse de l'offre et de discrétion. Non seulement le groupe helvétique a surpris par la rapidité de sa réaction, mais en plus il a étonné par son souci d'explication, tant sur la forme que sur le fond. « L'eau minérale fait partie de notre stratégie. Depuis notre entrée chez Vitel en 1969, nous considérons que c'est un secteur dans lequel nous devons jouer un rôle important », a indiqué M. Reto Domeniconi, directeur général de Nestlé, en présentant les modalités de cette offre menée par Demilac, une société commune détenue à parité par Indosuez et Nestlé et dirigée par un représentant du groupe suisse. Chacun financera donc la moitié de l'opération. Si la Banque Indosuez n'a pas donné de précision sur la façon dont elle trouvera les fonds, les dirigeants de Nestlé, pour leur part, se sont contentés de rappeler que le groupe possède 4 milliards de francs de liquidités (15,4 milliards de francs).

En cas de réussite, les nouveaux propriétaires se sont engagés auprès de BSN, conseillé par la Banque Lazard, à lui céder Volvic, pour un prix représentant 20 % de celui de l'acquisition globale du groupe. D'autre part, Nestlé « ne compte pas intégrer les Caves de Roquefort dans ses opérations françaises et entend respecter les caractéristiques propres de cette entreprise ». Une cession pourrait donc être envisagée.

Parallèlement, les initiateurs de cette OPA ont engagé deux recours. Le premier déposé devant le tribunal de commerce de Nîmes demande la suspension des droits de vote des dirigeants actuels de Perrier pour manquement à des obligations

de déclarations de franchissements de seuil, comme l'a révélé le Conseil des Bourses de valeurs. Le second, déposé devant le tribunal de commerce de Paris, conteste les conditions dans lesquelles les 13,8 % d'actions d'autocroûte de Perrier ont été cédés à Saint Louis, une société dans la mouvance du groupe Agnelli. Les plaignants demandent cette fois-ci de prononcer le gel des droits de vote sur ces titres.

## Le partage des eaux

Le déroulement de cette OPA avec ses méandres juridiques ne devrait pas être des plus simples. Dès pour être lancée, il lui faut l'agrément non seulement des autorités boursières mais aussi de la direction du Trésor dans le cadre des investissements étrangers en France, la Suisse ne faisant pas partie du monde commun. De plus, elle pourrait avoir des conséquences sur une autre OPA en cours, celle déposée par l'IFIL, le holding luxembourgeois des Agnelli sur Exor, une société qui détient 35 % de Perrier. Dans le prix d'offre de 1 475 francs, la valorisation de Exor à 1 320 francs, l'action Perrier doit évaluer à 1 200 francs, soit quasiment en-dessous des 1 475 francs proposés aujourd'hui. Le prix d'offre pour le rachat d'Exor pourrait donc être revu à la hausse.

Cette triple stratégie - lancée par Perrier, l'initiative de l'intégrité de Roquefort et cession à l'IFIL de Volvic - vise à empêcher la prise de contrôle de Perrier par le groupe Agnelli. Les premiers sont les minoritaires d'Exor qui ont toujours critiqué le faible prix proposé par les Agnelli. Dans

cette catégorie, Suez, détenteur de 10 % d'Exor, qui explique en partie la raison de sa association avec l'OPA. « Il est légitime que nous intervenions pour défendre nos intérêts patrimoniaux », a affirmé M. Jean-Claude Gagnani, président de la banque Indosuez.

Le Crédit agricole, qui détient 2,5 % de Perrier et 1 % de Exor, Roquefort, s'est empressé de saluer l'OPA sur Perrier, qui par son prix (1 475 francs) « va dans le sens de nos intérêts minoritaires ». De plus, il a « avec satisfaction » vu la mise en œuvre de l'opération.

Enfin, l'opération permet à l'IFIL (Evian, Badoit), qui couvre 20 % du marché de l'eau en France, d'espérer échapper à l'accapement de position dominante par Bruxelles. Pour cette raison, l'un comme l'autre ne pouvaient acquiescer à l'ensemble de Perrier, qui représente 40 % du marché de l'eau en France. Perrier, Contrexéville, Vichy Saint-Yorre, Volvic. D'où le projet de rachat de Exor, qui représente 10 % du marché de l'eau en France.

Cette opération suscite néanmoins de nombreuses interrogations, tant sur les possibilités de réussite de l'OPA que sur la survie de BSN dans le titre - sans doute dans une perspective - et au plus haut de Bourse, toujours activement recherché. Pourquoi le géant de

l'agroalimentaire français a-t-il rompu avec son partenaire actionnaire de ces dernières années, l'IFIL Agnelli, et ne lui a pas demandé de lui céder Volvic ? Pourquoi a-t-il préféré s'associer à l'IFIL (voir l'article de François Renard). Même si ses dirigeants se disent « confiants dans la réussite de leur offre », comment Nestlé avec seulement une poignée de titres peut-il espérer réussir une OPA ? En face, le groupe Agnelli à qui il s'oppose détiendrait 35 % des droits de vote et même 49,3 %, en incluant l'autocroûte cédée à Saint Louis.

Nestlé semble sûr de son fait, le groupe ayant décidé finalement de lancer une OPA après une première hésitation. « Ce n'est un secret pour personne que nous avons été très près de lancer une OPA récemment », a rappelé M. Domeniconi, en précisant que la décision avait été stoppée lorsque, aux premiers jours de janvier, Perrier a révélé avoir vendu son autocroûte à Saint Louis. La contestation de cette cession par les autorités boursières, la semaine dernière, l'a incité à repartir à la charge. « Nous sommes prêts à rester un certain temps actionnaires minoritaires », a reconnu M. Domeniconi, s'il n'arrivait pas à prendre le contrôle de l'affaire.

Quant à la famille Agnelli avec ses alliés, elle se recrache pour l'instant dans le silence. Fera-t-elle une autre offre, ou préférera-t-elle amorcer ses titres à l'OPA, en emportant un passage une belle plus-value. Pour se lancer alors - pourquoi pas ? - dans une autre bataille, celle pour le contrôle de BSN.

DOMINIQUE GALLOIS

## M. Antoine Riboud : « L'indépendance de BSN est inscrite dans les murs »

M. Antoine Riboud, directeur général de BSN, a déclaré au Monde, mardi 21 janvier : « C'est extraordinairement simple : Agnelli a un accord de stand-by [c'est-à-dire un engagement de ne pas augmenter sa participation, ni de se changer] pas. M. Domeniconi Agnelli ne peut pas modifier sa signature. »

Lorsqu'en 1988, nous avons commencé à collaborer avec Agnelli pour prendre position sur le marché français, notre associé n'était pas, alors, engagé dans l'agroalimentaire. Maintenant, il y est, et c'est un fait. BSN sur le marché français. Je

l'avais prévu, d'ailleurs l'accord de stand-by. Puisque Agnelli a pu acheter BSN, il a pu acheter des concurrents. Il gère sa fortune intelligemment et brillamment. Mais, moi, je ne suis pas un gestionnaire de fortune. Je gère BSN et je suis gardien de notre indépendance. Dans Perrier, que j'ai toujours été et pour lequel je suis toujours en position dominante en Europe, c'est l'eau minérale Volvic qui m'intéresse. Dans l'intérêt de BSN et de nos actionnaires, je me suis battu avec Nestlé en cas de réussite de l'OPA. C'est tout.

Propos recueillis par FRANÇOIS RENARD

## La visite du premier ministre sur les sites de Thomson-CEA-Industrie

M<sup>me</sup> Cresson veut clarifier sa politique industrielle

Le passage à Rome, l'une des multiples étapes d'un déplacement officiel de deux jours sur les principaux sites industriels par l'accord Thomson-CEA-Industrie, le premier ministre, M<sup>me</sup> Edith Cresson, n'a pas été sans susciter de nombreuses interrogations. Les interlocuteurs italiens des engagements de la France, la recapitalisation de SGS-Thomson. Un groupe de travail a été constitué pour évaluer les besoins et aboutir, il est prévu, à quelques semaines.

GRENOBLE

## Une envoyée spéciale

Priorité à l'électronique - surtout aux composants. Avant de s'envoler pour Rome, où elle a rencontré le premier ministre du conseil italien, M. Giulio Andreotti, M<sup>me</sup> Edith Cresson a profité, lundi 20 janvier, de sa visite sur le site de la usine de semi-conducteurs de Crolles (Isère) pour tenter d'expliquer sa démarche en matière de politique industrielle. L'endroit était bien choisi. Le site de Crolles doit fabriquer avant la fin 1992 des composants intégrés de dimensions très réduites, créés en commun par les équipes du CNET, du Centre national Norbert-Segard (France-Télécom) et par celles de SGS-Thomson. C'est au nom des puces pour les puces que se justifie à elle seule la création d'un pôle de technologie Thomson-CEA-

Industrie, a expliqué en substance M<sup>me</sup> Cresson. Trois arguments ont été invoqués. Premier argument : « S'appuyant sur une filière nucléaire pour les ressources, les puces régulières, d'ici 2000-2005 l'électronique française va disposer d'une sécurité de financement pour les quinze ans à venir. Il importe que des stratégies d'investissement à long terme soient mises en œuvre par les responsables du développement des industries de pointe », a souligné à cet égard M<sup>me</sup> Cresson. C'est ce que nous devons faire en matière de semi-conducteurs en Europe. C'est la raison pour laquelle nous intégrons SGS-Thomson dans un groupe qui metra en œuvre une stratégie à long terme disposant de moyens financiers pérennes ». Deuxième argument : la communauté de recherche existante entre les différents laboratoires de micro-électronique de CEA, de SGS-Thomson et de France-Télécom sera renforcée par la création du nouveau groupe.

## La recapitalisation de SGS-Thomson

Enfin, troisième et dernier argument : l'opération va donner une nouvelle assise commerciale aux relations franco-italiennes de semi-conducteurs. Une fois intégré au nouvel ensemble, Thomson CEA-Industrie, la branche électronique grand public du groupe Thomson, sera incitée à développer des accords d'approvisionnement à long terme.

M<sup>me</sup> Edith Cresson a d'autre part précisé qu'elle entendait obtenir une solution rapide au problème de la recapitalisation de SGS-Thomson. Endetté à hauteur de 11 milliards de francs pour 7,7 milliards de chiffre d'affaires, le fabricant franco-italien de semi-conducteurs a besoin d'argent (2,5 milliards de francs, estime-t-on, pour les deux années à venir) afin de réduire ses frais financiers et de suivre la course technologique. L'argument principal aux côtés de Thomson-CSF, l'IRI, le holding de l'État italien, se fait un peu tirer.

Enfin d'une impressionnante caravane d'industriels et d'élus locaux, M<sup>me</sup> Cresson - qui était accompagnée notamment dans son déplacement par le ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien, et par le ministre délégué à l'Industrie et au commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn - s'est aussi efforcée en cours de sa première journée de rassurer les personnels du CEA. Au cours de sa visite en centre de Saclay, le premier ministre a souligné l'importance que revêtait à ses yeux l'effort de recherche de base qui y était fait. Le LETI (Laboratoire d'électronique, la technologie d'instrumentation), sur lequel des bases subsistent, doit rester sous la dépendance du Commissariat à l'énergie atomique, si l'on en croit l'entourage de M<sup>me</sup> Cresson.

CAROLINE MONNOT

## Mésalliance

Suite de la première page.

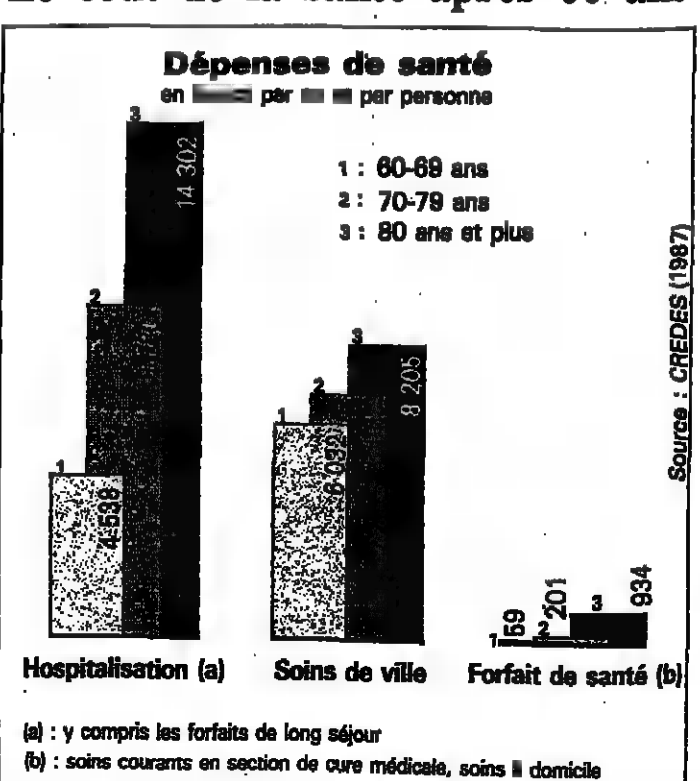
Aujourd'hui, le groupe familial italien a pris de l'appât, s'attaquant à l'agroalimentaire français, où il se trouve écartelé entre la France et l'Italie. C'est Lazard qui avait joué les intermédiaires pour l'accord de 1987, et M. David-Weil, vice-président de BSN depuis vingt ans, est également depuis vingt ans membre du conseil d'administration de l'IFIL, qui contrôle tout le patrimoine Agnelli, y compris les 40 % de Fiat. A Paris, on assure que « Lazard est totalement dévoué à BSN, ne connaît que BSN », mais c'est égal, le rôle d'intermédiaire actionnaire devient de plus en plus difficile. F. R.

de Fossetti et de Saint Louis, dont il est le deuxième actionnaire avec 10 %, peut réunir 15 % à 17 % des droits de vote.

Quant à la Banque Lazard et son chef, M. Michel David-Weil, elle se trouve écartelée entre la France et l'Italie. C'est Lazard qui avait joué les intermédiaires pour l'accord de 1987, et M. David-Weil, vice-président de BSN depuis vingt ans, est également depuis vingt ans membre du conseil d'administration de l'IFIL, qui contrôle tout le patrimoine Agnelli, y compris les 40 % de Fiat. A Paris, on assure que « Lazard est totalement dévoué à BSN, ne connaît que BSN », mais c'est égal, le rôle d'intermédiaire actionnaire devient de plus en plus difficile. F. R.

(1) Une fois encore, la recapitalisation de SGS-Thomson nécessitera 100 milliards de francs en additionnant la capitalisation boursière, les obligations convertibles et la structure Gensolfin, qui permet à BSN d'augmenter immédiatement son capital de plus de 20 %, soutenu par les banques, Lazard, BNP, Crédit Lyonnais, Société Générale, Deutsche Bank.

## Le coût de la santé après 60 ans



« Après soixante ans, non seulement l'augmentation des dépenses de santé s'accroît mais leur contenu change puisque l'hospitalisation devient majoritaire », souligne un rapport du Haut Conseil de la population et de la famille, publié lundi 20 janvier. Ce document, qui rappelle que, selon les projections actuellement disponibles, la proportion des plus de soixante-cinq ans passera de 14 % en 1990 à 16,8 % en 2005, recommande notamment de développer la prévention et d'améliorer les connaissances des professionnels de santé dans le domaine de la gérontologie. De même, le Haut Conseil estime urgent de prévoir une meilleure cohérence des conditions financières de prise en charge des personnes âgées en perte d'autonomie.

Source : CREDES (1987)

صحة من الأهل



## ÉCONOMIE

La fin de la visite du ministre de l'économie à Tokyo

### M. Bérégovoy a invité les Japonais à investir en France

Au cours de son voyage officiel au Japon, qui s'est achevé mardi 21 janvier par la visite des installations de Rhône-Poulenc, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a invité les industriels japonais à investir en France. Le ministre, qui avait reçu par le premier ministre, M. Kiichi Miyazawa, par les principaux responsables du gouvernement, a indiqué que les avantages commerciaux accordés dans l'automobile aux États-Unis à l'occasion de la visite de M. Bush seraient appliqués sans discrimination à la CEE. Signe du renforcement des liens entre les deux pays, les ministres des finances français et japonais se rencontreront désormais une fois par an, alternativement à Paris et à Tokyo.

TOKYO

de notre envoyé spécial

Appréhendé vendredi 17 janvier lors de son apparition à la Bourse de Tokyo, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a poursuivi lundi 20 janvier son opération de charme pour inciter les investisseurs nippons à orienter leurs placements financiers et industriels vers la France. Dans un discours très libéral (le ministre n'hésitant pas désormais à faire part de son admiration pour Napoléon III), et comme il l'avait déjà fait vendredi devant le patronat de Tokyo et samedi devant celui d'Osaka, M. Bérégovoy a vanté aux responsables des grands groupes financiers japonais les mérites de l'économie française (stabilité monétaire, position géographique centrale au sein de la CEE, compétitivité en matière de coûts de production...). Il est vrai que le Japon reste la principale source d'épargne dans le monde et que la France ne tire encore que faiblement partie de cette capacité de financement.

Malgré le ralentissement économique actuel, le Japon continue de déverser d'énormes excédents de sa

balance commerciale et de ses comptes courants. Le ministre japonais des finances estime que Tokyo devrait ainsi enregistrer pour l'année fiscale 1991 (du 1<sup>er</sup> avril 1991 au 31 mars 1992) un surplus de ses comptes courants de 71 milliards de dollars, et à nouveau un excédent de 72,5 milliards en 1992. Malgré des années récentes, les investissements japonais restent encore modestes en

l'ordre de 10 milliards de francs de titres du Trésor, soit près du quart des titres de ce type détenus par des non-résidents. Compte tenu de leur volonté de diversifier leurs placements et notamment de consacrer une part moindre à l'achat de titres américains, la France pourrait être l'une de leurs priorités au cours des années à venir.

Patron du Trésor, le ministre français a naturellement mis en



France. Pour les attirer, M. Bérégovoy a donc décidé de mener un véritable « road show » au Japon, à l'instar de ces patrons de grandes entreprises privées qui visitent les principales places financières pour charmer les investisseurs.

#### Le développement des placements financiers

A l'exemple de la Sumitomo Life, l'une des principales compagnies d'assurances japonaises — dont le président a indiqué à M. Bérégovoy qu'elle possédait un portefeuille de 15 milliards de francs de titres français — les firmes de l'archipel ont beaucoup développé au cours des dernières années leurs placements financiers en France. Les titres de l'Etat français en particulier les intéressent. Les Japonais détenaient actuellement près de 75 mil-

liards de francs de titres, mais il a plus généralement souligné l'intérêt des placements sur la Bourse de Paris. Une présence plus active des capitaux nippons devrait d'ailleurs lui faciliter la reprise des opérations d'actifs, des privatisations partielles. Au-delà des placements financiers, le ministre a surtout exprimé le souhait que les Japonais développent leurs investissements industriels en France. Sur ce sujet, M. Bérégovoy a été très ferme. Selon le ministre de l'économie, l'accord CEE-Japon sur l'automobile étant « le dossier le plus brûlant », il n'est pas question de le relâcher. « Si l'on veut attirer les investisseurs japonais, il faut leur offrir un environnement favorable », a-t-il déclaré. « Si l'on ne peut pas leur offrir un environnement favorable, ils ne viendront pas. »

#### Simplifier les procédures

Cette préoccupation des finances relève d'un double constat. Si les investissements japonais à l'étranger ont connu une véritable explosion au cours des dernières années (de 36 milliards de francs en 1986 à 147 milliards en 1990), les investissements étrangers en France ont certes progressé, mais à un rythme nettement moins rapide, passant de 19 milliards en 1986 à 61 milliards en 1989, pour retomber à 49 milliards en 1990. Si ce déséquilibre se réduit en 1991, grâce à une reprise des investissements étrangers en France (44 milliards au cours des neuf premiers mois), il subsiste et reste important. Second constat : si les investissements japonais en France progressent (ils seraient passés de 1 milliard en 1987 à 5,9 milliards en 1990), ils restent toujours modestes, comparés notamment à ceux que le Japon réalise en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas.

Aussi M. Bérégovoy a-t-il multiplié les interventions pour tenter d'effacer l'image protectionniste que la France continue d'avoir sur l'archipel. Soutenu par quelques-uns des grands industriels japonais déjà présents en France (notamment le président de Sony et celui de Shis-

heido), le ministre a vanté les atouts, notamment sociaux, de l'Hexagone. Pour prouver la détermination libérale du gouvernement, il a annoncé son intention de simplifier encore, dans les quinze jours, les procédures pour les investisseurs étrangers en France. Alors que les investissements d'origine communautaire sont déjà complètement libres, ceux qui proviennent de pays non membres de la CEE doivent encore faire l'objet d'une déclaration préalable au ministère des finances. Ils sont soumis à des contrôles à l'entrée du moment où le ministre n'a pas encore opposé au projet d'un visa d'investissement. En 1990, sur 115 dossiers déposés, il n'y a eu que deux refus. En 1991, deux projets japonais ont néanmoins été d'importants retards. Le projet annoncé par le ministre devrait consister à étendre à cette procédure au moins un seul en sens unique aucune déclaration préalable n'est nécessaire.

La réaction de M. Bérégovoy à Tokyo marque en tout cas une nette évolution du gouvernement français. Alors que le premier ministre, M. Edith Cresson, voulait s'opposer, en mai dernier, à l'entrée du Japon dans le capital de Bull, un membre du gouvernement, M. Bérégovoy — qui a toujours été favorable à une entrée — même aujourd'hui — importante opération de privatisation en direction des investisseurs nippons. Accueilli favorablement, ce revirement arrive cependant à un moment crucial.

Après avoir été élu en 1988 et 1989, tant dans l'archipel qu'à l'étranger, les grands groupes japonais, notamment automobiles, ont commencé à entrer dans une phase de digestion. Leurs projets d'investissement en France sont devenus plus rares. D'après les statistiques japonaises, leurs investissements à l'étranger ont passé de 34 milliards de francs en 1987 à 37 milliards en 1988 et 39 milliards en 1989. Ils étaient encore de 45 milliards en 1990, mais leur rythme annuel n'était plus que de 30 milliards sur les six premiers mois de 1991.

ENIK IZRAELIOWICZ

## AGRICULTURE

### M. Raymond Lacombe quittera ses fonctions à la tête de la FNSEA en avril prochain

M. Raymond Lacombe a annoncé lundi 20 janvier sa démission du poste de président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) en avril 1992, dans un entretien au journal régional Midi-Pyrénées de FR3. Depuis sa prise de fonction en 1987, M. Lacombe a indiqué que, dans l'agriculture actuelle, « les enjeux sont tels qu'il faut que les jeunes soient dans le coup », estimant qu'il était temps de leur laisser la place.

L'actuel mandat de M. Raymond Lacombe (qui a soixante-deux ans) à la présidence de la FNSEA court jusqu'en 1993. Mais on précise à Paris au siège de la principale organisation agricole qu'il avait annoncé, au moment de sa réélection en 1990 au congrès de Versailles, qu'il quitterait ses fonctions en 1992.

## COMMUNICATION

Afin d'éviter la prise de pouvoir ■ Silvio Berlusconi

### TF1, M6 et Canal Plus projettent un « CNN à la française » pour remplacer La Cinq

TF1, Canal Plus et M6 ont annoncé, dans un communiqué diffusé lundi 20 janvier, leur intention de créer une chaîne française d'information continue, destinée à remplacer La Cinq.

Comment éviter qu'un importun s'installe sur le réseau de diffusion de La Cinq? En s'y installant soi-même. Tel est le raisonnement suivi par les directions des principales chaînes de télévision privées. Agacées par les prétentions de M. Silvio Berlusconi à reprendre La Cinq, et en dépit du flou de son projet et de l'absence de partenaires — la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) ainsi que M. Laurent Seydoux ont démenté vouloir y participer — TF1, Canal Plus et M6 ont annoncé qu'elles planchaient sur un projet de chaîne française d'information continue, destinée à remplacer La Cinq.

Dans un communiqué diffusé lundi 20 janvier, les sociétés ont affirmé : « après avoir consulté Antenne 2 et FR3 », elles avaient eu « un projet de chaîne française d'information continue ». Cette chaîne, dont la rédaction serait constituée prioritairement de journalistes de La Cinq, serait diffusée sur le réseau français en clair et par satellite sur l'ensemble de l'Europe et des pays du Magreb dans un premier temps, avant de viser une couverture mondiale. Quel serait le contenu de cette chaîne? Essentiellement des « émissions d'information sous forme de flashs, journaux, chroniques, magazines et débats ». Combien de temps émettrait-elle? « Au minimum seize heures par jour ». Comment serait-elle financée? « Par les chaînes, au prorata des retombées publicitaires dont elles bénéficieraient du fait de l'arrêt de La Cinq, ainsi que par la publicité directe recueillie ». Il est vraisemblable que TF1 recueillera la part principale de la manne publicitaire qui allait auparavant à La Cinq (1 milliard de francs environ). C'est donc à elle qu'incomberait l'essentiel de la facture. Cette participation financière inégale repose sur un principe égalitaire du capital. Le communiqué indique que « le capital de la société serait majoritairement détenu et à égalité de participation par les diffuseurs ».

La réalisation d'une telle chaîne, « dont l'intérêt général est évident » pour les trois chaînes signataires, doit permettre à la France de disposer, face aux grands programmes anglo-saxons (CNN, Sky News) et aux projets allemands, d'une chaîne francophone d'information à vocation internationale. Les chaînes du service public Antenne 2 et FR3 ont été « consultées » mais ne sont pas signataires du texte. Même si, avant la diffusion de ce communiqué, M. Hervé Bourges, président commun d'Antenne 2 et de FR3, participait, lundi 20 janvier dans la soirée, à la réunion entre MM. Patrick Le Lay (PDG de TF1), Jean Drucker (PDG de M6) et André Rousselet (PDG de Canal Plus), M. Bourges, qui a désigné plusieurs de ses collaborateurs — MM. Martin Even, Claude Carré, Alain Denvers et Michel Cazaux — pour travailler sur ce dossier, a en effet plusieurs autres fers au feu, destinés le cas échéant à succéder à La Cinq : un projet de chaîne thématique en clair consacré à l'information, et au sport, une chaîne d'information francophone en

association avec les Belges, les Suisses, une chaîne dédiée au sport et à l'information ou encore une chaîne tablant sur la diffusion des archives de l'INA et des télévisions publiques.

Mais l'absence des télévisions publiques aux côtés des privées s'explique surtout par le fait que leur actionnaire — l'Etat — n'a pas encore été consulté sur le montant d'une éventuelle participation financière. A2 et FR3 doivent aussi tenir compte du projet de chaîne multilingue de l'Union européenne de radiodiffusion, dont les membres A2 et FR3 (tout comme TF1, qui n'a jamais voulu s'y associer). Enfin, le projet de « CNN à la française » n'est viable qu'en cas de disparition de La Cinq. Or, M. Bourges affirme : « Je n'aime pas signer un acte de décès ».

Y. M. ■ Y.-M. L.

#### Un nouveau journal pour les jeunes

### «Télérama junior», magazine de programmes de télévision pour les 8-13 ans

Télérama junior, lancé, lundi 20 janvier, un nouvel hebdomadaire de 24 pages baptisé « Télérama junior », pour aider les enfants de 8 à 13 ans à choisir leurs programmes de télévision. Le magazine, qui sera publié en format, l'hebdomadaire rédigé par l'équipe de Télérama propose trois pages de programmes avec un sommaire des émissions pour enfants, ainsi qu'une sélection de films et d'émissions, des notices de présentation et de brèves critiques des films nouveaux sortant en salle, de spectacles, de disques et de livres. Le journal a été mis au point dans le cadre du concours du Centre national de documentation pédagogique (CNDP). Le choix de la parution du lundi, au lieu du mercredi — jour de parution de Télérama — correspond à la volonté de Télérama junior de compléter le complément de l'information. Vendu 5 francs (3 francs pour les abonnés), le premier numéro a bénéficié d'un fort tirage : 150 000 exemplaires ont été mis en vente chez les marchands de journaux et 800 000 exemplaires gratuitement dans les écoles ; 170 000 exemplaires du numéro deux de Télérama junior seront envoyés avec le journal des enfants, qui publie le quotidien l'Alouette. La diffusion espérée est de 90 000 à la fin de l'année, le nouveau journal ayant un portefeuille de 10 000 abonnés.

« Les Echos » augmentent leur prix de vente. — Le quotidien économique Les Echos a augmenté son prix de vente, lundi 20 janvier, de 5,50 F à 6 F. Le journal explique cette décision par le fait qu'il n'avait pas modifié son prix depuis trois ans, alors qu'il vient d'accroître sa pagination et de créer de nouvelles rubriques.

## INDICATEURS

### FRANCE

• Production industrielle : - 0,6 % en novembre. — L'indice de la production industrielle, publié par l'INSEE lundi 20 janvier, a enregistré une baisse de 0,6 % en novembre. Il s'est établi à 113,3 (base 100 en 1989) contre 114 en octobre et 112,7 en septembre. L'indice de la production manufacturière a diminué de 0,7 % entre octobre et novembre. Le secteur automobile a en particulier souffert des mouvements sociaux à l'usine Cléon de Renault.

### JAPON

• Excédent commercial record. — La balance commerciale japonaise a affiché en décembre un excédent record de 10 milliards de dollars (64 milliards de francs), soit 34,1 % de plus qu'en décembre 1990, selon les statistiques provisoires publiées mardi 21 janvier par le ministère des finances. C'est le douzième mois consécutif de hausse de l'excédent commercial nippon, qui s'était élevé à 63 milliards de dollars en 1990, et devrait atteindre 100 milliards en 1991.

### SUÈDE

• Faillites : niveau record en 1991. — Le nombre de faillites d'entreprise s'est accru de 70 % en Suède l'an dernier, atteignant 18 424. Les secteurs les plus touchés ont été ceux de l'immobilier, où une société sur treize a fait faillite, de la restauration (une sur quatre) et de l'automobile (une sur dix-sept).

(Publicité)

### CONSEIL DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION BEYROUTH-LIBAN

#### APPEL D'OFFRES

Le conseil du développement et de la reconstruction lance un nouvel appel d'offres ouvert aux entreprises françaises spécialisées dans les domaines suivants :

- Electricité, pour la :  
— Réhabilitation des sous-stations électriques ■ Basim ■ Jambour ■
- secteur des Télécommunications, pour la :  
— Réhabilitation des installations de la station terminale des câbles sous-marins à Beyrouth, place Riad-El-Solh ■
- secteur des Télécommunications, pour le projet de :  
— « Station terrienne standard A-DR de Jounet-El-Ballout », dont le financement est prévu dans le cadre du protocole financier franco-libanais.

Les sociétés françaises intéressées peuvent retirer le Cahier des charges et spécifications techniques relatif à ce projet auprès du :

Conseil du Développement et de la Reconstruction  
Bureau du président, 1<sup>er</sup> étage  
Immeuble Salha, rue Antoine-Rayess  
Baabda, Liban

Les offres devront être déposées au CDR au plus tard le 15 février 1992, elles devront comporter, en plus des documents requis par le Cahier des charges, un dossier séparé relatif aux qualifications et références de la société.

Conseil du Développement et de la Reconstruction  
Baabda - Liban

TLX : MIMOSA LE  
FAX : (1-212) 418 22  
TEL : (01) 425146 - 468491.

### GROUPE DIDOT-BOTTIN

#### PRISE DE PARTICIPATION DANS CHEMICALWEEK

L'O.V.P., filiale de DIDOT-BOTTIN et de COFIP, devenue l'actionnaire principal de CHEMICALWEEK, premier hebdomadaire d'information sur l'Industrie Chimique, dont le siège est à NEW YORK pour l'Édition Américaine ■ à LONDRES pour l'Édition Internationale qui couvre l'Europe, le Japon ■ du monde.

Cette acquisition renforce la position de l'O.V.P. aux États-Unis qui dispose depuis 1982 d'une organisation diffusant l'information sur les produits Agro-Chimiques et qui édite plusieurs ouvrages annuels de référence dans ce domaine (le C.P.C.R. - Crop Protection Chemicals Reference - ; le T.O.C.R. - Turf and Ornamental Chemicals Reference - ; etc.), en association avec l'Éditeur John WILEY.

Aucune modification n'a été apportée à l'organisation à la Direction de CHEMICALWEEK dont Monsieur Vincent HOLLARD occupera prochainement les fonctions de Chairman.

Fondé en 1796

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CRÉDIT

Le conseil d'administration s'est réuni sous la présidence de M. Roger Benoit, le 17 janvier 1992.

M. Charles Delamare, président d'honneur, a bien voulu mettre à la disposition du conseil son mandat d'administrateur pour permettre la cooptation de M. Claude Vercambre.

Comme annoncé lors de la séance du conseil du 11 décembre 1991, M. Roger Benoit a remis sa démission de son poste de président.

D'autre part, le conseil a accepté la démission de M. Gilles Brochard, directeur général.

Le conseil a exprimé ses remerciements à MM. Roger Benoit et Gilles Brochard pour l'importante mission de clarification qu'ils ont accomplie à la Banque depuis leur nomination le 31 décembre 1991.

Sur la proposition de M. Benoit, M. Claude Vercambre a été nommé président-directeur général de la Banque.

M. Claude Vercambre occupait les fonctions de président du directoire de la Banque de gestion privée (BGP), jusqu'au 25 janvier 1991.



## VIE DES ENTREPRISES

Sélectionné par une compagnie d'électricité néerlandaise

## GEC-Alsthom remporte un contrat de 5,5 milliards de francs

Le groupe franco-britannique GEC-Alsthom a remporté un contrat de 5,5 milliards de francs, signé avec la compagnie d'électricité néerlandaise EPON (Electriciteits Productie Noord Nederland), pour la fourniture d'équipements électriques.

La construction de ces équipements électriques, d'une puissance de 1 675 mégawatts, coûtera quelque 5 milliards de francs à la compagnie d'électricité néerlandaise. GEC-Alsthom s'arroge la part du lion pour la fourniture d'unités à cycle combiné, un système alimenté à partir du gaz et de la vapeur générée par les turbines à gaz. Il coiffe ainsi les deux principaux fournisseurs européens, Brown Boveri et l'américain General Electric, le numéro un mondial du marché.

Les travaux de construction de la centrale doivent commencer au printemps. Il faudra près de quatre ans pour construire la centrale dont les trois premières unités seront en service en 1996. Les deux suivantes en 1997. La troisième sera terminée en 1998.

La construction de ces équipements électriques, d'une puissance de 1 675 mégawatts, coûtera quelque 5 milliards de francs à la compagnie d'électricité néerlandaise. GEC-Alsthom s'arroge la part du lion pour la fourniture d'unités à cycle combiné, un système alimenté à partir du gaz et de la vapeur générée par les turbines à gaz. Il coiffe ainsi les deux principaux fournisseurs européens, Brown Boveri et l'américain General Electric, le numéro un mondial du marché.

Etas-Unis. Europe et en Extrême-Orient. Les installations d'Emm utiliseront les turbines à gaz les plus puissantes du monde (9F). La première turbine de ce type a été livrée à la compagnie GEC-Alsthom pour EDF en 1988. Elle est en service à Genève, dans la centrale parisiennne.

GEC-Alsthom, joint-venture créée il y a deux ans par l'anglais GEC et le français Alcatel-Alsthom, a réalisé l'un de ses derniers exercices un chiffre d'affaires de 48,5 milliards de francs dans la production et la distribution d'énergie ainsi que le transport ferroviaire, contre 47,5 milliards l'an dernier.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## OPA

Prêt à l'usage : report de la date de clôture de l'offre publique d'achat (OPA) de l'Alcatel-Alsthom. La date de clôture de l'offre publique d'achat (OPA) du groupe Pinault sur la SA Alcatel-Alsthom, initialement fixée au 11 janvier puis reportée au 15 janvier, a été finalement prorogée jusqu'au 21 février. Deux millions de titres ont été déposés devant le tribunal de Paris, le 15 janvier, la date à laquelle l'arrêt sera prononcé.

## RESULTATS

Alcatel-Alsthom : millions de francs en 1991. - La multinationale canadienne Alcan a annoncé, lundi 20 janvier, des pertes consolidées de 58 millions de dollars américains (195 millions de francs) pour son exercice 1991. Ces pertes, indique Alcan dans un communiqué, incluent des charges après impôts liées à sa restructuration et d'autres charges totales de 94 millions de dollars. Le deuxième producteur mondial d'aluminium a réalisé un chiffre d'affaires de 7,48 milliards de dollars (41,9 milliards de francs) en 1991, en hausse de 11,5 %. Le PDG de l'Alcan, M. David Morton, a déclaré que ces résultats « sont le reflet de la chute vertigineuse des prix mondiaux de l'aluminium en 1991 », due à la forte augmentation des exportations de provenance de l'ex-Union soviétique et à la situation d'offre excédentaire dans le monde.

La LOT a perdu 150 millions de francs en 1991. - La compagnie aérienne polonaise LOT a enregistré un déficit de 150 millions de francs (environ 150 millions de francs) en 1991. Le nombre de passagers a baissé de 20 % par rapport à l'année 1990. La compagnie n'a pas pu augmenter ses recettes pour l'année 1991 et ne s'attend pas à une amélioration des résultats financiers au cours des trois prochaines années. L'Etat devra donc apporter des garanties à la LOT pour emprunter l'argent près de 100 millions de francs.

Le groupe horloger SMH (Swatch) : augmentation de 25 % du bénéfice en 1991. - Le groupe horloger suisse SMH, qui produit en particulier les montres Swatch, annonce une augmentation de 25 % de son bénéfice net pour 1991, après 191 millions de francs suisses (735 millions de francs) en 1990. L'indicateur indique aussi la hausse

du chiffre d'affaires du groupe de 10 % en 1991. La vente de montres a augmenté de 10 %, alors que le secteur non-horloger a enregistré une baisse de 10 %. En 1990, le groupe horloger avait réalisé un chiffre d'affaires de 2,14 milliards de francs (824 millions de francs).

## CAPITAL

Prêt à l'usage : augmentation de son capital. - L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du groupe Pinault a approuvé, lundi 20 janvier, une augmentation de capital de 518 millions de francs (2,3 milliards de francs), après l'échec du projet d'alliance avec le producteur allemand Continental. Le groupe milanais a clos son exercice 1991 avec une perte de 11 milliards de francs (3,1 milliards de francs). Ses projets de restructuration prévoient la vente de toutes les activités diversifiées, un plan de réduction de 1 700 milliards de francs (7,7 milliards de francs).

## ACCORDS

BRED et Pallas : accord de crédit immobilier et de promotion immobilière (BPF). - La BRED-Gestion immobilière (BPGI), la BPF a constitué la société de crédit immobilier et de promotion immobilière de la Banque BRED. La BPF a obtenu le capital de 7,5 milliards de francs. La Compagnie financière de la BRED (Cofibred) détient 51 % de son capital et la Banque Pallas France 49 %. La BRED reprendra la gestion du crédit immobilier et de la promotion immobilière de la Banque BRED. La BPF, détenue à 51 % par la Banque Pallas France et à 49 % par Cofibred, sera chargée des activités de gestion de patrimoines immobiliers et de services correspondants.

## FINANCES

J.P. Morgan devient membre du Exchange de Londres. - La banque américaine J.P. Morgan est devenue membre du Stock Exchange de Londres, où elle envisage de devenir l'un des principaux d'ici la fin de l'année. Présente sur le marché de Paris, Francfort et Madrid en Europe, J.P. Morgan opère sur le marché obligataire à Londres. Morgan, qui emploie 1 600 personnes à Londres

dans le secteur boursier, prévoit de recruter des spécialistes supplémentaires d'ici la fin de l'année. En comptant les secteurs d'activité (changement, fusions-acquisitions, marché obligataire...), J.P. Morgan emploie 1 600 personnes à Londres.

UAP et SP-Adel : le programme d'émission de la Société UAP de billets de trésorerie à court terme a reçu la meilleure note de l'agence de notation SP-Adel. La note donnée à ce programme (d'un montant maximum de 4 milliards de francs) reflète « les fortes positions du groupe UAP sur le marché de l'assurance et l'importance de ses fonds propres », relève SP-Adel. « Le groupe dispose d'un montant de capitaux propres (36 milliards de francs au 30 juin 1991) qui conforte l'existence d'importantes plus-values latentes », ajoute l'agence.

Paribas : ouverture d'un bureau à Prague. - La banque Paribas a ouvert un bureau de représentation à Prague et entend jouer en Tchécoslovaquie un rôle de premier plan de conseil en privatisation. La banque développera aussi les financements spécialisés (négociation, crédit-export, compensation), à l'image de l'accord signé fin novembre avec la première banque tchécoslovaque, la Komercni banka, à l'occasion des exportations françaises. Cette dernière doit faire l'objet d'un plan de privatisation d'ici les mois qui viennent.

## RACHATS

Plastohm rachète Tixor. - Le groupe Plastohm, qui rachète un portefeuille de sociétés spécialisées dans la plasturgie (façonnage des plastiques), vient de racheter la Tixor de Chateaufort (Loire), qui est active dans la fabrication de matériaux thermoplastiques (60 millions de francs de chiffre d'affaires). Ce rapprochement permettra à Plastohm d'étendre la compétence de sa branche « pièces industrielles » notamment destinées aux équipements de l'agroalimentaire. Il survient après l'intégration de la branche de la Tixor de 100 millions de francs en 1992, et le rachat de la firme espagnole SICAL par la division emballages. Pour 1992, Plastohm s'attend à réaliser un chiffre d'affaires consolidé de 350 millions de francs.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LES SICAV DES BANQUES POPULAIRES			
L'ÉPARGNE ACTIVE			
	Valeur liquidative de l'action en F	Actif net en MF	Performance sur 12 mois (en %)
pour dynamiser vos placements			
FRUITFRANCE	815,05	2.223,73	+ 12,32 %
FRUITVALOR	1.081,52	472,18	+ 16,93 %
FRUITVALOR	442,26	523,40	+ 7,49 %
AAA	1.002,80	584,89	+ 9,01 %
pour valoriser votre argent à moyen ou long terme			
FRUITMADRID	23,89	199,91	+ 2,49 %
FRUIT-CAP	39,91	789,47	+ 10,52 %
PATRIMOINE-RETRAITE	210,67	673,43	+ 10,63 %
FRUIT-EPARGNE	91,73	107,21	+ 12,28 %
FRUIT-PREMERE	11.093,49	475,28	+ 15,01 %
FRUITIDON	234,53	854,17	+ 11,68 %
SICADEN	702,77	209,62	+ 11,35 %
pour gérer vos liquidités en toute sécurité			
VALORG	1.978,85	657,10	+ 8,38 %
FRUIT-ASSOCIATIONS	34,03	9.495,86	+ 8,55 %
FRUIT-COURT	136.565,04	18.013,74	+ 9,30 %



BANQUE POPULAIRE  
UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

## MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS :

PARIS, 20 janvier

## Reprise en fin de séance

Le début de semaine a fait écho à la tendance baissière de la fin de l'année. La tendance s'est en effet orientée à la baisse durant la première partie de la séance. Mais après avoir reculé d'un peu plus de 0,60 %, l'indice CAC 40 a remonté la pente. Si bien qu'il repasse le point d'équilibre. A la clôture, il s'élevait à 3 241,92, soit 0,22 % au-dessus de son niveau précédent.

La fin de l'année, après quatre semaines de hausse, le marché a connu une période de calme. Les investisseurs ont attendu que l'opération se fasse dans les meilleures conditions. La tendance à la baisse est d'autant plus remarquable que le liquidation générale de janvier, désormais connue, s'annonce devoir être la plus élevée (14 %) depuis le début du mois de février 1988 (+ 18,43 %). L'ampleur des ventes bénéficiaires reste, il est vrai, limitée. Le volume des transactions a tout juste dépassé les 2 milliards de francs. Une hausse de 14 % en si peu de temps se situe, en recommandant la prudence. Mais, d'une façon générale, l'opinionnaire continue de réagir sous les couleurs.

L'économie vigoureuse de l'été n'est pas étrangère au phénomène. Même si la grande Bourse new-yorkaise est appelée à un moment où un autre à contourner le défilé, elle ne s'en rend pas compte. Dans l'immédiat, l'OPA lancée par Nestlé sur Paribas est un signal. Le record de hausse de la séance est revenu à Paribas. Mais la plus grosse activité s'est concentrée autour de BSN avec plus de 200 000 titres échangés. L'action de groupe, à un moment, atteint son plus haut niveau historique à 1 194 francs.

NEW-YORK, 20 janvier

## Tassement

Début de semaine indécise à New-York. Après avoir atteint un nouveau sommet à la veille du week-end, Wall Street s'est mis un peu en retrait, lundi 20 janvier. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de repli se poursuivait en fin de séance. A la clôture, l'indice Dow Jones enregistre une baisse modeste de 10,96 points (-0,33 %) pour s'élever à 3 254,32. Les investisseurs ont été comparables à ces résultats. Sur 2 188 valeurs traitées, 943 ont reculé, 743 ont monté et 502 n'ont pas bougé.

Simple tassement ? Les professionnels le disent. Des ventes bénéficiaires se sont naturellement produites, mais elles n'ont pas été très importantes. Le volume des transactions le prouve, puisque 180,87 millions de titres ont changé de mains contre 348 millions vendredi. Il est vrai que nombre d'établissements financiers étaient fermés en raison de la célébration de la date anniversaire de la naissance de Martin Luther King. Le marché obligataire lui-même n'a pas fonctionné.

VALEURS	Cours de 19 jan.	Cours de 20 jan.
Alcan	49,40	49,10
AT&T	51,34	50,10
Banque Paribas	22,18	21,34
Chem. Français	48,78	48,10
Compt. Indus.	7,00	6,80
Elf	12,80	12,60
Gen. Electric	7,78	7,60
Gr. Indus.	2,94	2,80
ITT	2,94	2,80
Lyonnaise	75,50	74,10
Peugeot	62,00	61,20
Renault	10,10	9,90
Saatchi	12,10	11,80
Sanofi	48,20	47,40
Unic. Ind. et Agric.	12,10	11,80
Unic. Ind. et Agric.	12,10	11,80
Unic. Ind. et Agric.	12,10	11,80
Unic. Ind. et Agric.	12,10	11,80
Unic. Ind. et Agric.	12,10	11,80

LONDRES, 21 janvier

## Légère progression

Les valeurs ont fluctué en dents de scie, lundi 21 janvier au Stock Exchange, terminant en légère hausse. L'indice Footsie 100, à la clôture, a gagné 8,2 points, soit 0,3 % à 2 644,9. Il avait en effet reculé de 10 points et était à 2 636,7 à l'ouverture. Le volume des échanges a été de 410,2 millions de titres contre 392,1 millions le jour précédent.

TOKYO, 21 janvier

## Toujours la baisse

Malgré la journée marquée par la tenue du Rabusu-cho, la séance du marché japonais a été marquée par la baisse. L'indice Nikkei 225, à la clôture, a perdu 8,2 points, soit 0,3 % à 2 644,9. Il avait en effet reculé de 10 points et était à 2 636,7 à l'ouverture. Le volume des échanges a été de 410,2 millions de titres contre 392,1 millions le jour précédent.

Les professionnels, la semaine dernière, ont été plus réservés par rapport aux programmes de la BNP. Avec des volumes d'échanges plus faibles, le marché a finalement enregistré l'impact de ces programmes est devenu si limité qu'il a été considéré comme nul. Les investisseurs ordinaires ne peuvent pas acheter.

VALEURS	Cours de 20 jan.	Cours de 21 jan.
Alcatel	880	880
Bréguet	1 300	1 300
Canal	1 400	1 400
Elf	2 120	2 140
Honda Motor	1 430	1 490
Renault	1 430	1 490
Sony Corp.	800	800
Toshiba	1 430	1 490

Second marché (sélection)					
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	3841	3845	Intern. Comput.	155	155
Amat. Assoc.	276	276	I.P.B.M.	70	70
B.C.	67	67	Loca invest.	185	185
Bou. Verne	820	820	Locom.	82	81 80
Bou. Verne	380	380 10	Mars Comm.	205	205
Bou. Verne	237	237	Mars Comm.	383	383
Bou. Verne	772	782	Paul. Fipacot.	401	401
Bou. Verne	480	480	Rand.	325	325
Bou. Verne	784	789	Rhone-Alp. (S.)	156	156
Bou. Verne	180	180	S.H.M.	120	120
Bou. Verne	255	255	Selco Invest. (S.)	97 80	97 80
Bou. Verne	889	889	Selco	288	288
Bou. Verne	270	270	S.M.T. Group.	285	285
Bou. Verne	1050	1050	Sopra	345	338 10
Bou. Verne	168	168	T.F.I.	310	310
Bou. Verne	370	370	Thomson H. (S.)	213 10	213 10
Bou. Verne	1150	1150	Unilog.	80	80
Bou. Verne	845 80	845 80	Unilog.	80	80
Bou. Verne	883	880	Unilog.	80	80
Bou. Verne	210	210	Unilog.	80	80
Bou. Verne	136	136	Unilog.	80	80
Bou. Verne	204	204	Unilog.	80	80
Bou. Verne	286	280	Unilog.	80	80
Bou. Verne	115 10	115 10	Unilog.	80	80
Bou. Verne	128 70	128	Unilog.	80	80
Bou. Verne	380	380	Unilog.	80	80
Bou. Verne	208	208	Unilog.	80	80
Bou. Verne	930	930	Unilog.	80	80
Bou. Verne	770	770	Unilog.	80	80
Bou. Verne	160	160	Unilog.	80	80
Bou. Verne	100	100	Unilog.	80	80
Bou. Verne	285	285	Unilog.	80	80

LA BOURSE SUR MINITEL  
**36-15** TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

10 % - Cotations en pourcentage du 20 janvier 1992

Nombre de contrats estimés : 11 011

COURS		ÉCHEANCES	
	Max 92	Jun 92	Sept 92
Dernier	188,96	189,98	189,98
Précédent	188,72	189,72	189,72

Options		Options d'ACHAT		Options de VENTE	
	Max 92	Jun 92	Max 92	Jun 92	Max 92
109	0,61	1,52	0,63	-	-

## CAC40 A TERME

COURS		Janvier	Février	Mars
Dernier	1 883	1 896	1 913	1 902
Précédent	1 888	1 895,50	1 902	1 902

## CHANGES

## Dollar : 5,41 F

Mardi 21 janvier, le dollar restait stable dans un marché calme, à la veille des négociations de l'OT, les opérateurs se sont concentrés sur les négociations de l'OT, les opérateurs se sont concentrés sur les négociations de l'OT, les opérateurs se sont concentrés sur les négociations de l'OT.

VALEURS	Cours de 20 jan.	Cours de 21 jan.
FRUITFRANCE	815,05	815,05
FRUITVALOR	1.081,52	1.081,52
FRUITVALOR	442,26	442,26
AAA	1.002,80	1.002,80

VALEURS	Cours de 20 jan.	Cours de 21 jan.
FRUITFRANCE	815,05	815,05
FRUITVALOR	1.081,52	1.081,52
FRUITVALOR	442,26	442,26
AAA	1.002,80	1.002,80

VALEURS	Cours de 20 jan.	Cours de 21 jan.
FRUITFRANCE	815,05	815,05
FRUITVALOR	1.081,52	1.081,52
FRUITVALOR	442,26	442,26
AAA	1.002,80	1.002,80

VALEURS	Cours de 20 jan.	Cours de 21 jan.
FRUITFRANCE	815,05	815,05
FRUITVALOR	1.081,52	1.081,52
FRUITVALOR	442,26	442,26
AAA	1.002,80	1.002,80

VALEURS	Cours de 20 jan.	Cours de 21 jan.
FRUITFRANCE	815,05	815,05
FRUITVALOR	1.081,52	1.081,52
FRUITVALOR	442,26	442,26
AAA	1.002,80	1.002,80

VALEURS	Cours de 20 jan.	Cours de 21 jan.
FRUITFRANCE	815,05	815,05
FRUITVALOR	1.081,52	1.081,52
FRUITVALOR	442,26	442,26
AAA	1.002,80	1.002,80

VALEURS	Cours de 20 jan.	Cours de 21 jan.
FRUITFRANCE	815,05	815,05
FRUITVALOR	1.081,52	1.081,52
FRUITVALOR	442,26	442,26
AAA	1.002,80	1.002,80

VALEURS	Cours de 20 jan.	Cours de 21 jan.
FRUITFRANCE	815,05	815,05
FRUITVALOR	1.081,52	1.081,52
FRUITVALOR	442,26	442,26
AAA	1.002,80	1.002,80

VALEURS	Cours de 20 jan.	Cours de 21 jan.
FRUITFRANCE	815,05	815,05
FRUITVALOR	1.081,52	1.081,52
FRUITVALOR	442,26	442,26
AAA	1.002,80	1.002,80

VALEURS	Cours de 20 jan.	Cours de 21 jan.
FRUITFRANCE	815,05	815,05
FRUITVALOR	1.081,52	1.081,52
FRUITVALOR	442,26	442,26
AAA	1.002,80	1.002,80



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 21 JANVIER

Cours relevés à 10 h 33

Règlement mensuel																	
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Preneur cours	Dossier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Preneur cours	Dossier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Preneur cours	Dossier cours	%
4210	CAE 2K	4285	4290	4380	-0.87	4210	CAE 2K	4285	4290	4380	-0.87	4210	CAE 2K	4285	4290	4380	-0.87
822	BHP T.P.	871	882	882	-0.10	822	BHP T.P.	871	882	882	-0.10	822	BHP T.P.	871	882	882	-0.10
94	Q. Lys. T.P.	980	980	980	-0.12	94	Q. Lys. T.P.	980	980	980	-0.12	94	Q. Lys. T.P.	980	980	980	-0.12
1131	Brumet T.P.	1210	1211	1211	-0.07	1131	Brumet T.P.	1210	1211	1211	-0.07	1131	Brumet T.P.	1210	1211	1211	-0.07
1460	Revue Paris T.P.	1478	1478	1478	-0.07	1460	Revue Paris T.P.	1478	1478	1478	-0.07	1460	Revue Paris T.P.	1478	1478	1478	-0.07
1820	Sat. Golem T.P.	1820	1820	1820	-0.07	1820	Sat. Golem T.P.	1820	1820	1820	-0.07	1820	Sat. Golem T.P.	1820	1820	1820	-0.07
800	AXOR	735	735	735	-0.02	800	AXOR	735	735	735	-0.02	800	AXOR	735	735	735	-0.02
838	Alp Liquin	688	688	688	-0.14	838	Alp Liquin	688	688	688	-0.14	838	Alp Liquin	688	688	688	-0.14
838	Alp Liquin	688	688	688	-0.14	838	Alp Liquin	688	688	688	-0.14	838	Alp Liquin	688	688	688	-0.14
120	SA Supren	1800	1800	1800	-0.07	120	SA Supren	1800	1800	1800	-0.07	120	SA Supren	1800	1800	1800	-0.07
270	A.L.S.P.	321	321	321	-0.28	270	A.L.S.P.	321	321	321	-0.28	270	A.L.S.P.	321	321	321	-0.28
240	AFI	877	877	877	-0.07	240	AFI	877	877	877	-0.07	240	AFI	877	877	877	-0.07
415	AFI St. Ontario	140	140	140	-0.07	415	AFI St. Ontario	140	140	140	-0.07	415	AFI St. Ontario	140	140	140	-0.07
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05	124	Am. Energy	940	940	940	-0.05
124	Am. Energy	940	940	940	-0.05												

## COMPTANT

**(selection)**

**SICAV**

(sélection)

**20/1**

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
**46-62-72-67**



## CARNET DU Monde

Ancien co-négociateur des accords d'Évian

## Le général Philippe de Camas est mort

Ancien commandant la première région militaire, à Paris, et ancien co-négociateur des accords d'Évian qui mirent fin en 1962 à la guerre d'Algérie, le général d'armée (cadre de réserve) Philippe de Camas est décédé, lundi 20 janvier, à l'hôpital militaire Bégin à Saint-Mandé (Val-de-Marne) à sa quatre-vingt-cinquième année.

Né le 23 mars 1907 à Paris et ancien élève de Saint-Cyr, Philippe Malivoire Filhol de Camas, après avoir servi dans les forces armées de Tunisie, fut affecté à l'état-major du futur maréchal de Lattre de Tassigny à la fin de la guerre jusqu'au départ de celui-ci pour l'Indochine. En 1951, avec le grade de colonel, il fut nommé à la 9<sup>e</sup> demi-brigade alpine, avant d'appartenir à l'état-major allié Centre-Europe à Fontainebleau. En 1959, avec le grade de général de brigade, il devient l'adjoint «opérations» du général Fauriol à Kobylé, puis il prend la tête de la 27<sup>e</sup> division d'infanterie algérienne. Promu général de division en 1962, il dirige la division «plans d'action» à l'état-major de la défense nationale à Paris.

C'est alors qu'il est choisi par Louis Joxe, le père de l'actuel ministre de la défense, pour être son conseiller militaire, aux côtés de Robert Buron et de Bernard Tricot, dans la délégation française qui négocie, à Évian-les-Bains, les accords de cessez-le-feu de la guerre d'Algérie. Ces accords sont signés le 18 mars 1962 et Philippe de Camas est alors commis par son supérieur hiérarchique à la direction du domicile de son père à Paris.

En 1963, Philippe de Camas, avec le rang de général de corps d'armée, est nommé commandant supérieur des forces armées françaises en Algérie. En 1964, il commande la 9<sup>e</sup> région militaire. Il est élevé au rang de général d'armée, et devient, en juin 1965, commandant la première région militaire au gouvernement militaire de Paris. En 1968, il prend la limite d'âge de son rang et il est versé en deuxième section.

Membre de la Résistance et Croix de guerre 1939-1945, le général de Camas est grand officier de la Légion d'honneur.

Le général de Camas était le père de notre collaborateur Bruno de Camas, chef du secrétariat de rédaction de *Le Monde*. La direction et la rédaction de notre journal ont tenu à rendre hommage à sa famille l'expression de leurs sincères condoléances.

## ÉDUCATION

Selon un projet de «crédit-formation»

Les enseignants pourraient passer un mois en entreprise au cours de leur carrière

On cherche à rapprocher un peu plus l'école et le monde des entreprises. M. Jacques Guyard, ministre de l'Éducation nationale, technique, a annoncé, lundi 20 janvier, qu'un système de «crédit-formation-entreprise» destiné aux enseignants était actuellement à l'étude. «Tous les enseignants devraient, au cours de sa carrière, avoir reconnu le droit de vivre les réalités d'une entreprise», a estimé M. Guyard, qui lançait lundi les traditionnelles Semaines de l'enseignement technique (du 20 au 25 janvier) du 30 mars au 6 avril) destinées, chaque année, en période de «mois d'orientation», à lever le voile sur les formations et les métiers techniques.

Ce projet de l'entreprise, a-t-il indiqué, «devrait plus faire l'objet, comme c'est le cas, d'après négociations, mais devrait être reconnu comme un droit à part entière». Selon le projet, les enseignants pourraient ainsi avoir reconnu la possibilité de passer un mois en entreprise, au cours de leur carrière, au titre de leur formation. Le secrétaire d'État a également rappelé que les futurs candidats-enseignants, au sein des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), devraient passer le terme de six à huit semaines en stages en entreprise au cours de leur cursus.

Les examens des projets de réforme des formations universitaires, à l'École. Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESE) a poursuivi, lundi 20 janvier, l'examen des projets de réforme de l'enseignement technique. La grève déclenchée par son projet de réforme, le ministre de l'Éducation nationale a présenté aux membres du CNESE trois scénarios laissant aux universités plus ou moins d'autonomie dans la conception des filières et des contenus. Aucun vote n'a eu lieu, et la discussion devrait se poursuivre dans les prochains jours.

M. Lionel Jospin n'est pas opposé à la vente de préservatifs dans les lycées. Le ministre de l'Éducation nationale s'est déclaré, lundi 20 janvier, plutôt favorable à la vente de préservatifs dans les lycées, à condition qu'elle fasse l'objet d'une concertation. «avec délicatesse et respect de la liberté». Pour M. Lionel Jospin, l'installation de distributeurs de préservatifs doit se faire sur la base d'un acte volontaire d'achat après discussion et accord, dans chaque établissement, entre les enseignants, les élèves et les parents. Ce sujet, a précisé le ministre, impose d'être traité avec «sensibilité et intelligence», «il faut qu'il n'y ait rien d'uniforme et d'obligatoire».

Après trois ans de bataille administrative, un étudiant myopathe est admis à passer l'agrégation

Un Marseillais myopathe de vingt-huit ans, M. Jean-Christophe François, étudiant en lettres, a emporté dans la lutte qu'il mène depuis trois ans contre l'administration de l'éducation nationale, une décision du Conseil d'État l'autorisant à se présenter au concours de l'agrégation d'histoire.

En juin 1988, le jugeant «apte aux fonctions postulat», le conseil national de l'enseignement technique (CNET) a autorisé M. François à se présenter au concours de l'agrégation d'histoire. L'administration de l'éducation nationale, cependant, a refusé de lui délivrer le diplôme nécessaire à l'inscription au concours. L'administration a refusé de lui délivrer le diplôme nécessaire à l'inscription au concours.

M. Jean-Claude François n'avait pas l'intention de renoncer à son projet de passer l'agrégation, mais il avait besoin d'un diplôme pour pouvoir entrer au CNET. Devant un nouveau refus du ministre de l'Éducation nationale, il avait alors porté l'affaire devant le Conseil d'État.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5699

VERTICALEMENT

1. Moyen de transport. Quelqu'un. — 2. Agent de voyages. Où l'on peut voir Lincoln et Montgomerie. — 3. On y donne des instructions. Touche la corde sensible. — 4. Travaille pour la composition. — 5. Sort de la poche. — 6. Point répété. — 7. Opération. — 8. On ne peut pas plus d'une touche. — 9. On ne peut pas plus d'une touche. — 10. On ne peut pas plus d'une touche. — 11. On ne peut pas plus d'une touche.

HORIZONTALEMENT

1. Nous arrive tout juste à la cheville. — 2. Malade. — 3. Éléments d'un témoignage d'affection. Éléments d'un végétal. — 4. Bourgeois. Sigle. Morceau de bois. — 5. Elle a le dessus. — 6. N'empêche pas la moutarde de nous monter parfois au nez. — 7. Agir à l'envers. Un danger pour les membres du règne animal. — 8. Lettres d'excuse. N'est pas l'abri d'un danger. — 9. Se vautre dans le noir. Coincée. — 10. Faire un trou.

## Naissances

Sylvain et Louis LE VERT,

laissent à Anne-Laure, la joie d'annoncer la naissance de

Jean-Baptiste,

le 11 janvier 1992.

379, avenue Louise, B 1050 Bruxelles.

Mathieu et Muriel de BOUILLANE de LACOSTE,

laissent que

Marion et

le 12 janvier 1992.

12, rue de la Chapelle, 75011 Paris.

Nathalie,

le 11 janvier 1992.

12, rue de la Chapelle, 75011 Paris.

Les familles Aspi, Bitan, Boissoussan,

Parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Rebecca ASPIS,

journaliste.

Les obsèques auront lieu, le 21 janvier 1992, au cimetière parisien de St-Ouen.

Après le Bitan, 15, rue de la Chapelle, 75011 Paris.

Denise et Michel Baudouin,

laissent à leur fille, Monique, et à leur fils, Philippe et Edith Beau,

la joie d'annoncer la naissance de

Samuel, le 20 janvier 1992.

12, rue de la Chapelle, 75011 Paris.

Sylvain et Louis LE VERT,

laissent à leur fille, Monique, et à leur fils, Philippe et Edith Beau,

la joie d'annoncer la naissance de

Samuel, le 20 janvier 1992.

12, rue de la Chapelle, 75011 Paris.

Sylvain et Louis LE VERT,

laissent à leur fille, Monique, et à leur fils, Philippe et Edith Beau,

la joie d'annoncer la naissance de

Samuel, le 20 janvier 1992.

12, rue de la Chapelle, 75011 Paris.

Sylvain et Louis LE VERT,

laissent à leur fille, Monique, et à leur fils, Philippe et Edith Beau,

la joie d'annoncer la naissance de

Samuel, le 20 janvier 1992.

12, rue de la Chapelle, 75011 Paris.

Sylvain et Louis LE VERT,

laissent à leur fille, Monique, et à leur fils, Philippe et Edith Beau,

la joie d'annoncer la naissance de

Samuel, le 20 janvier 1992.

12, rue de la Chapelle, 75011 Paris.

Sylvain et Louis LE VERT,

laissent à leur fille, Monique, et à leur fils, Philippe et Edith Beau,

la joie d'annoncer la naissance de

Samuel, le 20 janvier 1992.

12, rue de la Chapelle, 75011 Paris.

Sylvain et Louis LE VERT,

laissent à leur fille, Monique, et à leur fils, Philippe et Edith Beau,

la joie d'annoncer la naissance de

Samuel, le 20 janvier 1992.

12, rue de la Chapelle, 75011 Paris.

Sylvain et Louis LE VERT,

laissent à leur fille, Monique, et à leur fils, Philippe et Edith Beau,

la joie d'annoncer la naissance de

Samuel, le 20 janvier 1992.

12, rue de la Chapelle, 75011 Paris.

Sylvain et Louis LE VERT,

laissent à leur fille, Monique, et à leur fils, Philippe et Edith Beau,

la joie d'annoncer la naissance de

Samuel, le 20 janvier 1992.

12, rue de la Chapelle, 75011 Paris.

Sylvain et Louis LE VERT,

laissent à leur fille, Monique, et à leur fils, Philippe et Edith Beau,

la joie d'annoncer la naissance de

Samuel, le 20 janvier 1992.

12, rue de la Chapelle, 75011 Paris.

Sylvain et Louis LE VERT,

laissent à leur fille, Monique, et à leur fils, Philippe et Edith Beau,

la joie d'annoncer la naissance de

Samuel, le 20 janvier 1992.

12, rue de la Chapelle, 75011 Paris.

Sylvain et Louis LE VERT,

laissent à leur fille, Monique, et à leur fils, Philippe et Edith Beau,

la joie d'annoncer la naissance de

Samuel, le 20 janvier 1992.

12, rue de la Chapelle, 75011 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Henri BELLEVILLE,

née René Deraux,

survenue le 18 janvier 1992, à Nice,

et de rappeler le souvenir de son mari,

le commandant Henri Belleville,

mort pour la France le 17 mai 1940,

et de son fils,

le lieutenant-colonel (C.R.) Jean Belleville,

décédé le 12 janvier 1992.

La famille remercie toutes les personnes qui prendront part à sa peine.

M<sup>me</sup> Geneviève Benoussan,

Ses enfants, Et sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Jacques BENSOUSSAN.

Les obsèques auront lieu mardi 21 janvier 1992, à 15 h 30, au cimetière du Montparnasse.

106, rue de Rennes, 75014 Paris.

L'association Dimensions freudiennes a le regret d'annoncer le décès de

docteur Jacques BENSOUSSAN,

psychanalyste.

Un service sera fait par la paroisse de la rue de la Chapelle, le 19 janvier 1992, à 10 heures.

M<sup>me</sup> Alfred BETZ,

laissant à son fils, le pasteur Patrick Chung en l'église Saint-Eugène de Marne-la-Coquette (Hauts-de-Seine), le samedi 25 janvier, à 10 heures.

La cérémonie sera célébrée à la paroisse de la rue de la Chapelle, le 19 janvier 1992, à 10 heures.

Un culte d'adieu sera célébré le mercredi 22 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Mathieu à Colmar.

M. et M<sup>me</sup> Gilles BERT,

laissent à leur fils, le pasteur Patrick Chung en l'église Saint-Eugène de Marne-la-Coquette (Hauts-de-Seine), le samedi 25 janvier, à 10 heures.

La cérémonie sera célébrée à la paroisse de la rue de la Chapelle, le 19 janvier 1992, à 10 heures.

Un culte d'adieu sera célébré le mercredi 22 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Mathieu à Colmar.

M. et M<sup>me</sup> Gilles BERT,

laissent à leur fils, le pasteur Patrick Chung en l'église Saint-Eugène de Marne-la-Coquette (Hauts-de-Seine), le samedi 25 janvier, à 10 heures.

La cérémonie sera célébrée à la paroisse de la rue de la Chapelle, le 19 janvier 1992, à 10 heures.

Un culte d'adieu sera célébré le mercredi 22 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Mathieu à Colmar.

M. et M<sup>me</sup> Gilles BERT,

laissent à leur fils, le pasteur Patrick Chung en l'église Saint-Eugène de Marne-la-Coquette (Hauts-de-Seine), le samedi 25 janvier, à 10 heures.

La cérémonie sera célébrée à la paroisse de la rue de la Chapelle, le 19 janvier 1992, à 10 heures.

Un culte d'adieu sera célébré le mercredi 22 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Mathieu à Colmar.

M. et M<sup>me</sup> Gilles BERT,

laissent à leur fils, le pasteur Patrick Chung en l'église Saint-Eugène de Marne-la-Coquette (Hauts-de-Seine), le samedi 25 janvier, à 10 heures.

La cérémonie sera célébrée à la paroisse de la rue de la Chapelle, le 19 janvier 1992, à 10 heures.

Un culte d'adieu sera célébré le mercredi 22 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Mathieu à Colmar.

M. et M<sup>me</sup> Gilles BERT,

laissent à leur fils, le pasteur Patrick Chung en l'église Saint-Eugène de Marne-la-Coquette (Hauts-de-Seine), le samedi 25 janvier, à 10 heures.

La cérémonie sera célébrée à la paroisse de la rue de la Chapelle, le 19 janvier 1992, à 10 heures.

Un culte d'adieu sera célébré le mercredi 22 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Mathieu à Colmar.

M. et M<sup>me</sup> Gilles BERT,

laissent à leur fils, le pasteur Patrick Chung en l'église Saint-Eugène de Marne-la-Coquette (Hauts-de-Seine), le samedi 25 janvier, à 10 heures.

La cérémonie sera célébrée à la paroisse de la rue de la Chapelle, le 19 janvier 1992, à 10 heures.

Un culte d'adieu sera célébré le mercredi 22 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Mathieu à Colmar.

M. et M<sup>me</sup> Gilles BERT,

laissent à leur fils, le pasteur Patrick Chung en l'église Saint-Eugène de Marne-la-Coquette (Hauts-de-Seine), le samedi 25 janvier, à 10 heures.

La cérémonie sera célébrée à la paroisse de la rue de la Chapelle, le 19 janvier 1992, à 10 heures.

Un culte d'adieu sera célébré le mercredi 22 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Mathieu à Colmar.

M. et M<sup>me</sup> Gilles BERT,

laissent à leur fils, le pasteur Patrick Chung en l'église Saint-Eugène de Marne-la-Coquette (Hauts-de-Seine), le samedi 25 janvier, à 10 heures.

La cérémonie sera célébrée à la paroisse de la rue de la Chapelle, le 19 janvier 1992, à 10 heures.

Un culte d'adieu sera célébré le mercredi 22 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Mathieu à Colmar.

M. et M<sup>me</sup> Gilles BERT,

laissent à leur fils, le pasteur Patrick Chung en l'église Saint-Eugène de Marne-la-Coquette (Hauts-de-Seine), le samedi 25 janvier, à 10 heures.

La cérémonie sera célébrée à la paroisse de la rue de la Chapelle, le 19 janvier 1992, à 10 heures.

Un culte d'adieu sera célébré le mercredi 22 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Mathieu à Colmar.

M. et M<sup>me</sup> Gilles BERT,

laissent à leur fils, le pasteur Patrick Chung en l'église Saint-Eugène de Marne-la-Coquette (Hauts-de-Seine), le samedi 25 janvier, à 10 heures.

La cérémonie sera célébrée à la paroisse de la rue de la Chapelle, le 19 janvier 1992, à 10 heures.

Un culte d'adieu sera célébré le mercredi 22 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Mathieu à Colmar.

M. et M<sup>me</sup> Gilles BERT,

laissent à leur fils, le pasteur Patrick Chung en l'église Saint-Eugène de Marne-la-Coquette (Hauts-de-Seine), le samedi 25 janvier, à 10 heures.

La cérémonie sera célébrée à la paroisse de la rue de la Chapelle, le 19 janvier 1992, à 10 heures.

Un culte d'adieu sera célébré le mercredi 22 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Mathieu à Colmar.

M. et M<sup>me</sup> Gilles BERT,

laissent à leur fils, le pasteur Patrick Chung en l'église Saint-Eugène de Marne-la-Coquette (Hauts-de-Seine), le samedi 25 janvier, à 10 heures.

La cérémonie sera célébrée à la paroisse de la rue de la Chapelle, le 19 janvier 1992, à 10 heures.

Un culte d'adieu sera célébré le mercredi 22 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Mathieu à Colmar.

M. et M<sup>me</sup> Gilles BERT,

laissent à leur fils, le pasteur Patrick Chung en l'église Saint-Eugène de Marne-la-Coquette (Hauts-de-Seine), le samedi 25 janvier, à 10 heures.

La cérémonie sera célébrée à la paroisse de la rue de la Chapelle, le 19 janvier 1992, à 10 heures.

Un culte d'adieu sera célébré le mercredi 22 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Mathieu à Colmar.

M. et M<sup>me</sup> Gilles BERT,

laissent à leur fils, le pasteur Patrick Chung en l'église Saint-Eugène de Marne-la-Coquette (Hauts-de-Seine), le samedi 25 janvier, à 10 heures.

La cérémonie sera célébrée à la paroisse de la rue de la Chapelle, le 19 janvier 1992, à 10 heures.

Un culte d'adieu sera célébré le mercredi 22 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Mathieu à Colmar.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel

lundi 20 et mardi 21 janvier 1992

DES LOIS

N° 92-60 du 18 janvier 1992

renforçant la protection des consommateurs;

N° 92-61 du 18 janvier 1992

modifiant les articles 27, 28, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la communication;

DES DÉCRETS

N° 92-62 du 16 janvier 1992

portant modification des conditions de production de vins de pays;







Révisé à la suite de nombreuses pressions

## Le projet de décret sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics va être soumis au Conseil d'Etat

Objet de difficiles tractations interministérielles, le projet de décret sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics devrait, après avoir été soumis au Conseil d'Etat, être prochainement signé par M<sup>me</sup> Edith Cresson, les vingt-trois ministres concernés. Ce texte, qui fixe les conditions d'application de la loi Evin de lutte contre le tabagisme, traduit la réglementation la plus stricte des non-fumeurs dans les lieux publics.

L'article 1 du projet de décret, qui comporte une seule disposition, stipule qu'aucune ambigüité n'apparaît dans le texte, il souligne qu'aujourd'hui « le droit du non-fumeur à ne pas être soumis à la fumée est garanti ». Ce texte définit en pratique les lieux où l'usage collectif

seront réservés non plus, comme aujourd'hui, aux non-fumeurs, mais bien aux fumeurs.

Par rapport à la rédaction du mois de septembre 1991, le chapitre ayant subi la modification la plus importante est celui concernant la restauration et les lieux de travail.

Dans sa première version, le projet de décret prévoyait que si la surface de ces locaux excédait cent mètres carrés une zone distincte d'au plus 30 % des places disponibles devait être mise à la disposition des usagers fumeurs. Aujourd'hui, le texte soumis au Conseil d'Etat se borne à préciser qu'une organisation des lieux, éventuellement modulable, « doit être prévue pour mettre des espaces à disposition des fumeurs ». Aucune surface, aucun pourcentage n'est plus indiqué, ce qui, à l'évidence, peut laisser cours à des interprétations.

Le texte prévoit par ailleurs qu'un « pris conjointement par les ministres chargés de la santé, du commerce et de l'industrie » les

conditions d'élimination de la fumée dans ces locaux. Le décret prévoitrait deux possibilités : soit une ventilation « mécanique » (devant assurer 30 mètres cubes par heure et par occupant), soit une ventilation « naturelle » (devant assurer 15 mètres par heure et par occupant).

### Deux situations pour les entreprises

Pour plusieurs spécialistes de santé publique, il est clair que le gouvernement accepte avec cette rédaction de se plier aux exigences de l'hôtellerie, de la restauration, au risque d'un mépris et obligation de moyens - de réduire à néant presque l'esprit de la loi Evin, qui, par ailleurs, est parvenue à l'Assemblée nationale.

Pour ce qui est des entreprises, le texte du décret prévoit deux situations : soit les entreprises où les salariés, le chef d'entreprise défini par le règlement intérieur des locaux et les lieux dans lesquels il est permis de fumer. Dans les entreprises où

moins vingt salariés, les lieux ou locaux réservés aux non-fumeurs sont définis par décision du chef d'entreprise après avis des délégués du personnel.

Autre modification qui pourrait être interprétée comme une forme de reculade de la santé vis-à-vis de l'éducation nationale : le décret prévoit « dans l'enceinte des lycées, lorsque les locaux sont distincts de ceux des collèges, et dans les établissements publics et privés dans lesquels sont dispensés l'enseignement supérieur et la formation professionnelle que des salles, l'exclusion des salles d'enseignement, de travail et de réunion, soient mises à la disposition des usagers fumeurs ».

Dans une version précédente, ce texte précisait : « fumeurs ». Le décret prévoit à savoir si le Conseil d'Etat acceptera une série de dispositions qui, d'une certaine façon, varient au gré des pressions exercées par les lobbies pro ou anti-tabac.

JEAN-YVES NAU

### Neuf morts dans des bombardements azéris sur le Haut-Karabakh

Huit personnes, dont deux femmes, ont été tuées et quatre autres blessées dans la nuit du 20 au 21 janvier 1992 dans le Haut-Karabakh, région d'Azerbaïdjan peuplée à majorité d'Arméniens, a annoncé lundi 22 janvier l'agence Tass. Des canonnades ont été entendues dans la ville de Martouni (Haut-Karabakh), a précisé Tass.

Un député arménien a assisté à une séance du Parlement azéri, illégale par les standards internationaux, a également été tué la nuit du 20 au 21 janvier par un obus d'artillerie à Stepanakert, le chef-lieu du Haut-Karabakh, selon l'agence d'information arménienne, indépendante Smark. Le pilonnage des villages arméniens par les forces azérides s'est intensifié depuis le début de l'année, les soviétiques de la région. En quatre ans, le conflit qui oppose Arméniens et Azéris a fait plus de mille morts. (AFP)

### Arrestations et perquisitions en Algérie

## Le pouvoir accroît sa pression sur les islamistes

Interpellations, arrestations et perquisitions se sont multipliées ces derniers jours dans les milieux intégristes d'Algérie. Les autres grandes villes, mais aucune donnée officielle n'était disponible, lundi 20 janvier, concernant ces opérations de police.

De nombreux policiers, armés de pistolets-mitrailleurs et équipés de talkies-walkies, patrouillaient dans différents quartiers de la capitale, lundi, dans le dispositif de sécurité mis en place après la démission du président Chadli Bendjedid, le 11 janvier - blindés légers près des bâtiments publics, barrages routiers - était maintenu.

La gendarmerie nationale a annoncé, lundi, l'arrestation, deux jours plus tôt, d'un imam de la mosquée d'El Maitar, près de Boussassa, pour incitation des citoyens à la révolte contre des institutions de l'Etat, à partir de la mosquée. Trois perquisitions en possession d'armes ont eu lieu ailleurs.

interpellés, à une date non précisée, à Oued-el-Fodha, à environ 300 km à l'ouest d'Alger, selon la gendarmerie.

Le Haut Comité d'Etat (HCE) a adressé une sévère mise en garde aux auteurs des opérations de police, en rappelant « à tous ceux, individus ou organisations, auteurs, provocateurs ou complices de ces agissements, qu'il met en garde tous les moyens dont dispose l'Etat pour une application stricte et complète de la loi ».

### La mise en œuvre

Outre l'attentat à une vingtaine de kilomètres au sud d'Alger et la bombe artisanale lancée contre le siège du commandement de la gendarmerie nationale (le 21 janvier), des coups de feu ont été tirés dans une caserne artisanale lancée sur un bâtiment de la police, dans la banlieue est d'Alger, dans la nuit du 20 au 21 janvier.

La Bourse de Paris a poursuivi, mardi matin 21 janvier, le mouvement haussier amorcé la veille au soir. En progression de 0,5 % au cours des transactions, les valeurs françaises s'appréciaient de 0,7 % une heure plus tard. En hausse : Suez, Alcatel, Alsthom, Lafarge. En baisse : Thomson CSF, Sagem, Dassault Aviation.

**OFFREZ-VOUS UN BEAU VÊTEMENT**  
avec la garantie grand magasin  
**COSTUMES MESURE**  
à partir de 2 690 F  
PANTALONS 895 F VESTONS 1 300 F  
**Luxueuses draperies anglaises**  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, VESTES  
MANTEAUX ET PARDESSUS  
UNIFORMES INSIGNES MILITAIRES  
**LEGRAND Tailleur**  
27, rue du 4-Septembre, Paris - 10  
Téléphone : 47-42-70-61  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

**Sc-PO**  
entrée en 1ère ou 2ème année  
**CELSA**  
entrée en licence ou DESS  
**HEC**  
entrée directe en 2ème année  
**ESSEC**  
entrée directe en 1ère année  
**ISA/ENA**  
**ENM/CFPA**  
service documentation  
18, rue de Varenne 75007 Tél : 42-22 30 60

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## A la lucarne !

ADMIRABLE de dignité souriante, de tenace espoir, le combat mené soir après soir par les confrères de La Cinq pour que leur écran ne prenne pas le deuil en s'habillant de noir ! Un combat et un appel : tenez, tenez, tenez vos Minitel, apportez-nous votre soutien ! Ils sont près d'un demi-million, déjà, à répondre présent. Du jamais-vu. Autrefois, la télé, c'était la voix de la France, et voilà que s'élève aujourd'hui, que s'élève la voix du peuple.

Signe des temps, il est advenu à présent, et ceux qui vont devoir décider de ce qui est bon ou mauvais pour lui feraient bien d'en tenir compte. Ça n'a pas toujours été le cas. Quand le Minitel a refilé La Cinq à copalins, quand la droite, revenue au pouvoir, n'a rien eu de plus pressé que de privatiser la Une, c'est pas notre intérêt qu'il y a en vue. C'est le leur.

Les élections ? Il y en a plusieurs. Entre une chaîne d'information continue, genre CNN, je suis pour, mille fois pour, une chaîne culturelle, je ne suis pas contre, et un

retour à la case départ, rebonjour M<sup>me</sup> Berlusconi, que choisir ? Et qui va s'en charger ? Le Parlement ou l'Elysée ?

Un débat à la Chambre, cette antichambre du pouvoir, avec ses querelles partiales et ses luttes de clan, on voit d'ici ce que ça pourra donner. Rien. Quel que propose la majorité, la minorité s'y opposera. Dans le seul espoir de renverser bientôt les rôles. Alors, autant couper le lien de ce spectacle permanent.

Reste le châtiment. On le dit ancien, réformer la lucarne, à tirer les volets. Il serait saoulé, abruti d'images, le public. Si on le mettrait au régime sec, ça le déstabiliserait. Touchante, la façon toute paternelle dont on se préoccupe de notre santé en haut lieu. Mais on est assez grande, là, maintenant, pour savoir ce qu'on veut. Le moyen ? Le seul moyen d'avoir voix au chapitre, c'est de continuer à donner de la voix. S'écrivez, foncez, tenez vos Minitel, prenez votre sort en main.

### La préparation des élections régionales

## L'union de l'opposition achoppe en Haute-Savoie

M. Charles Millon, président (UDF-PR) du conseil régional Rhône-Alpes, a présenté, samedi 18 janvier, les listes de l'union de l'opposition pour les élections régionales. Mais le cas de la Haute-Savoie reste en suspens puisque M. Bernard Bosson (UDF-CDS) a renoncé à se présenter, en raison de tensions avec certains membres du RPR local.

LYON

dé notre bureau régional

A la cérémonie de présentation des listes de l'union de l'opposition, la région Rhône-Alpes ne comptait que sept départements (1). Manquait la Haute-Savoie : celui qui avait été désigné, M. Bernard Bosson, maire d'Annecy, avait annoncé, la veille, qu'il renonçait, en raison de tensions au sein du RPR départemental (le 18-19 janvier). Malgré cette absence, M. Millon affirmait, samedi, que M. Bosson serait bien tête de liste.

« Je n'aurais aucune envie d'être candidat aux régionales, nous a expliqué, dimanche, M. Bosson, car je n'ai pas l'intention d'abandonner mes mandats de maire et de député ». L'ancien ministre s'était cependant résolu à conduire la liste pour garantir l'accord passé avec M. Pierre Mazeaud, député RPR, qui concourrait les régionales mais aussi la gestion des cantons, les membres du mouvement gaulliste se préparaient à transgresser les termes de la négociation : « On peut comprendre que de jeunes RPR soient impatients de prendre la place de conseillers généraux UDF âgés, admet M. Bosson. Mais un accord est un accord ».

Le maire d'Annecy, secrétaire général du CDS, soulignait que le RPR « fasse le ménage », mais doute que « la sagesse l'emporte ». M. Mazeaud faisait publiquement savoir, dimanche, qu'il était prêt aux engagements avec M. Bosson et que, dans le cas où celui-ci refuserait d'être tête de liste, il ne serait pas candidat aux régionales, en position, comme il est convenu.

La fausse survie alors que M. Millon a transmis, depuis plusieurs mois, en « âge de paix », évitant notamment deux gros noms : la gauche d'Alain, de M. Alain Carrière, maire de Grenoble (en

du RPR), sur la présidence du conseil régional, et les tensions conflictuelles entre le maire de Lyon, M. Michel Noir, et le RPR.

En Isère, après avoir été rappelés à l'ordre par M. Carignon, le RPR et l'UDF se sont entendus sur le nom d'un candidat. M. Max Micoud (non inscrit). La gestion de la crise n'a pas été du goût de M. Denis Bonny, conseiller régional, ancien proche de M. Carignon, qui a décidé de se mettre en congé du RPR et de mener sa propre liste. Un autre député du maire de Grenoble l'a rejoint, M. Jean-Pierre Saul-Guibert, qui a quitté ses fonctions d'adjoint au finances, et le RPR, le parti auquel appartenait M. Millon.

Dans le Rhône, le couple à trois, composé de l'UDF, du RPR et des partisans de M. Noir, a trouvé son équilibre dans la composition de la liste. Mais en quittant ses terres de l'Alain, pour préserver l'union à Lyon, M. Millon a dû procéder à quelques concessions. Alors que le conseil UDF au conseil régional comptait trente-sept membres contre trente à celui du RPR, sur les sept têtes de liste confirmées, quatre sont issues du RPR, et deux de l'UDF.

BRUNO CAUSSE

(1) Les têtes de liste à l'exception de la Haute-Savoie : Alain M. Litalien, conseiller régional, conseiller général, M. Millon, Ardoche, M. Claude Fauré (RPR), conseiller régional, maire d'Annecy, Drôme : M. Patrick Labrousse (RPR), conseiller régional, conseiller général, conseiller municipal de Vienne, M. Max Micoud (non inscrit), Loire : M. Guy Poirieux (UDF), conseiller régional, conseiller général, maire de Montbrison, Rhône : M. Charles Millon (UDF-PR), conseiller régional, maire de Bayley (Ain), député de l'Ain, Savoie : M. Pierre Dumas (RPR), conseiller régional, ancien ministre.

Rhône-Alpes : le FN perd un élu - M. Pierre Forestier, conseiller régional de la région Rhône-Alpes, conseiller municipal de Charvieu-Chavagnieux (Isère), a décidé de quitter le Front national pour « ne plus cautionner [sa] politique négative et dangereuse ». M. Forestier, ancien secrétaire général du CID-UNATI, a précisé, samedi 17 janvier, qu'il a pris cette décision « en plein accord avec ses collègues du bureau national exécutif du CID-UNATI », dont il est membre.

### SOMMAIRE

#### DÉBATS

Europe : « Chrétiens sans frontières », par M. Lepage, et M. Leclerc-Guyreau, par Guy Leclerc-Guyreau, 2

#### ÉTRANGER

La visite de M. Douglas Hurd à Moscou, 3  
La garde-frontière de l'ex-RDA est condamné à trois ans de prison, 4  
Les dirigeants de Croatie s'opposent à la guerre, 5  
Confusion au Congo après le coup de la police, 6  
Le ministre des Affaires étrangères étrangeres à Pékin pour l'adoption de la loi sur les étrangers, 7

#### POLITIQUE

La plainte de M. Cresson contre le président du Front national, 6  
Le Front national critique le projet de loi Marchand sur l'exercice des libertés locales, 6  
Un accord avec M. Charles Fiterman, 8  
Diagonales, par M. Poiroux-Delpech : « Sentinelles abysses », 8

#### SOCIÉTÉ

La catastrophe de l'Airbus d'Air Inter, 9  
Le film d'Hervé Guibert : nouveau programme sur TF 1, 10  
Le directeur général de l'OMS réclame une politique ambitieuse de promotion de la santé, 10  
Le procès des fausses lettres de la région parisienne, 11

#### SCIENCES + MÉDECINE

Un entretien avec le professeur Christian Cabrol, 11

mesure des draps, EDF peut faire, 15 et 16

#### CULTURE

Musique : le bicentenaire de la naissance de Frédéric Chopin, 12  
L'ouverture du Cinéma du vingt-et-unième siècle, 12  
La musique et de la vidéo musicale, 12  
Théâtre : M. Bruno Meyssat, 14

#### ÉCONOMIE

Ferrier : le face-à-face Nestlé-Agnell, 18  
À l'issue de son voyage officiel au Japon, M. Bérégué a visité les industries japonaises à l'investir en France, 19

#### COMMUNICATION

TF 1, M 6 et Canal + projettent un « CNN à la française » pour remplacer La Cinq, 19

#### Services

Abonnements, 2  
Annonces classées, V à XVIII  
Cartes, 22  
Marchés financiers, 20  
Météorologie, 23  
Mots croisés, 22  
Radio-télévision, 23  
Spectacles, 17

Le numéro comporte un supplément « Initiatives » folioté de 1 à XVIII

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

Le numéro du « Monde » daté 21 janvier 1992 a été tiré à 582 645 exemplaires.

points novés, soldés à  
**TAPIS PERSANS 50%**  
FAITS MAIN  
**VENTE TOTALE**  
DU STOCK AVANT ARRIVAGE  
DE LA NOUVELLE COLLECTION  
**MAISON DE L'IRAN**  
61, Champs-Élysées (8)

صك زامن الأصل



14 pages d'offres d'emploi

Le Monde

# INITIATIVES

## Premier travail

**Q**UINZE ans de crise, plutôt de chômage, auraient-ils modifié l'attitude des jeunes envers le travail ? Sûrement, à croire plusieurs signes qui ne trompent pas, et qui ajoutent à la défiance, depuis longtemps entretenue, entre deux univers qui ne se comprennent pas toujours. La logique des uns s'adapte mal aux exigences de l'entreprise, rendues encore plus impératives par la compétitivité.

Pour le moins compte du décalage, le meilleur baromètre tiendrait dans les comportements relativement nouveaux que développent les mieux préparés à la vie active. C'est-à-dire les jeunes diplômés, sélectionnés a priori pour épouser la cause de l'effort et de la motivation. Or, on constate que même ceux-là, pour aussi brillants qu'ils soient, refusent leur engagement plein et entier. Ils livrent leur mécanique mais gardent leur âme, avec cette réserve qu'ont les surdoués, capables de soudaine illusion. Et les recruteurs s'en sont à se point aperçus que, depuis peu, ils ne leur offrent plus de louanges, certains brûlant ce qu'ils avaient adoré, sans de raison, quand ils multipliaient les propositions mirifiques d'emploi.

Aujourd'hui, ils sont nombreux, parmi les responsables de recrutement, ceux qui regrettent leurs premières années où il fallait par exemple offrir une place à l'élève-champion pour espérer attirer un « bon profil » dans son groupe. Avec un peu de retard, ils comprennent maintenant malheureusement que l'avancée d'avantages entretenait des illusions. Ces jeunes, attirés par ces offres, se laissent facilement d'illusions sur la réalité de leur travail et, pourquoi ne pas le dire, ont souvent déchanté dès le premier contact. « On les attirait avec des gadgets ou en mettant l'accent sur l'aspect ludique, raconte un spécialiste. Fatalement, ils décrochaient à la première baguette. »

**S**OUVENT dicté, en outre, par des considérations liées à la conjoncture, le changement d'opinion des dirigeants d'entreprise pourrait également s'appuyer sur des observations plus fondamentales. Choyés, flattés, ces jeunes diplômés ont pu se persuader de leur valeur, tout au long de cette période marquée par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Consciemment, pour beaucoup d'entre eux, issus des grandes écoles, ils ont conçu une stratégie utilitariste du système. Ils d'appartenir à une élite, à leur tour la machine. Enfants d'anciens élèves de grandes écoles, ils et filles de cadres supérieurs, ils sont en effet, pour la plupart, par l'un des paradoxes de la sélection des élites, bien placés pour être victimes de leur propre mythe de l'entreprise, et pourtant licenciés en préretraite, condamnés à travailler à un rythme démentiel.



cause d'une situation économique plus tendue. Tentés par la carrière rapide, ils ne se sont pas lâchés pour des plaisirs plus authentiques, souhaitant toujours partir à la retraite très tôt, voire devenir « rentiers ». Ils reconnaissent malgré tout que l'entreprise pour l'année sabbatique dont ils rêvent comporterait à présent des risques. Ils attendront donc des jours meilleurs ou peaufineront la préparation de leur projet.

**C**'est l'objectif, dit-il, mais le malin : ne pas connaître le sort de ses parents, ne pas être broyé par la machine. Enfants d'anciens élèves de grandes écoles, ils et filles de cadres supérieurs, ils sont en effet, pour la plupart, par l'un des paradoxes de la sélection des élites, bien placés pour être victimes de leur propre mythe de l'entreprise, et pourtant licenciés en préretraite, condamnés à travailler à un rythme démentiel.

ils ont laissé des traces qui leur marqueront leur vie. Un constat. Evidemment, ces conséquences ne sont rien en comparaison de ce qui se passe en crise.

### 14 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

■ Premier emploi	p. V
■ Gestion et finances	p. V
■ Ressources humaines	p. IX
■ Juristes	p. X
■ Cadres	p. XI
■ Fonction commerciale	p. XII
■ Informatique	p. XIV
■ Secteurs de pointe	p. XV

duit sur les jeunes les moins bien préparés, psychologiquement maltraités. La « galère », les petits boulets et les autres qu'on enchaîne sans espoir dans les ravages. Tandis que le chômage de longue durée touche des moins de vingt-cinq ans, peut-on croire à l'insertion sociale et professionnelle de jeunes qui auront parfois, pendant une décennie, vécu en marge du monde du travail ? A force de précarité, la débrouillardise les entraîne dans des réseaux de solidarité qui, à leur tour, se sont organisés comme des structures de société, construits à l'exclusion. Ils vivent à part, selon d'autres règles, enclavés dans la sous-emploi et, pour le coup, sans illusion aucune sur aucun avenir.

A terme, et pas seulement pour les plus défavorisés, cela devient un mode de vie. Quand on n'a jamais eu de perspective de carrière, on ne raisonne plus que dans l'instant. Il est fréquent que

certaines de ces jeunes n'aient d'autre horizon que les trois ou six mois d'un contrat à durée déterminée ou d'intérim. Et ils s'y habituent, allant jusqu'à refuser toute contrainte supérieure, tant ils sont désabusés. Passés experts des procédures du chômage, ils ont des dispositifs de la politique de l'emploi, ils se viennent à gérer l'inconfortable avec maîtrise.

On voit ce que cela donne dans les banlieues désertées où, à coups d'expédients quelquefois insupportables, un de ces jeunes peut gagner en une semaine 2 000 francs d'un contrat emploi-solidarité à mi-temps, qu'il dédaigne. Mais cela pourrait aussi se terminer par l'apparition de « chômeurs de la deuxième génération », ceux qui ont vécu en marge et n'y ont pas si longtemps.

Alain Lebaube

Lire notre dossier pages II et III

**EMPLOI**

**Le mardi c'est tout un monde**

**8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI**

Le Monde du Premier Emploi  
 Le Monde de la Gestion des Finances  
 Le Monde des Ressources Humaines  
 Le Monde des Juristes  
 Le Monde des Cadres  
 Le Monde de la Fonction Commerciale  
 Le Monde de l'Informatique  
 Le Monde des Secteurs de Pointe

**Le Monde**  
INITIATIVES

**Le Monde**  
INITIATIVES

**OPÉRATION SPÉCIALE**  
OFFRES D'EMPLOIS

*Banques, Assurances*

Confirmés ou jeunes diplômés

**LE MONDE INITIATIVES**  
du 28 au 29 janvier

WIMY propose les meilleures opportunités de carrière  
dans les secteurs Banque et Assurance

TAPIS PERSANS 50 FAITS MAISON DE L'IRAN



# A la recherche de l'entreprise...

Les débutants et les professionnels doivent s'apprivoiser

A vingt-trois ans, Antoine en est à son quatrième employeur en deux ans. Son BTS d'action commerciale le rend-il particulièrement instable? « Pas du tout », dit-il. « C'est cette dévotion à l'entreprise qui avait mon père. Quand j'ai profité de sa mort, je me suis dit : je vais voir ailleurs. » Cynisme? Entre la culture de la génération des 18-25 ans et le monde du travail, il y a un fossé. Horaires, discipline, effort, hiérarchie : toutes les valeurs de l'entreprise s'opposeraient à celles des enfants de l'après-68, en pleine crise du pétrole.

La Fédération du bâtiment est membre de la Fondation pour l'insertion. Elle accueille cinquante mille jeunes dans une centaine de CFA (centres de formation à l'apprentissage du bâtiment et de travaux publics). « Nous avons la capacité d'en accueillir sept mille de plus en apprentissage : nous avons bien du mal à trouver des jeunes de bonne qualité pour nos centres ; cela est dû à une image désastreuse des métiers de l'industrie », explique un responsable de la Fédération.

Même analyse l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM). Deux audits réalisés par des cabinets de consultants ont révélé une faible connaissance des métiers de la métallurgie chez les jeunes. « Pour eux, c'est toujours la sidérurgie et la mécanique, avec des machines des hauts

fourneaux à dix-neuvième siècle », déplore le conseiller pour la formation du GIM (Groupe des industries métallurgiques). L'industrie souffre, certes, d'un déficit d'image. Sale, polluante, elle est moins attirante que les services, plus propres, plus nets, plus proches de l'univers scolaire d'un jeune adolescent.

## Issue de secours

Jean Oleksiak dirige depuis 1979 un centre de formation des apprentis du bâtiment à Saint-Etienne. Il a une autre vision de l'entreprise et des jeunes, mais, au contraire, celle-ci est pour un moyen de s'en sortir, une issue de secours. « Les jeunes ne s'intègrent pas à la société. Ces jeunes nous arrivent souvent en échec scolaire, exclus du système de formation, dévalorisés à leurs propres yeux. Ils ont une image du monde, explique-t-il. Le monde du travail leur permet de regarder autrement de se forger une identité professionnelle, de retrouver une dignité. »

Il n'en est pas moins prouvé que la formation actuelle des jeunes ne leur permet pas de continuer leurs études après le CAP. Sur 100 jeunes en formation au lycée de Saint-Etienne, 40 seulement ont obtenu le baccalauréat.

prentissage, c'est-à-dire encore une formation scolaire : 340 préparent un CAP et 115, un contrat d'apprentissage ; 115, CAP en poche, préparent un brevet professionnel, c'est-à-dire un diplôme de haute qualification. « Les voir poursuivre leur formation est une plus belle réussite. Nous répondons à leurs besoins de la profession, qui réclame des gens de plus en plus qualifiés. Les jeunes prouvent ainsi, une fois qu'ils y sont, que le métier leur plaît. »

Quels efforts sont déployés pour accueillir ces jeunes si précieux? Suite à l'opération nationale « Jeunes-Industrie », lancée le 19 septembre 1991 à l'initiative de la Défense, le GIM a décidé de travailler en profondeur et dans la durée. Une action de cinq ans, appelée « Planète Métal », a été engagée pour faire connaître aux jeunes aux côtés des industriels les métiers de l'industrie, et en particulier de la métallurgie, par des visites des sites de production guidées et commentées par des professionnels. La Fédération du bâtiment a également lancé des opérations de communication vers le grand public. Un projet intitulé « Profession : bâtiment, température gagnante » est passé de 1987 à 1990 sur le petit écran. Un film sur le bâtiment, présenté par Gérard Holtz - réputé avoir une image positive chez les jeunes - est également en cours.

Plus ciblé, un système de

modules d'accueil a été mis en place au centre de formation de Saint-Etienne depuis 1986. Le nouvel apprenti passe deux semaines au centre avant d'aller en entreprise. Il subit des tests ; reçoit un minimum de connaissances en terminologie ; on lui apprend à déchiffrer un schéma. Accompagner le jeune dans ses rencontres avec l'entreprise facilite l'intégration : c'est le but du tutorat d'apprentissage. C'est un formateur dans l'entreprise qui plus d'un suivi pédagogique par le centre de formation. C'est une relation avec les centres d'apprentissage que dépend en grande partie l'acclimatation du neophyte. « Les 7 à 10 % de résiliations des contrats sont parfois dus à la médiocre qualité de certains formateurs », affirme un ambassadeur d'un d'eux.

## Tuteurs et formateurs

Renault a été une des premières entreprises à accueillir les jeunes entrants, de l'ouvrier spécialisé au cadre supérieur, avec le PIC, ou programme d'initiation aux carrières. Un internaute de deux ans au moins, quatre ans au plus, qui montre aux jeunes tous les aspects de la maison, avec un plan soigneusement médité, et des pauses dans la production et

des compléments de formation. Un certain nombre d'heures sont consacrées à des rencontres régulières avec un tuteur, qui peut en aucun cas être le supérieur hiérarchique. Les jeunes « PIC » sont de la chaîne, - fussent-ils embauchés pour le bureau d'études - ou du commercial même s'ils sont affectés à l'informatique. « S'il y a incompatibilité avec le monde du travail, on leur fait vite avant qu'ils ne lancent. Une fois qu'ils sont dans l'entreprise, ils se sentent bien ; ils sont sérieux et très fiables. » De plus en

plus de jeunes, en bout de quelques années, fondent leur propre entreprise et, là, se défoulent. « Il ne faut pas venir me voir qu'ils sont paresseux, s'exclame un chef d'entreprise qui reçoit beaucoup d'apprentis. Par contre, il ne faut pas leur parler de l'école : ça, c'est le rejet total pour eux. Lorsqu'il y a absentéisme, on leur fait des cours théoriques de formation qu'ils sechent, pendant des journées en entreprise. »

Liliane Delwasse

# Précarité, mode de vie

« Ces jeunes ne travaillent pas chaque jour, ils ne sont pas nourris, ici, dans les premiers de l'admettre : « Le travail, il y en a. Si on veut, on en trouve. Celui qui reste à ne rien faire, c'est parce qu'il a les mains palmées. » L'homme qui parle ainsi est responsable d'une équipe d'éducateurs de quartier et opère dans une zone urbaine très industrialisée, où le chômage est limité ; et ce qu'il dit ne paraît pas démentir pour l'immense majorité de la France. Mais il pose bien le problème : dans un certain nombre de régions, un jeune trouve une offre d'emploi non satisfaisante et des jeunes au chômage. Alors même que les tâches qu'on propose à ces derniers correspondent peu ou pas de qualifications et sont accompagnées d'une offre de formation.

Tony a vingt-cinq ans, il habite Villeneuve-la-Garenne, dans le nord de la banlieue parisienne. A dix-neuf ans, il a obtenu le CAP de friseur. « Je n'ai pas du tout envie de passer mes journées à voir des morveux se défilant devant moi », la première année, il travailla dans le quartier ; la seconde, il fut un TUC. Puis il est OS par-ci, mécanicien par-là, électricien, « alors que je n'y comprends rien », VRP, etc.

Il ne travaille en moyenne que six mois par an, jamais plus de quatre mois à la fois. « Quand c'est strictement régulier, j'ai besoin d'autres choses, ça me monte au cerveau. Il faut que je puisse bouger, voir le monde. »

## Mauvaise orientation

Pourtant, la recherche d'un nouveau travail est chaque fois un calvaire : « Dur, très dur... Et puis, du coup, on se retrouve à la rue. » Actuellement, après six ans de « galère », Tony a un projet : devenir entraîneur sportif du grand parleur pour le basket. « En m'occupant de jeunes, ça me va, je me suis peu à peu aperçu que je ne m'en ennuyais pas. J'aime travailler ce que je fais à mes gamins. » Après trois ans, il va devoir se former le soir et durant les week-ends tout en continuant à travailler. Il n'importe quoi en intrinsèque. Avec sûrement de grands moments encore à traverser dans le quartier. « Mais ça a changé dans ma tête. »

A vingt-quatre ans, François, qui travaille la nuit de la Seine, est confiné dans la Normandie, où il est à la recherche de ce moment où quelque chose « change dans la tête ». « La précarité, dit-il, on s'y insinue. Soit-même... C'est un fait. » Comme nombre de jeunes dans sa situation, il incarne une mauvaise orientation au départ ; et, comme eux, il attribue davantage à ses parents qu'à l'école. « On a une spécialité qui ne plaît pas. On essaie autre chose. On est déçu. On fait un deuxième essai : ça n'est pas encore le bon travail. Alors, on s'arrête, on se replie sur soi-même, on s'enferme. »

Pour Pierre Gandossi, responsable de la mission locale de Poissy, dans les Yvelines, « le fait de précarité est trop fort par rapport à ce que devraient être ces jeunes. Dans nombre de pays, on ne peut pas se permettre de ne rien faire, comme eux le font ; ils précèdent, »

il faut travailler chaque jour, on ne peut pas se permettre de ne rien faire. Ici, dans les premiers de l'admettre : « Le travail, il y en a. Si on veut, on en trouve. Celui qui reste à ne rien faire, c'est parce qu'il a les mains palmées. » L'homme qui parle ainsi est responsable d'une équipe d'éducateurs de quartier et opère dans une zone urbaine très industrialisée, où le chômage est limité ; et ce qu'il dit ne paraît pas démentir pour l'immense majorité de la France. Mais il pose bien le problème : dans un certain nombre de régions, un jeune trouve une offre d'emploi non satisfaisante et des jeunes au chômage. Alors même que les tâches qu'on propose à ces derniers correspondent peu ou pas de qualifications et sont accompagnées d'une offre de formation.

## Une sorte de déclin

D'autre part, comme l'explique Philippe Lalevée, responsable d'un club de prévention à Villeneuve-la-Garenne, « il y a une sorte de déclin de type tiers-monde dans les banlieues : avec travail au noir, vente, racket, trafic de drogue... » Les jeunes sont rarement « délinquants à plein temps » ; mais du fait de la situation, ils se retrouvent à ce qu'on pourrait appeler une insécurité dans la précarité ; indubitablement, nombre de jeunes sont dans la situation de ceux qui dans cette situation pendant plusieurs années. Mais pour ceux qui ne connaissent, il n'existe pas - ou très peu - de « précarité joyeuse ». « Comme ça, penser que les jeunes sont heureux », souligne Pierre Gandossi, quand il n'est pas lui-même dans la situation : « Tout ça, ça peut aller, mais ça ne peut pas aller dans la société, c'est d'eux-mêmes qu'ils sont déçus. Et la plus grande des motivations pour nous est de leur dire qu'ils ne sont pas seuls. »

La plus difficile pour certains de ces jeunes n'est pas de passer du travail à la misère. En matière de gain par exemple, les différences leur sont étrangères : les salaires de représentants de présidents, d'hommes politiques, certains ne veulent pas être payés moins de 8 000 francs, 10 000 ou 12 000 francs. Ils veulent une reconnaissance de leur travail. Ou bien l'informatique. Tout cela crée l'ombre d'un acquis social et d'une expérience.

Les châtiments du bâtiment, les métiers où on leur propose d'aller sont souvent les métiers les moins intéressants de la société. Isolés, le résultat leur est d'autant plus difficile que les travaux qu'on leur propose ne sont pas vraiment durs et peu payés. A eux qui ont souvent des parents d'immigrés, ils rappellent, au moment de leur départ, ce qu'on leur a dit : « Je ne veux pas que vous soyez comme eux, ils disent-ils, subir ce qu'ils ont subi. »

Pourtant, beaucoup de ces jeunes - à partir de vingt ans ou vingt-deux ans - commencent à surmonter leur peur. Une peur qui s'est produite en eux. Assez souvent, c'est la peur en ménage qui le provoque ou la venue d'un enfant : à défaut d'être accepté pour lui-même, le travail tire alors un jeune de ce qu'il permet de créer une famille et lui apporter du confort. Vingt-cinq ans constatent une autre forme de saut. A cet âge, on leur a dit que la précarité (surtout que l'immigration) permet de bien l'enfoncer dans la marginalité.

Marie-Claude Betheder

# Les chouchous

Des mesures sont prises afin d'éviter le « turn-over »

L'anticipation est entendue : parmi les premières étapes de la vie professionnelle, la recherche est la plus délicate. Les jeunes ont l'impression de bien dominer leur métier, et ils sont souvent suffisamment l'entreprise pour ne percevoir les défauts, mais sans avoir assez de responsabilités pour y remédier ou éventuellement les occulter. Bref, pour beaucoup, l'heure venue d'aller voir ailleurs n'y serait pas plus tard.

Pourtant - paradoxe de la anticipation - les équipes chargées de la gestion des jeunes sont plus préoccupées par l'accueil des imprévus durant les douze ou vingt-quatre premiers mois que par cette troisième année d'attente, convaincant sans doute que la qualité de l'insertion rendra les jeunes moins sensibles aux sirènes de la concurrence.

Les entreprises aussi différentes qu'Aérospatiale, Arthur Andersen, BSN Consultants, Clemessy, Elf Sanofi, le GAN ou Pechiney mènent une politique à quelques unités près semblable. Il n'y a pas de hasard : presque tous l'ont mise

en place et systématisée durant les trois dernières années (1987-1989). Le turn-over était particulièrement élevé... les contradictions des entreprises sont flagrantes. « Nous ne pouvons pas démissionner trop facilement, mais nous les gênons en expliquant de forum en forum qu'il fallait multiplier les expériences professionnelles, grimper plus vite les échelons hiérarchiques », reconnaît Jean-Luc Vergne, directeur des ressources humaines d'Elf Sanofi.

## Séminaires d'intégration

De l'avis général, les jeunes veulent aujourd'hui moins bouger qu'évoluer. « De nombreux départs s'expliquent par le manque de possibilités d'évolution », constate Marc Sibold, son homologue chez Arthur Andersen. Dans cette entreprise, dont la carte de visite est particulièrement appréciée sur la place de Paris, le « suivi rigoureux de gestion de carrière » est donc jugé essentiel.

Mais, pour que les jeunes aient

envie de rester une partie de leur vie professionnelle dans la même société, encore faut-il qu'ils en connaissent les raisons et les différents métiers. C'est pourquoi toutes ont mis en place pour les nouveaux embauchés des séminaires de formation qui sont aussi de séminaires d'intégration.

Le GAN, lui-même recruté en cécité échappé à une semaine de formation (« une semaine d'entreprise, l'autre sur les techniques de l'assurance ») durant sa première année passée dans l'entreprise. Pour sa part, BSN vient d'ouvrir son « université » destinée à valoriser la culture internationale de ce groupe, désormais implanté dans sept pays, mais dont le siège hexagonal a longtemps été le siège d'Achille. Trois modules ont été élaborés pour les petits niveaux : un module d'initiation au sein de six mois, une d'apprentissage au bout d'un an et de confirmation pour les consultants décorés au bout de deux ans.

Arthur Andersen, qui envoie depuis six années ses nouveaux collaborateurs passer une semaine à Chicago ou Eindhoven,

# Le chant des sirènes

Pour attirer les jeunes cadres, tous les moyens sont bons

QUELQUES JOURS avant un entretien de recrutement, un jeune cadre candidat chez Schering Plough, géant pharmaceutique américain, recevra chez lui une valise contenant un échantillon de produits fabriqués par le groupe. Une idée apparemment utile pour mieux accueillir le futur salarié.

Les entreprises poussent parfois plus loin : elles approchent l'indique. Classiquement, les itinéraires qui sou-

lignées à motiver et fidéliser, qui vont de la bouteille de champagne gravée au nom du VRP au week-end dans un relais-château en pleine évidence par la traditionnelle voiture de fonction. Tout est affaire de motivation, si dérisoire cela puisse-t-il paraître.

La démarche peut aussi être adoptée à l'occasion du recrutement d'un cadre que l'entreprise essaie d'attirer dans ses filets par des « plus » artificiels, mais sur le court terme, mais qui, en cas de départ, peuvent en définitive, dans certains cas, peser dans la balance. Loge retenue à Roland-Garros, abonnement au club de golf, inscription, malgré les listes d'attente, au Racing Club de France... La panoplie est discrètement connue, car les entreprises ne font guère de publicité sur ce sujet, d'ailleurs même à voir la question abordée.

« Sony France ne veut pas jeter de poudre aux yeux de ses jeunes cadres », explique Eric Bastard, responsable du recrutement des cadres, mais c'est aussi parfois il y a malodonne que l'entreprise s'adresse aux jeunes diplômés à la recherche d'un emploi pour

vache à lait. Je crois qu'il faut incriminer dans ce cas précis les politiques de communication développées lors de campagnes de recrutement : sponsoring, loisirs, sport. La communication s'appuie sur des domaines extraprofessionnels, et ce n'est pas sans effet. D'ailleurs, les élèves des grandes écoles en profitent. En cas de malentendu il y a, il ne dure pas bien longtemps, une fois l'étudiant dans l'entreprise, les pendules s'arrêtent à l'heure du naturel.

## « Difficile d'innover »

Volontiers sponsorisés, les patronnés ou ronds financés avec les concours de... Les diplômés, en position de force car « chassés » par une kyrielle d'entreprises, ne manquent pas de peine de leur imagination en marche. Ils se montrent en revanche beaucoup plus réservés une fois en route le processus d'embauche. Réalité confirmée par la majorité des recruteurs. « Nous embaucherons cette année environ une trentaine de cadres, reconnaît Marie-Claude Chatelain, chargée

du recrutement à Solvay. C'est vrai qu'il est difficile d'innover dans les salaires offerts, sur le marché et les concurrents. Là, les jeunes parlent évidemment de gestion de carrière. J'ai remarqué que les choses égales par ailleurs, le jeune ne décidera de venir chez nous qu'il aura eu un bon premier contact. L'attaché peut même en jeu. Mais je refuse de croire que les diplômés font la différence entre des entreprises artificielles. C'est leur vie professionnelle qui est en jeu. Ils ne jouent pas des.

Quoi qu'il en soit, une sagesse serait davantage le fait de ne pas postuler dans des groupes internationaux où ils savent vouloir et pouvoir faire carrière. En revanche, ils se montreraient plus volatils face à des entreprises au statut élevé, de type SSI. Et encore, la crise actuelle n'incite pas à la légèreté. Du côté des groupes comme de celui des diplômés.

Marie-Béatrice Baudet

## Le Monde

HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Chaque samedi, date d'abonnement

مكتبة الامم المتحدة



rise...

## Cycle infernal

## *L'exclusion au fil des générations*

**L**e chômage est un héritage qui se refuse. Éducateurs et sociologues sont d'accord : les enfants cherchus aspirent tous à travailler. « Ce que je voudrais, c'est que mes enfants ne fassent que travailler », espèrent-ils. Mais les armes leur manquent pour entrer dans le monde du travail et de l'entreprise. Et de deux manières.

« Le plus important est de leur donner la confiance. Pour cela, il faut leur confier des tâches qui sont à leur portée, savoir ne pas perdre patience », répondent au besoin de reconnaissance qu'ils ont, explique François Guillot, directeur D.A. de Morle, qui a conduit plusieurs expériences Reims (Marne).

« L'enfance, le paysage familial est problématique. Ainsi, pour les cinquante jeunes nés entre dix-sept ans et dix-huit ans en 1986 et 1987, François Guilloit raconte qu'ils étaient trois cent quatre-vingts frères et sœurs. En ce qui concerne leurs pères, un tiers d'entre eux étaient décédés ; neuf étaient salariés, et tous les autres étaient en chômage.

**Valeur  
essentielle**

l'union ; petitesse des logements sont la cause d'un état de misère, de pauvreté, la malnutrition et le manque d'hygiène se traduisent par avoir un effet sur la santé. Faute d'argent, les petits boîtes ne sont ni entretenus, ni soignés. L'absence de services pour jouer un rôle éducatif, et les jeunes s'y retrouvent vite en proie à la violence. « La relation à l'école est un des termes d'échecs répétés, d'un processus de déqualification qui ne se voit définir, ce qui interdirait évidemment la construction même imaginaire de niveaux qui... La répétition au point du travail est une échelle de la désocialisation, de la mort, de la perte de l'élaboration de projets », écrit Genevieve Krick dans une lettre intitulée « Les deux cultures du

Ayant grandi dans cet univers, les jeunes ont du mal à se situer dans le monde qui les entoure. Remplir un formulaire, se diriger dans la grande ville, se présenter dans une entreprise, tout prend du temps et est difficile. Ils ne savent pas comment utiliser le réseau qui les rapproche de l'entreprise et qui leur permet de savoir si, ici ou là, on a besoin d'eux. Ils se baignent pas dans cette longue tradition culturelle du travail où le travail des parents est connu, décrit avec précision, comme

s'il était inscrit génétiquement, et qu'il passait, d'une génération à l'autre - évoquée par Geneviève Krick des familles récemment touchées par un licenciement. Contrairement aux foyers ouvriers, les jeunes exclus n'ont personne dans leur entourage qui maîtrise un vrai métier et puisse leur en transmettre

Rien non plus **il** prépare **il**  
l'ambiance **il** **est** contraindre **il**  
les **travailleurs** **matin** **personne** **ne**  
vient **ils** **réveiller** **pour** **qu'ils** **arrivent**  
**l'heure** **travail** **Plus** **ne**  
**moins** **indifférents** **ils**  
**ne** **les** **habitués**  
prévoir **en** **cas** **de** **man** **d'  
Personne **ne** **leur** **a** **enseigné**  
la manière **de** **se** **présenter**, **ils**  
**n'ont** **généralement** **les**  
**correctement** **habillés**. **En**  
**outre**, **les** **instruments** **communi-**  
**cation** **du** **monde** **moderne** **ne**  
**disposition**, **il** **Pierre**  
**cité** **dans** **l'étude** **d'ATD-Quar-**  
**Monde**, **qui** **des**  
**le** **nettoyage** **et** **dans** **la** **manutention**  
**: « Lors** **qu'on** **dit** **qu'on** **le** **re-**  
**pellera**, **il** **l'adresse** **d'**  
**voisine**, **car** **il** **le** **« téléphone. »**  
**« Pour** **des** **jeunes**, **il**  
**pendant** **une** **valeur** **essentielle**, **il**  
**le** **point** **de** **repère** **par** **rapport**  
**à** **la** **«** **défini**, **discou-**  
**sur** **une** **fierté**, **mais**  
**œuvre** **collective. »** **Mais**  
**ne** **pas** **les** **rebouter** **: « On** **constate** **le**  
**plaisir** **leur** **procure** **de**  
**un** **leur**  
**demande** **des** **choses** **difficiles**,  
**tendance** **à** **leur** **explique**  
**François** **Guillot**, **l'imporant**  
**leur** **reconnaître** **l'«** **l'er-**  
**Car** **un** **débat**, **lors** **il****

■ donnent à fond, ils ne parvien-  
■ faire les choses ■

En réalité, « les jeunes ont besoin de temps, et que leur donnent pas les parents reconduits de trois mois en trois mois. » *« Dès qu'approche la fin de leur congé individuel de formation ou autre trimestre d'utilité collective, on voit qu'ils commencent à avoir peur de ce qui se passe après, racontent les éducateurs. Un coup, ils commencent à aller mais ils reviennent ce qu'ils entraînent. »*

**Françoise Chirot**

**I**LS ont étudié une grande école, puis se sont démenés pendant des années pour grimper dans la hiérarchie. Le sacrifice a payé, puisque les voilà maintenant dans les supérieurs. Et fiers de voir leur progéniture prendre le même chemin, des journées entières le matin ils livrent pour préparer le matériel d'entrée à l'école de papa (ou de maman).

Et puis, un beau jour, en plein vol, le licenciement a brisé cet élan. Il s'en retrouve alors dans le monde de l'outplacement, dans les équipes d'un télé-

phone et d'un Minitel. Tant d'efforts pour en arriver là... Quelles leçons les enfants en tirent-ils pour eux-mêmes?

de savoir. Les parents n'en parlent pas, leurs enfants encore moins. Dans les bureaux des élèves des grandes écoles, on voit tout au plus qu'un tel semble avoir moins de forme, qu'un autre manque d'argent ou quelque chose d'autre. Alors, nous dit-on, on s'informe plus directement ! l'élève apprend que l'un de ses parents est chômeur. Sinon, les parents ne parlent pas.

## Mentalité de gagneur

Le même silence **habite** les parents licenciés. Leurs amis évitent d'évoquer le sujet **car** eux, tandis que **les** **parents** d'outplacement préfèrent protéger leurs clients. **Un** **essai** de leur redonner confiance en eux. Ce n'est **pas** le **meilleur** pour **leur** **en** parler. Le licenciement **les** **rejoint** **sur** **le** **terrain** **des** **liens** **sociaux**. Même **les** **sociologues** **ont** **du** **mal** **à** **faire** **des** **recherches** **sur** **le** **sujet**. Mais, **il** **est** **une** **question** **de** **budget**, explique l'un d'eux. **Il** **y** **a** **plus** **d'argent** **pour** **étudier** **les** **problèmes** **des** **pauvres** **que** **ceux** **des** **riches**. **Et** **alors**, **qu'y** **faire**, **se** **s'intéresser** **aux** **riches**.

■ ■ ■ ■ ■ extrapoler, ■ partir d'au-  
■ ■ ■ ■ ■ études sur le milieu familial.  
« A dix-huit ■ ■ ■ ■ ■ logique éducative  
est telle que l'enfant ■ déjà, très pro-  
gressivement, ■ ■ ■ ■ ■ ce qu'il doit  
faire, estime François ■ ■ ■ ■ ■ l'ingly,  
sociologue ■ ■ ■ ■ ■ auteur de la Famille :  
état des savoirs (La Découverte).  
Tout le modèle parental ■ déjà  
dans l'enfant. On n'entre ■ ■ ■ ■ ■

prépa sur un coup de cœur. Il faut avoir étudié dans les  lycées, être convaincu qu'on  parmi les meilleurs. Bref, être déjà très  « croyant ». Aussi, le licencierement du père ou de la mère, au lieu d'effacer  trajectoire  enfants,  force. » Tout  plus, il s'interrogera sur son orientation future, verra le service public plutôt que  privé, ou  choisissant filières plus sûres. Mais le soir, en s'endormant, précise François,  «  enfant  répèteur  meilleur, un peu plus fort : « Je suis le meilleur. »

« Ça, peut-être ce que pense Laurent », dit-il, en se penchant à l'oreille de Jacques, cinquante-trois ans, ancien de Sup. — Ce co-excadre dirigeant d'un ... international, ...  
 « Et il y a deux mois, « Actuellement, Laurent a le regard fixé sur la ligne bleue des toises le long du ponton, ...  
 Jacques. Et je ... fais rien pour l'écarter, ... cela ne développerai ...  
 chez lui une mentalité de gagneur. J'ai ... phobie ... lui insuffler l'esprit d'entreprise, ... lui dire ...  
 les choses qu'il fait partie des ...  
 ... la ...  
 situation. Et que, dans le ... économique dans lequel ...  
 vivons, les ... durs sont partie ...  
 ... détreusement ...  
 carrière. Ce qui ne ... rien ...  
 ... que ...  
 la ...  
 années, Laurent a ... père travailler d'arrache-pied, ...  
 ... la maison. Et ...  
 aujourd'hui, la ... corrigé, ...  
 se perpétue ...  
 « L'acharnement ...  
 travail, il n'a ... ça. Il fera ...  
 ...  
 ...  
 travailler deux fois plus ...  
 réorganiser ...  
 ... »

**Francine Allred**



## Les révisions du recrutement

## Les employeurs veulent mettre de l'ordre dans les techniques d'approche

**IMPOSSIBLE** à vérifier, la rumeur se circule depuis la rentrée : des jeunes diplômés éprouveraient des difficultés pour se faire embaucher. Peut-être pas ceux des grandes écoles, surtout techniques, qui pourraient profiter de la situation de pénurie, mais plus sûrement une partie des promotions issues des « petites » Sup de Co de pro-

vinces, qui sont forcément plus sensibles aux effets de conjoncture.

D'un air entendu, M. spécialement du recrutement citent des cas qui fournissent de bonnes évaluations, tel ~~un~~ ~~cas~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~recherche~~ ~~d'un~~ ~~emploi~~ ~~si~~ ~~mois~~ ~~après~~ ~~la~~ ~~sortie~~ ~~ici~~ ~~un~~ ~~la~~ ~~des~~ ~~étudiants~~ ~~reconnaissent~~ ~~qu'ils~~ ~~sur~~ ~~un~~ ~~tapis~~, principalement ceux qui se ~~sont~~ ~~engagés~~ ~~dans~~ ~~la~~ ~~voie~~ ~~d'un~~ ~~diplôme~~ ~~n'ayant~~ ~~encore~~ ~~fait~~ ~~un~~ ~~premier~~.

l'Etat et que les prix  
aient baissé. Les jeunes diplômés  
ne sont plus aussi bien traités  
financièrement qu'ils l'étaient.  
L'Etat leur a rendu la vie plus  
facile. Le nombre d'entre-  
prises... dirigeants sont devenus  
exigeants à leur égard... en rai-  
son d'une situation économique  
peu lissable. Les entreprises ont  
peu vite. Désormais... périodes  
d'essai sont très respectées... on  
hésite moins à se séparer...  
l'un qu'on se fait pas complète-  
ment responsable de l'affaire. D'ailleurs, certains  
responsables du recrutement en  
arrivent à douter de l'intérêt  
de l'embauche du « tout jeune »  
qui s'avient eux-mêmes érigé en  
principe. Voilà qu'ils critiquent  
le manque d'expérience, et l'ac-  
tuation que le degré de motiva-  
tion des jeunes diplômés, si long-  
temps choqués... correspond pas  
à leurs

**Coincidence ?** Toujours est-il que treize des gros employeurs français, réunis dans le club Syntonie, ■■■■ bien décidés ■ peser sur ■ marché pour tenter de l'organiser. Après des années d'euphorie, ils veulent maintenant

connaître le réel d'un tement, espèrent, sans le dire, faire le ménage parmi les intermédiaires, et s'imaginent en assainir les pratiques. plus cohérence. Parmi leurs objectifs figure le regroupement « forums écoles » qui s'étaient multipliés ces derniers point l'on en comptait environ trois cent cinquante répartis sur le territoire, chaque établissement essayant d'avoir le sien, à date si possible différenciés de ses concurrents.

## Regroupement des « forums écoles »

Le système s'aurait dispensé pour les entreprises qui embauchent des jeunes diplômés, obligées de payer - parfois très cher - leur participation à des manifestations, pour le plus grand profit des bureaux d'élèves et des organisateurs spécialisés. Dorénavant, les membres de ce club entendent imposer des forums communs à plusieurs écoles. Un événement unique.

ce tout particulièrement dans les villes de province, Lille et Toulouse pour commencer.

Cette remise en ordre devait fatalement se produire. Avec le développement des besoins en recrutement, on a essayé de multiplier ces systèmes mais... Pénurie aidant, chaque nouvelle méthode était censée apporter l'efficacité qui semblait faire défaut aux anciennes. Mais, après une période de croissance exponentielle, le nouveau venu planifiait à son tour dans ses rendements, le candidat instituant comme le Ministre de la Forêt, ce qui est le plus le forum-club comme les jolies conventions. Ce qui fait que, disposant aujourd'hui d'une palette très large de techniques d'approche, les recrutements ne peuvent remonter à aucun, ni en privilégier un seul. Pour maintenir leur rendement, ils sont conduits à diversifier, sans doute à reconstruire un ensemble logique, après avoir tellement improvisé dans l'urgence.

A 19

**RELEVÉZ LE DEFI DE 1993**  
**Ne laissez pas étranger**  
**aux langues**

**IFG Langues "Beaugrenelle"**  
 37, quai de Grenelle, 75015 Paris  
 Tél.: (1) 40 59 30 30  
 Fax: (1) 40 59 96 00

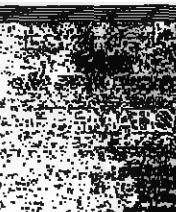
**IFG Langues "La Défense"**  
 7, place de la Défense  
 92090 Paris La Défense  
 Tél.: (1) 47 11 23 75  
 Fax: (1) 46 98 94 26

**IFG Langues "Marne-la-Vallée"**  
 15, rue de l'Europe  
 93160 Noisy-le-Grand  
 Tél.: (1) 43 04 11 77  
 Fax: (1) 43 04 37 08

**IFG Langues "Wanda"**  
 34, avenue "Wanda"  
 75116 Paris  
 Tél.: (1) 45 11 58

**Le Monde**  
**ÉDITIONS**

**LE GUIDE DE VOS ÉTUDES JUSQU'À BAC + ... x**




De plus en plus, les études,  
notamment universitaires,  
se professionnalisent,  
les guides aussi...

Sous la direction de  
Frédéric Gaussen,  
la collection "Vos études"  
est à la disposition de tous  
le savoir accumulé des  
spécialistes du Monde.

Déjà parus :  
La gestion  
L'informatique

**EN VENTE EN LIBRAIRIE**



— DE — ET — DE PARIS


# MS E S C P

## MASTRE SPECIALISE JURISTE D'AFFAIRES INTERNATIONALES

Spécialisation de haut niveau, en un an, pour former le juriste à la gestion d'entreprise dans un contexte de négociations internationales. Ce programme, en étroite collaboration avec le C.F.P.E., bénéficie d'une équivalence de crédits.

Sélection ouverte aux titulaires d'un DESS ou DEA de droit, du CAPA ou équivalent.

Dossier de candidature et renseignements auprès de Nathalie CHIGNOLL



**GRUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS**  
**MASTRES SPECIALES**  
 79, avenue de la République - 75843 Paris Cedex 11 - Tél. : 49 23 21 43

## DIRECTION D'UN CENTRE DE PROFIT

- Séminaire de management général.
- 24 jours en continu (du 1er juin au 3 juillet 1992) à LYON.

### CDM

Centre de Développement du Management

23 ■■■■ Guy de Collongue  
B.P. 174  
69132 ECULEY CEDEX



**Groupe ESC Lyon**  
LYON GRADUATE ■■■■ ■■

## RENSEIGNEMENTS

LYON 72.20.25.20

PARIS 43.94.16.46



LIBRAIRIE

**Concurrence et stratégies dans la distribution**  
de Cédric Ducrocq

**L'entreprise : pourquoi ? comment ?**  
d'André Bover

Librairie Vuibert, 95 francs.

Ces deux ouvrages sont les derniers-nés de la collection «Vuibert Entreprise», qui comprend déjà une quinzaine de volumes consacrés entre autres à la Bourse, aux ressources humaines, au management et à l'environnement européen de l'entreprise.

Le livre consacré à la distribution fait le point sur les bouleversements de ce secteur et les perspectives de la décennie 90. Il débute sur une analyse des mutations démographiques et sociologiques de la société française et de leurs conséquences sur les comportements des consommateurs. Suit une longue description des stratégies de la distribution dans un pays du marché de l'alimentaire. Ce livre conclut sur la perspective européenne.

Il est un public non spécialisé, l'ouvrage sur l'entreprise raconte les différentes étapes de la vie de cette cellule : de sa naissance à son environnement en passant par ses maladies pour arriver à ses différentes morts. Fonds propres, actif, passif, marketing, trésorerie : tout le langage spécifique est expliqué à l'aide d'exemples de schémas et de graphiques.

TRIBUNE

# Un contrat d'engagement entre le jeune et l'entreprise

par Dorothee Rivaud-Danset et Robert Salais

**N**OS recherches sur l'économie française montrent qu'il y a plusieurs voies de modernisation des entreprises. L'une repose sur des investissements coûteux mis en œuvre par un petit nombre de salariés, bien payés et qualifiés, mais fortement sélectionnés sur leur motivation. Le second est celui des produits de grande diffusion sur les marchés internationaux où règne une dure concurrence prix. Seule une minorité de jeunes bien diplômés s'adaptent pour entrer dans ce modèle de modernisation. Ce n'est pas ainsi que l'on fera avancer la solution du chômage des autres, si nombreux.

L'autre voie consiste de se réapproprier les caractéristiques qui font la force des modèles allemands ou japonais : produits de qualité, réputés, réalisés en petite série variée et flexibles au gré des besoins des clients, issus de savoir-faire accumulés par la main-d'œuvre. Ces entreprises ont besoin d'une main-d'œuvre qu'elles puissent former elles-mêmes, «faire à leur main», transformer en un capital humain. Cette modernisation est moins coûteuse en capital : elle répond mieux aux exigences du commerce international ; elle serait favorable à une meilleure spécialisation de l'économie française ; elle est davantage créatrice d'emplois.

Or ces entreprises petites ou moyennes, parfois grandes, rencontrent de grandes difficultés pour progresser dans cette voie. Certes les salaires qu'elles offrent sont plus élevés que ceux des entreprises de grande taille. Mais de vives difficultés viennent de ce que les solidarités locales (entre entreprises, avec les communes, les associations, les centres de formation...), les réseaux d'apprentissage, la qualité du travail, les vertus de l'engagement réciproque, si nécessaires à ce modèle, ont été souvent détruites, perdues ou dévalorisées : la logique technicienne et «industrielle» qui domine en France. Du coup, de telles entreprises ne trouvent plus les jeunes dont elles ont besoin.

L'essentiel est de commencer. Aussi nous faisons une proposition, sachant qu'elle ne

régle pas tout, mais qu'elle pourrait contribuer à engager le processus. Cette proposition est celle d'un **contrat d'engagement** entre le jeune et l'entreprise. Trop souvent le courant ne passe plus entre les jeunes et les entreprises. Les premiers sont suspectés d'être instables, trop exigeants, peu au fait de leur valeur réelle au travail. Les secondes sont accusées de vouloir développer la précarité et la marginalisation, au détriment de l'insertion des jeunes. Or pour les jeunes qui n'ont pas les diplômes suffisants, l'insertion ne peut passer que par le rétablissement de la confiance.

**D**ANS ce contrat, chacun ne gagne que s'il respecte ses engagements : le jeune de travailler et de s'insérer progressivement et utilement dans le collectif de travail de l'entreprise ; l'entreprise de faire en sorte qu'elle puisse former le jeune et lui assurer les conditions d'une insertion durable. Ce contrat est à priori souple. A l'image des différentes formules actuelles à qui il pourrait offrir un cadre unificateur, il devrait être obligatoirement combiné avec une formation en cours d'emploi dont le contenu correspondrait à celui de l'entreprise. L'essentiel est de créer un climat de «coengagement». Ce contrat repose sur la constitution d'un fonds salarial différé. L'entreprise et le jeune, par exemple, versent au SMIC, et constituent avec un pourcentage significatif du SMIC (qui pourrait être de 25 % à 30 %) une provision en franchise d'impôt qui alimente le fonds salarial. L'Etat fournit sa quote-part en exonérant cette embauche des charges sociales. Au bout de six mois, on fait le point sur la façon dont chacun a «investi» dans la relation.

Soit le jeune n'est plus dans l'entreprise : la provision est perdue pour le jeune et pour l'entreprise, mais non pour la collectivité. L'entreprise reverse à celle-ci la provision sous la forme, par exemple, d'une contribution supplémentaire à la taxe d'apprentissage.

Soit l'engagement a tenu sa part et d'autre : le jeune et l'entreprise peuvent commencer à retirer les fruits de leurs investissements en travail et en formation. Le jeune passe à 75 % du SMIC, augmentation financée par le fonds salarial constitué. L'entreprise réside en ce qu'elle bénéficie maintenant d'un salarié mieux formé dont la productivité devrait être dans cette période supérieure à la rémunération.

Une partie des 25 % des charges sociales peut continuer à venir alimenter le fonds salarial pendant cette période. Au bout de deux ans, ce fonds permet de financer le passage du jeune au salaire qui, dans l'entreprise, est normal pour l'emploi où il est. Si ce jeune est parti entre six mois et deux ans, il pourrait être convenu, mais encore, qu'une partie au moins du fonds salarial soit reversée à la collectivité pour marquer l'échec final des engagements pris.

Au bout des deux ans, l'entreprise aurait ainsi économisé le coût du travail, hors charges sociales, l'équivalent de 7,5 mois de SMIC par jeune embauché. En même temps, le fonds salarial lui procure une aisance appréciable de trésorerie qui réduit les charges financières de l'entreprise de un ou deux mois de SMIC par jeune. Cela se peut que favoriser sa modernisation, tout en l'orientant vers l'emploi. Pour le jeune, ce contrat garantit le financement de sa formation pendant ses premières années d'entreprise.

Voilà l'esquisse. Bien des points restent à préciser. Faut-il comme couple de périodes six mois-deux ans ou trois mois-un an ? Cela dépend des métiers. Il faut encore une logique de contrôle administratif, tout en protégeant des abus. Une tierce partie (prud'hommes, centres de formation professionnelle, locaux, ...) pourrait arbitrer et

chercher une conciliation en cas de litige entre le jeune et l'entreprise.

Cette incitation à l'embauche des jeunes pourrait être la première composante d'une réforme plus vaste favorisant la mise en place de fonds salariaux susceptibles de contribuer au financement des retraites. Ceux-ci pourraient être quasi-fonds propres favorisant l'autofinancement de l'entreprise à l'issue des retraites des entreprises allemandes. Laurent Fabius le suggère. Certes ces institutions qui impliquent la responsabilité de l'entreprise vis-à-vis de sa main-d'œuvre ayant de l'ancienneté sont devenues étrangères aux entreprises et insupportables (1).

**M**AIS le système actuel, adapté à une économie en croissance, a prouvé ses effets pervers. Il incite les entreprises à gérer leur main-d'œuvre en cherchant sans cesse les sureffectifs dont elles pourraient se séparer en les mettant en préretraite. De ce fait, à la différence des Etats-Unis, aucune disposition ne garantit le retour des salariés dans l'entreprise en cas de reprise économique. Des fonds de retraite d'entreprise diminueraient les effets incitatifs à la réduction de la main-d'œuvre qu'exerce le système actuel ; en réduisant ses effectifs, l'entreprise réduirait sa capacité d'autofinancement, incitée à conserver sa main-d'œuvre expérimentée, l'entreprise ne pourrait trouver parmi elle les tuteurs nécessaires pour les jeunes qu'elle aurait embauchés ?

► Dorothee Rivaud-Danset et Robert Salais sont économistes.

(1) Le système allemand de protection d'entreprise offre à l'employeur une très grande souplesse, en ce qu'il conserve tant les modalités de financement que les bénéficiaires. L'ouvrier qualifié et le cadre de la grande industrie sont les deux catégories dominantes. Le modèle la plus répandue est celle dite des promesses de pension où l'entreprise est intégralement responsable du paiement de la rente complémentaire qu'elle s'est engagée à verser au salarié ayant acquis dix ans d'ancienneté.

STAGES

**Le service des offres de stage est désormais accessible au grand public**  
3615 LEMONDE.

**Les personnes intéressées** peuvent contacter directement STAGE ETUD (47, rue Paul-Vaillant-Couturier, 94257 Gentilly Cedex), le service des stages de la MNEF, en téléphonant au (1) 49-08-99-99.

Les entreprises désireuses d'être passées des offres sont priées de consulter directement cette association au 45-65-11-11.

COMPTABILITE

Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : 6 200 F. Profil : bac + 2.

comp. gestion. Mission : au sein de la direction financière, tâches administratives liées à la préparation de la déclaration DADS 2 (nominatives et courages). 12703.

MARKETING

Lieu : Chaux (86). Date : Immédiate. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1 ou 2, école de commerce, IAE, BTS. Mission : actions de marketing et/ou opérations commerciales. 14276.

Lieu : Boulogne-Billancourt. Date : mars. Durée : 6 mois. Ind. : 5500 F brut. Profil : bac + 4/5, école de commerce, micro-informatique (micro, lots, excel, word, powerpoint), chef de produit sur une gamme. 14270.

Lieu : Paris. Date : février. Durée : 3 mois. Ind. : 1 600 F + prime. Profil : bac + 3. Mission : lancement d'un produit de formation destiné aux responsables de formation. 14269.

Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2.

commerce/vente d'un nouveau

veau produit de nettoyage direct. 14286.

Lieu : Epinay-sur-Seine. Date : Immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2. Mission : prospection sur fichier, prise de contact négociations, établissement de devis. 14262.

PERSONNEL

Lieu : Paris. Date : février. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3. Mission : conseil en relations humaines (entretien et recrutement). 13682.

Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, école de commerce, micro-informatique et anglais. Mission : assistance des consultants en recrutement, mise de l'approche directe de candidats, participation à la question de bases de données d'entreprises et de candidats. 13682.

COMMERCE INTERNATIONAL

Lieu : Roissy. Date : Immédiate. Durée : 15 jours minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : connaissance du secteur de la douane douanière. Mission : agent au service clientèle, accueil et information des clients en matière de transport douanier. 15772.

VENTE

Lieu : Marne-la-Vallée. Date : Immédiate. Durée : 1 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, école de commerce, permis de conduire. Mission : prospection et développement d'un segment de clientèle. Identification des potentiels. 15078.

INFORMATIQUE

Lieu : Bayonne ou Lure. Date : Immédiate. Durée : 1 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 1. Mission : stage d'informatique au sein d'une société d'informatique et de télématique. 17044.

Lieu : Nanterre. Date : Indéterminée. Durée : à définir. Ind. : non rémunéré. Profil : bac + 2. Mission : stage de découverte de l'informatique dans le milieu de l'entreprise, élaboration et mise au point de programmes informatiques en rapport avec une analyse détaillée des besoins. 17043.

Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 mini, école d'ingénieur, connaissances du Macintosh. Mission : définition et mise en place des programmes informatiques d'après le cahier des charges établi par le service comptabilité, écriture des programmes, mise en place d'un support technique destiné aux utilisateurs. 17042.

COMMUNICATION

Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 5 mois. Ind. : 4 390 F. Profil : bac. Mission : réalisation de portraits en studio électroniques, études de méthodes de reportage, art du récit photographique. 18925.

Lieu : Paris. Date : 4 mois. Ind. : 6 530 F mini. Profil : bac + 1/2. Mission : maîtriser la photographie, légèrer les photos, reportages professionnels, art du portrait, press-book. 18925.

Lieu : Bobigny. Date : Immédiate. Durée : Indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : mise en place de programmation, d'une salle de classe. 18924.

Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. TTX. Mission : participation à l'organisation de manifestations, à la revue de presse, à la diffusion de la lettre. 18923.

Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 2/3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/4, communication, relations humaines. Mission : assister le responsable pour l'organisation d'événements sur le thème de l'innovation et l'insertion de la télévision. 18922.

PUBLICITE

Lieu : Poitiers (86). Date : Immédiate. Durée : 15 jours minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 mini. Mission : participer à la création de campagnes publicitaires. 18978.

Lieu : Bayonne ou Lure. Date : Immédiate. Durée : 1 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + mini, publicité, arts graphiques. Mission : stages en publicité, stage à définir avec l'entreprise. 18975.

Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, commerce, expérience de la vente. Mission : chef de publicité, presse. 18973.

SECRETAIRIAT

Lieu : Issy-les-Moulineaux. Date : Immédiate. Durée : 1 mois ou +. Ind. : 1 620 F. Profil : bac, Word 4, Macintosh et/ou Word 5 PC et/ou Excel. Mission : secrétariat, standard de 8 lignes, trappe, courrier. 24014.

Lieu : Villepinte. Date : Immédiate. Durée : 2/3 mois. Ind. : 1 600 F mini. Profil : bac + 1/2, bureautique. Mission : secrétariat, saisie de documents. 24013.

Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2. Mission : bureautique, accueil, secrétariat. 24011.

Lieu : Saint-Maur-des-Fossés. Date : Immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 2, Word sous Windows, anglais. Mission : secrétariat. 24595.

Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : 6 200 F mini. Profil : bac + 2, secrétariat, bureautique, goût pour l'informatique. Mission : au sein du département ressources humaines, tâches administratives liées au recrutement. 24963.

Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 6 mois à mi-temps. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : mise au point de forme pharmaceutique, étude de stabilité et de conformité. 25180.

AUTRE

Lieu : R.P. Sud. Date : Immédiate. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 mini, BTS, DUT pharmacie. Mission : mise au point de forme pharmaceutique, étude de stabilité et de conformité. 25180.

ECHOS

## Solidarités urbaines

En présence d'un millier de participants, un colloque se tiendra le 31 janvier à l'UNESCO, sous le haut patronage du président de la République, intitulé : «Villes solidaires». La manifestation est organisée par l'Association des maires des villes de France, l'Association des maires ville et banlieue de France, le Fonds d'action sociale (FAS) pour les travailleurs immigrés et leurs familles, la Caisse des dépôts et l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM. Quatre thèmes seront étudiés au cours de cette journée : Que se passe-t-il concrètement dans les quartiers ? Comment mieux répondre à la demande sociale ? Comment conduire le changement ? Et demain ?

Secrétariat du colloque : 7, rue du Pasteur-Wagner, 75011 Paris. Tél. : (1) 48-06-81-91.

## Entretiens sans frontières

L'initiative de l'Office des migrations (OMI), se tiendra à Paris, le 23 janvier, les premiers Entretiens sans frontières, consacrés à la recherche institutionnelle et des entreprises sur le thème de l'expatriation. Cette journée s'adresse à tous ceux qui veulent confronter expériences et points de vue avec les spécialistes de la mobilité internationale. Le CINDE (Centre interentreprises de l'expatriation), qui rassemble quarante-deux sociétés françaises expatriant quatorze mille collaborateurs dans cent trente pays, a été associé au programme.

Entretiens sans frontières. Centre des conférences internationales, 19, avenue Kléber, 75016 Paris.

## XV<sup>e</sup> Semaine européenne

Du 27 au 31 janvier, l'Ecole centrale de Paris organise, avec ses étudiants, la XV<sup>e</sup> Semaine européenne. En provenance de vingt-neuf pays, trois cent cinquante étudiants étrangers participeront au programme. De nombreuses personnalités internationales s'exprimeront au cours des débats, dont Lothar De Maizière, président du

conseil de l'ancienne RDA, et Anatoli Sobtchack, maire de Saint-Petersbourg.

Ecole centrale de Paris, Grande-Voie des Vignes, 92258 Châtenay-Malabry. 82258 Châtenay-Malabry. Téléphone : (1) 41-13-15-15.

## Une éthique des affaires

Sur le sujet de la sanction en éthique des affaires, le Cercle d'éthique des affaires organise, le 30 janvier, une conférence-débat. Au cours de cette manifestation, interviendront Alain Bertrand, directeur de la communication et de la qualité chez Solac, Jacques Brouillet, directeur associé, conseil juridique en droit social de KPMG Fidal, Octave Génier, président d'honneur de la CEGOS, et Didier Pourquy, rédacteur en chef adjoint de la Tribune de l'Expansion. La conférence aura lieu de 18 h 30 à 20 h 30 à l'Ecole nationale des ponts et chaussées (ENPC), 28, rue des Saints-Pères, à Paris.

Ethique d'éthique des affaires, ENPC, 28, rue des Saints-Pères, 75007 Paris. Tél. : (1) 42-80-34-13.

## Emploi des cadres : toujours le déclin

Selon l'indicateur de l'APEC (Association pour l'emploi des cadres), établi à partir de la publication d'offres dans les journaux, le marché de l'emploi des cadres est toujours en état de récession grave. Au mois de novembre, avec seulement 3 449 propositions de postes, le recul était de 48 % par rapport au même mois de l'année dernière, lui-même en baisse sensible sur la tendance du premier semestre de 1990. Sur douze mois, la chute s'évalue à 36 %. Toutes les fonctions sont affectées, mais on note un effondrement particulièrement sévère pour les ingénieurs de fabrication-production-chantiers, les hommes d'études-recherche-projets, les informaticiens et les cadres de la fonction personnel. Les postes commerciaux du tertiaire et de l'administration sont un peu moins touchés.

### CESMA MBA :

investissez pour enrichir votre carrière

Pour donner une nouvelle dimension à votre carrière et valoriser ainsi votre première compétence spécifique, le CESMA MBA vous permet de maîtriser l'ensemble des outils du management dans un contexte multiculturel.

MBA européen intensif en 1 an, bilingue (français-anglais), le CESMA MBA est réservé à des diplômés de l'enseignement supérieur (ingénieurs, universitaires...) dotés d'un fort potentiel managérial, de préférence après une expérience professionnelle.

Pour obtenir des informations complémentaires ou le dossier de candidature, participer aux prochaines sessions de sélection (tests et entretien), contactez :

Muriel CHAUMAT  
CESMA MBA  
23, av. Guy de Collongue  
BP 174  
69132 ECULLY CEDEX  
FRANCE  
Tél. : 72.20.25.30.

Groupe ESC Lyon  
LYON GRADUATE SCHOOL OF MANAGEMENT

**Le MBA du Groupe ESC Lyon**

سكيا من الاصل



## Gestion et des Finances

### CONSULTANT EN RECRUTEMENT FINANCIER

PARIS

AGE 26-31

EXCELLENT SALAIRE

Robert Walters Associates, le conseil leader européen en recrutement financier. Nous ouvrons notre premier bureau en France qui complète notre réseau existant au Royaume-Uni, en Belgique et aux Pays Bas. Ce réseau nous permet d'offrir des solutions pan-européennes à nos clients internationaux.

Notre expérience est reconnue et attribuée aux capacités et compétences de nos consultants par le support de techniques avancées en recrutement et l'usage de systèmes informatiques sophistiqués.

Le Bureau de Paris, composé d'une équipe de consultants expérimentés, des multinationales implantées à l'international et en région dans le secteur financier se situe au niveau cadre. Nous recherchons maintenant un consultant qui sera affecté au développement de ce nouveau bureau.

Le profil idéal devra avoir acquis une expérience en finance/gestion ou le marketing. Intelligent et motivé, le candidat sera capable de s'intégrer dans une équipe de valeur productive et commerciale. L'anglais devra être parlé couramment bien sûr.

Après une période d'adaptation à Londres, le candidat sera responsable du développement d'un portefeuille de clients internationaux et encouragé à contribuer à la croissance de la société.

En échange, nous envisageons une rémunération exceptionnelle, un salaire de base élevé, une voiture de service, une prime trimestrielle et des avantages sociaux.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur Curriculum Vitae à Mr Andrew Chancellor à Robert Walters Associates, 10 Boulevard Haussmann, 75009 Paris. (Tél: 49 24 06 20 Fax: 49 24 07 57)

ROBERT WALTERS ASSOCIATES

LONDON WINDSOR BIRMINGHAM BRUSSELS AMSTERDAM PARIS

### SECTEUR TERTIAIRE

## CONTROLEUR DE GESTION OPERATIONNEL

Une entreprise du secteur tertiaire (4 sociétés, CA 400 MF), filiale d'un groupe français de tout premier plan recherche son contrôleur de gestion.

Ce poste conviendrait à un candidat ESC ou équivalent, ayant 2 à 3 ans d'expérience en contrôle de gestion (ou en audit), rigoureux, dynamique, autonome, capable d'être reconnu comme un interlocuteur efficace et opérationnel.

Poste basé banlieue immédiate sud de Paris.

Ecrire sous réf. 4A 2328 2M  
Discrétion absolue

Membre de Syntec  
71, rue d'Auteuil  
75016 Paris



36 15  
LM

Grâce à 3615 LM,  
5 000 cadres ont envoyé  
leur candidature par Minitel.  
Grâce au Minitel, 200 entreprises  
ont reçu vos candidatures.

Le Monde  
du

## Premier Emploi

### JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES (HEC, ESSEC, CENTRALE, MINES...)

Banque d'entreprises à vocation nationale  
et internationale, la BFCE recherche des Jeunes Diplômés  
de grandes écoles pour son

### Inspection Générale

Au sein d'une équipe d'une quinzaine de personnes, directement rattachée au Directeur, vous effectuerez une inspection approfondie des techniques bancaires et la gestion de l'ensemble de nos unités en participant activement à des missions d'inspection de plusieurs semaines, tant en France qu'à l'étranger.

Cette expérience, alliant à vos qualités d'analyse et de synthèse, à vos excellentes capacités rédactionnelles et à votre très bonne maîtrise de l'anglais, vous permettra de prendre rapidement la responsabilité de ces missions.

Par la suite, les compétences acquises à l'Inspection Générale vous ouvriront des opportunités de carrière diversifiées au sein d'autres unités de la BFCE.

Si la perspective de rejoindre une banque vous séduit, merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV sous réf. JD/INSP à la BFCE - Direction Humaines - 21, boulevard Haussmann - 75009 PARIS.

**BFCE** Banque Française  
du Commerce Extérieur



MATIF : Marché à Terme  
leader en Europe.

La S.A. a les fonctions principales :

- la gestion et l'organisation des transactions sur le marché.
- la compensation des négociations.
- le contrôle de la régularité des opérations.

En 1991, avec un total de près de 37 millions de contrats traités pour l'année, le MATIF a bénéficié d'une augmentation de son activité de 15 %.

Dans ce contexte particulièrement dynamique, nous souhaitons remplacer notre

## AUDITEUR INTERNE

récentement promu à des responsabilités plus larges

Vous interviendrez sur des missions très variées d'audit opérationnel touchant à l'ensemble des départements de notre société. Vos responsabilités couvriront l'analyse, le diagnostic des outils de contrôle. Votre démarche devra être à la fois détaillée sur le terrain, et synthétique dans les recommandations que vous remettrez à la Direction Générale.

A 27/30 ans, vous bénéficiez d'une formation Grande Ecole de Commerce ou équivalent ainsi que d'une expérience de 4 ans acquise en Cabinet d'audit, si possible anglo-saxon dans le service audit d'une grande entreprise.

Les possibilités d'évolution sont réelles. Merci d'adresser votre candidature indiquant la référence A/803 sur l'enveloppe à notre Conseil ORNICAR - 6, rue Halévy Place de l'Opéra - 75009 PARIS

ornicar

### ETABLISSEMENT FINANCIER DE TOUTE PREMIERE IMPORTANCE

## Contrôleur activités de marché

Vous rejoignez, au sein du département "Investissements et marchés", le secteur du contrôle des risques et des résultats des activités de marché (boursiers et financiers), secteur en cours de fort développement.

Sous l'autorité du responsable du contrôle, vous êtes chargé, dans un premier temps, de poursuivre le développement d'un système de calcul de risques (de taux et de change) mis en place dans la filiale américaine, et d'installer une version adaptée de ce système dans la nouvelle filiale allemande.

Puis, tout en assurant la maintenance de ces systèmes, vous prenez en charge le contrôle d'un domaine d'activités.

Pour ce poste aux contacts variés, nous souhaitons recruter un jeune ingénieur diplômé de grande école, ayant une bonne connaissance des instruments financiers (stage ou 1<sup>re</sup> expérience), utilisateur informatique averti.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, et prétentions) sous réf. 217 à MEDIAPA 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.



## Gestion et des Finances

Grand groupe industriel à vocation internationale recherche pour l'une de ses unités de production située à

FOURGOGNE

## Contrôleur de gestion

Directement rattaché au Directeur Général de l'unité, il aura les responsabilités suivantes :

- Elaboration des budgets et suivi de réalisation en collaboration étroite avec la fonction comptable.
- Prix de revient réels et prévisionnels.
- Reporting mensuel en adéquation avec les normes du groupe.
- Tableaux de bord internes et audits de procédures.

Diplômé d'une Ecole de Commerce, vous possédez une expérience significative d'au moins 3 ans en comptabilité analytique et en contrôle de gestion et êtes attiré par le milieu industriel de la production avancée de la production d'équipement.

Merci d'adresser, sous réf. 28814, votre dossier (CV, lettre manuscrite et prétentions) à Média-System, 18 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris.

de : Thomas le Carpentier - Réf. : TCM 643 (à rappeler)

à : un contrôleur de gestion 30-35 ans avec, si possible, une formation (ingénieur ou statistiques ESC...) et l'expérience de la logistique à un niveau international, désireux de rejoindre un poste "terrain" dans un univers complexe où ses qualités intellectuelles et humaines trouveront à s'épanouir.

obj : **CONTRÔLEUR DE GESTION "LOGISTIQUE"**  
PARIS 330 KF +

Un grand groupe de distribution international, leader dans son domaine, cherche le contrôleur de sa division "logistique". Celui-ci aura à accompagner la mise en place de la nouvelle organisation. Opérationnel, mais aussi homme d'écoute et d'analyse, il saura s'intégrer à l'équipe logistique (640 personnes) et adapter le reporting aux études à ses besoins (coûts, qualité de service...). En outre, il suivra les investissements et effectuera les comparaisons avec les systèmes existant à l'extérieur.

**DEPARTEMENT FINANCE**  
5, Avenue Erlanger 75016 Paris - Tél : 45 31 00 - Fax : 45 20 30 36

**GROUPE USINE NOUVELLE**  
Filiale presse du Groupe CEP COMMUNICATION  
recherche

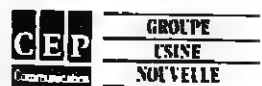
**CONTRÔLEUR DE GESTION (H/F)**

POUR SON ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL

Sous la responsabilité du Responsable Financier de la société, et en relation étroite avec notre autre contrôleur de gestion, nos services comptables, vous serez en charge de l'élaboration du reporting mensuel des activités de l'établissement, la réalisation du budget annuel et sa réactualisation.

- Vous développerez et mettrez en valeur les outils de gestion adéquats à nos suivis.
- Votre sens du contact et votre dynamisme faciliteront vos relations quotidiennes avec des équipes très diversifiées.
- Vous serez valorisé par votre formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP de CO, ESCAE, DAUPHINE, autres) par une expérience similaire d'environ 3 ans. Vous disposez de connaissances approfondies des tableurs LOTUS, IMPRESS, des macrocommandes et des graphiques.

Envoyer lettre + C.V. + photo à Patricia Berthomier



59, rue du Rocher,  
75008 PARIS.



Nous recherchons l'un des cinq premiers groupes mondiaux de télécommunications (CA 115 MdF, 165 000 personnes).

La Direction du Système d'Information crée son pôle de Contrôle de Gestion (budget annuel de plusieurs milliards de francs). Dans ce cadre, nous recherchons :

**CONTRÔLEUR DE GESTION**

Au sein de notre Département Contrôle Gestion, vous serez chargé de la fonction : mise en place de tableaux de bord, optimisation des outils de gestion, de contrôle budgétaire, analyse des écarts, proposition d'actions correctives...

A 35 ans environ, Bac + 5 (école de commerce ou de gestion), vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans en contrôle de gestion, acquise si possible dans un service dans un environnement informatisé.

La dimension de notre Groupe ouvre de larges perspectives d'évolution de carrière à un candidat de valeur.

Le poste est basé à Saint-Quentin-en-Yvelines (78).

Merci d'adresser, sous réf. GES, lettre manuscrite, CV et prétentions à :

**SM Conseil** - RUE DE LA VALLÉE 75008 PARIS

**ATTIRER VOTRE CONNAISSANCE DES MARCHÉS FINANCIERS**

Jeune diplômé de l'enseignement supérieur (BAC + 5), vous avez acquis, à 25/30 ans, une première expérience des marchés financiers.

Nous vous proposons d'enrichir cette expérience en rejoignant l'une de nos filiales, rattachée à notre Direction des Marchés, spécialisée dans la formation destinée principalement à nos différentes divisions en France et à l'étranger.

Au sein d'une petite structure, jeune et autonome, vous serez plus particulièrement chargé d'assurer la mise en place et l'animation des modules de formation et participerez également à la logistique de ce service.

Vous serez en contact permanent avec des interlocuteurs de haut niveau, cette expérience vous permettra d'acquérir une connaissance très complète de produits financiers pointus.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. FOR/SM à Sylvie MARAIS - Société Générale - Service du Recrutement 59, rue de Provence - 75009 PARIS



CONJUGUONS NOS TALENTS.

**N°1 EN FRANCE ET EN EUROPE**

Notre société, filiale d'un Groupe anglo-saxon coté à Londres, distribue des biens d'équipement de haute technologie. Nous créons, auprès de notre Directeur Général Européen, la fonction de

**EUROPEAN CONTROLLER**

Assisté d'une équipe de 8 collaborateurs, coiffant l'ensemble des responsabilités administratives et financières pour la France, vous aurez pour première mission de consolider nos systèmes d'information et de gestion (compte de l'ordre de 40 MF à 120 MF) 5 ans, puis vous interviendrez progressivement sur l'ensemble des sociétés européennes associées à nos projets d'acquisition.

30/35 ans, de formation supérieure, excellent technicien, nous recherchons avant tout un manager rigoureux et créatif, sachant prendre des décisions et les faire appliquer. Votre connaissance de l'environnement anglo-saxon, votre esprit d'équipe et votre potentiel faciliteront votre intégration, puis votre évolution au sein du groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre, CV et prétentions sous la référence C335 M à ERNST & YOUNG Conseil, 51 rue Louis Blanc, Cedex 75, 92037 Paris la Défense 1, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

**ERNST & YOUNG**  
CONSEIL

**DEMACHY WORMS & CIE**

BANQUES D'AFFAIRES, du groupe financier Industriel, recherche un(e)

**ACTUAIRE DE SALLES MARCHES**

Rattaché au Directeur des gestions de taux, au sein de l'équipe de gestion des taux d'intérêt. Ce poste opérationnel, ce n'est pas un poste d'attente.

**Mission :**

- assurer :
  - la mise en place des outils informatiques et d'analyse technique portant sur l'analyse des risques de taux des portefeuilles et leur combinaison aux risques de marché,
  - le suivi technique des risques d'arbitrage,
  - l'analyse des performances ;
- réaliser des simulations de produits financiers pour l'élaboration de stratégies de gestion ;
- assurer la création de logiciel de suivi de marché.

**Profil souhaité :**

- formation du type DESS - cycle d'option Finance, maîtrisant les techniques de gestion des risques de taux d'intérêt ;
- goût marqué pour l'analyse, la synthèse et la construction, tourné vers la pratique de l'informatique ; une bonne connaissance des produits financiers déjà existants est requise.

Une première expérience est nécessaire.

Le poste est basé à Paris 1er. Les candidatures (lettre man., CV, photo et prétentions) seront adressées à la Direction des Ressources Humaines, DEMACHY WORMS & CIE 320 rue Saint-Hippolyte 75001 PARIS.

**HEC, ESSEC, ESCP, INGENIEUR+MBA...**

Notre société (près de 1 milliard de CA, 1000 personnes), filiale d'un groupe international, produit des biens de grande consommation qu'elle commercialise en G.M.S. Le développement d'une nouvelle politique commerciale s'appuiera sur la Direction Financière très opérationnelle. Nous recherchons donc un

**Finance Manager Marketing/Ventes**

Rattaché au Directeur Financier, vous serez responsable de la comptabilité clients, du contrôle de gestion des activités ventes et marketing, des prévisions financières de la société. Vous aurez donc un rôle important dans l'évolution de la stratégie commerciale.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez 30-35 ans une expérience significative de l'industrie dans un environnement international, si possible une bonne connaissance des méthodes commerciales de la grande distribution, une réelle pratique de l'anglais.

basé à VAL de LOIRE.

Pour un premier contact, merci d'écrire (CV, salaire actuel) sous réf. 1122 à

**Gallos & Associés** 116 Champs Élysées, 75008 PARIS.

**LVMH**

MOÛT HENNESSY - LOUIS VUITTON

Leader mondial dans le domaine des produits de prestige, nous renforçons la Direction de Gestion de notre holding en créant un poste de :

**CONTRÔLEUR DE GESTION**

Au sein du service Contrôle de Gestion du Groupe, vous serez chargé pour première mission de participer à la mise en place du nouveau système d'information de gestion pour l'ensemble de nos activités. Vous serez en parallèle, la charge de l'amélioration des procédures de gestion qui sont appliquées dans le Groupe.

Dans un deuxième temps, vous élargirez votre fonction en réalisant des missions plus classiques de gestion. Ultérieurement, votre réussite à ce poste vous permettra d'évaluer d'autres fonctions au sein du Groupe.

Pour exercer avec succès cette fonction, vous avez aujourd'hui une bonne expérience de la mise en place de systèmes d'information de gestion. Diplômé d'une école de Commerce ou d'Ingénieurs, vous avez une première expérience de trois ans environ acquise dans un conseil en organisation, ou un poste de contrôleur de gestion au sein d'un groupe international. Vous avez bien sûr une bonne maîtrise de l'anglais.

Envoyez d'urgence votre candidature à notre conseil J. Lancrenon, CLP Associés, Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75015 Paris, sous réf. 234MO.



## Gestion et des Finances

Importante banque régionale  
recherche son/sa

### Responsable du Contrôle de Gestion

#### Région Est

Cherchez les responsables classiques du contrôle de gestion (cohérence et maîtrise de la gestion de la banque), mais aussi un responsable stratégique en matière d'évolution des systèmes d'information de gestion. Vous devez avoir une équipe de 4 collaborateurs. Agé(e) d'environ 30/35 ans, de formation supérieure comptable et financière ou scientifique (impérativement Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur), vous justifiez d'une expérience d'au moins 5 ans minimum, acquise dans une Direction Comptable ou banque.

d'établissement financier, ou au sein d'un grand cabinet d'Audit. Vos qualités personnelles alliées à votre potentiel d'évolution vous permettront de relever ce challenge et de progresser rapidement au sein de notre banque.

Contactez Pascal Bohu au (1) 42.89.30.03 ou au (2) 42.89.30.03. CV + photo + tél + rémunération actuelle à Michel Page Banking, 10 rue Jean Goujon 75008 PARIS sous réf. PB7688MO.

**TP**  
**Michael Page Banking**  
Spécialiste en recrutement Bancaire

Quand l'environnement  
économique évolue,  
c'est votre expertise qui nous intéresse.

#### Economiste industriel

GRUPE FRAMATOME,  
12 000 PERSONNES,  
CA : 12,5 MILLIARDS DE F,  
4 POLES D'ACTIVITE :  
NUCLEAIRE, CONNECTIQUE,  
MECANIQUE, INFORMATIQUE  
AU SERVICE DES  
INDUSTRIES NUCLEAIRES,  
SPATIALES, AUTOMOBILES,  
PETROLIERS, AGRICULTURE,  
ALIMENTAIRE...

Au sein de la Direction de la Stratégie, vous serez chargé(e) d'assurer la veille de l'environnement économique d'ensemble de nos activités. Vous mettez en place les outils d'analyse et procédez à des études nécessaires afin de fournir aux différentes unités du groupe des données relatives à leur environnement. Agé(e) 30 à 35 ans, vous êtes titulaire d'une formation supérieure (3e cycle Economie, IEP...). Votre expérience d'au moins cinq ans dans une fonction au sein d'un grand groupe ou d'un cabinet spécialisé vous a donné une connaissance du milieu industriel indispensable à ce poste. Vous parlez couramment l'anglais, une bonne pratique de l'allemand serait un plus. Poste basé à Paris La Défense. Adresser votre dossier (lettre, CV, photo et références) à M. Bernard, Département Stratégie et Gestion Prévisionnelle, Groupe Framatome, Cedex 16, 92110 Paris-La Défense.

**GRUPE FRAMATOME**  
Les technologies de l'essor.

ESC,  
Dauphine...

le monde Whirlpool...

#### CONTROLEUR DE GESTION

Au sein de l'équipe Contrôle de Gestion de Whirlpool France (23 Mds de F de FCA en 1991), rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous assurez la gestion d'une de nos marques et d'une famille de produits.

Missions principales : le budget et le plan stratégique, les reportings mensuels, les tableaux de bord.

Vous proposez les mesures correctives nécessaires et assurez l'application des décisions prises.

De formation ESC, Dauphine ou équivalent, débutant ou avec une première expérience, vous maîtrisez l'anglais et l'outil informatique (tableurs).

Entrez dans le monde Whirlpool en adressant votre candidature à Michel Couzet, Département Ressources Humaines, 2 rue Benoît-Malon, BP 92156 Courcouronnes Cedex.

**Whirlpool**  
N°1 MONDIAL DE L'ELECTROMENAGER

Ensemble, exceller dans  
nos métiers, gagner en Europe.

#### CREDIT

AGRICOLE D'ILE DE  
FRANCE CONFIRME

SA DYNAMIQUE

DE SUCCES :

264 AGENCES,

3 000

COLLABORATEURS.



Avec plus de 120 personnes, 4 centres d'affaires, 4 secteurs grandes entreprises et l'international, notre direction des entreprises en forte croissance, renforce sa structure interne en créant la fonction de

#### RESPONSABLE DES RISQUES

ILE DE FRANCE

Dans ce contexte, vous prendrez en charge le suivi des autorisations, l'examen des dossiers importants, le précontentieux, l'étude et la mise en place des procédures, l'animation de groupes de travail... A l'écoute du terrain, vous proposerez des améliorations à apporter.

De formation supérieure, vous avez une expérience de 10 ans minimum dans le financement des entreprises comme chargé d'affaires ou exploitant, complétée idéalement par quelques années dans l'étude et le suivi des risques. Charisme et compétences vous permettront de réussir et d'évoluer dans notre groupe.

Envoyez votre lettre, CV et photo, sous référence 4/800 à Bernard Juhanet, Ressources Humaines, 79/83, rue Baudin, 92000 LEVALLOIS PERRET CEDEX.

ETABLISSEMENT  
FINANCIER  
DE PREMIER PLAN

## analyste financier

Au sein de la direction des marchés Actions et Produits Dérivés, vous rejoignez le bureau d'analyse financière : une équipe jeune et très professionnelle (12 personnes) couvrant l'ensemble des secteurs économiques.

Responsable d'un secteur d'activité, vous serez en charge de l'ensemble des données (de valeurs et de secteurs) nécessaires aux investisseurs (publications, conseils d'investissement, recommandations sur "gestions" et les performances de la table). Vous serez également d'outils informatiques performants.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un analyste diplômé de l'ESF si possible, riche d'une expérience d'au moins 2 ans dans la fonction.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV + photo + prétentions) sous référence BOR à MEDIA PA - 50/54, rue de Silly 92513 NEUILLY-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

Créé aux Etats-Unis il y a 9 ans, BORLAND est le troisième éditeur mondial de logiciels, présent dans les principaux pays d'Europe Occidentale. BORLAND EUROPE a été créée il y a 18 mois pour installer un centre technologique européen et pour "explorer" les nouveaux marchés et notamment ceux de l'Europe Centrale, la Russie et le Moyen-Orient. Très rapidement, BORLAND est devenu leader dans plusieurs pays, par exemple, plus de 50% du marché en Tchèque. Ces succès justifient de véritablement BORLAND EUROPE qui va recruter près de 100 cadres dans les prochains mois, souhaite d'abord intégrer son futur

### DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

**VOTRE PROFIL :** formation ou DESS, après une première expérience dans un cabinet anglo-saxon, vous avez au moins 5 ans d'expérience dans la filiale française d'une entreprise américaine. Le reporting n'a plus de secret pour vous et vous parlez, bien sûr, couramment l'anglais.

**VOTRE MISSION :** vous reporterez directement au Président et assurerez avec une équipe de 4 personnes :

- le reporting aux Etats-Unis
- la mise en place d'une comptabilité analytique
- la mise en place d'un système informatique de commande.

La taille actuelle de BORLAND EUROPE conduira également à ce que les prévisions budgétaires, l'analyse des ventes, la mise en place des contrats distributeurs, l'accueil des clients américains.

Enfin, vous serez autonome et idéalement avoir déjà l'ambiance d'une entreprise à forte croissance pour réussir avec nous.

Merci d'adresser rapidement votre candidature, sous réf. BOR à, Alliance RH, 11 rue Vallon 92110 CLICHY, qui transmettra.



## Gestion et des Finances

**COMPTABLE  
EXPÉRIMENTÉ  
RESPONSABLE D'UN DE NOS DÉPARTEMENTS**

Importante société de crédit, notre développement nous conduit aujourd'hui à recruter un Comptable Expérimenté.

Dans un premier temps, vous évoluerez au sein de notre Direction Financière et Comptable pour une bonne connaissance de l'entreprise.

Une immersion dans nos services qui débouchera très rapidement sur la responsabilité opérationnelle d'un département de plus de 10 personnes.

Titulaire d'un DECS, vous justifiez déjà d'une solide expérience en entreprise (5 ans ou moins).

Ce poste fera appel à des connaissances fiscales et à de réelles compétences dans le management d'une équipe.

Véritable praticien, vous êtes un homme de terrain, concret et décideur. Vos qualités de dynamisme, d'autonomie et de rigueur vous feront réussir à ce poste d'envergure.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV) sous réf. 300 M à PARCOURS - 2 rue du Bouloi - 75001 PARIS.

**Jeune chargé(e)  
d'études****Service concessions**

Nous sommes un groupe major de la construction et à ce titre, nous étudions et mettons en œuvre notamment des montages financiers axés sur les revenus de projets importants dans le domaine des grandes infrastructures publiques en concession (autoroutes, ouvrages d'art, réseaux de transport, infrastructures portuaires...) en France et à l'étranger.

Vous êtes débutant(e), diplômé(e) d'une école supérieure de commerce (HEC, ESSEC, ESCP) ou Sciences Po. Eco. Fi ou de profil ingénieur avec une formation complémentaire en gestion.

Vous avez le goût des études et des questions financières, vous possédez les bases juridiques nécessaires à la compréhension des mécanismes de la concession (Droit des Affaires, Droit Public), vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise et la micro-informatique.

La connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire. Vous aimez le travail en équipe et faites preuve de disponibilité, de dynamisme et d'imagination. De notre côté, nous vous transmettrons nos compétences de vrais professionnels et serons attentifs à votre évolution personnelle.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, sous référence 28822, à Média-System, 61 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Jeune chargé(e)  
d'études

**AUDITEUR INTERNE  
Paris. 250 KF+**

Avec plus de 400 MF d'investissement et 2 milliards de CA, 32 filiales, une forte croissance, ce groupe coté en Bourse se développe dans la fabrication et la commercialisation de produits pour le bâtiment ainsi que la location de matériel de chantier où il est le N°1 en France. Sa réussite tient avant tout à une stratégie d'implication forte des responsables opérationnels à une pédagogie ferme et vivante venant du holding; l'audit est donc ici plus qu'une façon de contribuer au résultat: c'est un levier stratégique essentiel.

A ce titre, il est associé à l'équipe de direction du holding. Bras droit du directeur de l'audit, il contrôle les procédures administratives, comptables et financières de filiales, rassemble et normalise leurs budgets, participe aux audits d'acquisition et à la consolidation des comptes, manage les deux comptables et les deux secrétaires de son service.

Vous avez 28 ans, vous êtes autonome, enthousiaste, pugnace, convaincant, avec votre formation (ESC ou équivalent), vos connaissances comptables (niveau DECF) et votre première expérience terrain, vous vous reconnaissez dans ce poste d'avenir: pour en parler, René CASIMIR, directeur AWW, est votre contact personnel et confidentiel: appelez-le maintenant au: (1) 47-20-06-50 ou écrivez-lui: (lettre, CV, photo): 1, rue Auguste-Vacquerie, 75116 PARIS.



Ressources Humaines

**RESPONSABLE AD  
COMPTABILITÉ et CONTRÔLE  
Lille**

Notre entreprise réalise un chiffre d'affaires de 9 milliards de francs et emploie 10.000 personnes.

Nos activités se consolident régulièrement et leur développement constant favorise les promotions internes.

Dans ce contexte, nous offrons le poste de

ADJOINT  
COMPTABILITÉ  
ET CONTRÔLE DE GESTION

Diplômé d'une ESC ou de l'Université, titulaire d'un DECS, vous justifiez d'une solide expérience comptable en cabinet et en entreprise.

Vous serez Adjoint du Directeur de la Comptabilité et du Contrôle de l'ensemble de la compagnie, vous dirigerez l'équipe comptable du service et serez responsable de la coordination de l'ensemble des filiales, des centres régionaux. En collaboration avec les responsables administratifs et financiers des centres, vous serez responsable du contrôle de gestion, de la consolidation et de l'application des procédures mises en place.

Au-delà de vos compétences techniques, vos qualités relationnelles affirmées vous permettront d'être un interlocuteur efficace et apprécié à tous les niveaux de l'entreprise.

Votre fort potentiel s'exprimera pleinement dans un contexte de larges délégations et vous permettra d'évoluer vers de plus grandes responsabilités.

Nous avons confié ce recrutement à CEGE SEARCH. Les candidats J. LEBLANC traitent les candidatures avec toute la confidentialité requise.

Merci d'envoyer votre dossier sous réf. CQ/C 301 à CEGE SEARCH - 79, rue de Miromesnil - 75001 PARIS.

cége

SEARCH & MANAGEMENT DEVELOPMENT

**CONTROLEUR DE GESTION**

Révérons ensemble

la qualité de

nos compétences

Guerbet, la découverte de nouvelles molécules au service de l'homme. Nos produits de contraste pour l'imagerie diagnostique, issus d'une recherche chimique et pharmaceutique.

Coronée en 1990 par le prix Galien, connaissant un succès en France et dans le Monde. Si notre activité est dédiée à l'homme, il en va de même de nos valeurs d'entreprise. Guerbet cultive la transparence qui unit les compétences de plus de 1000 personnes dans le Monde.

Le site industriel d'Aulnay-sous-Bois, aujourd'hui, nous recherche pour la Direction Générale de notre activité chimie.

Un Cadre Supérieur de Gestion

Il: formation de base Gestion-Finances (HEC, ESSEC, Sciences Po, Dauphine), ou en Université (type DESS) vous possédez une expérience réussie dans une fonction similaire.

En liaison avec le Contrôleur de Gestion Central du Groupe, nous vous proposons de définir et faire vivre un système d'informations indispensables aux prises de décisions et aux orientations stratégiques de gestion de notre Direction Générale et de nos responsables opérationnels. Parallèlement vous veillerez à optimiser la gestion et vous assurerez la réalisation des études.

Dote d'un esprit de synthèse, rigoureux et méthodique, vos aptitudes au dialogue et à la communication vous permettront de motiver une équipe et d'assurer efficacement l'interface avec la Direction Financière.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé et photo) sous réf. AU JCH9202 à: Etablissement d'Aulnay - BP 15 - 93601 AULNAY SOUS BOIS Cedex.



Guerbet

La volonté de

**TOURS****Responsable  
service de gestion**

ORGANISME NATIONAL PRESTATAIRE DE SERVICES, en fort développement, 5 milliards d'encassement, 400000 affiliés, 85000 entreprises - dont le 1er en France - Paris, recherche pour TOURS le Responsable d'un service de Gestion Régionale (plus de 50 personnes recouvrant 11 départements (CENTRE LOIRE).

Il aura pour responsabilités:

- l'animation des équipes,
- la gestion administrative (très informatisée),
- les relations avec le réseau commercial, les entreprises adhérentes, les antennes régionales.

Le poste s'adresse à un CADRE formation ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE, DROIT, SCIENCES ECONOMIQUES, GESTION (niveau DEA), 30 ans minimum, ayant une solide expérience (4 ans environ) d'animation des hommes et de gestion administrative informatisée.

Compte-tenu du développement de cet organisme, des perspectives vers des responsabilités plus larges sont envisageables.

Veillez écrire en précisant expérience et prétentions sous référence 1537

INTERCARRIERES  
5, rue du Heider - 75009 Paris

**CHEF DE SERVICE**

DIRECTION  
ECONOMIQUE  
ET FINANCIERE

EN PRISE DIRECTE AVEC LE DIRECTEUR FINANCIER, VOUS ASSUREZ L'ENGAGEMENT ET L'ANIMATION DES EQUIPES DES SECTIONS TRÉSORERIE, COMMUNICATION ET ETUDES FINANCIERES.

DIPLOME D'UNE ECOLE SUPERIEURE DE GESTION OU D'UNE ECOLE D'INGENIEURS COMPLETEE PAR

UN 3<sup>e</sup> CYCLE DE GESTION, VOUS POSSEDEZ UNE EXPERIENCE DE 7 ANS AU MOINS DANS UN CABINET D'AUDIT OU DANS L'UN DES DOMAINES DONT VOUS AVEZ LA RESPONSABILITE.

LA MAITRISE DE VOS ANALYSES ALLIEE A VOTRE SENS COMMUN ET VOTRE ESPRIT D'EQUIPE SONT LES ATOUTS INDISPENSABLES A LA REUSSITE DE VOTRE SERVICE.

ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE ET CONNAISSANCE DE L'ALLEMAND APPRECEIEE.

VOUS SOUHAITEZ REJOINDRE UN GROUPE AUX PERFORMANCES RECONNUES ET DONNER UN ELAN QUALITATIF A VOTRE CARRIERE, MERCI D'ADRESSER VOTRE CANDIDATURE (LETRE, CV ET PHOTO), SOUS REF. LM21, A TF1 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES SERVICE DU RECRUTEMENT 17, RUE DE L'ARRIVEE 75737 PARIS CEDEX 15.

TF1

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36.15 LM

صكنا من الاصل



## Ressources Humaines

### CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES Secteur des services

Paris - Recrutement de cadres et dirigeants, gestion des carrières et des rémunérations, audits sociaux, évaluation de potentiels, formation au management, tels sont les principaux aspects des missions de conseil en ressources humaines de PA Consulting Group, société internationale de conseil en management et en technologie (1830 consultants, 1,8 milliard de francs de chiffre d'affaires, 80 bureaux dans 20 pays). Si votre expérience est située dans l'un des domaines cités, et si vous souhaitez élargir votre champ de compétences en tant que consultant confirmé, vous serez intégré au sein d'équipes pluridisciplinaires, contribuerez activement à promouvoir nos activités auprès de nos clients (assurances, banque, service public, sociétés du tertiaire...) et prendrez en charge les aspects opérationnels relevant de votre propre expertise. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une expérience opérationnelle d'au moins cinq années dans une entreprise du tertiaire ou en cabinet conseil. Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire. Ecrire à Marc de SOUZA, en précisant votre projet professionnel et la référence A/064M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex.

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

### CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES ET MANAGEMENT Secteur industrie

Paris - Comptant parmi les leaders internationaux du conseil en management et en technologie (1830 consultants, 1,8 milliard de francs de chiffre d'affaires, 80 bureaux dans 20 pays), PA Consulting Group poursuit en France le développement de ses activités de conseil en ressources humaines et en management. La nature de nos interventions en ressources humaines - recherche de cadres et dirigeants, gestion des carrières et des rémunérations, audits sociaux - vous permettra de valoriser votre savoir-faire dans des domaines variés où chaque mission exige une approche spécifique. Intégré au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous contribuerez activement à développer et à promouvoir nos activités auprès d'entreprises industrielles, en même temps que vous prendrez en charge les aspects opérationnels relevant de votre propre expertise. A terme, vous participerez également au développement de nos activités de conseil en management (management par la qualité totale, formation au management, communication corporate). Ingénieur de formation, vous avez acquis une expérience opérationnelle d'au moins cinq années en entreprise ou en cabinet conseil. Ecrire à Blaise AUBRY, en précisant la référence A/065M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex Tél. 40.88.79.58.

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

### EMPLOI Le mardi, c'est tout un Monde



- 8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI
- Le Monde du Premier Emploi
- Le Monde des Cadres
- Le Monde de l'Informatique
- Le Monde des Secteurs de Pointe
- Le Monde de la Gestion et des Finances
- Le Monde des Ressources Humaines
- Le Monde des Juristes
- Le Monde de la Fonction Commerciale

**Le Monde**  
INITIATIVES

### chef de l'administration du personnel

L'ESTEC, LE CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE ET DE TECHNOLOGIE SPÉCIALISÉ DE L'AVANCE SCIENTIFIQUE EUROPÉENNE SITUÉ À MONTROU (PAYS-BAS) ET LA HAYE (PAYS-BAS), RECHERCHE UN POSTE ÉTANT À POURVOIR À LA DIVISION DU PERSONNEL. LES CANDIDATS (HOMMES ET FEMMES) PRÉSENTANT LES QUALIFICATIONS SUIVANTES SONT INVITÉS À SE FAIRE CONNAÎTRE.

Le candidat retenu devra avoir de 5 à 10 ans d'expérience de l'administration du personnel et des systèmes informatiques s'y rapportant. Il devra faire preuve de capacités à diriger une équipe et avoir le sens de la communication. Un diplôme universitaire dans une discipline apparentée est exigé pour ce poste.

Les candidats doivent avoir une excellente connaissance de l'anglais ou du français et qu'une connaissance pratique de l'autre de ces deux langues.

Les conditions d'emploi de ces Organisations internationales et comprennent prestations familiales, indemnités d'expatriation et d'installation, système de retraite sociale et régime des pensions.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae en anglais ou en français et de la référence de cette annonce, doivent être adressées à : Chef de Personnel, ESTEC, Keplerlaan 1, 2201 AZ Noordwijk ZH (Pays-Bas).



**esa**  
agence spatiale européenne

### LE DÉPARTEMENT DE LOIRE-ATLANTIQUE recrute par voie de contrat pour sa Direction des interventions sociales et sociales

#### UN CHARGÉ DE COMMUNICATION

##### COMMUNICATION INTERNE :

- Dynamiser l'ensemble des flux de la communication (descendants, ascendants, transversaux).
- Assurer l'accueil et l'information des usagers.
- Concevoir, mettre en place, améliorer les documents d'information.
- Diversifier les supports d'information.
- Assurer l'entretien fonctionnel aux services pour leurs besoins de communication interne et externe aux relations avec les usagers.

##### COMMUNICATION EXTERNE :

- Assurer le service « Communication » pour la communication externe.
- Tâches matérielles, dont le service ne peut se charger.

##### PROFIL :

- Agent de catégorie A.
- Formation en Techniques de Communication.
- Qualités relationnelles.
- Sens de l'organisation et de la synthèse.

Les personnes intéressées voudront bien adresser leur candidature, avec CV détaillé et photographie, à :

Monsieur le Président du Conseil Général de Loire-Atlantique  
Direction des Ressources Humaines et de la Logistique  
Service Développement des Ressources Humaines  
HOTEL DU DÉPARTEMENT, 3, quai Coëreay, 44041 NANTES CEDEX  
(avant le 22 janvier 1992)

### CONSEIL EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES



Un des tout premiers Cabinets Internationaux de Conseil en Stratégie et Développement des organisations, évoluant essentiellement dans les domaines de la Haute Technologie (Télécommunication, Réseaux, Ingénierie des Systèmes d'Information...), décide de redéployer ses moyens Humains et Techniques dans la région de Lyon. Pour ce faire, il recherche un Directeur d'Agence : celui-ci bénéficie d'une totale autonomie en matière de développement commercial, production et gestion financière. Ce poste conviendrait à un consultant Senior déjà une expérience de Conseil dans la fonction Personnel (Recrutement, Formation, Gestion de l'Emploi, Audit social...) motivé par la direction et l'animation d'une unité opérationnelle décentralisée, déjà existante, centrée sur le Conseil en Recherche de Cadres et la Gestion des Ressources Humaines. Les entretiens préliminaires auront lieu à Lyon ou à Paris selon l'origine des candidatures. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence 91321, à Média-System, 11 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

### Développer la fonction recrutement

Nous sommes du tertiaire, numéro un français dans notre domaine et parmi les premiers mondiaux, bénéficiant d'une forte réputation sur le marché. Nous recherchons un professionnel du recrutement qui développera la fonction auprès de la Direction des Ressources Humaines.

Vous prendrez en charge l'ensemble des aspects du recrutement (cadres et non cadres) et vous serez au point des outils de gestion efficace et d'une vision prévisionnelle de votre activité. À la manière d'un consultant interne, vous développerez des liens réguliers avec les responsables des départements opérationnels, que vous conseillerez dans leurs choix. Vous proposerez et développerez des moyens et méthodes pour la sélection des candidatures, les campagnes institutionnelles, relations avec les Ecoles et Universités, gestion des candidatures spontanées, etc.

À votre environnement, vous avez acquis une bonne connaissance dans ce domaine, la préférence en entreprise vous possédant une formation supérieure généraliste (ESC, Sciences Po...). Votre capacité à proposer et à développer des qualités relationnelles et de sens du service seront des atouts pour réussir ce challenge et, par la suite, élargir vos responsabilités. Une excellente pratique de l'anglais facilitera l'évolution.

Notre conseil, Nicole Marichez, étudiera très confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. M/234, à Linden, 20 rue Pergolotti, 75116 Paris.

**Linden**



Importante compagnie d'assurances  
■ fort développement,  
recherche un

## Fiscaliste de haut niveau dominante gestion de patrimoine

Paris

Travaillant en parfaite synergie avec les actuaires, les gérants et d'autres spécialistes du groupe, vous participerez, le plus en amont possible, à l'optimisation des activités de gestion et traiterez les dossiers de nouveaux produits et d'ingénierie financière.

Vous prendrez également en charge la réalisation de consultations d'ordre fiscal pour le groupe.

Agé de 35 ans environ, de formation fiscale supérieure (DESS, ENI...), vous avez acquis une expérience de

plusieurs années dans le conseil financier et/ou bancaire, comportant une connaissance approfondie des produits financiers.

Des connaissances de fiscalité internationale et un atout supplémentaire.

Contactez M. Salter au (1) 47.74.11.11 ou adressez votre CV+ lettre manuscrite + n° 47 + rémunération souhaitée à Michael Page Tax & Legal, 111 rue Goujon, 75009 Paris sous la référence L7545470.



**Michael Page Tax & Legal**

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

## L'OUVERTURE DU CONSEIL LA RIGUEUR DE L'EXPERT

Financière Groupe, l'un des leaders français dans sa branche, leader au sein de ses filiales, une grande diversité de métiers et de réalités économiques et sociales. Cette diversité donne toute sa richesse au poste pour lequel nous recherchons un

## JURISTE DROIT SOCIAL

Rattaché au DRH du Groupe, il jouera un rôle de consultant interne sur des problèmes et auprès d'interlocuteurs internes qui lui demanderont ouverture, mobilité et organisation. Sa crédibilité reposera sur sa capacité à exercer et développer son expertise juridique en prenant en compte la dimension économique et le contexte social des questions soulevées.

Avec une formation juridique de niveau DEA ou DESS et une première expérience de 2 ans environ ayant aiguisé vos compétences en droit social, nous vous proposons de vous affirmer dans un poste qui offre un bon observatoire de la fonction personnel et un tremplin pour y poursuivre votre carrière.

Poste à Paris.

Ecrire réf. 4 A 223621A  
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil  
75016 Paris



recherche

## JURISTE

Sous l'autorité du chef du service juridique - Affaires Générales - et au sein d'une équipe de trois juristes, vous interviendrez notamment en Droit des sociétés, Droit des contrats, Droit des assurances, Droit des marques et Droit Immobilier.

Vous avez une maîtrise ou un DEA en Droit privé et une expérience de 3 à 5 ans acquise dans le service juridique d'une grande entreprise.

Vous faites preuve d'un bon esprit de synthèse et d'analyse et vous avez le goût du travail en équipe. La maîtrise d'une langue étrangère serait un atout.

Si cette proposition vous intéresse, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétention) en indiquant la référence JUR/01/92 sur la lettre et sur l'enveloppe, à Laurence BECKER, CANAL+, 85/87 quai André Malraux, 75711 PARIS CEDEX 15.

La filiale française d'un important établissement financier anglo-saxon recherche un

## JURISTE - FISCALISTE OPÉRATIONNEL

Rattaché au Directeur Financier, le candidat interviendra sur l'ensemble de la fiscalité interne, en collaboration avec les différents départements de l'établissement. Il devra également assurer le suivi juridique des filiales et participations (CA, AG...), les relations avec la société mère.

Agé d'environ 27-30 ans, vous êtes titulaire d'un DESS de droit des affaires et fiscalité ou d'un diplôme d'une grande école de commerce option finance-fiscalité, et d'une formation juridique. Par ailleurs, vous avez une pratique d'environ 3-4 ans de fiscalité directe et indirecte au sein d'un établissement financier ou d'un conseil juridique.

La connaissance de la fiscalité des produits et des instruments financiers serait un plus.

Anglais nécessaire.

Poste à pourvoir à Paris.

Merci de téléphoner ou d'adresser votre CV, sous réf. 3021.

FAIRWAY FAIRWAY juridique

27 rue Marbeuf, 75008 Paris, France. Tél. : 47.23.32.75



Le droit au GAN,  
une assurance  
de réussite...

Mais sommes l'un des tout premiers groupes dans l'assurance aux particuliers et aux entreprises. Aujourd'hui, en tant que la Direction Juridique, le Département Assurances de Finances et Capitalisation recherche un

## Chargé d'études juridiques

Compétence de veiller au respect du cadre juridique en matière de rédaction de contrats, il assurera au sein d'une petite équipe :

- l'assistance des services de gestion dans le cadre de l'interprétation des contrats,
- le suivi des dossiers contractuels et précontentieux (études d'opportunités, négociation des protocoles de transaction),
- l'analyse des régimes fiscaux et sociaux des primes et prestations.

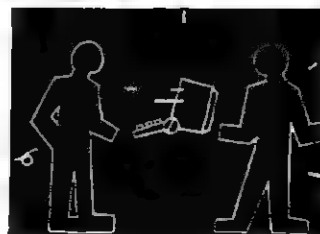
Titulaire d'un cycle en droit privé ou de l'école des assurances, vous êtes spécialisé(e) dans le droit de la protection sociale et/ou le droit des consommateurs, et vous possédez les qualités indispensables à une parfaite maîtrise de ces domaines.

Envoyez votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence PR/01, GAN, DRH/ERC, 2 rue Pillet-Will, 75449 Paris Cedex 15).



L'ÉNERGIE DE TOUS LES PROJETS

36 15  
IM



### LA PERTINENCE

Pendant un mois, grâce à la télématique du Monde, vous recevrez des candidatures qui correspondent exactement aux profils que vous recherchez. Les CV peuvent comprendre jusqu'à 7 écrans (formation, expérience, langue...), complétés par les coordonnées et une lettre de motivation des candidats.



### LE RENDEMENT

Ici vous êtes au profil le plus pointu, le Monde, en couple avec son service télématique expert de l'emploi des cadres, vous propose le système le plus performant pour améliorer vos rendements.

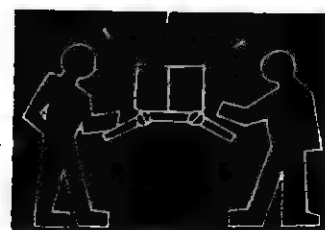
### L'EXPERTISE

Chaque jour, des centaines de candidats découvrent vos annonces sur 3615 IM soit par une recherche précise de poste, soit par une sélection réalisée par notre système expert en fonction de leurs coordonnées.

36 17  
IM CV

### L'INTERACTIVITÉ

Offrez leur la possibilité de poster directement dans votre boîte aux lettres et découvrez leurs CV sur 3617 IMCV.



### LA CONVIVIALITÉ

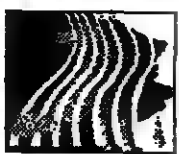
Pour connaître les statistiques de rendement, pour répondre aux candidats en temps réel, pour joindre une lettre si nécessaire, il vous suffira d'une simple pression sur la bonne touche.



RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

مكتبة الامم المتحدة





**CENTRE NATIONAL  
DE LA FONCTION  
PUBLIQUE TERRITORIALE**

ETABLISSEMENT PUBLIC DE FORMATION  
BUDGET : 11 MF - 1 AGENTS PERMANENTS  
26 DIRECTIONS DÉPARTEMENTALES - 1 ECOLE NATIONALE  
recrute pour son Siège à PARIS

## Cadre Dirigeant

Responsable de la Direction des Carrières Territoriales

(Organisation des examens professionnels des agents de catégorie A et B, gestion de la Bourse de l'Emploi, déchargés de fonctions, congés bonifiés et réglementation statutaire)

RECRUTEMENT CADRE D'EMPLOIS  
DES ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX

De formation juridique et familiar des pratiques pédagogiques en milieu territorial, posséder des qualités relationnelles et de fortes capacités à animer et manager. A la tête d'une équipe de 30 personnes, vous devrez développer l'expertise dans les domaines de la réglementation statutaire, des concours et des examens professionnels dont vous aurez la responsabilité de l'organisation et de la mise en œuvre.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite + CV à Monsieur le Président du CNFPT  
8, Villa Thoréton - 75738 PARIS Cedex 15.

Agence de développement économique

## DIRECTEUR

Auteur privilégié du développement d'une importante agglomération universitaire de l'Est de la France, cette agence a pour mission de promouvoir l'agglomération, de valoriser le tissu économique, de rechercher et accompagner les projets de développement publics et privés.

Outre les missions de gestion et d'animation de l'équipe constituée de cadres de haut niveau, le Directeur a la tâche de conduire et d'orienter l'ensemble des interventions de l'agence. Il assure l'accueil et le suivi des nouvelles, les études opérationnelles et le suivi de projets. Sa présence est reconnue au sein des différentes institutions et auprès des réseaux français et étrangers.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de 35/45 ans, de formation supérieure (universitaire, école de commerce, d'ingénieurs...). Son expérience de responsable dans un secteur avec l'industrie lui permet d'appréhender les questions économiques liées aux entreprises et à leur création. La connaissance des collectivités locales est un atout. Envergure et aisance relationnelle sont ses principales qualités. La pratique de l'anglais est nécessaire.

La forte mutation technologique et la position européenne de l'agglomération sont de nature à motiver une personnalité à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 72/4341 A à :

**EGOR S.A.**  
Rue de la République - 75008 PARIS  
Tél : (1) 42.25.71.07

**EGOR**

PARIS - LYON - BORDEAUX - NANTES - STRASBOURG - TOULOUSE  
BRUXELLES - DANMARK - DEUTSCHLAND - ESPANA - ITALIA - PORTUGAL - SWEDEN - UNITED KINGDOM

**L'Administration des ventes  
est votre fer de lance !**

Nous recherchons pour notre filiale proche  
des Télécoms notre :

**R**

**Responsable organisation  
Administration des ventes**

Vous serez chargé de définir de nouveaux systèmes de gestion et d'information appropriés aux évolutions des produits et services gérés par la Direction commerciale avec un souci constant de productivité et de qualité. Une maîtrise de gestion équivalente, une expérience d'au moins 5 ans de

l'organisation du secteur tertiaire s'appuyant sur une pratique solide de l'informatique, une capacité à évoluer sur un produit en pleine ascension... Nous devons vous intéresser... cependant, nous ne transigerons pas sur vos qualités de rigueur, d'écoute, votre sens de l'équipe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence A2 01 12 à notre Conseil,  
Madame Claude Favereau,  
FAVEREAU CONSULTANTS  
52, rue de la République - 75015 PARIS.



**FAVEREAU  
CONSULTANTS**

## Sucrerie & Distillerie d'Arcis-sur-Aube

A 1/2 h de TROYES et 2 h de PARIS

**SUCRE UNION**, l'un des premiers groupes agro-alimentaires français (CA 5 Mrds) - dont nous sommes actionnaires - la commercialisation de nos produits dans la CEE - l'exécution des commandes hors CEE.

**MANAGEMENT PARTICIPATIF ET DYNAMISME SOCIAL ET INDUSTRIEL SONT DES CARACTERISTIQUES DE NOTRE ENTREPRISE, UNE DES PLUS COMPETITIVES EN EUROPE.**

CA 600 - 1100 personnes dont 11 cadres et 40 AM + 150 saisonniers  
2 unités industrielles : 180 000 t de sucre industriel - 150 000 hl d'éthanol actuellement  
l'industrie chimique (avec perspectives de développement).  
Dans le cadre du départ à la retraite du titulaire actuel, nous recrutons notre :

## DIRECTEUR TECHNIQUE

Agé de 35 ans minimum, de formation Ingénieur, vous devez avoir une expérience confirmée dans un poste analogue de Directeur Technique agro-alimentaire ou dans une autre industrie au processus similaire : papeterie, cimenterie, fonderie, etc. Vous devez avoir des capacités de management et de travail en équipe importantes que vos compétences techniques.

Relevant du Directeur Technique du Comité de Direction, vous serez responsable de la TOTALITE des productions de sucre (15 000 t/j betteraves), éthanol, pulpes surpressées, de TOUS investissements et travaux neufs (120 MF de 91 à 93) et de l'entretien de l'ENSEMBLE de ce site (60 ha - budget annuel 48 MF).

Vous veillerez à l'optimisation des résultats avec pour objectif : la meilleure qualité au moindre coût.

Votre de

Merci d'adresser votre candidature manuscrite + CV, en indiquant votre salaire actuel, à notre  
Richard Bénatouil - **GROUPE BBC** - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris. Vous êtes assurés d'une réponse dans la plus stricte DISCRETION ABSOLUE.

Nous sommes un des plus puissants groupes internationaux dans le secteur High Tech. Pour notre siège social, ainsi que nos implantations régionales, nous recherchons notre :

## DIRECTEUR DES SERVICES GÉNÉRAUX

PARIS-ouest

ANGLAIS IMPÉRATIF

Le poste, rattaché directement au Directeur Général France, compose de nombreuses responsabilités : il concourt d'une équipe dont vous avez l'encadrement, vous gerez les problèmes de logistique, immobilier, sécurité, courrier, maintenance, ... mais aussi les moyens informatiques pour le siège, en coordination avec les équipes européennes.

**NOUS VOUS OFFRONS :** ☐ l'intégration dans un groupe à forte notoriété ☐ un haut niveau de responsabilités ☐ des moyens modernes et performants ☐ un milieu international ☐ la certitude de vivre dans un environnement très évolutif.

**VOUS AVEZ :** ☐ au moins 35 ans ☐ une formation supérieure type ingénieur, ☐ une forte expérience dans la coordination de tous corps d'état bâtiment ☐ des qualités de gestionnaire ☐ une pratique de l'animation des hommes ☐ beaucoup de vivacité et de rigueur ☐ un très grand sens des responsabilités ☐ de la passion pour ce métier.

Pour un entretien individuel avec la société le 06/02/92.

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à EUROMAN 7ter, rue de la Porte de Buc - 78000 VERSAILLES - Fax : 39.49.51.94 en indiquant la référence 4940 sur la lettre et sur l'enveloppe.

**EUROMAN**

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - ANGERS  
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

Très importante société, à l'échelon national, prestataire de services auprès des collectivités et des industriels, nous recherchons pour la région Aquitaine

## DIRECTEUR COMMUNICATION EXTERNE

IEP CELSA...

BORDEAUX

Rattaché au Responsable régional, votre mission consistera à participer à l'élaboration du plan de communication externe et en assurer la mise en œuvre. Vous aurez à coordonner les actions concertées avec les différents centres en Aquitaine et à animer les relations avec les représentants et décideurs de l'économie régionale.

Assisté de 2 collaborateurs, vous organiserez les actions de promotion correspondant à la politique définie et représenterez la société lors de manifestations locales et régionales.

A 35-40 ans environ, après une formation supérieure généraliste (Sc.Po, école de commerce), vous vous êtes spécialisé dans la communication et avez acquis une expérience alliant des contacts avec les collectivités locales et organismes publics. A la fois homme de conception et de terrain, vous possédez un excellent sens relationnel, de la diplomatie et de l'autonomie.

Merci d'adresser votre candidature (CV + photo), réf. 12.04 à notre Conseil :



**ABA** assistance  
Groupe Wagram Conseil

Anne BRUGE-ANSEL  
24, Cours E. de Fayolle  
33000 BORDEAUX

PARIS - BORDEAUX



### Conseil en Ressources Humaines UN PROJET, UNE STRATÉGIE, DES RÉPONSES

Nos activités de Conseillers de Directions couvrent un large éventail de prestations dans les domaines du développement des Ressources Humaines: la gestion des évolutions, l'intégration de nouvelles compétences, l'accompagnement des restructurations.

Nous intervenons en particulier dans la mise en place de systèmes de détection et de valorisation des potentiels. Notre expertise sur ce sujet est reconnue par de nombreux clients prestigieux. Nous recherchons un

### CONSULTANT DE HAUT NIVEAU

À environ 35 ans, vous êtes un professionnel du Conseil, sûr de vos compétences et de vos qualités de développeur d'affaires. Votre expérience diversifiée vous a permis d'accéder à une certaine notoriété.

Vos résultats feront votre rémunération. Votre potentiel déterminera votre évolution au sein de notre équipe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo, rémunération souhaitée) à la référence M/248/MO. Nous vous garantissons la plus stricte confidentialité.



Groupe MILO,  
11 avenue des Ternes  
75017 PARIS.

Comité d'entreprise de  
la C.N.A.V.T.S. nationale d'assurance  
vieillesse

C.A. : 35 millions de francs  
64 salariés  
2 centres de vacances  
2 restaurants  
4 500 usagers potentiels

### RECRUTE

#### SON DIRECTEUR

Dans le cadre des objectifs définis par les élus et sous leur contrôle, vous prendrez en charge l'ensemble des missions liées à la gestion des ressources humaines et financières.

Vous devrez faire preuve d'un sens aigu de la négociation pour animer l'équipe d'encadrement, dynamiser l'organisation, renforcer les procédures et les structures, mettre en place une répartition efficace des tâches entre salariés et une politique concertée du personnel et des rémunérations.

D'un bon niveau de culture générale, vous maîtrisez les stratégies de communication et d'animation de groupe. Vous possédez un solide bagage en gestion financière et de bonnes connaissances informatiques. Vous avez acquis une expérience professionnelle d'au moins dix ans en tant que directeur d'une association, d'un comité d'entreprise ou d'une collectivité territoriale.

La rémunération de départ sera de l'ordre de 200 KF.

Adresser candidature manuscrite, C.V. et photo à :

M. Roland VALENTINELLI  
Secrétaire du Comité d'entreprise  
de la C.N.A.V.T.S.  
12-14, rue de Joinville  
75019 PARIS

### NOTRE MÉTIER : LA LOGISTIQUE

#### NOTRE VOCATION :

#### IMAGINER ET ORGANISER L'AVENIR

Un service français de la prestation de services  
logistiques recherche son futur

## Directeur Logistique

Agé(e) de 30-35 ans, diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez mené depuis au moins cinq ans une expérience réussie et significative en tant que responsable logistique au sein d'une entreprise ou d'un service de développement.

La perspective d'élargir votre domaine de compétence, votre dynamisme et votre motivation pour les challenges que nous vous offrons aujourd'hui à rejoindre une équipe jeune, d'envergure nationale, reconnue pour son savoir-faire, sa capacité d'innovation en matière de prestation logistique.

Notre groupe est porteur de nombreux projets en DÉVELOPPEMENT LOGISTIQUE. Nous recherchons donc intégrer un(e) candidat(e) à fort potentiel qui participe et accompagne pleinement notre croissance.

Au-delà de la conduite opérationnelle des projets, vous serez à l'origine de la responsabilité fonctionnelle du développement logistique.

D'autres opportunités seront également possibles au sein du groupe.

notre projet vous intéresse, veuillez adresser votre lettre, CV, photo et prétentions à : 34801 PUBLICITÉ - 2, rue Marango 75001 Paris, qui vous transmettra nos coordonnées.

### LE DÉPARTEMENT DES YVELINES

1 300 000 habitants - 2 000 agents - 3,6 milliards de budget

recrute

### UN DIRECTEUR ADJOINT

de

#### L'ACTION SOCIALE

Collaborateur immédiat du Directeur

Il élaborera en concertation avec son collègue l'Adjoint et avec les équipes un projet d'organisation de l'action sociale.

Dans le cadre d'une politique globale de prévention associée à la politique de la ville, il sera chargé du bilan des plans et des mesures prises par le Département.

Il participera à l'élaboration et mettra en œuvre des propositions d'actions communes entre les différents niveaux d'intervention.

De formation supérieure (Bac + 4), vous serez recruté par voie de mutation ou détachement sur le grade d'Administrateur Territorial.

Gestionnaire, organisé, vous avez de réelles qualités d'intervention.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à :

Monsieur le Président du Conseil Général  
Direction Générale des Services du Département  
Direction des Ressources Humaines  
2, place André-Mignot  
78012 VERSAILLES CEDEX

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE EN  
BATIMENT, gérant plus de 500 MF de travaux, recherche  
pour son implantation à LYON

## son Directeur d'Agence

Ingénieur diplômé Grandes Ecoles, vous avez dirigé une équipe d'une quinzaine de personnes dans la réalisation de projets, avec le Directeur d'Agence. Vous êtes disponible, dynamique, communicatif, vous êtes responsable d'un centre de profit et contribuez efficacement au développement de l'activité de l'entreprise dans le domaine du Bâtiment TCE.

Rattaché au groupe de direction de l'Entreprise, vous participez à la détermination et la mise en place de la stratégie en Rhône-Alpes.

Salaires annuels : 320/350 MF +

Merci d'adresser CV, photo et prétentions

à : 39600

PREMIER CONTACT

50 avenue Vieux - 69006 LYON

ou taper 3111 PCONTACT.

PREMIER  
CONTACT

La Ville d'HEROUVILLE-SAINT-CLAIR (14200)

recherche

### son DIRECTEUR de la COMMUNICATION

- prendre la responsabilité de la Direction de la Communication (14 personnes, 3 services : communication, accueil, communication interne et documentation) ;
- chargé de la mise en œuvre de la politique d'information de communication de la ville et de la responsabilité de gestion de l'ensemble des supports d'information et de promotion (journal municipal, d'affichage, journaux lumineux, vidéographie, édition, expositions...).

Une formation supérieure en communication et une expérience de quelques années dans le domaine lui ont permis d'acquérir une bonne maîtrise des techniques de communication et de connaître le fonctionnement des collectivités locales.

RECRUTEMENT URGENT  
SALAIRE BRUT ANNUEL : 155 000 F

Adresser candidature à :

Monsieur le Maire d'Herouville-Saint-Clair  
Direction des Ressources Humaines  
B.P. 9

HEROUVILLE-SAINT-CLAIR CEDEX

### LA POSTE

DIRECTION DU COURRIER

recherche

POUR LA DIRECTION MARKETING/COMMERCIAL

### SON RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION PRODUITS

Le poste exige une formation supérieure dans le domaine de la communication et une expérience de quelques années dans ce domaine.

Le responsable suit les ventes,

son chef de produit - Nouveaux services pour le courrier entreprises.

Ces deux derniers postes nécessitent une formation école de commerce (ou équivalent) et une expérience de quelques années de marketing des sociétés de service.

Prière d'envoyer CV, lettre manuscrite et prétentions en indiquant quel emploi est recherché.

Réf. n° 8464 LE MONDE PUBLICITÉ

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria, 75002 Paris Cedex 15.

BERNARD KRIEF CONSULTING GROUP

recherche

## 2 consultants associés (X, MBA, ENA)

expérimentés, nous sommes aux grandes entreprises dans le domaine de la stratégie, de la restructuration, du management.

Il est offert : la possibilité d'une évolution en progression dans un groupe pluridisciplinaire original et créatif. La possibilité d'apporter au capital autrement que par la façon symbolique. La participation aux bénéfices du groupe.

Il est demandé : une expérience réussie de plus de 5 ans dans un cabinet de conseil international de même renom tant sur le plan de la conception que de la direction des interventions que dans la recherche et la négociation de contrats importants. Il faut pouvoir travailler en français et en anglais.

Merci d'adresser CV détaillant carrière et types d'expériences sous pli personnel, à M. Bernard Krief, 115 rue du Bac, 75007 Paris. La confidentialité la plus totale est garantie.



BERNARD KRIEF MANAGEMENT

WASHINGTON MOSCOW BRUSSELS PARIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group







# Le Monde de l'Informatique

**CAISSE D'ÉPARGNE**

**LA NORMANDIE S'EST TOUJOURS DONNÉE LES MOYENS D'ÊTRE EN AVANCE SUR SON TEMPS**

Ce n'est pas par hasard si, à travers le C.T.C.E.N.O., les Caisses d'Épargne de Basse et Haute-Normandie ont reçu le "Projet d'Or" des mains d'IBM, récompensant le grand projet de modernisation de notre système d'information.

Dotés d'une infrastructure performante, nous sommes résolument tournés vers l'avenir :

- IBM ES 9000, réseau privé X25, 1 900 postes de travail PS/2 permettant un dialogue permanent avec les utilisateurs. Cette plate-forme technologique avancée est accompagnée du moniteur transactionnel CICS, du SGBD DB2, d'un indicateur de la méthode SDMS et d'ARISE, complétée d'un AGS PACBASE. Cette volonté de progresser implique l'apport de talents nouveaux.

**INFORMATIENS : VOYEZ LARGE, OUVREZ-VOUS DE NOUVEAUX HORIZONS**

**DIRECTION SYSTEME D'INFORMATION**

- Responsable d'application Informatique Vidéo
- Analystes Programmeurs confirmés Gros Systèmes
- Analyste Programmeur OS/2
- Assistant Utilisateurs

**DIRECTION PRODUCTION**

- Ingénieur Système CICS
- Ingénieur Réseau
- Ingénieur DB2
- Chef de Service Exploitation Réseau

Vous trouverez auprès du C.T.C.E.N.O. une structure à la pointe de l'informatique dans laquelle vous pourrez vous intégrer et où vos compétences s'affirmeront à travers des réalisations de haute qualité.

Déposez votre candidature dès maintenant : • par minitel 3616 EUROCOM code 10080 • par téléphone au 16 (1) 47.61.58.80 du mardi au jeudi (sauf samedi et dimanche) de 9h à 18h30 • par fax (1) 49.10.95.72 • par courrier à MICHEL BENOIST CONSEILS 48 Quai du Havre - BP 4811 - 76783 ROUEN Cedex

**36 16 EUROCOM**  
Tél : 16 (1) 47 61 58 80

**INGENIERIE DE SYSTEMES D'INFORMATION**

**ENTREZ DANS LE CLUB DES MANAGERS...**

Réaliser des missions de conseil et des projets directs, concevoir des systèmes d'information, mettre en œuvre et piloter de grands projets : telle est la vocation de **BOSSARD SYSTEMES**, filiale du Groupe Bossard, 1000 personnes, un des premiers groupes de Conseil en France.

Nous mettons en œuvre une démarche globale de projets où, parallèlement aux méthodologies classiques d'ingénierie de systèmes d'information sont mises en œuvre les techniques d'organisation et méthodes d'animation propres à nos activités de conseil en organisation. Pour renforcer nos équipes de **CONSULTANTS**, nous recherchons des **INGENIEURS GRANDES ECOLES**.

Vous possédez 3 à 6 ans d'expérience dans l'analyse de systèmes d'information, la conception et la réalisation de solutions fonctionnelles. Votre ambition est d'avoir une évolution caractérisée par le développement permanent de vos compétences et la prise de responsabilités à un niveau de **MANAGER**.

Dans un contexte stimulant par la richesse des problèmes posés, vous serez impliqué dans un travail d'équipe où le professionnalisme et la convivialité sont fondamentaux. Les missions que nous vous confierons vous permettront de mettre en valeur votre sens de l'autonomie et de développer vos aptitudes commerciales et d'encadrement.

Merci d'adresser votre candidature détaillée sous réf. AB 01/92 à : Anne BUJARD - **BOSSARD SYSTEMES** 14, rue Rouget de Lisle - 92441 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX.

**L'INSTITUT NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS** recrute :

**RESPONSABLE DU DEPARTEMENT INFORMATIQUE ET OPTIMISATION**

Les domaines d'Enseignement et de Recherche à faire évoluer sont :

- Informatique - Systèmes répartis
- Parallélisme - Réseaux Neuronaux
- Microprocesseurs

**Profil souhaité :**

- ENSEIGNANT - CHERCHEUR
- Forte implication Télécom appréciée.
- Expérience recherche publique ou privée 10 ans minimum.

Envoyer CV + lettre manuscrite à :

**INSTITUT NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS**  
M. le Secrétaire Général  
9, rue Charles Fourier - 91011 EVRY  
Tél. : (+33 1) 76 41 01  
Télécopie : (+33 1) 60 77 60 82

Devenez notre expert en systèmes experts... 42.27.40.27

**Responsable systèmes experts**  
Débutant ou 1ère expérience

Rejoignez l'un des plus grands établissements de crédit aux participations en Europe. Après formation, vous metrez votre potentiel au service du développement de systèmes experts dans le domaine de la gestion du risque client. Vous évoluerez pour cela au sein d'une équipe des plus performantes en France et en Europe, et serez appuyé(e) par des outils à la pointe de la technique.

Le profil idéal pour intégrer notre Direction du Risque :

- Une formation Bac+4 en mathématiques, statistiques ou encore en informatique.
- Une expérience et/ou une formation en intelligence artificielle (LISP, PROLOG...).
- Vous maîtrisez, bien sûr, la micro-informatique.
- Les plus grands points forts : l'organisation, l'ouverture d'esprit, la capacité à appréhender des situations complexes, en bref si vous êtes logique et cohérent(e), de nombreuses perspectives d'évolution s'offriront à vous au sein du groupe en France et à l'étranger.

Pour en savoir plus, et postuler dès à présent, appelez ou (1) 42.27.40.27 du lundi au vendredi (de 9h à 13h et de 14h à 19h) et le samedi de (10h à 13h) ou adressez votre candidature (lettre, cv, photo) à Média-system (réf.19269), 6, impasse des deux cousins, 75849 Paris Cédex 17, qui

Important groupe financier international comptant 260 collaborateurs à Paris, recherche pour son département organisation et informatique un :

**INGENIEUR SYSTEME VAX VMS/UNIX**  
informatique financière

Associé au développement de projets variés, vous participerez aussi à l'optimisation de la gestion et l'exploitation de nos applications.

Nos systèmes informatiques sont à la pointe de la technique, ils mettent en œuvre des grands et moyens systèmes répartis, des réseaux à dimension multinationale, la télétransmission, la micro, des stations de travail.

A court terme, vous deviendrez chef de projet système.

Cette création de poste s'adresse à un ingénieur d'Ecole possédant une expérience de VMS et/ou UNIX d'environ deux ans. La connaissance des applications financières est un plus. La pratique de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 602 à MEDIA PA - 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

**LA FRANÇAISE DES JEUX**

**Un correspondant informatique**

Dans le cadre de notre stratégie commerciale, nous consolidons les liens avec notre réseau de vente et mettons en place une analyse précise des résultats commerciaux. C'est dans cet esprit que nous renforçons notre département Ventes et créons un poste de Chargé d'Etudes Commerciales.

Vous aurez pour mission de participer à l'organisation et la conception des outils informatiques destinés à optimiser les flux d'informations de nos vendeurs. En liaison étroite avec notre Direction Informatique, vous assurerez les connexions avec nos unités centrales et serez chargé d'administrer notre réseau.

De formation supérieure (MAGE - IUT de Commerce), vous avez acquis une première expérience dans la conception et la conduite de projets, de préférence dans le domaine de la distribution ou des produits Grand Public. Vous souhaitez désormais dépasser la technique pour évoluer, à terme, vers une fonction commerciale ou marketing, c'est ce que nous vous proposons. Poste basé à Neuilly sur Seine.

Merci d'adresser lettre, cv et photo sous réf. 12/796 (à noter sur courrier et enveloppe) à notre conseil Bernard Julhiet Ressources Humaines 17 rue Baudin - 92309 Levallois Perret Cedex.

**L'INSTITUT NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS** recherche

**DEUX ENSEIGNANTS CHERCHEURS**  
pour son

**Département Systèmes d'Information**  
(postes offerts en recrutement ou en détachement)

**Profil :**  
Doctorat en systèmes d'information obtenu ou en cours.

**Mission :**  
- Développer et animer de nouveaux cours sur les thèmes suivants :

- planification des S.I.,
- gestion de projet,
- siad,
- aspects économiques.

- Poursuivre des recherches en synergie avec les autres chercheurs.

Envoyer CV + lettre manuscrite à : **INSTITUT NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS** Secrétaire Général 9, rue Charles Fourier - 91011 EVRY CEDEX Tél. : 60.76.41.01

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 015 LM

صكنا من الأصل



# Secteurs de Pointe

GENIERIE DE SYSTEME  
D'INFORMATION  
ENTREZ  
DANS LE CLUB  
DES MANAGERS  
CONSULTANTS  
GENIEURS GRANDES ECOLES



Filiale de TECHNIP,  
TECHNIP SERI CONSTRUCTION  
développe, au sein du premier  
groupe français d'ingénierie  
(CA de 6,3 Mds F dont 70 %  
à l'export), l'ensemble des projets  
d'ingénierie liés aux bâtiments  
et aménagements tertiaires.

Concevoir  
la structure des  
grands projets  
tertiaires  
de demain

Nous recherchons l'ingénieur  
responsable de notre section  
"Structure". Vous serez chargé de la  
conception des structures (béton,  
métal...) dans le contexte pluridisciplinaire  
de nos projets, en coopération  
avec des architectes de renom.  
De formation supérieure (CHEBA...),  
votre expérience, acquise en  
ingénierie ou entreprise, vous a  
préparé à prendre la responsabilité  
de notre équipe spécialisée, pour  
en assurer le développement dans  
le cadre de notre forte expansion.  
Mobilité géographique et maîtrise  
de l'anglais souhaitées.  
Merci d'adresser votre candidature  
(lettre, CV, photo), sous référence  
M201, à François Chevallier,  
Technip Seri Construction, 7 ter rue  
de la Porte-de-Buc, 78000 Versailles.



## INFORMATIQUE-ELECTRONIQUE

Temps réel, Réseau, Système

Espace, aéronautique, télécommunications, énergie, transport

PARIS  
et  
PROVINCE

Dynamisme, professionnalisme, ambition  
sont vos qualités pour réussir.  
Nous recrutons des ingénieurs grandes écoles  
ou universitaires pour des postes de:

INGENIEURS D'ETUDES  
et CHEFS DE PROJETS.

Donnez une nouvelle dynamique à votre carrière  
en rejoignant une SSII spécialisée  
dans des domaines de haute technologie.

Adressez votre candidature à AUSY AUTOMATISMES ET SYSTEMES  
10, rue des Accacias, BP 94, 92134 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX  
ou contactez Marie-Thérèse TALAR - Tél. (1) 46 44 29 29.



LA RECHERCHE AU-DELA DE LA RECHERCHE



La Direction des Applications Militaires  
(DAM) du Commissariat à l'Energie  
Atomique, est le premier Centre de Recherche  
européen dans le domaine de la Défense.

La plupart de ses 6400 collaborateurs (dont plus de  
2000 cadres ingénieurs et chercheurs) sont mobilisés  
sur des projets scientifiques et techniques d'avant garde,  
très diversifiés.

La D.A.M. réalise des expériences d'interaction rayonnement-  
matière en focalisant des faisceaux laser de très forte puissance sur des cibles constituées  
de microsphères de verre ou de matière plastique. Elle recherche un

INGENIEUR PHYSICO-CHIMISTE

chargé de mettre au point les procédés de fabrication de ces cibles,

GRANDE ÉCOLE (type ESCPI) ou DOCTORAT ES-SCIENCES

ayant reçu, si possible, une formation en GÉNIE CHIMIQUE et/ou en SCIENCE  
DES POLYMERES, débutant ou ayant quelques années de pratique professionnelle.  
Expérimentateur minutieux, il aura le sens du travail en équipe. Il bénéficiera d'un  
environnement scientifique pluridisciplinaire et d'excellents moyens matériels.

Larges possibilités d'évolution de carrière.

Le poste est situé en banlieue parisienne, région sud-est.

Les dossiers de candidature sous réf. 4023 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :



2, rue Dufrenoy - 75116 Paris

## JEUNES INGÉNIEURS (ENSAM, ICAM, ECAM...)

Notre Direction Raffinage Distribution recherche pour sa Direction Logistique

■ **INGÉNIEUR EXPLOITATION DÉPÔTS** pour assister le Responsable du  
Département dans les domaines techniques, budgétaires et d'exploitation.

**Votre mission :** • l'amélioration de la qualité, des coûts, de la sécurité des opérations de  
stockage des hydrocarbures, • assurer le suivi et le contrôle de la qualité des produits, • veiller à  
l'application des procédures douaniers ou administratives, • Elaborer et contrôler le budget  
d'exploitation, • superviser la gestion administrative du personnel des dépôts feront aussi partie de  
vos responsabilités.

**Votre profil :** Homme de rigueur et de méthode, votre goût de la technique, de l'analyse, vos  
connaissances en hydraulique, informatique, métrologie... vous rendront, après une formation  
dispensée sur site, rapidement opérationnel.

Le poste est basé à la Défense mais implique de fréquents déplacements dans les sites  
d'exploitation. (Réf. 4916)

■ **INGÉNIEUR CHEF DE DÉPÔT**, pour assumer, après une période de formation,  
la responsabilité globale du fonctionnement et des résultats d'un site de stockage et d'expédition  
d'hydrocarbures.

**Votre mission :** • veiller à la qualité des produits, assurer la maintenance de la totalité de l'outil,  
le suivi des opérations d'investissement, le respect des règles de sécurité, de protection de  
l'environnement, • interlocuteur privilégié des transporteurs, des fournisseurs comme des  
administrations concernées, vous serez aussi un gestionnaire qui conçoit et suit son budget.  
• responsable de l'animation de l'équipe de travail, vous en organiserez et superviserez l'activité.

**Votre profil :** • technicien et manager, prêt à vous investir dans une fonction polyvalente et  
exigeante, votre goût du terrain, vos qualités d'organisateur et votre disponibilité assureront votre  
réussite.

Ce poste, basé à Gennevilliers, implique de fréquents déplacements pendant la période de  
formation. (Réf. 4917)

Ces postes s'adressent à des jeunes ingénieurs diplômés, débutants ou possédant une première  
expérience industrielle, dont le potentiel, les qualités relationnelles, la mobilité et une ouverture vers  
l'Europe assureront une évolution intéressante au sein du Groupe. Un bon niveau en anglais est  
souhaité. Une deuxième langue (allemand ou espagnol) serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence choisie à notre conseil  
Sylvie Lafon - CEPIAD - 135, avenue de Wagram - 75017 PARIS, qui l'étudiera en toute confidentialité ■

elf aquitaine

LA PASSION A TOUJOURS RAISON

Ensemble, exceller dans  
nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT  
AGRICOLE  
CONFIRME SA  
DYNAMIQUE DE  
SUCCES:  
PREMIER  
GROUPE BANCAIRE  
EUROPÉEN,  
9 400 POINTS  
DE VENTE,  
74 500 SALAIRES.

## DEUX INGENIEURS FINANCIERS GESTIONNAIRES DE PORTEFEUILLE

PARIS

Tous deux diplômés d'une Grande Ecole Scientifique.

L'un devra présenter une solide expérience de la gestion actions.

Le second, idéalement actuaire, sera débutant ou possèdera une  
courte expérience professionnelle.

Ils participeront :

- aux travaux de recherche du service (modèle d'allocation  
d'actifs, indicateurs d'évaluation des marchés, des titres...),
- à la création des nouveaux produits.

Ils géreront des portefeuilles utilisant des techniques  
quantitatives qu'ils auront mises au point.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous la référence  
MF/WLO.01 à : Direction des Ressources Humaines - Caisse Nationale de Crédit  
Agricole - 83, Bd Pasteur - 75015 PARIS.

36 15  
LM

Déposez votre CV sur 3615 LM  
pour découvrir des annonces  
qui correspondent à votre profil.



## Le Monde des Secteurs de Pointe

### 2 INGENIEURS AM/INSA/ENSI

+ 5 ans d'expérience

#### CHEF DE PROJET INVESTISSEMENTS

Responsable de la préparation des dossiers (rentabilité, productivité, coût, choix des installations, formation du personnel, sécurité, etc.) et sous la responsabilité du Directeur de la Division PL, vous assurerez la gestion des investissements et la mise en place d'une ligne de produits nouveaux (30 MF sur 2/3 ans). Avec votre équipe, vous devrez également manager les prestations extérieures (S.E., Sociétés Concessions, etc.). Rigueur, curiosité, ingéniosité, esprit de terrain sont des qualités indispensables pour adapter les évolutions technologiques à notre métier. (Réf. 2351/LM)

#### RESPONSABLE QUALITE

Sous la responsabilité du Directeur de la Division, vous serez responsable du service Qualité de la Division (10 personnes). Vous définirez et développerez l'esprit "Qualité totale Client" de l'entreprise en fonction des cahiers des charges Clients. Homme de contact, aimant le terrain, rigoureux et méthodique, vous devrez vulgariser des méthodes de type SPC, au sein de nos ateliers. (Réf. 2352/LM)

Pour ces 2 postes, l'anglais est indispensable, l'allemand souhaité.

Intéressé ? Adressez rapidement votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence chotée à PARRANCE ANNONCES - 13 rue Charles Lecocq - 75015 PARIS qui transmettra.

### Voyez l'informatique des télécommunications sous un nouveau jour

Société de Services et d'Ingénierie Informatiques spécialisée dans la conception et la réalisation des systèmes d'information interconnectés, notre activité TÈLECOMS vous propose d'évoluer dans les domaines suivants : Architecture de réseaux, administration et supervision de réseaux, communication avec les mobiles, réseaux intelligents, produits de Télécommunications et messagerie.

#### INGENIEURS LOGICIEL EXPERIMENTES

Titulaires d'un diplôme d'études supérieures.

- Vous avez acquis des compétences dans le développement logiciel sur des projets de télécommunications, de temps réel et de techniques informatiques génériques (SGDR, IAG...) (Réf. : MIL 01)

- Vous possédez une solide expérience d'encadrement ou de conseil sur des projets de télécommunications ou temps réel. (Réf. : MCT 01)

Vous aspirez à un monde fait d'ambition et de perspectives d'évolution.

**ALCATEL**  
**TITN ANSWARE**

Contactez Murielle YDE. Alcatel TITN Answer - 1 rue Galvani - 91300 MASSY



**La Banque du Morbihan**

*Qui gagne*

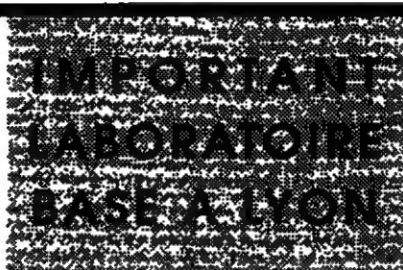
recherche pour son centre informatique un

#### RESPONSABLE DE LA PRODUCTION

Mission : assurer la gestion de son centre informatique équipé d'un central Bull DPS 9000 - 91 et le suivi du réseau de télétraitement de 600 micro-ordinateurs.

Profil : Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur, ou de formation équivalente avec de solides compétences techniques en Informatique et Télécommunications acquises au travers d'expériences professionnelles significatives, confortées par de réelles capacités à animer et manager des équipes importantes de techniciens.

Adresser CV + Photo + Prétentions à  
MONSIEUR LE CHEF DU PERSONNEL  
CREDIT AGRICOLE DU MORBIHAN - 56956 VANNES CEDEX 9



recherche

#### UN INGENIEUR

ARTS ET METIERS

OU EQUIVALENT

pour service "Etudes & Réalisations Internationales". Ce poste exige de nombreux déplacements à l'étranger. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions  
sous référence 7367 à EUROMESSAGES  
Tour Suisse  
69443 LYON cedex 03 qui transmettra.

REGION  
RHONE-ALPES

SIDERURGIE  
600 PERSONNES

Notre usine sidérurgique, filiale d'un groupe très connu, et leader dans sa branche, réalise 50 % de son CA à l'exportation. Son succès s'appuie sur le fait que tout au long du processus de ses fabrications, depuis la conception jusqu'à la réalisation des produits, elle cherche à atteindre un niveau maximal de qualité. Pour poursuivre cet objectif, nous recherchons un

#### Responsable du service qualité métallurgie 300 KF+

En collaboration étroite avec le Directeur Technique dont vous dépendez, vous élaborerez et animerez la politique de QUALITE TOTALE de l'entreprise. Interlocuteur privilégié entre le service commercial et les clients dont vous anticiperez les besoins en participant à l'élaboration du Cahier des Charges, vous vous appuyerez sur tous les autres services de l'usine. Votre expertise porte sur l'homologation et la certification des produits. Vous êtes, en quelque sorte, le garant de la conformité de l'ensemble des normes de qualité par rapport aux spécifications exigées. Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, nécessairement de formation métallurgiste, vous possédez également une expérience professionnelle de 5 à 8 ans en entreprise dont 3 à 5 ans en laboratoire de recherche ou comme ingénieur d'un service méthodes, acquise dans une société métallurgique. Vous devez être motivé pour vous orienter vers la fonction "qualité" sans pour autant avoir déjà eu une expérience significative dans ce domaine. Vos aptitudes, votre charisme doivent vous permettre d'aborder avec aisance les clients que vous êtes appelé à visiter lors de l'élaboration de leurs projets. Agissant en véritable consultant interne de la qualité, vous travaillerez étroitement avec l'ensemble de tous les services de l'usine (labo, recherche, fabrication). La connaissance de l'anglais est nécessaire.



Guy Postel

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) en précisant la réf. 9731 et un numéro de téléphone, à Guy POSTEL, Conseil, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup (discrétion assurée).

#### CHEF DU SERVICE SECURITE-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT LYON

Société de l'INDUSTRIE CHIMIQUE, 400 personnes, appartenant à l'un des leaders mondiaux de la CHIMIE, recherche son Chef du Service Sécurité-Protection de l'Environnement. Sous la responsabilité du Directeur, à la tête d'une équipe de 20 personnes, vous aurez en charge :

- la sécurité
- le service Incendie
- la protection de l'environnement

Nous recherchons un ingénieur de 35 à 40 ans environ, possédant une expérience industrielle de la sécurité et de la protection de l'environnement, ou un cadre de la fonction publique, maîtrisant les réglementations en vigueur dans ces deux domaines. La connaissance de l'anglais ou de l'allemand est indispensable.

Olivier RANDON vous remercie de lui faire parvenir lettre, CV et photo sous réf 3514 C

**BOSSARD  
Carrières**

**BOSSARD CARRIERES**  
Tour du Crédit Lyonnais  
129 rue Servient  
69003 LYON



Toujours précurseur, Hercules a la volonté d'être plus que jamais présent auprès des industriels papetiers. Autonomie, sens des responsabilités, mobilité, anglais permettent à nos ingénieurs de jouer pleinement leur rôle dans l'environnement technique et humain exceptionnel de la papeterie.

#### ingénieur

E.F.P., chimie, arts et métiers...

Vous êtes décidé à valoriser vos études scientifiques dans une fonction technique, tout en vous intéressant aux aspects de la négociation, gestion et développement des marchés.

Grand de la chimie dans le monde (leader mondial en adjuvants du papier), doté d'une puissante infrastructure en recherche, marketing et production en Europe, équipe à taille humaine en France, nous vous offrons :

- \* une formation approfondie aux techniques de production du papier et à l'application industrielle de nos produits,
- \* des responsabilités techniques et commerciales au sein d'une équipe de jeunes ingénieurs motivés sur un marché en expansion.

Adressez lettre, CV, photo sous réf. M 003 à C. Légeron, Direction du Personnel, Hercules 3 rue Peugeot, 92508 RUEIL MALMAISON

#### Engineering Systems International



Leader mondial (Europe, Japon, USA) en mécanique avancée et en prototypage industriel par simulation numérique (Transport, Espace, Aéronautique et Défense).



#### INGENIEURS GRANDES ECOLES

ou équivalent

##### RESPONSABLE GROUPE DEVELOPPEMENT

Votre expérience de la Mécanique des Fluides Numérique (environ 3 à 5 ans) vous permet de coordonner une équipe d'ingénieurs Développement (écoulements subsoniques et supersoniques).

##### INGENIEURS DEVELOPPEMENT/APPLICATIONS

Débutants ou 1ère expérience en mécanique non linéaire et calcul de structure (emboîtement/calcul dynamique rapide/matériau). Vous serez chargés de missions de Développement et/ou d'Applications Industrielles de pointe au sein de nos équipes.

Ces postes conviennent à des ingénieurs dynamiques motivés par un environnement industriel international. La pratique de l'anglais et la connaissance des méthodes numériques sont indispensables. Postes basés proche banlieue sud. Merci d'adresser votre candidature à : E.S.I. Service Recrutement, Sile 270, 94578 Rungis-cedex.

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

مكتبة الامم المتحدة



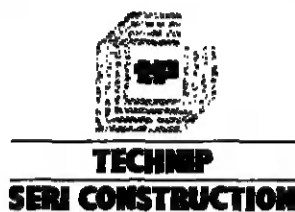
## Secteurs de Pointe



Filière de TECHNIP,  
TECHNIP SERI CONSTRUCTION  
développe, au sein du premier  
groupe français d'ingénierie  
(CA de 6,3 Mds F dont 70 %  
à l'export), l'ensemble des projets  
d'ingénierie liés aux bâtiments  
et aménagements tertiaires.

Responsables de  
grands projets  
d'aménagements  
tertiaires

Diplômé Grande Ecole, vous êtes un  
homme d'ingénierie, confirmé dans  
la conduite d'affaires, de préférence  
dans le domaine des aménagements  
tertiaires. Entraîneur d'hommes,  
vous aimez les défis, et vous savez  
être à la fois imaginatif et rigoureux.  
Venez prendre la responsabilité de  
nos grands projets : interlocuteur du  
client, vous organiserez et conduirez  
les missions de maîtrise d'œuvre qui  
nous sont confiées, vous animerez  
l'équipe de spécialistes, vous gèrerez  
le budget de l'affaire. Votre réussite  
se mesurera à la satisfaction de nos  
clients et aux marges réalisées.  
Mobilité géographique et anglais  
souhaités.  
Merci d'adresser votre candidature  
(lettre, CV, photo) à Eric Fallour,  
Chef du Département des opérations,  
Technip Seri Construction, 7 rue  
de la Porte-de-Buc, 78000 Versailles.



TECHNIP  
SERI CONSTRUCTION



### JEUNES INGENIEURS MECANIQUE, AUTOMATISME, AGRO...



La confiance que Coca-Cola a dans l'avenir, nous l'accordons aussi à  
ceux qui construisent notre réussite.



Dès aujourd'hui et dans un environnement industriel performant,  
nous vous proposons des responsabilités humaines, techniques et  
financières effectives.



Nos sites de Grigny (91), Clamart (92) et Marseille (13) attendent  
des jeunes motivés pour évoluer dans l'industrie : encadrer des  
équipes de fabrication, concevoir et réaliser des programmes  
d'investissement, construire et maintenir l'outil de production,  
gérer et améliorer les coûts de production, optimiser l'organisation...



Fin février, dix jeunes ingénieurs à potentiel auront rejoint nos  
équipes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle  
sous la référence 32/4489 A à : EGOR TECHNOLOGIES, 17 avenue Matignon,  
75008 PARIS.

## Ingénieur Chef de Projet "Environnement"

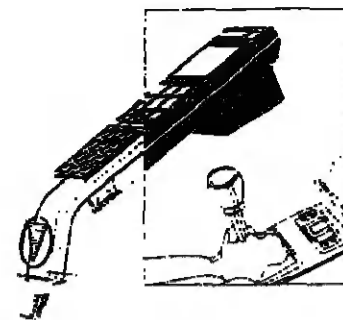
**Décontamination des sols.** Au sein d'un organisme de recherche et de  
développement, filiale d'un grand groupe industriel, il s'agit de prendre en charge  
un projet important centré sur la décontamination des sols pollués. Après la  
définition des axes de recherche prioritaires, ce chef de projet coordonne les  
études en liaison avec des bureaux d'études, des centres universitaires, etc.,  
permettant d'apporter des réponses complètes aux problèmes posés en termes de  
procédés de "décontamination". Il assure ultérieurement l'interface avec les  
sociétés du groupe chargées de leur mise en œuvre. Ce poste convient à un  
ingénieur grande école (Centrale - Mines), ayant une expérience de 3 à 5 ans  
acquise au sein d'un bureau d'études dans l'univers de la géologie ou de  
l'hydrologie, parlant anglais, capable, au-delà de ses compétences techniques,  
d'être un homme de coordination et d'animation. Le poste est basé à Paris. Des  
perspectives d'évolution vers des responsabilités opérationnelles existent au sein  
des différentes sociétés de notre groupe.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre  
candidature sous la référence 1347.92 M à notre conseil - 61, boulevard  
Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec



**ALCATEL Radiotéléphone** - 1500 personnes, 1,5 milliard de F de C.A. - est le leader en France  
pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. De la  
conception à la commercialisation de nos produits, notre maîtrise est totale. C'est notre ligne de  
conduite.

### Ingénieur Génie Logiciel

devenez

### Chef de Groupe "Outils et Méthodes"

pour la gestion de nos grands projets européens.

**Votre mission:** Au sein de notre service  
"OUTILS ET METHODES LOGICIEL", vous prenez  
la responsabilité d'un des domaines suivants:  
méthodes de conception et de spécifications, ges-  
tion des configurations, tests..., et animez une  
petite équipe d'ingénieurs expérimentés dans ces  
différents domaines.

Totalement impliqué dès l'amont des projets,  
vous collaborez étroitement avec la Direction des  
Etudes et participez largement par votre action à  
la réussite du développement de nos produits.

Au niveau international et européen, vous assu-  
rez la veille technologique dans votre discipline  
et intervenez dans les séminaires et manifesta-  
tions concernées.

**Votre profil:** Diplômé d'une Grande Ecole ou  
de l'Université (éventuellement spécialisé en  
génie logiciel) votre expérience d'au moins cinq  
ans du **Développement informatique de  
systèmes embarqués** vous apporte une cer-  
taine expertise du domaine.

Vous avez participé à des projets importants où  
la rigueur méthodologique a sensiblement amé-  
lioré la qualité des logiciels et la productivité  
des équipes. La prochaine étape de votre carriè-  
re se situe dans un contexte international qui  
vous permet à terme de bénéficier de vos succès  
en évoluant au sein du Groupe.

**La pratique de l'anglais courant est  
indispensable.**

Poste basé en proche banlieue Nord-Ouest.

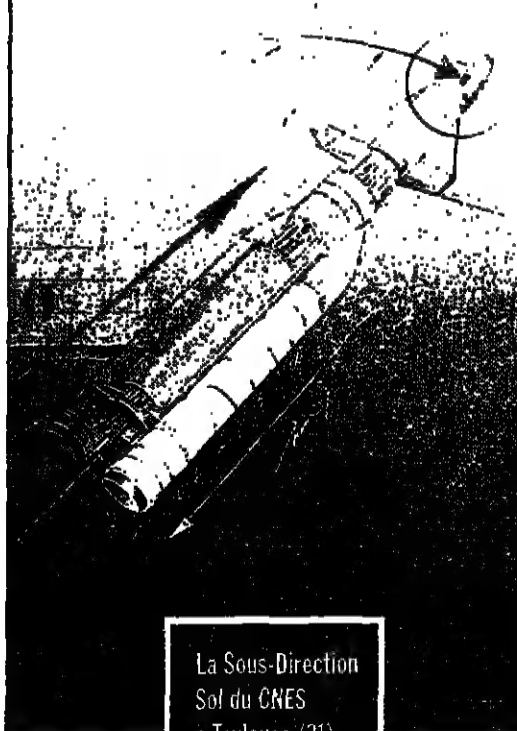


RADIOTELEPHONE  
La passion de communiquer



Adressez votre candidature à notre conseil, Marie Jeanne CAPDEPUY - Réf M/234/CG  
INFORAMA CARRIERES - 50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE

## IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA MAITRISE D'OEUVRE DE GRANDS PROGRAMMES SPATIAUX !



### Ingénieurs chargés d'études

Au sein des équipes de la Sous-Direction Sol à  
TOULOUSE, dont la mission est de concevoir  
et de réaliser les infrastructures et les  
équipements nécessaires à la préparation, au  
contrôle et à l'exploitation de systèmes  
spatiaux, trois postes sont à pourvoir :

• Etudes de **Systèmes de Radio-communications**  
et de la définition des Équipements Sol associés.  
(Réf. 91/SDS/04)

• Etudes et suivi de développement d'équi-  
pements de **Traitement du Signal** de Stations de  
Contrôle de véhicules spatiaux. (Réf. 91/SDS/07)

Pour ces 2 postes, une formation Grande Ecole  
(ESE, ENSAE, ENSEIHT, ENST...) est souhaitée.  
Une première expérience (1 à 3 ans) serait  
considérée comme un plus.

• Etudes et suivi de développement de  
dispositifs **radar**. (Réf. 91/SDS/11)

Ce poste peut convenir à un ingénieur ayant  
une expérience de 5 à 8 ans dans le domaine  
concerné (conception, mise en œuvre,  
maintenance).

Ces trois postes comportent des déplacements  
fréquents en France métropolitaine, en Guyane  
et en Europe.

La Sous-Direction  
Sol du CNES  
à Toulouse (31)  
recherche dans  
le cadre des  
programmes  
spatiaux.

Merci d'avance d'adresser vos dossiers de candidature (lettre, CV, photo et  
prétentions), sous la référence du poste choisi, à la Division du Personnel,  
Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.  
Minitel 3615 code CNESPACE.



cnès

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES



### Jeunes ingénieurs

Débutez ou 1re expérience, avec une spécialité hydraulique, mécanique, électricité, informatique, génie civil... Des opportunités variées s'ouvrent à vous en Ile-de-France et en région. Futur responsable de l'un de nos centres de profit, vous exprimerez pleinement vos qualités techniques et humaines. La diversité de nos métiers, notre appartenance au Groupe Bouygues vous permettront par la suite de construire votre carrière en France comme à l'étranger. Adressez CV, photo, prétentions et préférences géographiques, sous réf. M/211, à Saur, DRH, 1 avenue E.-Freysinet, 78064 St-Quentin-en-Yvelines Cedex. Minitel 3615 code SAUR.

Le respect de la nature, l'amélioration du cadre de vie sont pour les collectivités des préoccupations croissantes. C'est l'affaire de Saur, spécialiste mondial du Service aux Collectivités Locales : distribution d'eau potable, assainissement des eaux usées, traitement et valorisation des déchets, distribution d'énergie... Le service Saur c'est 11 900 collaborateurs réalisant 7 Mds F de CA dans le monde et dans plus de 4 000 communes en France.



**Protéger leur environnement  
n'est pas un jeu d'enfant.**

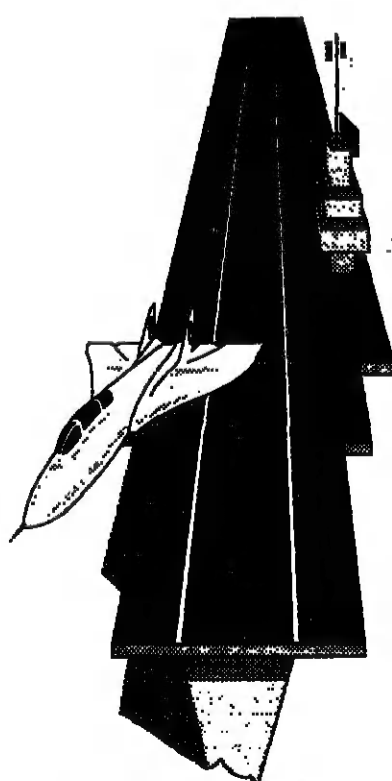


Les technologies de l'environnement

## Objectif responsabilités. Notre taille est votre chance !

ASSOCIÉE AUX GRANDS PROJETS  
DE DÉFENSE NATIONALE  
(TÉLÉCOMMUNICATIONS PAR SATELLITES  
SYRACUSE II, CHAR LECLERC,  
PORTE-AVIONS CHARLES DE GAULLE...),  
CSEE DÉFENSE. 480 PERSONNES,  
PARTENAIRE DU GRAND GROUPE ITALIEN  
D'ÉLECTRONIQUE NAVALE ALenia, ÉQUIPE  
AUJOURD'HUI 35 MARINES  
DANS LE MONDE.

NOTRE CARNET DE COMMANDES ET NOTRE  
STRATÉGIE NOUS AMÈNENT À RENFORCER  
NOTRE COMPÉTENCES PLURIDISCIPLINAIRES  
POUR ASSURER LA CONCEPTION ET  
L'INTÉGRATION DE SYSTÈMES EMBARQUÉS  
DE HAUTE TECHNOLOGIE DANS LES  
DOMAINES DE L'AUTO-DÉFENSE NAVALE, DE  
L'INFORMATIQUE MILITAIRE ET DES  
MARCHÉS CIVILS.



**INGÉNIEURS  
HIGH-TECH**

Vous voulez participer à la forte croissance d'une entreprise à  
taille humaine et de dimension européenne, caractérisée par la  
collaboration étroite de ses équipes et sa pratique d'une large  
délégation de responsabilités.

Nous recherchons pour le développement de nos systèmes  
d'armes et informatiques :

- Responsables de projets études et développement de prototypes
- Responsables industriels de projets
- Ingénieurs de fabrication méthode
- Responsable de service après-vente export
- Ingénieurs confirmés, généralistes, en conception de systèmes
- Responsables logiciels temps réel embarqués, et systèmes d'informations
- Ingénieurs débutants et confirmés logiciels temps réel embarqués et systèmes d'informations
- Ingénieur en fiabilité dans le cadre d'étude de sûreté de fonctionnement
- Ingénieurs en conception et développement de packaging

Ces postes sont à pourvoir à notre centre d'études d'ORSAY (91) et à notre unité d'intégration de RIOM (à proximité de Clermont-Ferrand).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et C.V.)  
à Louis MOREL - CSEE DÉFENSE - Z.A. de Courtaubeuf -  
6, av. des Tropiques - 91943 LES ULIS Cédex.

## RESPONSABLE DES PROJETS LOGISTIQUE INTERNATIONALE



ARCO Chemical Europe

### Fos-sur-mer

ARCO Chimie France, SNC, fait partie des  
opérations européennes de ARCO Chemical  
Company, Filiale du groupe américain ARCO.  
ARCO Chemical est leader mondial dans la  
production de grands intermédiaires oxygénés  
pour la pétrochimie (oxyde de propylène et  
dérivés) et pour le raffinage (essence sans plomb).

Sous la responsabilité directe du Directeur de la  
Logistique Sud Europe et au sein d'une équipe  
polyvalente technique et commerciale, maîtrisant  
des flux de plusieurs millions de tonnes par an de  
produits chimiques divers, par mer, fer et route,  
vous identifieriez les améliorations potentielles de  
nos processus de transport, stockage, livraison.

Vous guideriez le choix des prestataires de  
services et mèneriez à bien les projets dans le  
cadre d'un budget annuel de 200 millions de  
Francs.

Vous jouerez également un rôle actif dans les  
recrutements, la formation des équipes logistiques  
et aussi dans la définition et la conduite de la  
politique de qualité et sécurité de la société.

De formation scientifique, complétée par des  
compétences économiques en milieu industriel, de  
préférence dans le domaine de la logistique et de  
la planification, vous maîtriserez parfaitement  
l'anglais.

En plus des promotions au niveau national, ARCO  
Chimie France offre des opportunités de carrières à  
l'étranger. Les échelons hiérarchiques peu  
nombreux favorisent la promotion aux postes de  
responsabilité car la contribution personnelle de  
chacun est clairement reconnue.

Merci d'adresser votre lettre de candidature sous  
référence 92 LM avec CV, photo et prétentions à :

ARCO Chimie France  
Direction des Ressources Humaines  
BP 201 - 13775 FOS-SUR-MER CEDEX.

Afin d'assurer le développement futur de ses activités, en Europe  
Centrale et Orientale, Société Internationale d'Ingénierie souhaite  
renforcer ses équipes opérationnelles et recherche des :

## CONSULTANTS ET INGENIEURS

dont l'expertise couvre un ou plusieurs des domaines suivants :

- Énergie (maîtrise, production, transport) réf. 92/A
- Environnement (urbain, rural, industriel) réf. 92/B
- Transport (politique, planification, infrastructures) réf. 92/C
- Services publics municipaux (eau, déchets, transports...) réf. 92/D
- Développement rural (circuits de distribution, aménagement, organisation) réf. 92/F
- Privatisation et restructuration d'entreprises réf. 92/G
- Formation et gestion des Ressources Humaines réf. 92/H

Titulaire d'un diplôme Universitaire même cycle ou ancien élève  
d'une Grande Ecole, vous justifiez d'une expérience  
professionnelle confirmée dans un ou plusieurs des domaines  
précités.

Une parfaite maîtrise de la langue anglaise est indispensable, une  
bonne connaissance d'une langue slave ainsi que de cette zone  
géographique serait appréciée.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et photo en indiquant  
la référence choisie à EUROMESSAGES - BP 80  
92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - BREST EUROMESSAGES

## CHEF DE LABORATOIRE

Filiale du groupe NESTLE, FRANCE GLACES FINDUS a  
construit sa notoriété et son image sur la qualité de ses  
fabriques.

ENSIA - INA - ENSA - UTC ou équivalent  
Expérience de 3 à 5 ans en industrie  
agro-alimentaire.

Dans le cadre de l'organisation et de la gestion du système  
assurance qualité de l'usine, notre Chef de Laboratoire est  
responsable des procédures de :

- Contrôles physico-chimiques et organoleptiques des matières premières et fabrications
- Libération des produits finis
- Hygiène et nettoyage
- Échantillonnage et dégustation.

Parallèlement, vous gèrerez et animerez votre équipe,  
composée d'une vingtaine de personnes.

Poste basé en Province.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil et si vous portez  
un intérêt particulier à l'hygiène alimentaire, écrivez-nous  
à FRANCE GLACES FINDUS - Direction des  
Ressources Humaines - 4 rue Brantôme  
75152 PARIS Cedex 03.

LES MARQUES DE LA REUSSITE



صك: امن الاصل